Main basse sur l’Afrique - PDFDrive.com

Ziegler, Jean

JEAN

ZIEGLER

MAIN BASSE SUR L'AFRIQUE

combats
SEUIL

Jean Ziegler

Main basse sur l'Afrique

La recolonisation

Éditions du Seuil

Ouvrages de Jean Ziegler

La Contre-Révolution en Afrique

Payot, 1963, épuisé

Sociologie de la nouvelle Afrique

Gallimard, coll. « Idées », 1964, épuisé

Sociologie et Contestation

essai sur la société mythique

Gallimard, coll. « Idées », 1969

Les Vivants et la Mort

essai de sociologie

Éd. du Seuil, coll. « Esprit », 1975 ; coll. « Points », 1978

Une Suisse au-dessus de tout soupçon

Une Suisse au-dessus de tout soupçon

en collaboration avec Délia Castelnuovo-Frigessi.

Heinz Hollenstein, Rudolph H. Strahm

Éd. du Seuil, coll. « Combats », 1976 ;

coll. « Points », nouv. éd. 1979

Le Pouvoir africain

Éd. du Seuil, coll. « Esprit », 1973, épuisé ;

coll. « Points », 1979

Retournez les fusils !

Manuel de sociologie d’opposition

Éd. du Seuil, 1980

COLLABORATION

A DES OUVRAGES COLLECTIFS

La Société émergente

in

Vocabulaire de la sociologie contemporaine

Gonthier, 1971

Anthologie des sociologues de langue française

PUF, 1972

La Mort dans la littérature sociologique

française contemporaine

in

La Sociologie française contemporaine

PUF, 1976

Le Nomadisme de l’au-delà :

les morts-revenants d’Itaparica

in

Nomades et Vagabonds

UGE, coll. « 10/18 », 1975

Ce livre est dédié à la mémoire de

Mehdi Ben Barka,

Pierre Bungener,

Carlos Lamarca,

Henri Curiel.



En couverture : dessin

de José Venturelli

ISBN : 978-2-0211-9025-0

(ISBN 2-02-004881-7, 1re publication.)

© ÉDITIONS DU SEUIL, 1980.

Cet ouvrage a été numérisé en partenariat avec le Centre National du Livre.

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo .

Principale certitude : une société incrustée de tabous et fondée sur le profit appelle un refus total, et ceci d’autant plus qu’elle a su se faire accepter de ceux-là même qu’elle exploite.

Jean-Paul Marat,

L’Ami du peuple

.

Eux qui sont innombrables

comme les fourmis dans la terre,

les poissons dans l’eau,

les oiseaux dans l’air,

eux qui sont poltrons,

courageux,

ignorants,

et sages,

eux qui sont des enfants,

eux qui font table rase,

et eux qui créent,

notre livre ne contera que leurs seules aventures.

Eux qui se laissant prendre aux menées du traître,

jettent leur drapeau,

et abandonnant l’arène à l’ennemi,

courent s’enfermer chez eux,

et eux encore qui percent de leur poignard le traître,

eux qui rient comme l’arbre vert,

eux qui pleurent trop tôt,

eux qui injurient père et mère,

notre livre ne contera que leurs seules aventures.

…

Ce sont eux qui reflètent

dans les miroirs les plus sages

les images les plus colorées.

En notre siècle, eux ont vaincu,

eux ont été vaincus.

On a dit d’eux bien des choses,

et pour eux on a dit

qu’ils n’avaient rien à perdre,

rien que leurs chaînes.

Nazim Hikmet,

Eux

.

Les intérêts des peuples ne peuvent s’opposer.

Elias Farah,

La Patrie arabe

.

TABLE DES MATIÈRES

Ouvrages de Jean Ziegler

Dédicace

Copyright

Introduction

PREMIÈRE PARTIE - LES ENNEMIS DE L’ESPOIR

I - L’empire de la rareté

II - Théorie de la nation

I. La nation en Europe.

II. La nation en Afrique noire.

III. Lutte anti-impérialiste — Lutte de libération nationale.

III - Conscience possible, conscience en soi, conscience pour soi

DEUXIÈME PARTIE - LES ANCÊTRES DE L’AVENIR

I - Les ancêtres de l’avenir

II - N’Krumah : la prophétie panafricaine

I. Les racines de l’idéologie panafricaine.

II. Connaître l’ennemi.

III. La déchéance du prophète.

III - Patrice Lumumba, le rêve de l’État unitaire, transethnique

I. Le règne du pillage.

II. Naissance d’un prophète.

III. L’État unitaire : vocation universelle de la nation.

IV - Gamal Abdel Nasser : la résurrection de la communauté historique

I. La conjuration des Officiers libres.

II. La résurrection de la « communauté historique ».

III. La chute du Messager.

TROISIÈME PARTIE - L’ARMÉE DE LA FAIM

I - La lutte de libération des peuples d’Afrique du Sud

I. Théorie de la nation duelle.

II. Genèse du mouvement de libération nationale.

III. Un ennemi divisé.

IV. Perspectives.

II - Libération et culture : le cas de la Guinée-Bissau

I. Les trois thèses d’Amilcar Cabral.

II. Le mouvement de libération nationale PAIGC.

III. La conversion des maîtres.

III - L’Afrique trahie : les protonations

I. Théorie de la protonation.

II. Le cas du Katanga.

III. L’État protonational.

IV. Épilogue provisoire : la protonation dispersée.

QUATRIÈME PARTIE - LE FRONT DU REFUS

I - L’ombre

II - L’espérance

Bibliographie

Introduction

Dans les années soixante, Che Guevara plaçait en exergue de ses écrits militaires cet appel à l’espérance qu’il empruntait à José Marti : « C’est l’heure des brasiers et l’on ne doit regarder que vers la lumière **1.** » L’Afrique est

aujourd'hui partout en lutte. Du Sahara occidental au Cap, des prisons égyptiennes aux maquis du Kivu, du Tchad au Malawi, de la Namibie au Sahara occidental, des hommes et des femmes, par dizaines de milliers, luttent, meurent et renaissent pour arracher aux dominateurs les conditions indispensables à l'édification d'une société plus humaine.

Quinze ans après la décolonisation des principaux États africains, où sont l'espoir, la lumière ? J'ai été façonné, porté, guidé par les promesses des luttes de libération anticoloniales. Je dois aujourd'hui procéder à un réexamen.

Dans la plupart des États décolonisés règne la dictature de militaires ou des bourgeoisies compradores. L'indépendance de ces États est largement fictive.

J'appelle *protonation* (du grec *protos :* « primitif », « rudimentaire ») la formation sociale qui gouverne aujourd'hui les trois quarts du continent. La protonation ne désigne ni une nation en formation — encore qu'elle produise pour ses membres les symboles élémentaires d'un sentiment « national » — ni une nation achevée qui se serait pervertie. Elle ne désigne pas non plus une pseudo-nation, mais une sociabilité rudimentaire, limitée dans sa construction, asservie aux seuls besoins de ceux qui l'organisent de l'extérieur. Elle, est avant tout une création de l'impérialisme. Elle n'exprime qu'une souveraineté fictive, la totale dépendance de l'économie du pays à l'égard du centre métropolitain.

C'est la présence au pouvoir local de satrapes qui manient avec intelligence un discours « désorienteur nationaliste » (Fanon) qui assure la permanence de la protonation [2]. Nombre de ces satrapes entretiennent des liens particuliers non seulement avec les sociétés multinationales et les groupes financiers mais également avec l'État français. Exemple : Dans la nuit du 20 au 21 septembre 1979 les parachutistes français débarquèrent à Bangui ; ils amenèrent avec eux un nommé David Dacko qu'ils installèrent au pouvoir. Son prédécesseur, l'empereur déchu Jean Bedel Bokassa, ancien sous-officier de l'infanterie coloniale, actuellement retraité en Côte-d'Ivoire, touche une pension de l'État

français et est électeur en France. Les actuels chefs d'État de Haute-Volta (Lamizane), du Togo (Eyadema) sont d'anciens militaires français qui ont droit à une retraite du gouvernement de Paris. Quant au triumvirat politico-militaire qui a pris le pouvoir le 13 mai 1978 aux îles des Comores, l'un de ses membres, Robert Denard, ancien militaire de l'armée d'Indochine, est un citoyen français originaire de Bordeaux. Mais déjà certains peuples africains sont engagés dans

une guerre nouvelle, celle que Salvador Allende nomma *« la guerre pour la seconde indépendance »*, c'est-à-dire la guerre pour la construction nationale, la souveraineté économique, la liberté réelle du peuple. Cette lutte naît de l'effort catégorique — lui-même issu de l'instinct de justice — d'une avant-garde décidée à affronter le dominateur impérialiste de son peuple. Une dialectique ascendante, ouvrant sur des horizons inconnus, l'habite. La lutte de libération, la construction nationale sont achevées lorsque la nation est la seule source de ses décisions et lorsque les mécanismes, la violence matérielle, symbolique du capital financier multinational, n'ont plus prise sur elle.

Cependant, la nation périphérique est une formation sociale ambiguë. Elle unit les hommes et, en même temps, elle les divise, les dresse les uns contre les autres. En un certain sens, Léopold Sédar Senghor a raison de dire : « L'homme enraciné, la patrie singulière sont les seuls véritables garants de la dignité **3**. » A Soweto, dans les faubourgs de Johannesburg, au Cap, à Durban, à Port Elizabeth, des adolescents sont morts par centaines entre juin 1976 et octobre 1977 sous les balles de la police sud-africaine. Ils refusaient d'accepter comme langue obligatoire de l'enseignement secondaire la langue des dominateurs, l'afrikaans. Pour tout mouvement de libération, la construction d'une conscience nationale transethnique et transclassiciste est partout la condition première de la victoire militaire sur l'occupant. En résumé, l'idée nationale est porteuse de dignité, d'intelligence du monde, d'identité alternative : elle est force de résistance, instrument de libération. Mais, en même temps, elle est agent de solitude, moyen de séparation, cause de division entre les peuples.

Sa conscience est apodictique et apologétique. Elle divise l'aire tricontinentale en une multitude d'États dont chacun ne se définit que par opposition à l'existence propre de l'État voisin. La nation libère le peuple dominé, mais elle affaiblit le combat mondial commun contre l'oppresseur transnational.

Pourtant la révolution mondiale, la révolution de classe, née de la conscience de l'identité de tous les travailleurs, de tous les dominés, est un projet potentiellement réalisable, concret, réaliste **4**. Celui-ci donne aujourd'hui naissance à une *conscience pour soi* (Lukacs) qui transcende les formations

nationales. Cette *conscience pour soi* est embryonnairement présente dans de nombreuses luttes de la périphérie. C'est ainsi qu'en novembre 1976, 18 000

soldats cubains arrêtent l'armée coloniale sud-africaine à 16 km au sud de

Luanda, contribuant ainsi à assurer la naissance de la République d'Angola.

L'expédition cubaine, légitimée par la conscience de l'identité entre tous les opprimés, de cette conscience pour soi qui s'oppose à la conscience en soi de la nation, fut baptisée « Carlotta », du nom de l'esclave insurgé qui, à Camaguay en 1843, organisa la révolte des coupeurs de cannes.

Je réponds ici une fois pour toutes à une objection que ne manquera pas de susciter ce livre : l'Union soviétique mène aujourd'hui en Afrique une politique offensive. Est-ce dire qu'il existe un impérialisme soviétique ?

Les conduites de l'URSS ne me paraissent pas comparables à la logique impérialiste qui habite le système de domination du capital financier multinational. Ce capital vit de la maximalisation des profits, de l'échange inégal, de la surexploitation la plus rationnelle possible des ressources naturelles et des hommes. Dans la plupart des pays tricontinentaux où aucun contre-pouvoir efficace (État national, syndicats, etc.) ne brise sa stratégie du pillage, il crée la faim, le chômage, la maladie, la destruction des familles, comme par nécessité. Cette nécessité est immanente à sa praxis.

Les conduites de l'URSS s'enracinent dans une autre histoire : la révolution bolchévique de 1917 donna naissance à la IIIe Internationale (Komintern). Cette organisation, prétendant réunir toutes les forces révolutionnaires, anticoloniales, anti-impérialistes de la planète, était porteuse d'un immense espoir : celui de l'établissement de relations égalitaires, complémentaires, fraternelles entre tous les peuples. Espoir déçu dès 1928 (VIe Congrès du Komintern) : Staline assoit son pouvoir sur l'Internationale et réduit cette dernière à un simple instrument de la raison d'État soviétique. Cette raison d'État soviétique — comme toutes les raisons d'État des autres États du monde — fait fi de toute considération internationaliste. En d'autres termes : elle refuse de prendre en considération, de promouvoir et de protéger les intérêts nationaux légitimes d'autres peuples que le sien. Après la mort de Staline, la raison d'État soviétique continue de dicter aux dirigeants de Moscou des conduites qui sont radicalement incompatibles avec l'internationalisme prolétarien proclamé en 1917 et 1919. Exemples : l'invasion de l'Afghanistan (1979), celle de la Tchécoslovaquie (1968), celle de la Hongrie (1956).

Quelle est la nature des États dits socialistes ? Je nomme ces sociétés : sociétés du mode de production collectiviste d'État. Dans un livre précédent : *Retournez*

les fusils ! Manuel de sociologie d'opposition, j'ai tenté de formuler ces éléments d'une sociologie de ces sociétés **5.** Dans le présent chapitre je me contente de signaler trois paradoxes qui gouvernent aujourd'hui les rapports entre l'Union soviétique (et ses alliés d'Europe de l'Est) avec les peuples de la périphérie : 1. L'État soviétique est probablement un des États les plus violents, les plus contraignants de la planète. L'organisation totalitaire de sa bureaucratie, la quasi-toute-puissance de sa classe dirigeante impliquent le mépris permanent des droits de l'opposition et des principales libertés du citoyen. En même temps *cet État totalitaire est à l'extérieur de ses frontières souvent porteur de liberté :* il n'existe aucun mouvement africain de libération nationale qui ait remporté la victoire sur l'occupant colonial sans l'aide militaire, financière, diplomatique de l'Union soviétique. En Asie, l'héroïque peuple vietnamien lui-même aurait probablement plié sous l'agression américaine sans les armes, l'appui diplomatique de l'Union soviétique. En Amérique latine, Cuba — qui avec le Nicaragua est le seul pays où la misère des plus défavorisés recule réellement —

ne survit qu'avec l'aide quotidienne de l'Union soviétique.

Inversement nous pouvons dire : le sabotage, l'asphyxie, enfin l'assassinat de la démocratie chilienne par les puissances impérialistes et le coup d'État de Pinochet du 11 septembre 1973 n'ont été possibles que parce que l'Union soviétique s'était désintéressée de l'expérience de l'Unité populaire. Je me souviens d'un soir d'avril 1972 à Tomas Moro, la petite villa blanche habitée par Salvador Allende. Allende me dit : « Nous sommes un Vietnam silencieux — et personne ne nous vient en aide. »

2. Dans ses rapports économiques, financiers, commerciaux avec les pays du Tiers Monde (et avec les autres pays dits socialistes) l'Union soviétique (et ses alliés d'Europe de l'Est) reproduit quotidiennement la rationalité capitaliste. Les sociétés du mode de production collectiviste d'État véhiculent — dans les relations qu'elles entretiennent entre elles — la même logique marchande que les sociétés du capitalisme sauvage **6.**

3.

L'Union

soviétique

affronte

les

puissances

impérialistes

— diplomatiquement, militairement — sur de nombreux fronts dans le Tiers Monde. Mais du fait de l'insuffisance partielle du développement de ses propres forces productrices, l'Union soviétique subit la loi inégalitaire du marché capitaliste mondial. Elle est partiellement intégrée dans ce marché. Sa politique étrangère, sa politique du commerce extérieur sont partiellement surdéterminées

par lui. Mais il y a pire : du fait de cette surdétermination l'Union soviétique contribue — dans certains secteurs — à l'aggravation de la dépendance, de la misère des peuples du Tiers Monde. Exemple : l'achat sur le marché dit libre par l'Union soviétique de quatre cents millions de tonnes de céréales en 1978 a fait monter les prix de ces produits. Ceux d'entre les pays du Tiers Monde qui doivent combler leur déficit alimentaire par des achats récurrents sur le marché mondial ont été mis partiellement dans l'impossibilité de payer les prix nouveaux. Des centaines de milliers d'hommes sont morts dans le Tiers Monde en 1979 du fait des prix alimentaires surélevés, dus entre autres aux achats soviétiques 7.

Le cas de Cuba est totalement différent. La présence militaire, civile cubaine dans dix-huit pays d'Afrique et du Moyen-Orient — et notamment l'opération Carlotta 8 — procèdent d'un héritage symbolique, social, politique particulier.

Au début du XIXe siècle, plus de la moitié du peuple cubain est noire : en 1820, 393 000 esclaves et affranchis coexistent avec 311 000 Blancs 9. Les troupes afro-cubaines ont été le fer de lance de la longue guerre de libération nationale contre l'Espagne. De 1868 (date de l'insurrection nationaliste) jusqu'au traité de Paris de 1898, les forces anticolonialistes, sous la direction de José Martí, comportaient une petite minorité de combattants blancs — jeunes libéraux cubains, combattants anticoloniaux d'Europe, d'Amérique — et une immense majorité d'esclaves en fuite ou de journaliers noirs… Antonio Maceo, général noir, est un héros vénéré de la guerre d'indépendance. Cette guerre était d'une part une guerre de libération nationale et d'autre part une guerre contre l'esclavage et pour l'émancipation de l'homme noir.

Autre fait important : l'actuel groupe dirigeant de La Havane est — mis à part

Carlos Raffaël Rodriguez (et bien sûr Guevara, Cienfuegos disparus entre-temps) — pratiquement le même que celui qui conduisit la guérilla de la Sierra Maestra. Or, ces hommes, ces femmes ont été des anticolonialistes bien avant de devenir des marxistes-léninistes. Fidel Castro a été l'élève de Fernando Ortiz **10.**

Le panafricanisme reste extrêmement vivace notamment parmi les Yoruba **11.**

Janvier 1966 : la première conférence tricontinentale conceptualise, transforme en programme d'action anticolonial, anti-impérialiste, l'héritage afro-américain du peuple cubain. L'année précédente, Che Guevara et deux cents guérilleros cubains avaient brisé, dans les montagnes de Fizzi-Baraka (Katanga du Nord) la contre-offensive blanche contre la révolution lumumbiste.

J'insiste sur ce point : aujourd'hui, en Érythrée, des soldats soviétiques

appuient l'armée éthiopienne dans un injuste combat contre les maquisards autochtones. Ailleurs, ils assurent le triomphe d'authentiques mouvements de libération (au Mozambique, en Angola) ou aident à rétablir l'intégrité territoriale d'un État (en Ogaden). Mais établir une simple équivalence entre l'impérialisme capitaliste et un « social-impérialisme » soviétique signifierait niveler une problématique complexe, paralyser notre propre raison analytique et nous condamner à ne rien comprendre à la question infiniment compliquée des interventions étrangères en Afrique.

Certains auteurs et les principaux dirigeants des protonations africaines affirment que la conduite impérialiste est consubstantielle à la politique de grande puissance. En d'autres termes : l'impérialisme serait une conséquence naturelle, une sorte de qualité innée de tout pouvoir qui dépasse un certain seuil d'accumulation interne. Dès qu'un État extra-africain — ou même africain —

atteint un certain pouvoir économique, politique, militaire, il mènerait comme sous l'empire d'une fatalité incontrôlable une politique impérialiste, c'est-à-dire une politique qui vise à asservir le plus faible et qui refuse toute relation égalitaire avec son partenaire. Cette vue est contraire aux faits : l'impérialisme n'est pas réductible à une simple excroissance de la politique de grande puissance. Il n'est pas non plus une « tentation psychologique », une hybris, un vertige dont tomberaient victimes certains dirigeants de grands États européens protecteurs de tels ou tels pays africains. L'impérialisme est un phénomène historique spécifique, né d'un stade précis du développement du mode de

production capitaliste. Ce mode de production a donné naissance — au siècle passé — à l'occupation coloniale de l'Afrique. Il provoque aujourd'hui — par d'autres moyens — l'asservissement des protonations du continent.

C'est de lui qu'il sera avant tout question dans notre livre.

Hommes d'Occident, malgré nous ou avec notre muette complicité, nous sommes associés à l'œuvre de domination, d'exploitation et de mort de l'impérialisme. Nous collaborons avec l'oligarchie de nos pays respectifs, de France, de Suisse et d'ailleurs, à la destruction quotidienne de ce qui nous fait exister en tant qu'hommes : la conscience d'identité ontologique de tous les êtres humains. Moi, je suis l'autre et l'autre est moi. Lorsque le mineur chilien est torturé, que son enfant meurt de faim, c'est moi aussi, en tant qu'être humain, qui suis atteint. En d'autres termes, par mon travail quotidien de reproducteur de l'ordre du capital, je suis, volontairement ou non, associé à la domination

qu'exerce ce capital du centre sur les peuples de la périphérie. La fonctionnalité marchande du capital définit mon identité sociale. Mon travail de producteur-reproducteur, mon rôle de consommateur rendent la rationalité marchande opératoire, ils garantissent sa permanence, confortent son pouvoir sur les êtres et les choses. L'autre devient l'ennemi. Du même coup, je le rejoins dans l'esclavage dont, ensemble, nous devenons les gestionnaires dociles.

L'analyse des mouvements de libération nationale d'Afrique noire nous renvoie à notre propre condition sub-humaine de producteurs de la rationalité capitaliste en Occident. La dernière partie de ce livre sera donc consacrée à l'examen des perspectives qu'ouvrent aux hommes de la rupture la présence, au plus intime de certaines de ces luttes, d'une conscience de l'identité, d'une conscience pour soi.

Du front de refus qui est en voie de naître dépendra la victoire dans la lutte contre ce fléau universel qu'est aujourd'hui l'impérialisme. Ce front demande à être défini, connu. Il ne peut l'être en termes de besoins matériels. Ce front du refus, cet invisible parti de la révolution, cette fraternité sans visage des partisans de la rupture, réunit aujourd'hui tous les hommes — d'Occident, d'Orient, du Sud, du Nord, quels que soient leur revenu, leur nationalité ou leur race — qui ne supportent plus l'unité négative du monde, c'est-à-dire un ordre qui donne comme naturels, universels, nécessaires, l'accumulation, la richesse rapidement croissante de quelques-uns et le dépérissement continu du plus grand nombre.

Comme pour *les Vivants et la Mort* et *Une Suisse au-dessus de tout soupçon, le Pouvoir africain* et *Retournez les fusils !* , j'ai bénéficié pour ce livre-ci de la collaboration efficace de Micheline Bonnet. Elle a mis au net les versions successives du manuscrit. Je lui dois une vive et permanente gratitude. Le manuscrit a été relu par Erica Deuber-Pauli et Claude Durand. Leurs critiques m'ont permis d'infléchir ou de préciser nombre d'arguments théoriques. Je leur dois une grande reconnaissance. Yves Person a relu l'avant-dernière version du livre. Son immense érudition m'a été d'un grand secours ; ses critiques, ses observations, ses suggestions m'ont conduit à modifier plusieurs de mes analyses **12.** Le grand peintre chilien, José Venturelli, a fait le dessin de couverture. Je leur dis ici ma profonde et fraternelle gratitude.

J. Z.

Genève, 1980

1.

Che Guevara, *Écrits militaires, la guerre de guérilla* , Paris, Maspero, Œuvres complètes, vol. 1.

2.

F. Fanon, *Les Damnés de la terre* , Maspero, 1960, p. 115 s.

3.

Intervention au Colloque *Culture et Développement* , Dakar, octobre 1976.

4.

Cette révolution mondiale de classe, ce front planétaire du refus, cette justice d'en bas relèvent comme le dit Bloch du *Rêve du jour* , de la *conscience anticipante, de la latence du processus historique* , ou encore, de *l'utopie positive* . Cf. E. Bloch, *Le Principe espérance* , Paris, Gallimard, vol. 1, 1976.

Je reviendrai sur l'eschatologie matérialiste, ses principes, ses perspectives dans la quatrième partie de ce livre.

5.

Retournez les fusils ! Manuel de sociologie d'opposition , Éd. du Seuil, 1980, p. 182 s.

6.

Pour des exemples concrets, cf. *Retournez les fusils ! Manuel de sociologie d'opposition, op. cit* ., p. 182 s.

7.

Chiffres, cf. *Rapport de la FAO à la Conférence alimentaire mondiale* , Ottawa, août 1979.

8.

L'opération Carlotta (intervention de 18 000 Cubains en Angola) en 1976 est aussi un épisode de la lutte américano-soviétique. Une action politico-militaire de cette envergure n'obéit jamais à une seule rationalité.

9.

Abolition de l'esclavage : premier décret, 1878 ; deuxième décret, 1886.

10.

Fernando Ortiz, professeur à l'université de La Havane pendant vingt-huit ans, anthropologue de prestige mondial, a éveillé des générations de jeunes Latino-Américains à la problématique de l'aliénation mentale, de la domination politique et économique de l'homme noir par les puissances capitalistes d'Europe et d'Amérique.

Un des hommes de confiance de Fidel Castro au ministère des Affaires étrangères et ambassadeur itinérant a longtemps été l'ancien assistant d'Ortiz, un intellectuel noir d'une immense culture, l'ambassadeur Camejo, décédé en 1979.

11.

Les descendants des Yoruba déportés d'Afrique occidentale au cours des XVIIe et XVIIIe siècles sont la principale ethnie africaine à Cuba ; cf. R. Bastide, *Les Amériques noires* , Paris, Payot, 1967.

12.

Yves Person ne partage en aucune façon ma vision du rôle de la nation en Afrique. Il n'empêche que nos discussions, nos échanges de lettres et surtout la lecture que j'ai faite de trois de ses textes fondamentaux m'ont aidé de façon décisive à formuler ma propre théorie. Ces textes fondamentaux de Person sur le sujet sont :

— État *et Nation en Afrique noire* , texte non encore publié.

— « État, nation, culture », in revue *Jeune Afrique* , Paris, 1977.

— *Autogestion et Identité collective* , Colloque sur l'autogestion, Paris, 1977.

PREMIÈRE PARTIE

LES ENNEMIS DE L'ESPOIR

Ils sont les ennemis de l'espoir, ma bien-aimée

de l'eau qui ruisselle, de l'arbre à la saison des fruits,

de la vie qui pousse et s'épanouit.

Car leur front est marqué du sceau de la mort,

— dent pourrie, chair décomposée —

ils vont disparaître à jamais.

…

Nos bras sont des branches chargées de fruits,

L'ennemi les secoue, l'ennemi nous secoue jour et nuit,

Et pour nous dépouiller plus facilement, plus tranquillement,

Il ne met plus la chaîne à nos pieds,

Mais à la racine même de notre tête, ma bien-aimée.

Nazim Hikmet,

Les Ennemis

, 1948.

I

L’empire de la rareté

Le monde dans lequel nous vivons est un immense camp d’extermination.

12 000 personnes y meurent chaque jour de faim. La FAO nous apprend qu’avant la fin de ce siècle, 200 millions d’enfants, d’hommes et de femmes auront péri faute de nourriture. Sur dix-sept pays d’Extrême-Orient, dix (940 millions d’habitants) ne sont pas en mesure d’assurer à leur population la quantité de calories alimentaires vitale. En Amérique latine, l’approvisionnement en denrées alimentaires de dix pays (236 millions d’habitants) sur vingt et un est insuffisant. Le ministre de la Santé du Brésil vient d’avouer que près de la moitié (55 millions de personnes) de la population de son pays est malade : tuberculose, lèpre, malaria, schistosomiose et autres maladies parasitaires ; 18 millions souffrent de troubles mentaux **1**. Dans les sept États du Nord-Est brésilien, plus de la moitié des enfants meurent avant d’avoir atteint l’âge de cinq ans. Des millions d’autres sont aveugles (carence en protéines), sous-alimentés, infirmes.

Le gouvernement brésilien évalue à 15 millions le nombre des enfants mineurs abandonnés **2**. La politique salariale du général Pinochet fait qu’au Chili — à Santiago, Temuco, Rancagua — plus de 2 millions d’enfants au-dessous de dix ans souffrent de carences alimentaires telles qu’ils sont menacés de devenir infirmes cérébraux, de mourir de faim. Le vicariat général de l’Église et Terre des Hommes ont installé 1435 centres de nutrition qui doivent refuser quotidiennement des centaines d’enfants, trop gravement atteints pour être sauvés. Au Bangladesh, depuis 1974, 800 000 personnes ont perdu la vue par suite de manque de protéines. Pour plus des deux tiers des hommes de notre planète, chaque jour et chaque nuit ne sont que des stations d’un interminable calvaire.

C’est en Afrique que la situation est probablement la plus grave aujourd’hui.

Par sa superficie de 30 millions de km2, l’Afrique est le second continent de la

planète derrière l'Asie (44 millions de km2). L'Afrique compte (chiffre de 1974) 403 millions d'habitants. Ces hommes et ces. femmes ont l'espérance de vie la plus faible du monde : quarante-deux ans en moyenne. L'Afrique a aussi le taux de mortalité enfantine le plus élevé de tous les continents : 137 décès au cours de

la première année de vie pour 1 000 naissances **3**. Les Africains réalisent un produit national brut de moins de 149 milliards de dollars par an, soit 2,8 % du produit mondial brut. Les Africains ont le revenu annuel par tête d'habitant le plus faible du monde : 365 dollars **4**. Entre les différents pays du continent (et à l'intérieur de chaque pays), la distribution du revenu est très inégale : 43 des 137 milliards du produit national africain reviennent aux pays producteurs de pétrole. Autre inégalité : l'Afrique du Sud réalise, à elle seule, un produit national brut de 30 milliards de dollars. Trente-neuf pays d'Afrique, par contre, ont un PNB inférieur à 3 milliards, vingt-sept pays un PNB qui est de moins d'1 milliard de dollars **5.**

La misère est terrible dans une majorité de pays. Dans les quinze pays où des enquêtes ont été faites, douze (comptant 200 millions d'habitants) sont obligés d'importer de grandes quantités d'aliments. Or, ces douze pays ne disposent que de très faibles revenus en devises. Ils dépendent presque exclusivement de l'assistance publique internationale.

L'Afrique est le plus morcelé de tous les continents. Elle ne compte pas moins de cinquante-cinq États **6.** La plupart d'entre eux sont des formations sociales faibles, mal assurées, sujettes aux coups d'État, aux conflits ethniques, menacées constamment par le désordre, la déraison, la dictature d'un homme ou d'un groupe. Or, certains de ces États les plus faibles (exemple : le Niger, le Gabon) contrôlent des territoires abritant d'immenses richesses. L'Afrique n'est pas seulement le berceau de l'humanité. En cette fin du deuxième millénaire de l'ère chrétienne, l'Afrique est aussi le continent qui possède les dépôts les plus étendus de minerais stratégiques (cobalt, uranium, manganèse, etc.) et de minerais précieux (or, argent, diamants). On comprend dès lors que les Seigneurs du capital financier multinational tentent par tous les moyens de s'assurer le contrôle de ce continent fabuleux.

La domination des peuples de la périphérie par les oligarchies du capitalisme hégémonique du centre est un fait de violence **7**. L'organisation planétaire du marché, le système mondial de significations qu'elle impose désignent eux-mêmes leurs morts. Consciemment, rationnellement. Au stade ultime du

développement du mode de production capitaliste, au moment historique d'apogée de l'impérialisme, la domination de l'homme par l'homme revêt des formes nouvelles, encore plus violentes dans ses effets que par le passé. L'enjeu de cette guerre civile planétaire entre une minorité de riches et la multitude des

pauvres est aujourd'hui le contrôle des processus d'orientation, de régulation et de décision de l'évolution du monde à partir du monopole du capital de la connaissance scientifique et de la créativité intellectuelle.

Mais l'impérialisme ne détruit pas que les hommes de la périphérie. Il détruit tout le monde. Il détruit l'homme. En Occident, nous vivons dans des sociétés plus libres, nous mangeons à notre faim **8**, nous sommes protégés par des droits civiques, si précaires soient-ils. Or, nous sommes détruits dans notre humanité par le simple fait que, par notre travail quotidien, nous reproduisons, réalisons, concrétisons la fonctionnalité du capital. Aucun homme n'est une île. Tout homme ne se construit que par le regard, la tendresse d'autrui. La vie ne naît que de la complémentarité, de la réciprocité. Je suis l'autre, l'autre est moi. Pour chaque martyre, il existe un assassin. Je ne peux être libre ni manger en paix si, au même moment, à quelques centaines de kilomètres de moi, un enfant sous-alimenté entre en agonie.

Qu'il s'agisse du mineur sud-africain, de l'enfant du Bangladesh ou de l'Indien péruvien, le capital traite l'homme exploité non seulement comme un non-humain, mais comme un *contre-homme*. Sartre explique ainsi notre situation :

Qu'il s'agisse de tuer, de torturer, d'asservir ou simplement de mystifier, le but est de supprimer la liberté étrangère comme force ennemie, c'est-à-dire comme cette force qui peut me repousser du champ pratique… Autrement dit, c'est bien à l'homme en tant qu'homme, c'est-à-dire en tant que libre praxis d'un être organisé que je m'attaque. C'est l'homme et rien d'autre que je hais chez l'ennemi, c'est-à-dire moi-même en tant qu'Autre et c'est bien moi que je détruis en lui **9**…

Ou, plus loin :

… En détruisant en l'adversaire l'inhumanité du contre-homme, je ne peux en fait que détruire l'humanité de l'homme et réaliser en moi son inhumanité **10**.

Tout homme ne vit donc toujours que *l'unité négative du monde*. Je le répète : le capital fonctionne, accumule, tue à travers un système social dont le

fonctionnement se concrétise dans le travail des hommes. Or, en travaillant conformément à la rationalité du capital, autrement dit en assumant, dans la nescience ou le savoir clair, les fonctions que le capital nous assigne, nous

reproduisons quotidiennement le système, tout en le renforçant par chaque acte concret que nous accomplissons à son service. Sartre :

Chaque mètre carré du champ pratique totalise les deux groupes et leurs deux activités pour chacun de leurs membres en tant que le terrain se présente comme possibilité permanente d'aliénation pour chacun et pour tous. *L'unité négative de la rareté intériorisée dans la réification de la réciprocité* se réextériorise pour nous tous en unité du monde, comme lieu commun de nos oppositions. Et cette unité, nous la réintériorisons en nouvelle unité négative : nous sommes unis par le fait d'habiter tous un monde défini par la rareté **11**.

Cette rareté est un fait social et non un fait de la nature. C'est une rareté voulue, organisée. Notre planète est habitée par 4 milliards d'êtres humains : cette humanité a développé des moyens de production, des sources énergétiques, des techniques agricoles, synthétiques, scientifiques qui seraient capables d'assurer — théoriquement et pratiquement — une vie harmonieuse à tous et de faire en sorte que chacun soit à l'abri du besoin. Or, cette humanité n'existe pas.

Seule une minorité d'hommes vivent comme des hommes ; le système capitaliste mondial organise la rareté. Les sociétés multinationales, bancaires, industrielles, minières pillent les ressources, organisent l'armée de réserve des chômeurs, fixent le niveau de vie infra-humain des populations de la périphérie afin d'assurer, à travers des dictatures militaires qu'elles installent ou les oligarchies compradores qui les servent, leur domination de plus en plus indéracinable.

L'accumulation accélérée du capital, la maximalisation du profit, l'exploitation optimale des hommes et des choses sont, pour les maîtres actuels de la planète et les États qu'ils contrôlent, les paramètres uniques de leurs actions. La course démentielle à l'armement, le gaspillage de la nourriture et du savoir dans des îlots de bien-être, d'une part, et la sous-alimentation, la faim, la maladie organisées dans l'immense zone tricontinentale, d'autre part, en sont aujourd'hui les manifestations les plus visibles. Sartre : « La société capitaliste désigne ellemême ses producteurs sous-alimentés **12**. » Comme les officiers SS sur la rampe d'Auschwitz, les potentats actuels de notre monde occidental décident chaque jour qui va vivre, qui va mourir. La sélection se fait par le biais des

institutions du marché mondial. C’est au travers d’elles que l’oligarchie dominante fait le choix — stratifié et inerte — de ses morts [13].

Entre Auschwitz et l’empire du capital multinational, il existe pourtant une

différence essentielle : le Dr Mengele et le colonel Hoess qui, six jours par semaine et pendant quatre ans, sélectionnèrent les déportés à l’arrivée des trains, furent des assassins visibles, des acteurs identifiables. La sélection opérée par les maîtres du capitalisme mondial est infiniment plus complexe à saisir, non dans ses résultats mais dans sa préparation et son exécution. Les maîtres du capitalisme mondial sont admirablement camouflés. Dans le poème de Brecht, l’homme interroge les maîtres :

Il demande à la propriété :

D’où viens-tu ?

Il demande à chaque idée :

Qui sers-tu [14] ?

L’incomparable force des maîtres est d’échapper à ces questions ou, plus précisément, de brouiller la réponse. Les maîtres se fabriquent des masques qui les mettent hors de portée de la critique. Exemples : en décembre 1976, un consortium de banques suisses réunit d’urgence 340 millions de dollars destinés à la toute jeune dictature argentine ; ce crédit permet au général Videla de consolider son pouvoir et d’échapper au premier boycottage international. Qui est l’instigateur, l’organisateur de ce consortium ? En août 1975, les prix internationaux des grains, notamment du blé, se mettent à monter brusquement.

Des dizaines de milliers de personnes meurent au Soudan, en Éthiopie ; ces pays étant incapables de payer les nouveaux tarifs. Qui sont les spéculateurs responsables du stockage international, de la manipulation des prix ?

Les masques le plus communément utilisés par les maîtres du système impérialiste sont de deux sortes. Il y a d’abord, très efficace, le masque de l’humaniste, du mécène, de l’esthète. Exemples : les frères Reinhardt furent pendant des générations les maîtres du coton dans la basse vallée du Nil ; les enfants des fellahs y mouraient de tuberculose, de malnutrition ; les hommes y travaillaient pour un salaire de misère. Les frères Reinhardt ont ouvert dans la

ville de Winterthur un splendide musée de peinture suisse, allemande et autrichienne des XIXe et XXe siècles… Les trois familles qui possèdent ensemble le premier trust pharmaceutique mondial, Hoffmann-La Roche, ont fait don au musée de Bâle d'une collection de peinture magistrale et financent un orchestre symphonique de réputation internationale. Dieter Buehrle, maître d'une des plus puissantes sociétés multinationales d'armement, est connu comme armateur d'art en possession d'une merveilleuse collection de peinture moderne. La Fondation

Bodmer à Colongy (Genève) — Bodmer ayant été l'un des Seigneurs du commerce de la soie en Chine avant 1949 — abrite une admirable bibliothèque composée de papyrus, de manuscrits enluminés, d'incunables et de premières éditions qui la font passer pour une sorte de monument de l'esprit humain. Quant à Atenor Patino, son voisin à Genève, une salle de spectacle genevois porte son nom. Patino fut jusqu'en 1952 le propriétaire des mines d'étain de l'Altiplano bolivien où des enfants de dix ans gagnaient tout juste de quoi retarder leur mort de quelques années.

Un autre masque, très porté lui aussi, est celui du grand manager apolitique.

L'oligarchie impérialiste ne fait jamais de politique ! Exemple : le mardi 1er mars 1977, Arthur Furrer, directeur général de Nestlé-Alimentana, deuxième trust alimentaire mondial, est interrogé à la télévision suisse romande.

— Pourquoi avez-vous saboté, par le boycottage et le blocus financier, le gouvernement de Salvador Allende ? Pourquoi investissez-vous massivement au Chili depuis le coup d'État de Pinochet ?

Réponse : Les sociétés multinationales ne font jamais de politique. Nestlé non plus **15**.

L'homme, dans ce système, ne figure que comme élément de calcul du prix de revient de la marchandise. Il ne viendrait à l'esprit ni de Furrer ni d'aucun des potentats du capital financier multinational, que c'est précisément cette rationalité marchande — qui parle à travers eux, motive leurs décisions, oriente leur choix — qui est responsable de la mort de milliers d'enfants dans le Tiers Monde… Pour eux, ces enfants meurent de mort *naturelle*, au sens précis du terme. Elle est le fait de la fatalité. Elle est « dans l'ordre des choses ». La mort de ces enfants est indépendante de leur volonté. Furrer la déplore sincèrement.

La réalité du monde, de notre existence collective, c'est la *réciprocité de la rareté organisée*, ou, prise sous sa forme phénoménologique, de la *violence* [16].

Mais les choses ne sont pas simples. *Car la violence première du système impérialiste, capitaliste mondial, se donne toujours comme une contre-violence*.

Les forces de l'ordre brésiliennes torturèrent à mort Vladimir Herzog (1976), après que Carlos Lamarca, « bandit », fut tombé sous leurs balles (1971). A Higueras, c'est le « hors-la-loi » Guevara qui est assassiné — sur ordre de la CIA (1967). En Afrique du Sud, les mineurs révoltés du Rand sont écrasés au nom de la légitimité d'État. Août 1977 : aux alentours du chantier du Super-Phoenix à Malleville, Vital Michalon est tué par les éclats d'une grenade

offensive : les CRS luttaient contre la « violence » de manifestants sans armes.

Au nom de l'État de droit.

La sociologie matérialiste et dialectique a longtemps péché par aveuglement volontaire. Fascinée par la lutte de classe pratique, par les multiples conflits que les hommes vivent sur le front de la production matérielle, elle a négligé un autre champ de bataille : celui où les guerres se livrent pour la domination de l'imaginaire. J'insiste sur ce point : la production des biens symboliques revêt, dans chaque société, une importance théorique et pratique aussi considérable que la production des marchandises. Les images ne sont jamais innocentes. Elles sont destinées soit à libérer, soit à asservir les hommes. Elles forment, pour toute sociologie de l'impérialisme, un objet nécessaire.

Lorsqu'il est question de l'agression impérialiste de l'imaginaire collectif d'un peuple, le terme de « culture » me paraît inadéquat, trop assorti des préjugés précisément produits par cette culture. Il ne dit ni l'emprise quasi totalitaire qu'exercent les significations de la marchandise à l'encontre de l'homme colonisé, ni l'intransparence, ni la violence qui président à la fabrication de ces significations. Je préfère, comme Bourdieu, parler de système de *violence symbolique*. Ce système impose à l'esprit des hommes soumis — comme à celui des classes dominantes, d'ailleurs — les significations fabriquées par la rationalité de l'organisation capitaliste hégémonique de la production. En voici une définition :

Tout pouvoir de violence symbolique, c'est-à-dire tout pouvoir qui parvient à imposer des significations et à les imposer comme légitimes, en dissimulant les

rapports de force qui sont au fondement de sa force, ajoute sa force propre à ces rapports de force **17.**

La violence symbolique de l'impérialisme réifie la conscience de l'homme colonisé. Cela veut dire que les ravages qu'opèrent les significations imposées par le système de violence symbolique à l'individu sont tels que l'homme colonisé devient, dans un premier temps du moins, *son propre ennemi*. Ou encore : le gestionnaire de sa propre soumission. L'esclave se forge continuellement ses propres chaînes. Fanon, dans *Peau noire, Masques blancs*, établit une véritable théorie clinique des névroses de soumission développées par des colonisés algériens, ou, ce qui en est le corollaire logique : des pathologies de domination des gendarmes européens **18.** La conscience du colonisé est apparemment détruite. Une rationalité nouvelle, allogène — celle de la marchandise, justement — prend désormais en charge la conduite de sa vie. Max

Horkheimer dit : « *Alle Geschichte ist Warengeschichie* » (toute histoire, désormais, est histoire de marchandise). L'apparente toute-puissance de ce système de violence symbolique détruit la perception claire du monde aussi bien chez le dominé que chez le dominateur.

Pour exploiter le travail, les ressources, l'intelligence des peuples soumis, les sociétés multinationales industrielles et bancaires usent aujourd'hui de méthodes qui n'ont plus rien à voir avec les modes de domination utilisés il y a encore vingt ans par l'État colonial ou l'État tutélaire du centre. Une nouvelle rationalité globale domine aujourd'hui la majeure partie du monde : celle qu'impose le capital financier du centre. Elle agit au travers des structures mondialisées du marché capitaliste, à travers la généralisation des termes d'échange inégaux, à travers la décrépitude de l'État national du centre et le surgissement du nouveau sujet de l'agression impérialiste : la société trans-et multinationale industrielle et bancaire. L'agression du capital hégémonique du centre détruit non seulement les modes de production non capitalistes du centre et de la périphérie ; elle liquide aussi les univers culturels, les structures motivationnelles autochtones.

En bref, elle détruit l'identité propre, la mémoire, l'histoire des peuples qu'elle asservit.

Le discours de la marchandise remplace l'ancien discours colonial. Dans l'aliénation des hommes soumis, un seuil qualitatif est ainsi franchi. Sartre : Il n'y a pas si longtemps, la terre comptait deux milliards d'habitants, soit cinq

cents millions d'hommes et un milliard cinq cents millions d'indigènes. Les premiers disposaient du Verbe, les autres l'empruntaient.

Entre ceux-là et ceux-ci, des roitelets vendus, des féodaux, une fausse bourgeoisie forgée de toutes pièces servaient d'intermédiaires. Aux colonies la vérité se montrait nue ; les métropoles la préféraient vêtue ; il fallait que l'indigène les aimât.

… L'élite européenne entreprit de fabriquer un indigénat d'élite. On sélectionnait des adolescents, on leur marquait sur le front, au fer rouge, les principes de la culture occidentale, on leur fourrait dans la bouche des bâillons sonores, grands mots pâteux qui collaient aux dents ; après un bref séjour en métropole, on les renvoyait chez eux, truqués. Ces mensonges vivants n'avaient plus rien à dire à leurs frères ; ils résonnaient ; de Paris, de Londres, d'Amsterdam nous lancions des mots : Parthénon ! Fraternité ! et, quelque part en Afrique, en Asie, des lèvres s'ouvraient :…thénon !…

nité **19** !

Tout cela est vrai. Mais Sartre néglige un fait capital : le discours assimilateur n'est pas un discours de pure aliénation. Il donne des armes aux dominés qui peuvent les retourner contre leurs maîtres. Certains d'entre eux l'ont fait **20**. En d'autres termes : durant l'époque coloniale, une culture faussement universelle s'étendait, culture de classe, certes, mais culture qui, du point de vue d'une position et d'intérêts de classes minoritaires, propageait des *significations* et des valeurs abstraites et jamais incarnées, mais utilisables. Les hommes dominés pouvaient s'en saisir, les détourner à leur profit, les mettre au service de leur libération. Ils pouvaient en faire des armes, les retourner contre leurs oppresseurs. Ils pouvaient les invoquer pour prendre à témoin le monde entier de la justesse de leur cause. Les combattants du FLN algérien l'ont fait. Leur discours était nourri d'humanisme français.

La mondialisation du capital, la naissance au sein des bourgeoisies dominantes du centre d'une oligarchie impérialiste dont la quasi-toute-puissance économique, politique, symbolique satellise l'État national du centre, les États et les peuples de la périphérie, modifient totalement les données du problème. Le discours républicain laïque des administrateurs coloniaux, le prêche ecclésial des missionnaires font place à un verbe qui ne charrie plus aucune des valeurs humanistes mentionnées. Le discours humaniste abstrait, rhétorique, invoquant

un homme parfaitement immatériel et masquant la praxis du colonisateur, était encore porteur d'une certaine vision de l'homme. Cette vision était une vision raciste, inégalitaire, discriminatoire, mais l'homme y figurait comme un référant constant. Le discours humaniste colonial a fait place aujourd'hui à un verbe d'une tout autre nature, celui de la pure rationalité marchande. Ses termes fondateurs sont : la maximalisation du profit, l'accumulation accélérée de la plus-value, la croissance du produit brut, l'exploitation la plus rationnelle possible des ressources naturelles et humaines du globe. Ces nouvelles catégories normatives procèdent de la réification pure **21**. C'est à travers elles que les hommes, les dominés comme les dominateurs, comprennent désormais le monde. A l'humanisme abstrait a succédé l' *impérialisme du vide* (Piettre) **22**.

Qu'est-ce à dire ? Deux choses : d'une part, que l'agression des peuples de la périphérie s'est intensifiée ; d'autre part, que les armes de la destruction de l'identité culturelle, utilisées par les sociétés multinationales, ne sont plus aujourd'hui des armes, des « valeurs » que les hommes dominés peuvent détourner à leur profit. Ces instruments de déculturation, de domination, de terreur sont des significations d'un type entièrement nouveau. Ce sont des significations dont l'homme est absent, des significations où la rationalité de la

marchandise se transcrit sans aucune médiation symbolique. Par suite, les formes de sociabilités qui naissent à la périphérie ne sont plus aujourd'hui celles du classique capitalisme périphérique, à savoir l'État dominé, hétérogène que dirige une bourgeoisie compradore. Aujourd'hui, la rationalité marchande règne, pour ainsi dire, sans intermédiaire. L'État Pinochet du Chili, l'État Mobutu du Zaïre, l'État Videla d'Argentine, l'État Souharto d'Indonésie ne sont plus, au sens propre du terme, des États du capitalisme périphérique. Ce sont des organismes d'un type nouveau. Ce sont de « simples » *appareils de contrainte*, totalement investis par la rationalité des dominateurs étrangers, dépourvus des contradictions traditionnelles de l'ancienne société politique autochtone.

Ces appareils de contrainte d'un type nouveau sont administrés par des mercenaires, hommes et femmes formés dans les centres du capital financier hégémonique. Ces mercenaires accèdent au pouvoir par des coups d'État organisés, financés par les sociétés multinationales ou des services étatiques (exemple : la CIA au Chili en 1973) liés à elles **23**. Ce sont des appareils dont la principale, sinon l'unique fonction, est de garantir la *sécurité nationale*, c'est-à-

dire les conditions optima de surexploitation du travail de l'homme, des

ressources naturelles du pays périphérique par les sociétés multinationales et le capital financier du centre. Ils gouvernent par l'extermination physique des opposants, par l'assassinat, la torture et la « disparition **24** ». Ces appareils sont des « sociétés de charte » à l'envers ; ils rétrocèdent la force de travail et les ressources naturelles du pays aux sociétés multinationales étrangères sous forme de concessions à long terme **25**.

L'ancien État de la société capitaliste de la périphérie était un État hétérogène, stratifié, où s'affrontaient, comme au Brésil d'avant 1964, les latifundaires et les bourgeoisies du tertiaire, les classes compradores et les classes nationales. Les travailleurs, quoique écrasés, y jouissaient d'un certain espace de liberté. Il existait des garanties constitutionnelles formelles, des syndicats, parfois même des ligues paysannes ou des parlements. L'appareil de contrainte abolit toute forme de négociation salariale, politique, symbolique entre classes antagonistes.

Il étouffe même les contradictions inhérentes aux différents segments concurrentiels de la classe dirigeante traditionnelle.

Face à un tel ennemi, dans une situation matérielle si radicalement nouvelle, les conditions du combat anti-impérialiste des peuples soumis changent de façon radicale, elles aussi. Ce livre tente de mettre au jour quelques-unes de ces conditions nouvelles. La principale arme que les peuples dominés peuvent opposer, dans la phase actuelle de la lutte planétaire de classes, à la violence

matérielle et symbolique du capital financier multinational, c'est la lutte armée de libération nationale et la construction — après la victoire — d'un État, d'une économie et d'une société civile aussi autarcique que possible. Cette thèse peut surprendre : d'autres armes, plus efficaces, semblent exister aujourd'hui.

Exemple : les quinze pays producteurs de pétrole, réunis dans l'OPEP, imposent depuis 1973 des rapports d'échange nouveaux aux pays impérialistes du centre.

Cependant, beaucoup de ces pays producteurs n'accroissent ni leur espace de liberté ni leur capacité d'autodétermination ; ils ne brisent pas la surdétermination de leur politique et de leur économie par la rationalité du capital financier multinational **26**.

Une foule de questions se posent dans le désordre : Qu'est-ce que la nation, aujourd'hui ? Quelle est son expression à la périphérie ? Quelle est la forme d'organisation sociale, le système symbolique qu'elle génère ? Comment

concevoir le monde futur des nations autarciques coexistant ensemble à la périphérie du monde capitaliste industriel ? Quels sont les rapports des nations périphériques avec les États du capitalisme public, les États dits « socialistes » ?

Enfin : comment se construit la nation de la périphérie ? Quelles sont les méthodes de construction de l'identité alternative, de la conscience de résistance du peuple dominé ? Quelles doivent être la stratégie, la tactique de la lutte armée de libération ?

1.

Rapport OMS (Organisation mondiale de la santé), Genève, février, 1978.

2.

Rapport du juge des mineurs de Rio de Janeiro, Cavaglieri, au Congrès international des juges d'enfants, 1977.

3.

Le taux de natalité se situe entre 3 et 3,5 % en moyenne en Afrique. Malgré ce taux élevé l'Afrique est un continent sous-peuplé : 13 personnes au km2 contre 27 pour l'Europe (chiffres 1979).

4.

Les États-Unis et le Canada ont un revenu par tête de 6 625 dollars et l'Europe de 3 180 dollars.

5.

Tous ces chiffres proviennent de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique. Pour chaque continent les Nations unies ont créé une commission économique, dotée d'un secrétariat exécutif assisté de chercheurs, d'enquêteurs, de spécialistes divers.

Deux d'entre ces commissions se sont transformées au cours des années soixante : la Commission économique pour l'Amérique latine, sous la direction de l'Argentin Prebisch, et la Commission économique pour l'Afrique dirigée par le Ghanéen Gardiner, sont devenues bien plus que des agences spécialisées de

l’organisation mondiale, de véritables foyers pour l’élaboration d’une stratégie de la lutte pour un développement économique indépendant. Prebisch et Gardiner ont entre-temps quitté leurs postes ; l’orientation imprimée aux deux commissions par ces deux pionniers est

en voie d’érosion.

6.

Quarante-neuf de ces États sont membres de l’Organisation de l’unité africaine (OUA) ; deux États, la Rhodésie et l’Afrique du Sud, sont dominés par des minorités blanches ; un État, la Namibie, est.

en voie d’émancipation.

L’OUA, fondée le 23 mai 1963, est une organisation profondément ambiguë. Elle consacre l’échec du projet panafricain, du projet de libération et d’unification continentale des peuples africains. Elle ratifie expressément les anciennes frontières coloniales entre ces États et rend permanent le morcellement politique de l’Afrique.

7.

Je désigne par pays du centre les sociétés capitalistes marchandes d’Europe occidentale, d’Amérique du Nord, du Japon ; par pays de la périphérie les sociétés dépendantes d’Afrique, d’Asie et d’Amérique latine.

8.

D’effroyables misères subsistent cependant en Europe : des millions de personnes âgées, d’handicapés, de sans-emploi souffrent de pénurie, de misère.

9.

J.-P. Sartre, *Critique de la raison dialectique* , Paris, Gallimard, 1960, p. 209 s.

10.

Ibid.

11.

Ibid. , p. 209.

12.

Ibid.

13.

Pour connaître avec précision comment est organisée la faim dans le monde, au profit de qui elle est organisée, cf. Susan George, *Comment meurt l'autre moitié du monde* , Paris, Laffont, 1978.

14.

B. Brecht, « Éloge du révolutionnaire », in *Poèmes* , Paris, l'Arche, 1966, p. 66.

15.

J. Steinauer, F. Hirsch, *Le Bruit et la Fureur* , Genève, Grounaner, 1977.

16.

Il existe une *réciprocité de l'immanence* et une réciprocité de la rareté. La réciprocité de la rareté gouverne le monde tel qu'il est aujourd'hui. La réciprocité de l'immanence est au fondement de toutes les valeurs universelles — liberté, coopération égalitaire, justice planétaire — qui forment l'horizon de toute lutte nationale ou continentale de libération des peuples dominés. L'homme fait son histoire à partir et dans les conditions que d'autres ont produites pour lui. Or l'histoire n'est pas fatale. Elle est création de l'homme. Son enjeu est le rétablissement dans la vie des peuples de la réciprocité de l'immanence et de toutes les conduites qui en découlent. L'analyse des conditions sociales, de l'organisation du monde socialiste à venir, de la conscience de l'identité qui l'habite, fera l'objet de la quatrième partie de ce livre.

17.

P. Bourdieu, J.-C. Passeron, *La Reproduction, éléments pour une théorie du système d'enseignement*

, Paris, Éd. de Minuit, 1970, p. 18.

18.

F. Fanon, *Peau noire, Masques blancs* , Paris, Éd. du Seuil, 1957. Les mêmes névroses, ou des névroses semblables à celles décrites par Fanon pour des hommes du continent, se retrouvent de l'autre côté de l'Atlantique, au sein des communautés de la diaspora noire du Brésil. Roger Bastide, Florestan Fernandez, Maria Isaura Perreira de Queiroz, Ottaviano Ianni, Fernando Murao, enquêtent principalement sur la destruction de l'identité de l'Afro-Américain appartenant aux classes moyennes ; cf. notamment R. Bastide, « Négritude et intégration nationale », in revue *Afro-Asia* , Salvador/Bahia, 1976, no 12, p. 17 s.

19.

J.-P. Sartre, in préface à F. Fanon, *Les Damnés de la terre* , Paris, Maspero, 1961, p. 9.

20.

C. Wauthier, *L'Afrique des Africains* , Paris, Éd. du Seuil, 1re éd., 1963.

21.

A. Tévoedjéré décrit parfaitement le processus in *La Pauvreté, richesse des nations* , Paris, Éd.

ouvrières, 1978.

22.

A. Piettre, « Impérialisme et culture », in *Le Monde* , 3 mai 1975.

23.

R. Santibanez, « Contrôle de l'espace et contrôle social dans l'État militaire chilien », in revue *Hérodote* , no 5, 1977, p. 82 s. et Th. Varlin, « Pinochet géographe », *ibid* ., p. 109 s.

24.

Je signale une contradiction secondaire : la politique de répression, les tortures, les assassinats pratiqués par les mercenaires de la périphérie peuvent entrer en contradiction avec la morale de certains dirigeants du centre. Exemple : le président Carter réprouve publiquement les pratiques du général Pinochet au Chili, du général Figueredo au Brésil, du général Mobutu au Zaïre. Carter exprime une idéologie religieuse appartenant à une phase dépassée du mode de production capitaliste.

25.

Pour le Zaïre, cf. par exemple la concession de l'OTRAG, p. 225.

26.

Les bénéfices que les pays producteurs de pétrole ont retiré des cinq augmentations successives (1973-1976) du prix du pétrole brut ont été partiellement annulés par la dépréciation continue de la monnaie nord-américaine, autrement dit : par l'inflation continue qui domine les principaux pays industriels, *fournisseurs de biens d'équipement des pays producteurs de pétrole* . En décembre 1978, l'OPEP décide une sixième augmentation de 14,5 %. Or, entre décembre 1976 et décembre 1978, le dollar a perdu 28 % de sa valeur.

Autre indice de la continuelle dépendance des pays de l'OPEP au tuteur nord-américain : les États qui — au sein de l'organisation — déterminent la fixation des prix de vente du baril sont l'Arabie Saoudite, le Koweït, Kuatar ; or, la politique étrangère et intérieure de ces grandes puissances pétrolières reste étroitement contrôlée par l'impérialisme américain.

II

Théorie de la nation

I. La nation en Europe.

Au moment où la nation s'impose en Europe, comment se définit-elle ?

Voltaire écrit : « La nation est un groupe d'hommes établi sur un territoire défini, qui forme une communauté politique et se caractérise par la conscience de son unité et sa volonté de vivre en commun **1.** » Ou encore : « La nation est une

personne juridique constituée par l'ensemble des individus composant un État, mais distincte de celui-ci et titulaire du droit subjectif de souveraineté **2.** »

En Europe, et plus particulièrement en France, la nation est née d'un acte révolutionnaire, d'une rupture avec la communauté historique qui la précédait.

La nation est née avec le capitalisme, c'est-à-dire du combat que menait la classe bourgeoise capitaliste marchande contre la classe féodale et le roi, et qui l'a conduite au pouvoir. Cette bourgeoisie « exprimait » la force de production nouvelle qui allait imposer sa loi à la société civile. Le capital prenant la place de la terre comme principale force de production. La nouvelle classe, bien que fortement segmentarisée (grande bourgeoisie d'affaires, bourgeoisie de cour, petites et moyennes bourgeoisies de province, etc.), a tiré tout le bénéfice de l'unification du pays contre les aristocrates et contre le roi. Il faut y insister : ce n'est pas la bourgeoisie qui a pris la Bastille, ce n'est pas elle qui a déclenché, soutenu, mené, conduit la lutte contre le régime féodal ; ce sont les classes les plus démunies qui ont assuré cette lutte. La bourgeoisie a confisqué la révolution en cours de route, l'a détournée à son profit. Elle lui a imprimé une orientation nouvelle, celle qui correspondait à ses intérêts de classe. L'État national — c'est-

à-dire l'État qui ne tire sa légitimité que de la volonté générale de ses citoyens — est le couronnement de ce processus. Son avènement est en quelque sorte un événement inévitable. Il traduit la victoire de la classe bourgeoise dans la lutte complexe des classes. Il est le résultat de la lente maturation de la société civile. La nouvelle classe, arrivée au pouvoir dans la société civile, a détruit l'enveloppe institutionnelle de la société précédente. En 1792, la classe bourgeoise s'est dotée d'un État, d'une constitution, d'un projet politique

conformes à ses intérêts économiques **3**. Le 21 janvier 1793, le roi est mis à mort.

Jacques Berque prétend que la nation française (à la fin du XVIIIe siècle) préexistait à l'État national, qu'elle avait mille ans d'existence **4.** Il semble qu'il faille corriger cette appréciation. La légitimité nationale naît dans la nuit du 4 août. L'origine métasociale, divine du pouvoir d'État, du pouvoir politique y est contestée radicalement. Un pouvoir nouveau voit le jour : précisément celui qui naît du contrat social entre les citoyens, de la volonté générale des hommes qui subissent et exercent, par députés interposés, la totalité du pouvoir. J'insiste sur ce fait : la nation refuse tout instituant métasocial **5**. Elle est, comme le dit

Voltaire, le « titulaire du droit subjectif de souveraineté ». En d'autres termes, elle est elle-même le siège exclusif de la légitimité de tous les pouvoirs qu'elle confère à ses délégués et qui s'exercent en son nom. Avant la nuit du 4 août, la France était une puissante communauté historique, dotée d'un État centralisé où avaient émergé à partir de l'an mil, au cours d'un processus très lent, les conditions de production d'une nation ; mais elle n'était pas encore une nation, privée qu'elle était des instituants nécessaires au pouvoir national.

La volonté de construire une nation correspond, chez un peuple, à un moment d'unité de la vision de l'histoire. A leurs origines, cette unité conduit presque toutes les nations à l'expansion défensive ou agressive. En 1789, en 1792, la nation française est ce que Robespierre affirme qu'elle est, à savoir une *grande nation*, une *nation duelle*, caisse de résonance des valeurs universelles de liberté, de fraternité, d'égalité ; duelle parce que son destin est aussi transnational : il est d'étendre à travers l'Europe (et le monde), d'apporter aux peuples les plus reculés les bienfaits des libertés nouvellement conquises en France. C'est la menace de l'Europe réactionnaire qui l'oblige à la défense militaire. Mais il est également vrai que, très rapidement, la classe nationale et qui se veut classe

« universelle » révèle son vrai visage, celui d'une classe égoïste, dominatrice, farouchement décidée à défendre les privilèges nouvellement acquis et à conquérir sa place dans les marchés européens (l'esclavage est rétabli aux Antilles en 1803) **6**.

Un homme dénonce cette perversion : Gracchus Babeuf. Il prend la parole pour la première fois en 1785. En 1794, la nouvelle classe le fait arrêter, le juge et lui fait trancher la tête. Les guerres d'expansion du directoire et de Napoléon servirent les intérêts de la nouvelle bourgeoisie nationale même si — continuant à se justifier dans les termes de l'idéologie révolutionnaire libératrice, égalitaire et fraternelle — elle contribue en même temps à l'instauration dans les territoires

occupés de républiques laïques et démocratiques.

La grille habituelle d'une lecture schématique du phénomène national comporte les trois concepts paradigmatiques suivants : **LA VISION DE L'HISTOIRE**

La « volonté de vivre en commun », la « conscience de l'unité » (Voltaire) s'alimentent à une vision de l'histoire partagée par la majorité des membres de la nation. C'est la promesse de plus d'indépendance, de plus de liberté, de plus de

justice qui fait surgir, dans toutes les classes d'une population donnée, la volonté de lutter et de vivre en commun, de former une nation. Exemple : Au moment où s'accomplit en France l'acte révolutionnaire, au moment où naît — contre la féodalité et le roi — la société nationale nouvelle, cette vision réunit momentanément (mais de façon violemment conflictuelle) toutes les classes de la nation. En d'autres termes, un projet historique commun, une vision partagée de l'existence, du passé déjà vécu et de la vie à venir, unifient l'ensemble des classes de la société. En ce sens, sur le projet national, la vision de l'histoire est transclassiciste, transethnique, transrégionale.

Mais les luttes de classes n'en continuent pas moins. Pour confisquer le processus révolutionnaire à son profit, tout en consolidant la nation qu'elle dirige désormais, la classe bourgeoise doit opérer un amalgame entre sa propre idéologie de classe et l'idéologie nationale. En d'autres termes, elle doit imposer à *la classe ouvrière nationalisé*[e 7] sa propre idéologie de classe comme idéologie nationale en y incluant les valeurs qui sont, à l'origine de la nation, perçues comme valeurs par toutes les classes et qui deviennent ainsi l'ornement formel de l'exercice du pouvoir bourgeois, inscrit aux frontons des écoles.

De surcroît, dans l'Europe du XIXe siècle où ces processus de production symbolique s'opèrent, les bourgeoisies nationales se combattent. Les contenus de conscience de la nation prennent un caractère apologétique dans la mesure où il importe aux classes d'une nation de les opposer radicalement aux contenus de la conscience produits par d'autres consciences nationales.

La vision commune de l'histoire se transforme en vision bourgeoise, imposée par la force aux classes dépendantes. Cette vision de classe servira également de justification à l'appareil d'État.

L'unité transclassiciste de certains aspects de la vision de l'histoire nécessaire à la construction et au maintien de la nation traverse les diverses phases de développement du mode de production capitaliste. Depuis 1792, le mode de production capitaliste a fondamentalement changé en France. Au capitalisme

bourgeois mis en œuvre par une bourgeoisie nationale spéculatrice — de professions libérales, d'entrepreneurs, de banquiers — a succédé le capitalisme colonial, avec sa suraccumulation rapide et sa domination militaire des marchés extérieurs et des régions recelant les matières premières. Vers le milieu du XXe siècle, le capitalisme a subi en France (comme ailleurs) une troisième et décisive

mutation : le capital financier est devenu transnational, les sociétés multinationales sont apparues, l'État bourgeois capitaliste périclite, entraînant avec lui le déclin de la bourgeoisie dont se détache une mince mais très puissante oligarchie qui tire son pouvoir transétatique, transnational, de l'accumulation du profit impérialiste.

La nation apparaît au cours de ces diverses phases comme un invariant transclassiciste pour autant que toutes les classes de la société nationale continuent de trouver dans son institution leur intérêt, soit qu'elles la dominent, soit qu'elle représente pour elles le territoire à libérer, l'enjeu de la souveraineté effective à conquérir dans la lutte révolutionnaire mondiale.

LE TERRITOIRE

Le territoire est donné. Les limites de la géographie nationale procèdent du développement historique. Il en résulte des conflits constants d'intérêts territoriaux entre les nations. La façon dont ces conflits exacerbent les sentiments nationaux donne la mesure de la fonction imaginaire du territoire dans le surmoi collectif national. Le territoire est au centre des figures idéologiques nationalitaires. Il concrétise matériellement, sensuellement — dans ses horizons, son climat, dans la typologie de ses produits naturels, de ses constructions, *etc.* — le sentiment de l'identité nationale. Les mythes le légitiment, les origines de la nation s'y ancrent. Le territoire enregistre, commémore, célèbre la mémoire de la nation. Et chacun aime ses paysages.

Les hymnes nationaux le chantent, la poésie patriotique l'invoque. Il est un contenu de conscience transclassiciste par le simple fait que toutes les consciences de classe, en lutte dans la société civile, le contiennent. *La Colline inspirée*, hymne à la gloire de la terre de France, est l'œuvre de Maurice Barrès, homme d'extrême droite. Jean Ferrat, troubadour communiste, chante le même territoire, les mêmes paysages dans un très beau poème intitulé *Ma France*.

Autrement dit, le territoire de France modèle, quoique avec des différences selon les classes, les générations, l'imaginaire collectif de tous les Français. Le territoire est probablement le contenu de conscience qui possède (parmi tous ceux que véhicule la conscience nationale) la plus puissante force d'intégration.

LA LANGUE

La langue est l'instrument privilégié par lequel la nation impose sa conscience

nouvelle. Comme le territoire, elle préexiste à la nation mais elle n'est pas donnée de la même façon. Au terme de luttes entre classes dirigeantes de communautés historiques opposées, la langue de la communauté victorieuse devient langue véhiculaire, transcommunautaire. Mais la nation impose sa propre langue. Sa généralisation est le résultat d'une intégration nationale, d'un processus historique conduit par la coercition du groupe dominant dans la nation **8**.

La langue nationale naît de la violence symbolique du surmoi collectif national, de ses mythes, de ses lois, de sa pédagogie, de son besoin d'efficacité dans la communication économique, scientifique et culturelle. Elle est normée.

Elle a ses académies, ses dictionnaires, ses surveillants, ses censeurs. Elle est déclarée nationale en vertu d'un statut spécial. Elle est un produit du pouvoir **9.**

II. La nation en Afrique noire.

La construction de la nation d'Afrique noire se distingue de celle de la nation européenne des XVIIIe et XIXe siècles sur trois points importants : 1. En Afrique noire, construction nationale et construction d'État ont été et sont, pour le mouvement de libération, deux tâches complémentaires. C'est par l'État que naît la nation **10.** La lente émergence d'une conscience nationale sous-tend la lutte armée pour l'indépendance. La subjectivité collective transclassiciste appelée nation naît d'une part de la lutte politique, militaire, économique pour la souveraineté étatique, d'autre part des transformations culturelles successives des communautés historiques précoloniales et coloniales. J'insiste sur ce point : deux rationalités concurrentes se développent alors. La première est celle de la genèse de l'intersubjectivité nationale, de son surmoi symbolique. L'autre surgit de l'État naissant, de son appareil administratif, de son organisation armée. Ces deux rationalités sont d'essence différente : le rythme de construction étatique est constamment freiné par l'exercice de la démocratie autocritique, participative, pluri-ethnique qui est au fondement du mouvement de libération nationale.

Une dialectique complexe concourt donc à la naissance de la nation en Afrique noire : ce n'est pas uniquement de l'État, de l'armée de libération, de l'administration des zones libérées ou des milices populaires d'autodéfense que

naît la nation africaine. Elle ne naît pas non plus du simple fait des

transformations successives des consciences antinomiques des différentes communautés historiques, de l'intégration progressive de ces consciences en un surmoi transclassiciste, transethnique national. La nation africaine naît de la dialectique, du dépassement, de la synthèse de tous ces processus.

Des hommes aliénés, déculturés, détruits dans leur âme et dans leur chair par la violence de l'occupant conquièrent une identité, prennent la direction de leur histoire. Ils conquièrent une liberté de choix, un État national, une nation libre.

L'agent de ce double processus — lutte armée contre l'occupant, construction de la nation — est le mouvement de libération. Ce mouvement mobilise graduellement divers groupes et classes du peuple dominé. Mais la nation africaine se distingue totalement des nations européennes où les bourgeoisies ont été les agents de la construction nationale antiféodale en ce sens qu'en Afrique noire, il n'existe pas de bourgeoisie nationale **11.**

2. Il n'existe qu'une *bourgeoisie compradore*, ou, plus fréquemment, une

« lumpen-bourgeoisie ». Elle est pure création du colonisateur, son cheval de Troie. Elle n'est pas une classe « nationale » dans le sens où Marx dit de la bourgeoisie marchande de France qu'elle est la « première classe nationale de l'histoire ».

Mais ces bourgeois africains sont gens habiles. Ils ne livrent pas contre leurs peuples un combat à visage découvert. Ils trahissent avec intelligence. Fanon dit :

La bourgeoisie ne cesse d'exiger la nationalisation de l'économie et des secteurs commerciaux. C'est que, pour elle, nationaliser ne signifie pas mettre la totalité de l'économie au service de la nation, décider de satisfaire tous les besoins de la nation. Pour elle, nationaliser ne signifie pas ordonner l'État en fonction de rapports sociaux nouveaux dont on décide de faciliter l'éclosion. Nationalisation, pour elle, signifie très exactement *transfert aux autochtones des passe-droits hérités de la période coloniale* ***12*** .

Lorsque ce transfert réussit, nous sommes en présence d'une protonation, non d'une nation.

J'analyse dans ce livre un cas qui me semble déterminant pour l'élaboration de ma thèse, celui de la création de la nation et de l'État de Guinée-Bissau et des

îles du Cap-Vert [13]. Nulle part ailleurs dans l'aire tricontinentale, l'occupant colonial n'a mis autant de soin à extirper, jusque dans leurs racines les plus

profondes, les souvenirs culturels précoloniaux de ses sujets. La Guinée-Bissau est un territoire exigu. Le christianisme colonial, la théorie lusitanienne de la hiérarchie ontologique des cultures, l'assimilation forcée y ont fait des ravages apparemment irréparables. Le délire lusitanien et sa dernière incarnation, le général Antonio Spinola (gouverneur de 1968 à 1973), ont passé sur le pays comme une tornade. En apparence, aucun édifice culturel autochtone ne leur a résisté. Fait plus grave : en Guinée, tous les grands peuples étaient morcelés par les frontières coloniales. Aucune communauté historique unifiée ne pouvait se dresser contre l'occupant. Pour l'archipel des dix îles Sous-le-Vent et Au-delà-

du-Vent, la situation était plus dramatique encore : leur population est née du viol colonial, elle est totalement métissée ; les actuels habitants de l'archipel du Cap-Vert sont en majorité issus des amours furtives entre esclaves déportés du continent et marins, commerçants, soldats de passage en route pour Salvador, Belem ou Rio de Janeiro. Or, après quinze ans d'une guerre sans merci, le mouvement de libération des peuples du Cap-Vert et de Guinée a construit une nation et un État. Il a chassé l'occupant. La création de l'État guinéen est même antérieure de sept mois à la victoire militaire finale.

Tout mouvement de libération nationale est marqué par une double dialectique ascendante qui débouche sur un horizon lointain. Ni la construction de la conscience nationale, ni la construction de l'État ne s'achèvent avec la victoire sur l'occupant. Une nation africaine achevée n'existera que le jour où les déterminismes du marché capitaliste mondial, son système de violence symbolique n'auront plus prise sur elle.

3. J'insiste sur un autre point encore : en Afrique noire, la nation n'est pas le fait de la rupture avec la société féodale (comme, par exemple, dans la France du XVIIIe siècle). C'est le capital financier multinational ou l'occupant colonial, l'agression politique, économique et militaire qui, de *l'extérieur*, détruisent les modes de production précapitalistes, abolissent les différences ethniques, et, tout en accentuant la différenciation sociale, unifient le peuple dominé. La bourgeoisie compradore africaine ne naît pas de la lutte contre la classe féodale autochtone et ne se définit pas contre elle [14]. Elle naît du pacte colonial et de la seule volonté de l'occupant. Au contraire, des représentants de la classe dirigeante traditionnelle autochtone se retrouvent souvent à la tête des forces

nationales et anticoloniales les plus dures, les plus déterminées. Exemple : le chef Gatscha Buthelezi, arrière-petit-fils du roi Cetshwayo, actuel premier ministre du territoire Kwa-Zulu est le chef traditionnel incontesté des quatre

cinquièmes des Zulu d'Afrique du Sud. En 1975, il crée une organisation de libération nationale transclassiciste appelée Inkatha. Forte de ses 70 000

membres, l'Inkatha est maintenant, par sa puissance, le troisième mouvement de libération d'Afrique du Sud (après l' *African National Congress* et le *Panafrican Congress)*.

III. Lutte anti-impérialiste — Lutte de libération nationale.

Au début de la décolonisation, en 1945, les mouvements anticoloniaux d'Afrique avaient formulé en commun le projet d'une libération continentale. En 1945, c'est le Congrès fondateur du *Rassemblement démocratique africain* (RDA), réunissant à Bamako les délégués des mouvements d'Afrique francophone, qui a jeté les bases de la création d'un front continental de libération. De même pour les militants de l'Afrique anglophone : c'est le cinquième *Congrès panafricain de Manchester* (1945), sous la présidence de Jomo Kenyatta et avec l'assistance de Kwameh N'Krumah, qui a élaboré un programme précis pour le déclenchement de la lutte de libération panafricaine.

Or, trente-trois ans plus tard, l'Afrique est le plus morcelé, le plus divisé de tous les continents. Cinquante-cinq États partagent son territoire. Les sections RDA (de Côte-d'Ivoire, de Guinée, du Mali, etc.) sont toutes devenues des partis

« nationaux ». Fait plus surprenant encore : en mai 1963, à Addis-Abeba, en présence des principaux chefs panafricains (dont N'Krumah), l' *Organisation de l'Unité africaine* est créée. Elle entérine dans sa charte les frontières coloniales.

Elle garantit ainsi le morcellement politique permanent et la faiblesse politique extrême de l'Afrique. Les trois quarts des États africains d'aujourd'hui n'ont aucune souveraineté réelle.

Là où un mouvement anti-impérialiste tente de briser, par la lutte armée, la domination du capital financier étranger, il prend tout naturellement la forme d'un mouvement de libération nationale. Une question se pose aussitôt : pourquoi la nation, l'État national, la lutte de libération nationale sont-ils, aujourd'hui, les seules armes dont disposent les peuples dominés d'Afrique pour

se libérer de l'humiliation, de l'asservissement que leur inflige le dominateur impérialiste ? Pourquoi les projets de Bamako, de Manchester, le rêve de la libération continentale, de l'insurrection panafricaine ont-ils échoué ?

Je vais tenter de dégager les deux raisons principales de cet échec [15] : I. La première réside dans la trahison commise par Staline envers les principes exigeants de l'internationalisme prolétarien, de la révolution mondiale de toutes

les classes et peuples dominés. La perversion du Komintern est un fait d'histoire.

Je me contente de donner quelques indications concernant l'Afrique [16].

Au VIe Congrès du Komintern (Moscou, 1928), Staline fit triompher une thèse rigide et dogmatique assimilant la volonté de libération des révolutionnaires africains à une attitude contre-révolutionnaire [17]. Pour Staline, le colonialisme n'est qu'un épiphénomène. La construction de l'État soviétique, bastion national d'une révolution qui s'étendra — entre autres — par les moyens de l'État, doit bénéficier d'une priorité absolue. Le colonialisme et l'impérialisme étant des prolongements nécessaires de la société capitaliste, il suffit de lutter pour l'écroulement de cette société. Le triomphe de la Révolution prolétarienne dans les États d'Europe occidentale fera disparaître *ipso facto* la domination coloniale sur l'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine [18]. Conséquente avec elle-même, la majorité du bureau de la IIIe Internationale refusa de favoriser la lutte armée sur le territoire africain ; par contre, elle utilisa les révolutionnaires noirs dans des organisations totalement dévouées au Komintern ; les meilleurs d'entre eux devenaient membres du parti communiste soviétique. Ils encadraient ensuite des organisations dont le travail révolutionnaire s'étendait jusqu'aux Caraïbes et aux États-Unis. Leurs noms : *Ligue contre l'impérialisme*, *Ligue pour la défense de la race noire*, *Ligue pour la libération de l'Orient* [19]. Enfin, il existait, au sein même du Komintern, un organisme chargé de la coordination du travail révolutionnaire parmi les Noirs du continent et ceux de la diaspora : *Le Bureau nègre*. Parmi les révolutionnaires africains membres du parti soviétique, certains accomplissaient des missions importantes au sein de la IIIe Internationale. Je n'en citerai qu'un, George Padmore, militant des Antilles anglaises, qui fut délégué du Komintern en Chine.

Il fit partie de la commission d'enquête qui, après l'échec du soulèvement de Shangai, devait régler le conflit entre le « li-li-sanisme » et le « maoïsme ». Li Li-san, alors secrétaire général du parti chinois, préconisait la lutte prolétarienne

en ville tandis que Mao Tsé-toung plaidait pour une organisation en profondeur des forces de la campagne. La commission trancha contre Li Li-san avec le résultat historique que l'on sait **20**.

D'autres révolutionnaires africains ont joué — au sein du mouvement communiste international — un rôle important : né d'une famille musulmane de Kaolack en 1889, Lamine Senghor est candidat communiste à la députation dans le XIIIe arrondissement de Paris en 1924. Il devient président du *Comité pour la défense de la race nègre*. Son journal *la Voix des Nègres* exerce une influence

déterminante sur toute une génération de militants anticoloniaux. Avec Gorki, Nehru, Messali Hadj, Barbusse, Einstein, il est élu au Bureau de la *Ligue contre l'impérialisme* lors du Congrès de Bruxelles, en 1927. Son livre *la Violation d'un pays*, consacré au Sénégal, est un classique injustement oublié de la littérature combattante. Senghor meurt en novembre 1927. Kouyatte est un autre de ces hommes qui m'inspirent admiration et affection. Ancien secrétaire de la *Ligue pour la défense de la race noire*, il reste fidèle à ses convictions révolutionnaires, même après sa rupture avec le Komintern en 1935. Dans Paris occupé, il résiste à l'occupant. Il est arrêté par la Gestapo en 1943 et fusillé peu après.

D'autres militants noirs, par contre, ont fini dans le désespoir individuel qui les a amenés à la rupture totale avec leur propre idéal **21**. Adam Clayton Powell, député de Harlem au Congrès américain, renonça à ses convictions initiales et devint un politicien bourgeois conventionnel : il fut condamné pour corruption et dut quitter le Congrès. White sombra dans la déchéance personnelle et la collaboration avec les organisations anticommunistes des États-Unis. Max Yergan, ancien président du *Congrès national nègre des États-Unis*, connut un destin similaire. Après avoir rompu avec son passé communiste, il se mit au service de l'extrême droite. Sa dernière action en 1960 fut d'organiser, aux États-Unis, aux côtés de George S. Schuyler, rédacteur en chef du journal noir *Pittsburgh Courrier*, le Katanga Lobby. Agent de Moïse Tschombé, il anima notamment les *Katanga Freedom Fighters* et contribua puissamment au prolongement de la guerre civile congolaise de 1960-1963 **22**.

Les Africains n'étaient pas les seuls à souffrir des contradictions de la politique coloniale du Komintern. Parmi les militants asiatiques, notamment, les abandons étaient fréquents. J'en donnerai l'exemple de Manabendia Nath Roy : brahmane du Bengale, militant révolutionnaire au Mexique et en Chine, Roy était, avec Ho

Chi Minh, l'un des principaux chefs de la *Ligue pour la libération de l'Orient* [23]. De 1920 à 1924, M. N. Roy fut l'ami et le conseiller de Lénine pour toutes les questions concernant le monde colonial. Il était présent lors de la fondation de l'Internationale en 1919. Il fut l'un des organisateurs des premiers mouvements communistes en Asie et au Moyen-Orient, et devint l'homme de confiance de Staline, qui l'envoya en mission en Chine de 1926 à 1927. Après la débâcle chinoise, il rompit avec la IIIe Internationale (en 1929). En 1930, malgré plusieurs condamnations prononcées contre lui (par contumace), il rentra en Inde. Il y fut arrêté et resta emprisonné jusqu'en 1936. Il rejoignit alors le parti du Congrès et y resta jusqu'à sa rupture avec la politique de Gandhi en 1941.

Il y eut également le cas de Chen Yu-jen qui était né à Trinidad et milita d'abord sous le nom d'Eugène Chen aux Antilles britanniques, parmi les ouvriers des plantations. Appelé en Chine, il y joua un rôle de premier plan dans la lutte populaire pour chasser les Anglais de leur concession de Han-Kéou. Il disparut après la liquidation du gouvernement des soviets de cette ville.

George Padmore survécut, avec des convictions intactes, jusqu'à la décolonisation, il fut l'un des rares révolutionnaires noirs de cette génération à y parvenir. Lors du Ve Congrès panafricain de Manchester (1945), il mit son expérience et son intelligence au service de N'Krumah. Il joua par la suite un rôle décisif dans l'organisation de la lutte pour la libération ghanéenne et dans l'édification du premier État national d'Afrique (indépendance du Ghana, 1957).

Padmore est mort dans ce pays [24].

Aujourd'hui, l'Union soviétique accepte la coexistence pacifique avec l'ennemi de l'homme : le capitalisme impérialiste. Elle concède à cet ennemi de vastes zones d'influence (l'Amérique latine continentale, par exemple) où elle refuse d'intervenir, où elle accepte le *statu quo*, où elle livre des millions d'hommes, de femmes, d'enfants à la mort lente, à la surexploitation, à la torture. Elle est devenue un État comme un autre. Les peuples opprimés du monde ne peuvent plus se reconnaître en elle.

L'espérance est devenue invisible.

Mais il n'en reste pas moins qu'en dehors des zones ainsi laissées à l'ennemi, l'Union soviétique intervient, aide, agit. Sans son aide efficace, constante, sans l'aide des autres États socialistes constitués, aucun, je dis bien aucun,

mouvement de libération de la périphérie n'aurait réussi à vaincre l'occupant sur son territoire. Ceci est vrai pour le front national de libération au Vietnam, le Mouvement du 26 juillet à Cuba, le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola, le Parti africain de l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert, le Front de libération du Mozambique. *Mais une fois cette victoire acquise, les mouvements de libération se retrouvent orphelins*. Face à l'Union soviétique qui n'écoute que sa raison d'État, les peuples angolais, indochinois, cubain au pouvoir n'ont plus qu'un seul choix : celui de se soumettre à la raison d'État soviétique et de perdre toute liberté, ou celui de construire un État, une nation indépendants.

II. Il est une seconde raison pour laquelle la lutte anti-impérialiste en Afrique ne peut déboucher que sur la construction nationale et non sur la révolution mondiale des classes opprimées : le monde capitaliste comporte deux moitiés,

l'une dominatrice, l'autre dominée. Une même oligarchie, l'oligarchie impérialiste, qui dispose du capital financier multinational, règne sur ces deux moitiés. Elle asservit les travailleurs industriels, agricoles, tertiaires d'Occident comme elle exploite, affame, détruit les travailleurs du Tiers Monde. Le degré d'exploitation varie : le travailleur du centre est aliéné, privé de tout pouvoir économique, politique, financier réel, soumis à la monocratie patronale, harcelé par les cadences de production, privé d'avenir, réduit à sa pure fonctionnalité marchande ; mais en Occident, la pénurie est vaincue **25.** On meurt de solitude, de désespoir, d'accidents du travail, de l'empoisonnement de l'air… pas de faim.

Dans les sociétés du Tiers Monde, la situation est tout autre : les sociétés multinationales y pratiquent une stratégie d'exploitation qui pille l'État et saigne le peuple.

Voyons d'abord ce qu'il en est pour l'État. Par les retransferts massifs de leurs profits, par la surfacturation des équipements importés d'Europe et d'Amérique, par les redevances totalement arbitraires, que la filiale de la société multinationale de la périphérie paie à sa maison-mère du centre, l'État de la périphérie s'appauvrit. La société multinationale pompe ses ressources monétaires. Tous ces retransferts de la périphérie vers le centre ne se font pas en monnaie locale, mais en devises que fournit la banque centrale de l'État pillé.

L'État de la périphérie perd ainsi la plupart de ses moyens d'investissement.

Dans de nombreux pays du Tiers Monde, la quasi-totalité des devises obtenues par l'exportation de biens agricoles, de matières premières ou de biens manufacturés sert à financer les retransferts de sociétés multinationales, les services de la dette extérieure et les dépenses d'infrastructure qu'exigent les sociétés multinationales avant leur installation dans le pays (communications, installations portuaires, etc.). L'État de l'aire tricontinentale, quel que soit le gouvernement qui le gère, n'a plus les moyens matériels de créer puis d'entretenir les installations d'infrastructures sociales (hôpitaux, routes, écoles, sécurité sociale) indispensables à la survie de la population.

Mais la société multinationale pille aussi le peuple : elle s'installe de préférence dans des pays où une dictature militaire (Zaïre, Argentine, Brésil) ou une oligarchie compradore (Côte-d'Ivoire, Gabon, Maroc) lui garantissent des syndicats dociles, voire même la disparition de toute négociation salariale. Le taux des salaires y est bas. La société multinationale organise l'armée de réserve des chômeurs. Elle fixe elle-même le prix de revient des matières premières qu'elle extrait ou qu'elle transforme. Elle impose au pays asservi les biens manufacturés à des prix et à des conditions qu'elle est seule à déterminer. Elle

modifie par des campagnes de publicité, de vente « intensive », les habitudes de consommation autochtones, elle détruit les métiers précapitalistes et absorbe l'industrie du pays. Partout où les sociétés multinationales prennent possession d'un pays par dictature militaire ou oligarchie compradore interposées, elles sécrètent la torture comme forme de gouvernement, l'assassinat comme moyen de combattre l'opposition. Elles détruisent la classe ouvrière autochtone, la divisent en une aristocratie ouvrière liée à la surexploitation capitaliste et une vaste et anonyme masse de marginalisés. Ceux-ci peuplent désormais les bidonvilles qui s'étendent à perte de vue à la lisière des métropoles d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. La misère, le désespoir, la maladie, la faim sont les quatre cavaliers qui annoncent, partout où ils passent, l'apocalypse du sous-développement progressif, organisée, gouvernée, exploitée par le capital financier multinational **26**.

Or, pour des raisons dont l'explication dépasserait le cadre de ce livre, la social-démocratie européenne, américaine, japonaise, ses syndicats, ses partis politiques ont rompu la solidarité qui existait entre exploités des deux moitiés du monde capitaliste. J'appelle social-démocratie pro-impérialiste toutes les organisations ouvrières — donc aussi les partis communistes d'Italie, de France, d'Espagne — qui préconisent le maintien de leurs pays respectifs au sein des

agences gestionnaires de l'impérialisme du capitalisme hégémonique, comme le Fonds monéraire international (FMI), la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque mondiale (BM), etc [27]. La social-démocratie

« nationalise » le mouvement ouvrier. Elle lui fait admettre contre toute vraisemblance que les intérêts de l'impérialisme capitaliste coïncident avec les intérêts généraux de la classe ouvrière du centre. Voici les « arguments »

qu'utilise la social-démocratie : sans capitaux en fuite, il y aurait augmentation des taux hypothécaires et donc augmentation des loyers en Suisse. Sans vente d'armes au Tiers Monde, il y aurait du chômage chez les ouvriers de la SNIAS, en France. Sans fourniture nucléaire au Brésil, il y aurait récession dans l'électronique en Allemagne. En « nationalisant » la classe ouvrière du centre, en lui inculquant la notion des lois « naturelles » de l'économie qui, comme par la force des choses, impliqueraient la surexploitation du travailleur noir, brun ou jaune, la social-démocratie européenne, américaine, japonaise assure à l'impérialisme son âge d'or et accepte, dans les pays du Tiers Monde, le maintien de la domination la plus meurtrière que l'humanité ait connue.

La superpuissance nord-américaine est la tutrice, l'arsenal, le cerveau et le siège historique et intellectuel de l'impérialisme capitaliste multinational. Cet

impérialisme premier nord-américain a, au-dessous de lui, mais pas nécessairement à son service, des impérialismes secondaires. Ces sous-impérialismes ne se développent que protégés par lui. Certains partis sociaux-démocrates sont les auxiliaires directs de l'impérialisme premier nord-américain.

L'exemple de l'Allemagne fédérale est à cet égard instructif. Ce pays abrite le mouvement ouvrier le plus puissant d'Europe. Voici comment fonctionne la stratégie impérialiste du mouvement ouvrier allemand : Helmut Schmidt, chancelier, dirige l'État. Son intime, Herbert Wehner, administre le groupe parlementaire et fait voter les lois nécessaires (vente d'armes à Pinochet, installation de réacteurs nucléaires au Brésil, consolidation de la dette extérieure argentine, etc.). Le SPD (parti social-démocrate), conduit par Egon Bahr a un

« Ausschuss fuer Aussenpolitik » qui définit la stratégie des alliances ; cet

« Ausschuss » soutient systématiquement les mouvements les plus réactionnaires (exemple : l'UNITA de Sawimibi en Angola) au sein des peuples en lutte. La *Friedrich-Ebert-Stiftung* [28] — elle-même soutenue par la *Bank fuer*

Gemeinwirtschaft [29] — est l'instrument du SPD pour la pénétration des mouvements ouvriers du Tiers Monde. La *Friedrich-Ebert-Stiftung* assure la formation idéologique des militants ouvriers dans le Tiers Monde. Cette Fondation Ebert a une subdivision, l'ILDIS (Institut latino-américain de recherche sociale) dont la tâche est de combattre les mouvements de libération en Amérique latine : l'organisme est tellement réactionnaire que c'est le président Eduardo Frei qui, en 1966, l'a expulsé du Chili. Son quartier général latino-américain se trouve maintenant à Quito (Équateur).

Otto Vetter (président du DGB) est un membre influent de la Commission trilatérale. A ses côtés siègent deux autres dirigeants sociaux-démocrates : Eugen Loderer, président de la IG-Metall, le syndicat le plus puissant d'Allemagne, et Georg Leber, ancien ministre allemand de la Défense. Créée par David Rockefeller, président de la Chase Manhattan Bank et avec le concours de l'actuel président des États-Unis et de son conseiller pour les Affaires de sécurité, Zbignew Brzezinski, cette commission a pour tâche d'élaborer les principes d'action et la stratégie à long terme de l'impérialisme premier nord-américain [30].

Une remarque, enfin, sur mon propre pays, la Suisse. Aujourd'hui, grâce à la

« nationalisation » de la classe ouvrière suisse par une majorité des syndicats et du parti social-démocrate, la plupart des ouvriers suisses sont devenus les auxiliaires consentants, convaincus, de l'oligarchie bancaire multinationale de Zurich et de l'oligarchie compradore d'Afrique du Sud. Ou, en d'autres termes,

ils sont devenus les ennemis quotidiens, actifs, efficaces des mineurs zulu, xhosa, swazi des mines d'or du Rand. Or, l'oligarchie suisse tire sa force avant tout de la surexploitation des travailleurs de la périphérie et des profits énormes que celle-ci lui procure. En renonçant volontairement à la lutte anti-impérialiste, les travailleurs suisses se privent du même coup volontairement de la seule arme qui leur permettrait d'infléchir leur sort, d'ébranler l'ennemi capitaliste, bref, de prendre le pouvoir en Suisse [31]. Cette arme est la stratégie active de solidarité prolétarienne entre classes opprimées du centre et de la périphérie.

Lutte anti-impérialiste et lutte de classes sont donc liées. La plupart du temps, leurs praxis respectives se confondent. En « nationalisant » le mouvement ouvrier du centre, la social-démocratie a à la fois rompu le front anti-impérialiste mondial entre classes opprimées, dressé ces classes les unes contre les autres et

assuré la permanence de l’impérialisme du capital hégémonique multinational.

Du même coup, les peuples opprimés n’ont plus qu’un seul choix : se soumettre ou conquérir eux-mêmes une nation libre, un État.

1.

Voltaire, *Essai sur les mœurs et l’esprit des nations* , coll. « Classiques brochés », Paris, Garnier.

2.

Ibid.

3.

Sur le problème que pose le concept de « classe nationale », cf. G. Haupt, C. Weil, M. Lowy, *Les Marxistes et la Question nationale* , Paris, Maspero, 1973.

4.

J. Berque, intervention à l’Université d’été de Tabarka, août 1977.

5.

Un instituant métasocial est une source de légitimité, un axiome du pouvoir qui prennent origine au-delà du champ social. Exemple, la revendication du roi de France de tenir son pouvoir de Dieu. Pour une théorie des instituants métasociaux, cf. A. Touraine, *Production de la société* , Paris, Éd. du Seuil, 1974, p. 37.

6.

1801 à 1803 : sur les bords du Solimoëns, de l’Amazone, à l’embouchure de Belem, d’étranges cortèges d’êtres en loques, les pieds en sang et à bout de forces, débouchent de la forêt. Ce sont les survivants des insurrections d’esclaves des Antilles britanniques et françaises. En 1795, une étonnante nouvelle était parvenue de Paris aux Caraïbes : l’esclavage était aboli, l’égalité des hommes proclamée, les maîtres guillotinés. Les esclaves fugitifs portèrent jusqu’au cœur des forêts la nouvelle de la Révolution française, des droits de

tout homme à la liberté de pensée, de mouvement, de l'abolition de l'esclavage. Ce furent les esclaves créoles en fuite qui, sur les bords du Rio Mar, contèrent l'histoire de l'insurrection sanglante d'Haïti. Les Legba Vaudou voyageaient avec eux. Ces Noirs disciples de Robespierre, leurs femmes, leurs enfants, furent pour la plupart massacrés par les communautés indiennes installées le long du fleuve. Les survivants déclenchèrent en 1830, aux confins de l'empire lusitanien du Brésil, la révolution populaire du Cabanagem : cf. J. Ziegler, *Les*

Vivants et la Mort , Paris, Éd. du Seuil, 1975, p. 152 s. ; collection « Points », 1978.

7.

L'expression « classe ouvrière nationalisée » a un double sens : la classe ouvrière est nationale, dans chacun des pays d'Europe, en ce sens qu'elle défend — plus énergiquement et d'une façon plus intransigeante que d'autres classes — la souveraineté, l'indépendance et le droit à l'autodétermination de la nation. Durant la Deuxième Guerre mondiale, la classe ouvrière française a payé le plus lourd tribut à la Résistance. Dans le présent chapitre, par contre, le terme « nationalisé »

révèle une connotation négative : lorsqu'une majeure partie des travailleurs européens perd progressivement de vue la nécessaire solidarité internationaliste, anti-impérialiste, avec les travailleurs latino-américains, africains, asiatiques, exploités, assassinés par le capital financier multinational d'Europe, l'expression « classe ouvrière nationalisée » indique de toute évidence une régression, un rétrécissement de la conscience.

8.

Cf. A. I. Sow, *Langues et Politique de langues en Afrique noire* , Paris, UNESCO et Éd. Nubia, 1977 ; cf. aussi l'importante œuvre de Pierre Alexandre.

9.

En France, le parler de la Loire a été généralisé, étendu à de nombreuses régions du pays par la monarchie centralisatrice. Mais c'est la nation qui, souvent par la force, a imposé le français comme langue commune à tous les segments de la société civile. L'unification linguistique contraignante était, après 1789, pour l'appareil d'État national centralisé, le nécessaire outil d'une éducation

nationale, d’une école ouverte à tous. Et il est non moins vrai que les anciennes langues des provinces françaises fixent, aujourd’hui, dans les régions en révolte contre le pouvoir central, les revendications d’autonomie et de liberté.

10.

L’analyse qui va suivre se réfère constamment à la définition donnée de la nation comme communauté souveraine. Si la nation africaine naît de l’État, il faut faire exception pour l’Éthiopie, l’Égypte, le Maroc où des États royaux colonisés préexistent au mouvement de libération nationale.

11.

La situation est différente en Afrique maghrébine ou en Égypte : le Destour et le Néo-Destour tunisiens, l’Istiqlal marocain, le Wafd et le mouvement des Officiers libres d’Égypte sont des formations sociales issues de la petite ou moyenne bourgeoisie.

12.

F. Fanon, *Les Damnés de la terre, op. cit.* , p. 115.

13.

L’État de Guinée a été proclamé en septembre 1973. Les dernières troupes d’occupation portugaises ont quitté le territoire de l’État en 1974. Aujourd’hui (en 1980), la Guinée et les îles du Cap-Vert forment deux États qui ont chacun un gouvernement.

14.

Il n’existe pas en Afrique de classe proprement féodale : le mode de production féodal tel qu’il est défini en Occident par la propriété inaliénable, particulière de la terre, n’existe pratiquement pas en Afrique.

15.

Il existe un grand nombre de causes secondaires. Exemple : en 1956, Gaston Defferre, ministre d’Outre-mer du gouvernement du Front républicain, impose une loi-cadre destinée à promouvoir l’autonomie interne des territoires

coloniaux. Chaque territoire est doté d'une assemblée et d'un conseil. En fait, cette mesure progressiste — appliquée dès 1957 — aboutit à saboter le projet de Bamako et à faire éclater le front anticolonial continental constitué par le RDA. Il faut y ajouter la

trahison personnelle du président du RDA qui — résistant à la Fédération des étudiants RDA conduite par Cheikh Anta Diop — refusa obstinément la revendication de l'indépendance.

16.

Je signale ici l'œuvre encore peu connue en France d'un des plus perspicaces analystes marxistes de la question nationale, Walther Markov.

Markov, professeur à l'université Karl-Marx de Leipzig, est directeur de l'Institut d'études africaines de cette université. A ce titre, il a pris la lointaine succession d'une institution qui, au début de ce siècle, fut le haut lieu de la sociologie africaine en Europe : l'Institut fuer Voelkerkunde de Leipzig.

Cet institut, berceau de Kandt, Mayer, Baumann, Krause et d'autres savants de renom mondial, déclina avec l'empire colonial allemand. Les temps ont changé, du moins à Leipzig. A l'empirisme éclairé des premiers explorateurs de l'Afrique orientale succède aujourd'hui l'équipe nouvelle de savants marxistes. Point n'est besoin d'épouser toutes les théories élaborées par l'école de Leipzig. Il n'en reste pas moins que l'intérêt intense qu'elle porte aux problèmes d'Afrique font d'elle un des foyers les plus riches, les plus stimulants aussi de la sociologie contemporaine. Il y eut deux périodes dans l'œuvre de Markov : historien avant la guerre, il se consacra à l'étude de la Révolution française. Son maître-livre est *Die Freiheit des Priesters Jacques Roux* , Akademie-Verlag, nouvelle édition 1967.

Après la guerre, à sa sortie du camp nazi, il se tourne vers la problématique nationale en Afrique. De cette époque datent les textes suivants : « Afrika im Jahre Zehn », in *Horizont* , no 36, 1970. — « Zur universal-geschichtlichen Einordnung des afrikanischen Befreiungskampfes », in *Geschichte und Geschichtsbild Afrikas* , ouvrage collectif, Leipzig, 1970. — *« Arbeiterklasse und Bourgeoisie im antikolonialen Befreiungs-Kampf »* , Leipzig, 1961. — « Fragen der Genesis und Bedeutung der vorimperialistischen Kolonialsysteme », in *Wissenschaftliche Zeitschrift der Karl-Marx.*

— *Universitaet* , Leipzig, 1/2, 1954-1955.

Enfin, l'Institut dirigé par Markov publie un annuaire où sont rassemblées les études collectives sur les différents mouvements de libération nationale d'Afrique ainsi que d'Amérique latine et d'Asie : *Studien sur Kolonialgeschichte und zur Geschichte der kolonialen und nationalen Befreiungsbewegungen ;* enfin, parmi les monographies des collaborateurs immédiats de Markov, cf.

notamment K. Ernst, *Tradition und Fortschritt im Afrikanischen Dorf* , Akademie-Verlag, 1973.

— Ch. Maehrdel, *Afrikanische Parteien im revolutionaeren Befreiungskampf* , Staatsverlag, Berlin, 1977.

17.

Le tournant théorique se situe en 1928 ; le VIe Congrès adopte la ligne « classe contre classe ». Mais entre les révolutionnaires africains et le Komintern la rupture n'intervient qu'en 1934-1935. Staline impose la subordination de toutes les luttes anticoloniales à la lutte contre Hitler. Kouyatte, Padmore quittent la IIIe Internationale.

18.

J. Staline, *Le Marxisme et la Question nationale et coloniale* , Moscou, 1931. Pour une critique, cf.

E. Morin, *Autocritique* , Éd. du Seuil.

19.

Cette dernière était encadrée avant tout par des Asiatiques. Des Africains, certains venant de la diaspora des Caraïbes (tels que George Padmore), y jouèrent cependant un rôle important.

20.

Mao ne profita pas immédiatement de cette décision. Marginalisé et même arrêté, il ne prit le dessus qu'en 1935, éliminant Wong Ming.

21.

Cf. J. W. Ford, « The negro and the struggle against imperialism » in revue *The US Communist* , vol. IX.

22.

Sur le Katanga aux États-Unis et la première guerre civile congolaise, cf. J. Ziegler, *La ContreRévolution en Afrique* , Paris, Payot, 1963, p. 95 s.

23.

M. N. Roy, *Memoirs* , Londres, Allen and Unwin, 1964.

24.

Padmore laisse une œuvre non publiée, rassemblée à la Padmore Library, au Ghana. Parmi les livres puliés, cf. notamment G. Padmore, *Panafricanisme ou Communisme ? La prochaine lutte pour l'Afrique* , éd. française par Présence africaine. 1960, préface de R. Wright et Dorothy Padmore.

25.

A l'intérieur de chacune des sociétés, celle d'Europe industrielle, celle d'Afrique, d'Asie ou d'Amérique latine, ta misère et l'exploitation varient entre strates différentes de classes de travailleurs. En France, il n'y a pas de commune mesure entre l'humiliation, la misère matérielle et sexuelle dont souffre l'immigré algérien et l'exploitation que subit l'ouvrier français, rivé à sa chaîne de montage. Cf. T. Ben Jelloun, *La Plus Haute des solitudes* , Paris, Éd. du Seuil, 1977. De même, dans les sociétés du Tiers Monde, un enfant de dix ans qui peine dans les gisements de glaise du Sud du Mexique souffre plus qu'un ouvrier de la mine d'El Teniente du Chili ; l'enfant mexicain est une victime sans défense ; l'ouvrier d'El Teniente fait partie de l'aristocratie ouvrière qui dispose d'un certain pouvoir de négociation avec le capital multinational.

26.

Le règne des sociétés multinationales détruit les structures sociales de base, notamment la famille.

15 millions d’enfants de moins de quatorze ans vivent dans la rue au Brésil, sans famille, sans abri (Rapport du juge des mineurs, Cavaglieri, Rio de Janeiro. 1977).

27.

Le problème de l’identité des forces social-démocrates pro-impérialistes est un problème difficile.

Exemple : au sein de la IIe Internationale, qui groupe 83 millions de militants de trente-trois partis socialistes et sociaux-démocrates, il existe une aile gauche, anti-impérialiste. Les partis français, suédois, hollandais, norvégien, suisse en font partie. Mais une majorité pro-impérialiste tient le pouvoir depuis le XIIIe Congrès (novembre 1976 ; à Genève) au sein de l’Internationale socialiste.

28.

Ebert (1871-1925) était le premier président de la République de Weimar. Il ordonna l’écrasement du mouvement spartakiste et du mouvement des Conseils allemands, étouffant dans le sang la révolution ouvrière de l’immédiat après-guerre (1919-1924).

29.

La *Bank fuer Gemeinwirtschaft* , dirigée par Walther Hesselbach, est une des plus puissantes banques d’Europe ; elle appartient au *Deutsche Gewerkschaftsbund* , au *SPD* et à divers syndicats.

30.

La Commission trilatérale a été créée en 1973 par des « citoyens privés » (comme le dit l’acte de fondation) originaires des États d’Europe occidentale, du Japon, d’Amérique du Nord. Son but (toujours selon l’acte de fondation) : « promouvoir une étroite coopération entre les trois régions développées du monde pour régler en commun les problèmes qui se posent à elles ». La Commission compte près de 200 membres. Pratiquement tous les dirigeants des principales sociétés

multinationales, banques ou empires financiers du monde impérialiste y figurent. La Commission possède une structure administrative solide : chacune des trois

régions représentées a un conseil, des directeurs administratifs, un état-major de chercheurs et un personnel de secrétariat, d'enquêteurs, de statisticiens, *etc.*

La Commission publie à l'intention de ses membres une série d'études théoriques, d'enquêtes, de travaux de recherches d'un haut niveau scientifique positiviste. Certains de ces rapports sont accessibles au public. Je n'en cite qu'un qui intéresse directement notre propos : Samuel P.

Huntington, Joje Watanuki, Michel J. Crozier, *The Crisis of democracy, report on the governability of democracies to the trilateral commission* , édition épurée, destinée au public, New York University Press, 1975.

Huntington est le type même de l'intellectuel organique de l'impérialisme. Directeur avec Henry Kissinger du Centre pour les affaires internationales de l'université de Harvard, il est un des principaux idéologues de la dictature brésilienne qui, de son propre aveu (cf. discours de Huntington, au colloque de l'IPSA. International Political Science Association, Rio de Janeiro, août 1974) — le consulte régulièrement sur tous les « problèmes d'organisation politique ». Huntington est également l'inventeur de l'« urbanisation forcée » au Vietnam qui, entre 1968 et 1971, a provoqué la déportation de plus de 2 millions de paysans.

31.

Le problème n'est pas si simple : en 1911 Jaurès appelait à la grève contre l'expédition de Fès (invasion française du Maroc). Un tel geste venant d'un dirigeant social-démocrate contemporain paraît inconcevable. La responsabilité subjective d'un nombre de dirigeants sociaux-démocrates européens dans la déperdition de la combativité anti-impérialiste du mouvement ouvrier est indiscutable. Mais en même temps il faut garder en mémoire l'évolution que j'ai décrite à la p. 22 : La monopolisation du capital, sa mondialisation créent — pour la lutte de classe théorique — des conditions entièrement nouvelles. La réification progresse rapidement, la conscience collective devient de plus en plus homogène, la contradiction insurmontable entre consciences de classe antagonistes est de plus en plus masquée, bref : le travailleur perd jusqu'à la notion de ses propres intérêts. A plus forte raison il ne peut plus percevoir la fondamentale identité de destin entre toutes les classes (et peuples) opprimés de la terre.

III

Conscience possible, conscience en soi, conscience pour soi [1]

Quelles sont aujourd'hui les conditions objectives et subjectives de la construction d'une identité alternative dans les sociétés d'Afrique noire ?

Cette identité alternative revêt des formes d'existence différentes au hasard des modifications du tissu impérialiste. L'agression coloniale des pays de la périphérie opère en effet, dans le paysage social de ces pays, des modifications fondamentales. Elle « unifie » les habitants dans une commune dépendance.

Mais cette dépendance n'est pas la même pour les différentes strates de la population ni pour les diverses ethnies qui composent le peuple dominé. La stratification sociale est complexe, elle crée des classes ethniques et des classes proprement « sociales ». Une division du travail se fait jour. Elle a été créée par le pacte colonial, bien sûr, et par la destruction volontaire des principaux modes de production pré-capitalistes. Mais la division du travail capitaliste-colonial n'est pas le seul générateur de stratifications nouvelles. Des stratégies de domination coloniale, qui sont de pures stratégies administratives et ne touchent pour ainsi dire pas les modes de production pré-capitalistes, provoquent elles aussi des migrations, des renversements hiérarchiques, des destructions de relations inter-ethniques, bref, des modifications qualitatives des tissus sociaux.

Exemple : la Guinée-Bissau ; ce pays, véritable mosaïque de peuples à l'héritage social et culturel riche et diversifié, a été occupé par le Portugal pendant près de 400 ans [2]. Le colonisateur n'a pas provoqué d'importantes migrations, il n'a pas établi de colonie de peuplement, il n'a pas chassé les populations de leurs terres d'origine [3]. Il n'a pas non plus imposé un pacte colonial rigide, n'a pas fait d'investissements ni imposé une réorientation de la production des différents peuples en présence [4]. Les modes de production pré-capitalistes n'ont pas été détruits, non plus que les structures de propriété. Le secteur commercial mis à part, le tissu économique de la Guinée-Bissau n'a pas été fondamentalement altéré. Enfin, il n'existe pour ainsi dire pas de ressources minières ouvertes à l'exploitation capitaliste en Guinée-Bissau. Par contre, le colonisateur a introduit

un système d'administration qui devait affecter profondément la stratification des peuples autochtones et modifier fondamentalement les relations

interethniques. La majeure partie des Guinéens sont animistes. Moins d'un tiers sont des musulmans recrutés avant tout dans les peuples fula. Or, certains villages guinéens ont eu, du temps de la colonie, un chef musulman imposé par le colonisateur qui s'est servi des Fula pour diviser la population. Les Portugais ont fait appel aux chefs traditionnels peuls du Fouta-Djalon pour exercer certaines fonctions para-gouvernementales dans les régions habitées par les peuples balante, mandingue, pepel. La stratification globale du pays s'en est trouvée altérée.

Tout segment d'une stratification, toute classe sociale a une dimension à la fois objective et subjective. Ce sont les rapports de production, aux stades successifs de leur évolution, qui déterminent la réalité objective de la classe en question. A partir d'un certain moment de l'évolution d'un mode de production donné, les hommes partagent concrètement des conditions de production, d'habitat, d'alimentation et de dépendance identiques. Cette expérience de la communauté objective des conditions matérielles d'existence — entre des hommes qui se connaissent ou ne se connaissent pas, se parlent ou ne se parlent pas — aboutit à la création d'une intelligence commune de leur situation, autrement dit à une conscience de classe.

La conscience de classe est la possibilité d'appréhender, à partir d'une situation de classe particulière, la totalité de la situation de la lutte de classe dans une société donnée. En d'autres termes : la conscience de classe est la réaction rationnelle adéquate correspondant à une situation déterminée dans le processus de production. Les consciences de classes existent dans toutes les sociétés politiques africaines, quel que soit leur degré d'acculturation conflictuelle, c'est-

à-dire quel que soit le niveau de profondeur atteint en leur sein par la destruction coloniale des modes de production non capitalistes. Dans les pays de la périphérie, la conscience de classe revêt des formes différentes. J'en cite trois : *la conscience possible, la conscience en soi, la conscience pour soi*.

I. *La conscience de classe possible* ne se constitue que ponctuellement. Elle surgit au moment de conflits particuliers, isolés. Les hommes qui vivent ce conflit selon une appartenance de classe commune prennent alors conscience de leur commune situation. Plus précisément : ils se rendent compte que ce qui leur arrive en commun est le fait de certaines conditions matérielles partagées qui

déterminent leur existence sociale et délimitent leur espace de liberté. La

conscience de classe possible est un être hybride : elle a une réalité objective permanente, l'appartenance de classe ; elle a une réalité subjective discontinue, la convergence discontinue, ponctuelle, des inter-subjectivités autochtones. La conscience possible est éphémère. Elle est aussi récurrente, autrement dit : elle est latente et parfois patente. Sa qualité non continue vient du fait qu'elle ne surgit qu'à certains moments de crises, face à certains adversaires déterminés.

Elle est récurrente en ce qu'elle se reconstitue de façon répétitive comme une figure de la mémoire collective chaque fois qu'une crise ou qu'une agression de ce type se produit. Les instruments symboliques de cette conscience possible sont hétérogènes. Cette conscience ressemble à un miroir brisé dont les mille morceaux renvoient aux consciences individuelles des reflets fractionnés, individualisés, séparés. La conscience de classe possible n'oppose pas au système de violence symbolique du colonisateur un refus global ni une totalité alternative. Les contradictions quotidiennement vécues et qui sont le fait d'autant de ruptures symboliques (de perception, de norme) entre l'existence collective des dominés et l'agression constante — elle-même discriminatoire —

de l'oligarchie impérialiste ou de l'oligarchie compradore, sont perçues, conceptualisées par les dominés à l'aide d'une instrumentalité qui leur vient du dominateur. En d'autres termes : la conscience possible surgit là où la pratique du dominé — excès de souffrance, d'humiliation, *etc.* — trouve dans le surmoi collectif du colonisateur (constitué par l'archaïque idéologie coloniale, humaniste, ecclésiale), devenu le sien par inculcation contraignante, les rationalisations dont il a besoin pour comprendre sa situation. C'est la classe la plus acculturée du peuple dominé qui en est porteuse. Cette classe a intériorisé les significations du dominateur. La conscience possible ne surgit en fait que là où le surmoi collectif du colonisateur est constitué par l'archaïque idéologie coloniale humaniste ecclésiale. A certains moments de crise, le dominé perçoit la contradiction entre la praxis de domination et l'enseignement du discours égalitaire, évangélique, nourri de valeurs universelles. Le colonisé peut alors se dresser, se saisir du discours du dominateur, le prendre à la lettre, exiger sa réalisation dans les faits, bref, le retourner comme une arme de liberté contre l'agresseur.

Je prends l'exemple de l'insurrection de Soweto, faubourg noir de Johannesburg, en juin 1976. Les dizaines de milliers de manifestants qui ont soulevé les faubourgs noirs de Johannesburg (mais aussi de Durban, de Capetown, etc.) ont été conduits par des lycéens et des étudiants noirs [5]. Ces

étudiants, ces lycéens sont marqués par l'idéologie du dominateur. Cette idéologie fait appel, entre autres significations, au christianisme colonial **6**. La plupart d'entre eux ont formé leur intelligence, structuré leur personne non pas à l'aide de la tradition orale rituelle de leurs peuples d'origine respectifs, mais bien à l'aide des instruments symboliques de la classe capitaliste dominante blanche.

Le savoir « blanc » le plus largement répandu parmi les insurgés de Soweto est donc un savoir d'origine religieuse. Mais c'est l'Évangile chrétien — prêché un peu partout en Afrique du Sud et rendu crédible, aux yeux de nombreux Africains, par les prises de position courageuses, l'aide matérielle apportée à l'ANC, au PAC par le Conseil mondial des Églises (Genève) —, qui a servi de levain à l'insurrection. Ce sont les mensonges, les contradictions, les contresens, les ruptures intentionnelles entre la pratique du régime Vorster d'une part et la théorie du christianisme colonial enseigné par les Afrikaners de l'autre qui ont fait surgir, dans toute leur violence, ces revendications égalitaires de l'Évangile.

La conscience collective possible qui a surgi à Soweto est une authentique conscience de classe. Son instrumentalité symbolique est une instrumentalité de classe. La preuve : les mineurs, les travailleurs industriels se sont opposés violemment aux insurgés ; il s'agissait de Zulu, de Xhosa habitant les « boarding houses », sortes de casernes collectives où sont parqués pour la nuit les Noirs importés des « tribal areas ». Vivant coupés de leur famille, ils se rendent chaque matin dans les zones blanches pour aller travailler et regagnent chaque soir leurs dortoirs. Je sais : la « Special Branch » et la police sud-africaine ont fomenté artificiellement, moyennant contrainte, corruption, campagne de rumeurs, intoxication habile, les conflits entre ethnies. Il n'en demeure pas moins qu'à l'intérieur de la population noire, une guerre a commencé en juin 1976. Les protagonistes en sont les groupes acculturés des lycéens et étudiants noirs, porteurs d'une *conscience de classe possible*, et la masse des travailleurs déportés venant des Bantustan, du Lésotho, du Malawi ou du Bechuanaland et dont la conscience est marquée par les cosmogonies ethnocentriques de leurs traditions orales d'origine.

II. *La conscience de classe en soi* marque une étape plus avancée de la lutte de classe. C'est une subjectivité collective qui a un caractère permanent. Les hommes qui participent de ce surmoi collectif, qui en sont investis, qui en font leur structure motivationnelle propre, ont désormais une claire conscience d'appartenir, par leur insertion dans l'appareil de production des biens matériels

et symboliques, à une même classe sociale. Ils ont conscience de partager les conditions matérielles objectives de cette double production. Le terme de classe revêt ici une signification particulière : nous l'avons vu, l'agression impérialiste unifie le peuple dominé de l'extérieur, elle crée l'unité négative de toutes les classes qui composent ce peuple. En d'autres termes : la lutte de classe interne est en quelque sorte surdéterminée par la domination impérialiste qui s'impose à l'ensemble des classes du peuple asservi. Ou, en d'autres termes encore, le peuple périphérique se confond en une classe unique dépendante, face à l'oligarchie impérialiste du centre. La conscience en soi est la conscience alternative, l'identité antinomique que le peuple dominé oppose au surmoi collectif, au système de violence symbolique du dominateur. Cette conscience alternative, cette identité de résistance se constitue graduellement à partir des emprunts que le mouvement de libération transclassiciste fait à la mémoire collective des différentes communautés historiques, des différentes consciences segmentaires qui composent le peuple. Nous verrons au chapitre II de la troisième partie de ce livre comment se constitue cette conscience en soi qui naît de la lutte de libération nationale. Elle est la conscience nationale en devenir.

III. *La conscience de classe pour soi*, enfin, est la conscience de classe

— encore rarement présente sur notre planète — par laquelle une classe, celle des travailleurs, élimine de son sein toutes les appréciations conflictuelles latérales et oppose à la violence symbolique dominatrice une totalité alternative cohérente. Marx, dans *l'Idéologie allemande*, exprime magnifiquement ce passage :

Il découle de tout le développement historique jusqu'à nos jours que les rapports collectifs dans lesquels entrent les individus d'une classe, et qui étaient toujours conditionnés par leurs intérêts communs vis-à-vis d'un tiers, furent toujours une communauté qui englobait ces individus uniquement en tant qu'individus moyens, dans la mesure où ils vivaient dans les conditions d'existence de leur classe ; c'était donc là, en somme, des rapports auxquels ils ne participaient pas en tant qu'individus, mais en tant que membres d'une classe. Par contre, dans la communauté des prolétaires révolutionnaires qui mettent sous leur contrôle toutes leurs propres conditions d'existence et celles de tous les membres de la société, c'est l'inverse qui se produit : les individus y participent en tant qu'individus 7.

La conscience de classe pour soi marque une étape nouvelle — et non encore

advenue, sauf par quelques apparitions instantanées ou passagères **8** — du développement de l'humanité : étape où les dernières barrières entre les hommes tombent, où la nation et l'État sont vaincus et où la libre fédération des producteurs décide à chaque instant de l'investissement des forces sociales et du travail de chacun. La classe porteuse de cette conscience de classe pour soi est la classe potentiellement universelle, la classe des travailleurs.

Les relations de hiérarchie entre les hommes auront alors disparu. Des relations de pure réciprocité, de réversibilité constante les auront remplacées.

L'homme se constituera librement à l'aide d'autres hommes. La subjectivité incomplète de chacun d'entre nous sera réconciliée, enfin, dans un projet humain partagé dont la satisfaction des besoins de chacun, l'épanouissement de tous et le bonheur de vivre seront les paramètres exclusifs. La conscience de classe pour soi appartient dès lors à l'utopie positive, c'est-à-dire à la justice exigible, au rêve éveillé, au manque actuel du mouvement ouvrier international. Che Guevara est mort le 8 octobre 1967 à Huigueras pour que naisse cette conscience de classe pour soi **9**.

1.

J'emprunte ces catégories à Georges Lukacs : *Histoire et Conscience de classe* , Paris, Éd. de Minuit, 1960.

2.

Le premier poste portugais, celui de Cacheu, date de 1583. Deux autres ont été établis peu après.

Jusqu'en 1890, seule la côte est sous contrôle portugais. La conquête de l'intérieur — lente, pénible — a lieu de 1890 à 1915.

3.

Je parle de la période antérieure au déclenchement de la guerre de libération (1959).

4.

Mis à part la production d'arachide et de riz destinée à la Companhia União

Fabril, un des grands trusts coloniaux portugais.

5.

Le détonateur de la révolte fut la nouvelle loi instaurant l'enseignement obligatoire de l'afrikaans en remplacement de l'anglais dans les écoles noires. En 1977, le mouvement continue : Soweto compte 27 000 élèves de l'enseignement secondaire ; en septembre 1977, 24 000 d'entre eux ont refusé de se faire inscrire pour l'année scolaire 1977-1978. (Ironie de l'histoire : le directeur sud-africain blanc du ministère des Écoles bantoues s'appelle M. Rousseau !)

6.

Précision : la communauté étudiante noire est évidemment traversée par un grand nombre de discours (marxiste-orthodoxe, maoïste, nationaliste intransigeant, etc.). Le discours du christianisme colonial n'est qu'un parmi plusieurs discours.

7.

K. Marx, *L'Idéologie allemande* , Paris, Éd. sociales, éd. bilingue allemande-française, 1972, p. 207.

8.

Voici les termes par lesquels Fidel Castro annonçait le 27 novembre 1976 le déclenchement de l'opération « Carlotta » (envoi en Angola des troupes cubaines) : « J'espère qu'un jour il n'y aura plus d'États indépendants ni de frontières ; que toute l'humanité deviendra une seule famille socialiste, sans exploitation de l'homme par l'homme, avec une vraie égalité et sans classes exploiteuses et exploitées… Un jour on regardera le nationalisme comme on regarde aujourd'hui le tribalisme » (revue *Bohemia* , 1977). Quant aux raisons complexes qui président à cet acte de solidarité internationaliste, cf. nos p. 13 s.

9.

Je consacre à l'examen de *la conscience de classe pour soi* la quatrième partie de ce livre.

DEUXIÈME PARTIE

LES ANCÊTRES DE L’AVENIR

Quand l’oppression se fait plus lourde,

Nombreux sont les découragés,

Mais son courage à lui augmente.

…

Il organise son combat

Pour quelques sous, pour l’eau du thé,

Pour le pouvoir d’État.

Il demande à la propriété :

D’où viens-tu ?

Il demande à chaque idée :

Qui sers-tu ?

Là où l’on se tait toujours,

Il parlera.

Là où l’oppression règne et où l’on parle de destin,

Il citera des noms.

…

Quand on l’expulse, là où il va,

Va la révolte.

Bertolt Brecht,

Éloge du révolutionnaire

.

I

Les ancêtres de l'avenir [1]

Dans *les Débuts de la philosophie bourgeoise de l'histoire*, Max Horkheimer montre comment, à travers la rupture épistémologique avec le monde féodal, Giovanni Bastista Vico, Niccolo Machiavel et Thomas Hobbes ont créé un imaginaire nouveau, élaboré une justice exigible, des contenus de conscience autres, qui devaient alimenter, deux siècles plus tard, la lutte concrète, matérielle, de la libération des peuples européens [2].

Pour fonder sa théorie, Horkheimer fait d'abord une interprétation originale du mythe millénaire d'Ulysse, premier acteur de la première rupture épistémologique d'Occident [3]. Voici le mythe d'Ulysse tel qu'il est écrit dans le douzième chant de *l'Odyssée :* Ulysse est habité par une obsession unique, indéracinable, celle d'obéir aux ordres des dieux, d'accomplir le voyage imposé.

Aucune tentation, aucun danger ne doit le détourner de son chemin. Son bateau se dirige vers le détroit de Messine entre Charybde et Scylla. Ulysse se prépare méthodiquement à affronter le danger : il se fait attacher par ses marins au mât central du bateau. Ses poignets, ses chevilles, son cou sont enchaînés au mât. Il se sépare mentalement de ses compagnons. Il s'isole totalement. Il fait boucher par de la cire les oreilles de ses marins. Il leur ordonne de ramer sans arrêt, de ne regarder ni à gauche, ni à droite, mais de ramer… Le voyage se poursuit. Le bateau approche du détroit. Les rochers apparaissent. Ulysse entend le chant des sirènes. Il est le seul à l'entendre. Il crie, il se débat, il supplie ses compagnons de le détacher. Il veut rejoindre les sirènes. Mais ses compagnons ne l'entendent plus. La cire bouche leurs oreilles. Ils ne le voient pas puisqu'ils sont penchés sur leurs rames. Ulysse, solitaire, les supplie en vain. Il se débat dans ses liens. Il veut s'arracher au mât. En vain. Son destin s'accomplit. Malgré lui. Par la force de ses compagnons qui rament, rament sans arrêt. Le bateau alors suit la route qu'Ulysse — avant de se faire attacher — avait indiquée.

Horkheimer propose cette interprétation du mythe : Ulysse incarne la raison objective de l'histoire. Il est aussi porteur d'une raison subjective. Mais cette raison subjective est incertaine, elle vacille, change de cap, revient sur ses

décisions. La grandeur d'Ulysse, sa signification historique résident dans le

combat qui se déroule en lui entre une raison objective et la raison subjective. La lutte entre la mission acceptée et la tentation de l'abandonner se joue d'une façon dialectique entre Ulysse, le meneur d'hommes, et ses compagnons, les marins. Quand Ulysse tente de trahir, les marins, habités par sa parole antérieure, ne l'écoutent pas. La tentation passée, Ulysse redevient le capitaine, le héros, la raison objective de l'histoire.

Dans *Théorie critique*, Horkheimer revient sur ce même problème de la rupture épistémologique. Il prend, cette fois, l'exemple de Wilhelm Friedrich Hegel. Dans le cas de Hegel comme dans celui d'Ulysse, l'intention subjective de l'auteur et la raison objective que son œuvre met au monde, sont diamétralement opposées. Horkheimer :

Le roi de Prusse appela Hegel à Berlin. Il lui demanda d'infuser aux étudiants la loyauté appropriée et de les immuniser contre les tentations de l'opposition politique. Hegel fit de son mieux. Il déclara que l'État prussien était la réalité de l'idée morale sur terre. Mais la pensée est chose curieuse.

Pour légitimer l'État prussien, Hegel devait amener les étudiants à renoncer à la vue unilatérale des choses et à une intelligence des dépendances réciproques entre toutes les situations conceptuelles et toutes les situations réelles vécues. En outre, il devait leur apprendre à saisir l'histoire des hommes dans sa structure complexe et contradictoire, à enquêter dans la vie des peuples et à comprendre que les idées se meurent dès que leur principe se révèle inadéquat et que le temps est venu pour qu'y surgissent des formes sociales nouvelles. Le fait que Hegel fut mandaté pour enseigner une pensée théorique avait pour l'État prussien des conséquences ambiguës.

Il se trouva que cette institution, à la longue, subit plus de dommages qu'elle ne retira de bénéfices de sa glorification formelle. *La raison est une alliée débile de la réaction* . Dix ans après la mort de Hegel, sa chaire n'était toujours pas pourvue. Le roi dut finalement appeler un successeur, le chargeant de lutter contre la "chienlit du panthéisme hégélien" et contre "la présomption et le fanatisme de son école" **4**.

Horkheimer voit dans Ulysse et dans Hegel des prototypes de ce qu'il appelle d'un terme presque intraduisible : le *« vorglagertes Bewusstsein »*, la conscience

anticipée. La rupture épistémologique est un fait d'histoire : à certaines époques de la lutte de classe, une mutation qualitative a lieu. La pensée collective rompt

— sans que les sujets parlants s'en rendent compte avec précision — avec les axiomes dominants de la période en cours. Un univers de significations reçoit

son coup mortel. Il continuera à fonctionner, à dominer, à signifier pendant plusieurs générations encore. Mais en son sein la mort est installée. Les évidences nouvelles, qui un jour le détruiront, sont déjà présentes en son cœur.

La lente et souterraine maturation de la parole contestataire fait désormais son œuvre. J'insiste sur un point particulièrement important : la raison subjective de l'auteur — ses préférences politiques, la conduite concrète de sa vie, ses jugements de valeur esthétiques, politiques, existentiels — ne joue qu'un rôle mineur. La raison objective parle à travers lui. Comme malgré lui. Ou plus précisément : elle naît de la rencontre fortuite entre une conscience anticipée, une conscience de rupture et l'attente d'un peuple, pris dans des contradictions que l'univers symbolique en vigueur ne maîtrise plus. La dialectique entre la parole solitaire et les forces sociales historiques qu'elle réveille comme malgré elle est une dialectique ascendante. Son travail est souterrain. Seuls ses résultats seront visibles. Résultats lointains, puisque ce n'est que du jour où — dans le fracas d'une révolution — s'effondrera l'ancien univers symbolique, que se trouvera achevé le travail de taupe de cette raison objective nouvelle née des siècles auparavant.

Revenons à Horkheimer : la conscience bourgeoise naît avec l'effondrement de la raison féodale. Trois œuvres se distinguent des autres, permettent de mesurer les fissures, les sapes qui minent et font s'effondrer cette raison féodale : ce sont celles de Machiavel, de Hobbes, de Vico.

Machiavel a écrit son *Histoire de Florence* pour rentrer dans les bonnes grâces des Médicis. Il a publié *le Prince* et le *Discours* pour favoriser sa propre carrière gouvernementale. La raison subjective de Machiavel adhérait avec conviction aux principes les plus rigides du monde immuable de l'autocratie princière. La même chose est vraie de Thomas Hobbes : fils d'un prédicateur d'Oxford, il est resté monarchiste toute sa vie. Son exil de onze ans en France lui fut une intolérable souffrance. En tant que fidèle sujet du roi, il ne comprenait pas ce qu'il lui arrivait. Même chose pour Vico et ses rapports avec sa société d'origine, Naples.

Pourtant, l'analyse de l'œuvre de Machiavel par Horkheimer le prouve : l'énoncé de la « virtu », de l'activité humaine comme seule créatrice de réalité, rompait radicalement avec les valeurs dominantes, exclusives (loyauté, obéissance, foi) du monde autocratique que Machiavel glorifiait avec ardeur dans sa vie de sujet. L'effondrement de toutes les théories de la légitimité du pouvoir qui font appel au droit divin se préfigure dans la notion de la toute-puissance du vouloir individuel que Machiavel décrit dans *l'Histoire de*

Florence, et plus particulièrement dans le discours de l'ouvrier de la laine insurgé. Le refus de toute intériorité, la glorification de l'acte concret qui seul définit l'homme, la promulgation, enfin, de l'efficacité au rang de paramètre unique de l'action politique, opèrent une rupture radicale, définitive, avec la raison objective de son temps. Machiavel fait naître le bourgeois et son code futur.

Hobbes et Vico opèrent une même rupture. Écoutons Hobbes : « Dans une prison plus étroite, l'homme est moins libre que dans une prison plus spacieuse. » Religion, éthique, morale ne connaîtront désormais qu'un seul paramètre : celui de leur fonctionnalité dans la lutte pour le pouvoir.

Monarchiste convaincu, vénérant même Charles II (dont il refuse pourtant l'offre de pardon), Hobbes formule comme malgré lui la théorie bourgeoise de la liberté, celle qui ne reconnaît une liberté que là où il y a mouvement, choix, décision individuels. Le fait que la nouvelle raison objective, née des fissures, des ruptures opérées entre autres par Vico, Hobbes, Machiavel ne devienne mouvement social, réalité politique, conscience collective alternative qu'au XVIIIe siècle (révolutions bourgeoises américaine, française), ne change rien à la signification décisive de cette rupture.

Je voudrais, pour ce qui concerne l'Afrique des années soixante, tenter l'analyse que Max Horkheimer a réussie pour l'Europe bourgeoise [5.]

Les hommes qui, en Afrique, ont opéré cette rupture radicale, qui ont conçu puis imposé à l'imaginaire collectif des dominés le visage d'un homme nouveau, de l'homme libéré de l'image de lui-même que le système colonial lui renvoie, lui impose, s'appellent Kwameh N'Krumah, Patrice Lumumba, Gamal Abdel Nasser.

J'insiste sur ce point : ce n'est pas le vouloir subjectif, la pensée psychologique,

les conflits intimes de Lumumba, N'Krumah, Nasser qui m'intéressent ici. Ou du moins ne m'intéressent-ils que comme éléments constitutifs des personnalités qui ont porté, dans des conditions historiques qui la rendaient possible, la libération nationale. Lumumba est resté longtemps un

« évolué » (statut que les occupants belges concédaient aux Noirs assimilés), un homme rempli d'admiration pour la civilisation belge. Par tous les moyens, par des lettres courtisanes adressées au roi, il a cherché l'assimilation à cette culture

« supérieure ». De même que Nasser : dans une interview accordée à Jean Lacouture (que je citerai plus loin), Nasser a des mots durs, presque méprisants, pour l'héritage précolonial de la culture égyptienne qui a dû constituer pour lui, dans sa jeunesse, l'élément contradictoire principal de sa représentation de

l'avenir du pays. A ses débuts, de même, N'Krumah affichait une incompréhension toute britannique face aux différentes hautes-cultures africaines. Lorsque les notables fanti lui proposent en 1957 le maintien de l'enseignement de leur langue, il les éconduit rudement **6.**

Ni Nasser, ni N'Krumah, ni Lumumba n'ont été à chaque instant de leur vie publique les héros d'un nationalisme africain défini dans les termes d'une totalité économique, politique, culturelle. Mais une raison objective se révélait en eux et c'est d'elle que nous allons traiter. Cette raison exprime un moment anomique de la lutte planétaire des classes.

La totalité alternative s'exprime de façon différente chez N'Krumah, Nasser et Lumumba. La vision de Nasser est centrée sur la renaissance de la communauté historique précoloniale, celle de Lumumba sur l'État pluri-ethnique unitaire, celle de N'Krumah sur le gouvernement continental, le projet panafricain.

Ces trois hommes ont assisté à la destruction de leur œuvre. Ils sont aujourd'hui calomniés par ceux-là même qui leur ont succédé au pouvoir. Mais ils vivent dans la mémoire de leurs peuples. Sans eux la décolonisation n'aurait pas eu lieu.

Trois images me hantent. L'une date du lointain été 1964. Je revenais d'Assouan. Le petit avion commercial, détourné par la tempête de sable, dut se poser sur un aéroport militaire près d'Assiud. Et là, en plein désert, sur une petite estrade couverte d'un baldaquin fait de toile grise telle qu'elle est utilisée par l'armée égyptienne pour couvrir ses abris, se tenait Gamal Abdel Nasser : droit sous le

soleil, ombre immense. Il attendait. Les gardes, nerveux, nous entouraient. Nasser attendait Sallah, l'éphémère chef de l'État du Yémen, dont l'avion, pour ce rendez-vous discret, avait pris du retard. Nasser était seul, dressé sur l'estrade, tête nue, ses épaules enserrées dans un costume civil brun, de coupe démodée. A quelque cent pas du dépôt où nous nous tenions se pressait la petite foule des gardes du corps, des officiers, des conseillers. Nous ne le voyions que de dos. Interminablement. Il était debout. Dans le désert. Dressé sur l'horizon. Curieusement intemporel… Je ne sais pendant combien de temps, pressés comme des sardines sous l'avant-toit du hangar, notre petite foule contempla la silhouette plantée sur l'horizon du désert. Brusquement il y eut un vrombissement dans le ciel. L'avion yéménite et les trois chasseurs égyptiens qui l'accompagnaient — probablement depuis la rive occidentale de la mer Rouge déjà — apparurent dans le ciel blanc. La silhouette eut un mouvement. Elle porta, vieux réflexe militaire, la main droite à hauteur de la tempe. Le silence

brusquement s'effondra. La banalité du quotidien balaya la piste : des voitures s'avançaient, des officiels papotaient, une musique militaire jouait — faux —

des airs martiaux. Nous fûmes refoulés dans le hangar. Après cinq heures passées dans la fournaise, nous reçûmes l'autorisation de repartir.

Autre lieu, autre image : une route trouée d'obus quelque part à l'ouest de la plaine de la Rusizi. Je ne sais plus par quelle imprudence notre voiture, allant de Bujumbura à Lwiro, s'était égarée à la tombée de la nuit dans cette région, au sud de Bukavu. On est en 1965 : dans les montagnes de Fizzi-Baraka, les insurgés mulélistes se battent contre les mercenaires de Moïse Tschombé, chef du gouvernement central, et l'ANC (Armée nationale congolaise). Le Maniéma et le Bas-Kivu sont un no man's land tenu, au hasard des barrages, par les hommes de Soumialot, par ceux de Schramm ou par des déserteurs de l'ANC.

La vieille Volvo bleue, prêtée par un ami en poste à Bujumbura, porte, je ne sais pourquoi, un petit écusson suisse fixé à l'avant du capot. Au détour d'un virage de la montagne : un barrage. Quelques vieux pneus, un camion renversé, une immense branche d'arbre bureaucratiquement posée en travers de la route. Des deux côtés, des buissons, des herbes hautes. Un bruit. Les soldats sortent. Des Simbas. L'écusson nous vaut un premier sursis. Visiblement, un soldat qui a vu passer dans la région les courageux délégués du Comité international de la Croix-Rouge — ils ont évacué la veille les enfants tutsi réfugiés dans l'école que le haut-commissariat de l'ONU entretient à Uvira — nous prend pour des

envoyés du CICR. Il s'approche avec un sourire plutôt rassurant. Passeports. Il ne sait pas lire. Mais, à ce qu'il semble, nos passeports helvétiques ne lui rappellent rien qui vaille. Rien à voir avec les laissez-passer du CICR qu'il a examinés vingt-quatre heures auparavant. Excitation. Palabres. La voiture est entourée de Simbas. Nous sortons, défaillants de peur. Un débat s'engage.

Confus. Mon swahili se résume à quelques mots courants. Mais — miracle — le mot « Lumumba » surgit dans le brouhaha. L'excitation, d'un seul coup, tombe.

Le sourire revient. Multiplié par cinq ou six. Les Simbas baissent leurs fusils. Je comprends : ils me demandent si je suis un ami ou un ennemi de Lumumba. Je crie presque ma réponse. Mon enthousiasme est double. D'abord parce que je dis vrai — je me considère réellement comme un ami de Lumumba ; ensuite parce qu'une réponse contraire nous aurait attiré les plus graves ennuis. D'une caisse au fond de la voiture nous sortons des bouteilles de Primus tiède. Fraternité fragile d'un instant. En 1965, Lumumba était mort depuis quatre ans. Mais, pour cette petite poignée de paysans en armes des plateaux du Kivu, le monde en

1965 — et probablement aujourd'hui encore — n'était habité que par deux races d'hommes : les amis de Patrice et ceux qui — jusqu'à la fin des temps — se rangeront aux côtés de ses assassins.

Dernière image. Elle n'est ni exaltante ni même pédagogique, simplement triste. D'une tristesse violente, amère, qui me revient aujourd'hui encore chaque fois que j'entends prononcer le nom de Kwameh N'Krumah. C'était en janvier 1967, à Conakry. La voiture du protocole de la présidence était venue me chercher à l'hôtel *France*, dans l'après-midi. Le pensionnaire malade de la villa de la Corniche était — ironie ! — le co-président — avec Sékou Touré — de la République de Guinée. Devant la villa, deux types, genre « armoires à glace », au front bas et à la paupière lourde. Je crois reconnaître deux agents du « Special Branch » ghanéen qui m'avaient déjà fouillé, deux ans auparavant, à l'entrée de Flagstaff-House, à Accra. Le fonctionnaire du protocole guinéen, prudent, me demande de descendre. Il ne parle ni anglais ni éwé. Il démarre. Sur la Corniche tombe une pluie fine. Je m'avance vers le portail. Fouille. Je dépose mes clés, mon stylo, ma montre. Je gravis quelques marches. La porte de la maison est entrouverte. J'avance jusqu'à un petit salon bourgeois dont l'ameublement massif a dû être hérité d'un administrateur français d'avant 1958. N'Krumah est affalé sur un somptueux canapé, tout près de la porte. La toge ramassée sur ses genoux, une épaule nue. Il ne peut plus se lever. Au cours de la conversation, son

large visage ne s’illumine que deux ou trois fois : lorsqu’il me parle de son nouveau livre, le second volume de *Conscientism* qui doit paraître chez Nelson à Londres — il veut y expliquer la trahison de 1966 — et lorsqu’il me demande des nouvelles de son ami Roger Genoud [7.]

Dans ce large visage ravagé par la maladie que les cheveux coiffaient

— hirsutes — comme une couronne, les yeux brillaient d’un feu intense. Genoud m’avait raconté que le premier homme à avoir en 1963 levé son arme sur N’Krumah — un jeune lieutenant de la garde de Flagstaff-House — avait été arrêté dans son geste par le regard de sa victime. Je le crois volontiers. Je suis peu porté sur l’hypnose et toute forme de charisme me répugne. Mais il était difficile — même en 1967 — de résister au charme de N’Krumah.

Dehors, le soleil rouge se noie dans le golfe. Mon hôte remonte sa toge. Il frissonne. Je prends congé. Avec précaution. Je me rappelle de m’être éloigné de lui à reculons, le dos tourné vers la porte. N’Krumah lève faiblement la main, le coude appuyé sur le rebord du canapé. Je n’oublierai jamais ce regard.

Le second volume de *Conscientism* n’est jamais sorti. La trahison de 1966 est

restée inexpliquée. N’Krumah n’a plus revu Genoud. Six ans plus tard, le cancer acheva son œuvre.

Quelles sont la période historique, la phase concrète de la lutte de classe planétaire qui donnent naissance aux œuvres de Lumumba, N’Krumah et Nasser ?

La Deuxième Guerre mondiale, les victoires initiales des armées fascistes, la défaite provisoire des grandes puissances coloniales sur les champs de bataille d’Europe et d’Afrique ont provoqué dans la conscience réifiée de nombreux peuples colonisés un choc triplement ressenti.

Première découverte : Hitler est le révélateur d’une sauvagerie raciste, d’un système de mépris de l’homme dont, jusqu’ici, seuls les peuples colonisés avaient fait l’expérience. Albert Tévoedjéré ironise : « Il nous faudrait dresser un monument à Hitler [8.] » Hitler inflige à des Blancs les pratiques qui sont celles que le colonisateur inflige — dans l’indifférence générale et de tout temps —

aux hommes noirs, bruns, jaunes : la réduction d’hommes à leurs seules

fonctions d'exploités, le refus de leur accorder toute identité autre que celle que leur concède le pouvoir dominateur, l'exclusion de l'histoire de tout peuple n'obéissant pas aux critères raciaux, culturels, sociaux déterminés par le maître.

Toutes les radios coloniales d'Afrique condamnent Hitler. Ses pratiques sont dénoncées comme étant l'expression de la folie, de l'inhumanité, du mépris, de la démence. Le pouvoir colonial perd ainsi sa dernière trace de légitimité dans l'esprit du colonisé.

Deuxième découverte : il y eut la défaite de 1940, les désastres de Sedan, de Dunkerque, défaites d'armées blanches. Les surhommes blancs de la Légion étrangère, des régiments de la garde anglaise, ont été battus, ont pris la fuite ou ont été faits prisonniers. C'est donc que l'oppresseur était vulnérable, et, partant, qu'il pouvait être détruit. Franz Fanon, analysant les étapes de la lutte armée du peuple algérien, parle de la « *fonction thérapeutique* de la violence anticoloniale ». En 1940, l'Afrique découvre la *fonction cognitive* de la violence produite par la guerre civile européenne.

La troisième évidence, enfin, qui modifie dans ses profondeurs la perception du colonisé, c'est la conquête qu'il fait de l'instrumentalité guerrière du colonisateur. Une seule armée européenne avait été battue définitivement par des soldats africains avant l'entrée de l'armée Leclerc, en Allemagne nazie **9.** C'était

l'armée italienne, détruite par les troupes éthiopiennes en 1896, à Adua.

Parlant de la Deuxième Guerre mondiale, N'Krumah écrit :

Ils [les colonisateurs] eurent besoin, afin de lutter pour leur propre liberté, de l'aide de leurs serfs, et ceux-ci commencèrent à se demander s'il était juste de les entraîner dans des guerres tendant à libérer ceux qui comptaient bien les maintenir dans la dépendance **10**.

Des dizaines de milliers de soldats indiens, africains, ghurka, arabes sont morts pour la liberté de la France, de l'Angleterre, de la Belgique. Ils ont franchi le Rhin et ont contribué de façon décisive à l'écrasement d'une des plus formidables machines militaires que le monde ait connues. Ces vainqueurs arabes, africains, indiens ont brusquement pris conscience de leur force. Les cortèges de Sétif **11,** les revendications de Bamako **12** et de Manchester **13,**

l'insurrection de Madagascar **14** sont nés de l'ultime humiliation : les soldats

victorieux de Stuttgart, de Monte Cassino ont été démobilisés par les maîtres qu'ils avaient libérés, et renvoyés à leur condition de serfs. Le président du Conseil qui ordonna le massacre de Sétif s'appelle Charles de Gaulle **15**. Au moment où se lève et meurt le peuple de Madagascar, l'ancien président du Conseil national de la résistance, Georges Bidault, est chef du gouvernement à Paris. Moins de dix ans après la chute de l'Allemagne nazie, ce sont des officiers français — et, pour plusieurs d'entre eux, d'authentiques héros de la Résistance — qui torturent les patriotes algériens, bombardent les mechtas, brûlent au napalm de nombreuses habitations et leurs occupants.

La guerre mondiale, le rôle qu'y ont joué les soldats des peuples dépendants ont porté des coups décisifs au sur moi collectif, à l'imaginaire colonial, aux mythes qu'il avait instaurés pour régner. Des fissures apparaissent. Mais la situation matérielle des peuples dominés ne change pas pour autant. Ce qui change graduellement, c'est le dominateur et ce sont les formes nouvelles de dépendance qu'impose celui-ci **16**. L'agression des fascismes allemand et italien contre les empires français et anglais, les alliances que ces empires concluent pour vaincre leurs agresseurs ont modifié qualitativement les rapports de forces au sein du système capitaliste mondial. Les États-Unis émergent à la fin de la guerre comme la nouvelle puissance tutélaire du système impérialiste mondial.

Avec les accords monétaires de Bretton-Woods, le plan Marshall et les interventions ponctuelles dans les conflits coloniaux et néo-coloniaux (Suez 1956, Liban 1958, Indochine 1954), les États-Unis d'Amérique instaurent un

nouveau système de domination planétaire **17**.

La nouvelle puissance tutélaire encourage la rupture du pacte colonial, la revendication d'autodétermination, la volonté de construction étatique des peuples soumis. La nouvelle stratégie impérialiste s'adresse à des cadres et à des peuples périphériques qui, nous l'avons vu, sont en passe de vaincre leur aliénation initiale. Partout des mouvements sociaux éclatent. Ils couvrent un spectre aussi vaste que possible : dans ce monde périphérique en effervescence, des mouvements messianiques d'essence religieuse (l'Église kimbangiste et son bras séculier, l'Alliance des peuples Congo), des fronts de classe tel le CPP

(Convention Peoples Party du Ghana), des rassemblements populaires comme le MNC (Mouvement national congolais), des conjurations victorieuses comme celle des Officiers libres (Égypte 1952) ou encore des partis marxistes

révolutionnaires, comme le parti communiste du Soudan, rompent avec l'ancien colonisateur.

La nouvelle puissance tutélaire concède aux peuples dominés une marge de manœuvre plus ample : elle règne par une instrumentalité planétaire nouvelle et plus souple, un système monétaire international, des troupes d'intervention mobiles. Capable d'organiser, pour ses propres fins, le marché mondial tout entier, elle n'a plus besoin de maintenir l'étroit et inefficace pacte colonial. Elle instaure la loi planétaire du coût comparatif des produits et assigne à chaque zone périphérique ses objets de production, sa forme de dépendance, son type de servage particulier.

Le terme de *décolonisation* désigne la rupture de l'ancien système de domination coloniale ; ce dernier est immédiatement remplacé par un système nouveau : celui que crée l'empire planétaire du capital hégémonique multinational nord-américain. N'Krumah, Lumumba, Nasser expriment, chacun à sa manière, la négation, la totalité alternative de la raison objective qui gouverne cette mutation. Rupture épistémologique avec la violence symbolique de l'univers impérialiste… Cet univers continue d'exister bien au-delà de la mort des prophètes. Mais sa légitimité est désormais brisée. Les esclaves ne seront plus jamais les administrateurs bénévoles de leur propre esclavage. L'histoire de l'Afrique change son cours.

Comme chacun d'entre nous, Lumumba, Nasser, N'Krumah sont le produit complexe d'une dialectique entre le singulier et le général, entre une histoire affective, physique, familiale, intellectuelle, individuelle, contingente, et les déterminismes généraux qu'impose à chaque homme sa position dans la lutte de classe planétaire. Pour mieux cerner la praxis de chacun de ces trois hommes, je

vais tenter, pour chacun d'eux, de décrire le champ social qui les prédétermine et l'histoire personnelle qui a suscité leur rupture.

1.

Les sociétés politiques de l'Afrique contemporaine sont les fruits d'une histoire infiniment riche et compliquée. Un grand nombre d'hommes et de femmes, hommes et femmes d'État, chefs militaires, savants, écrivains ou simples militants ont forgé cette histoire. Sous la direction de Charles-André Julien, Yves Person, Catherine Coquéry-Vidrovitch, Magali Morsy une encyclopédie est en

voie de publication qui retrace la biographie de cent d'entre les principaux leaders africains (cf. *Les Africains, encyclopédie de l'histoire africaine* , Éd. Jeunes Afriques, 10 vol.).

Trois hommes opèrent une rupture épistémologique décisive avec l'univers colonial. Ce sont Gamal Abdel Nasser, Kwameh N'Krumah et Patrice Lumumba.

Parmi tous les hommes d'État du Tiers Monde, Nasser est (après Cardenas) le premier à porter un coup décisif au capital financier impérialiste. Il nationalise le canal de Suez en 1956 ; il ouvre la voie aux autres nationalisations : celle du cuivre chilien (1971), celle du pétrole irakien (1972), *etc.*

N'Krumah est probablement le théoricien le plus puissant de la libération continentale ; il fait du Ghana (en 1957) le premier territoire libéré d'Afrique noire.

En 1960, Lumumba arrache à la domination étrangère tout l'immense bassin congolais, terre stratégique qui s'étend à la lisière de l'Afrique australe sous domination blanche (en 1960, l'Afrique sous domination blanche se compose des deux Rhodésie, du Nyassaland, du Mozambique et de l'Angola portugais, de la République sud-africaine et du Sud-Ouest africain).

Le terme d'« ancêtres de l'avenir » est de Jean Duvignaud (qui l'utilise par rapport aux survivants de la Commune) in revue *Cause commune* , no 1.

2.

M. Horkheimer, *Les Débuts de la philosophie bourgeoise de l'histoire* , Paris, Payot, 1974.

3.

M. Horkheimer, *L'Éclipse de la raison* , Paris, Payot, 1974. — *L'Éclipse de la raison* a été publiée pour la première fois en 1947 (en version originale anglaise), *Les Débuts de la philosophie bourgeoise de l'histoire* en 1930 (en version originale allemande). L'analyse du mythe d'Ulysse

— dans *L'Éclipse* — complète l'analyse opérée dans *Les Débuts* …

4.

M. Horkheimer, *Kritische Theorie* , Fischer, 1968, vol. II, p. 310-311 (j'ai fait une traduction littérale du passage cité).

5.

Mon ambition semble démesurée : ni Gamal Abdel Nasser, ni Kwameh N'Krumah, ni Patrice Lumumba n'ont laissé une œuvre écrite comparable à celles des auteurs traités par Horkheimer. Ils n'ont pas été les créateurs de nouveaux systèmes de pensée mais furent des dirigeants, des inspirateurs, des organisateurs de mouvements sociaux.

6.

Le litige : le colonisateur anglais avait maintenu deux années d'enseignement en langue africaine.

Les dirigeants fanti voulaient perpétuer ce système sous l'indépendance.

7.

Roger Genoud est un marxiste genevois, mort à l'âge de quarante et un ans, en été 1973. Parmi ses ouvrages fondamentaux, cf. notamment « Sur les révolutions partielles du Tiers Monde », in revue

Les Temps modernes , no 328, 1973, p. 884 s. ; cf. aussi G. Delaprez, « Pour lire Roger Genoud », *ibid* ., p. 876 s. ; M. Rodinson, « Révolution et révolutions, postface à Roger Genoud », *ibid* ., p. 911 s.

N'Krumah avait confié à Genoud l'un de ses projets les plus chers : l'organisation du *Ghana Institute of languages* où les révolutionnaires noirs devaient apprendre les langues les plus diverses afin de porter dans le monde entier le message de la résurrection panafricaine.

8.

A. Tévoedjéré, *L'Afrique révoltée* , Paris, Éd. Présence africaine, 1957.

9.

Les troupes africaines fournissaient les gros bataillons à la fois de l'armée Leclerc et de l'armée Juin (Italie).

10.

K. N'Krumah, *L'Afrique doit s'unir* , Paris, Payot, 1964, p. 8.

11.

Manifestation revendicative des ouvriers agricoles algériens de la région de Sétif, le 9 mai 1945, suivie de l'assassinat, par les troupes françaises et les colons, de 45 000 Algériens.

12.

Congrès fondateur du Rassemblement démocratique africain, Bamako, 1945.

13.

Ve Congrès panafricain de Manchester (1945) qui met au point une stratégie anticoloniale commune des territoires d'Afrique sous domination britannique. N'Krumah est le jeune secrétaire du Congrès.

14.

Insurrection de 1948 : la répression fait 85 000 morts malgaches.

15.

Il a été soutenu dans sa décision par les ministres communistes.

16.

Il existe des exceptions. Exemple : les Antilles françaises ; cf. J.-C. Guillebaud, *Les Confettis de l'Empire* , Éd. du Seuil, 1976.

17.

Au Liban en 1958 les États-Unis débarquaient des troupes. En 1954, en Indochine, ils refusaient d'intervenir pour sauver la garnison française de Diên-Biên-Phu. L'abstention et l'intervention procèdent d'une même stratégie visant à établir face aux puissances de l'impérialisme secondaire la primauté de l'impérialisme américain.

II

N'Kruma**h 1** : la prophétie panafricaine **I. Les racines de l'idéologie panafricaine.**

Juin 1977. Devant le tribunal de Capetown, 182 jeunes gens et jeunes filles sont alignés, le visage marqué par une année d'« interrogatoires », de détention, 38 d'entre eux portent l'insigne de l'Organisation de l'avant-garde révolutionnaire de l'Azanie, nom africain de l'Afrique du Sud. Ce disque de 30

centimètres de diamètre représente le continent africain, noir, illuminé par une étoile d'or symboliquement centrée sur le Ghana et entourée des mots *Pan African Congress-Vanguard of the African People*. Le PAC est né le 6 avril 1959, sous le patronage de N'Krumah. L'indépendance du Ghana avait été déclarée en 1957. N'Krumah avait dit : « Il n'y aura jamais de liberté pour mon peuple, ni pour aucun autre peuple du continent, avant que tous les peuples africains ne soient affranchis. » Le Ghana, ancienne Côte-d'Or (Gold Coast), premier pays d'Afrique noire à se libérer de l'occupant blanc, n'était que le premier territoire autonome d'un continent encore asservi, le bastion d'où devaient partir les diverses armées pour la guerre d'indépendance continentale **2.**

Vingt ans après la proclamation de la République indépendante du Ghana, les 182 jeunes militants sud-africains se retrouvaient menottés dans un prétoire sud-africain face à des juges blancs, racistes, bornés, prêts à la vengeance **3.** Leaders de l'insurrection étudiante des quartiers de Soweto (juin 1976), ces jeunes gens, porteurs de l'étoile du Ghana, s'étaient nourris de la parole de N'Krumah, prenant ainsi tout naturellement la place de leurs aînés sur un front où la mort, la torture, la disparition sont bien souvent aujourd'hui les seules issues prévisibles.

Steve Biko, disciple de N'Krumah, fondateur de la *South African Student Organisation* (SASO), a été assassiné à la prison de Pretoria le 12 septembre 1977.

Le mouvement panafricain possède ses propres institutions, son histoire

organisationnelle et intellectuelle. Ses grandes dates de référence sont : 1919

(Congrès panafricain de Paris), 1921 (Congrès de Londres), 1923 (Congrès de Lisbonne), 1927 (Congrès de New York), 1945 (Congrès de Manchester), et bien sûr 1958 (Congrès d'Accra). Ses pères fondateurs s'appellent : DuBois, Sylvester Williams, Alexander Walthers, Nnamdi Azikiwe.

William E. Burgardt DuBois, auteur de *Black Princess*, fervent défenseur de l'idée sioniste (qu'il tenta d'adapter à la diaspora noire), est un antimarxiste convaincu. Alexander Walthers est un évêque de l'African Methodist Episcopal

Zion Church. Sylvester Williams, avocat, né aux Antilles britanniques, est un ardent défenseur de la démocratie bourgeoise. Quant à Nnamdi Azikiwe, premier gouverneur général de la Nigeria indépendante, nommé par la reine d'Angleterre, il est l'auteur d'un document célèbre du mouvement panafricain : *The Atlantic Charter and British West Africa* (1943) ; il y refuse expressément toute idée de rupture avec le système capitaliste et exige l'intégration, sur une base égalitaire, des futurs gouvernements noirs autonomes au Conseil de l'Alliance atlantique **4.** En d'autres termes, le mouvement panafricain procède d'une idéologie confuse, idéaliste. Sa thèse centrale : il existe une « personnalité africaine » qui est commune à tous les hommes, toutes les femmes de race noire : cette « personnalité » recèle des valeurs spécifiques de sagesse, d'intelligence, de sensibilité. Les peuples noirs sont les peuples les plus anciens de la terre. Ils sont voués à l'unité et à un avenir commun de puissance et de gloire.

L'histoire

organisationnelle

du

mouvement

panafricain

est

d'une

extraordinaire complexité. Elle reflète la confusion idéologique du mouvement.

Pour comprendre toute cette complexité, il ne suffit pas de dépouiller les actes des six Congrès panafricains. Il faudrait aussi analyser les débats, les scissions intervenues dans nombre d'organisations parallèles, inspirées elles aussi de l'idéologie panafricaine. Une des plus importantes de ces organisations parallèles est celle fondée par Garvey. New York, 1er août 1920 : Garvey convoque le premier Parlement de l'« Afrique libre ». Première décision : fonder la *Ligue universelle du progrès des communautés africaines*. La date du 1er août fut retenue pour cette convocation ; c'est en effet le 1er août 1843 que la reine Victoria abolit l'esclavage.

Mais aussi confuse que soit l'idéologie panafricaine, aussi compliquée et contradictoire qu'ait été l'évolution des organisations tentant de la diffuser, un fait est certain : le panafricanisme refuse toute idée d'assimilation, d'intégration

à l'univers du dominateur **5.**

L'idée panafricaine, dont N'Krumah n'est pas le créateur, mais le prophète moderne, est une idée aussi vieille que la déportation massive outre-mer des Africains. Les hommes les plus divers, anonymes ou connus, ont — dès la première dispersion, à l'aube du XVIe siècle — combattu par les armes ou par le rêve, leur déportation, leur séparation d'avec la terre d'origine **6**. Il y eut dans les empires espagnol et lusitanien des Amériques d'interminables insurrections d'esclaves. Plus de 20 millions de Noirs, dans l'horreur, la faim, la maladie, ont été déportés outre-Atlantique au long de près de quatre siècles. Voici des dates : découverte du Brésil par les Portugais : 1500 ; arrivée des premiers esclaves de Lisbonne : 1515 ; abolition de l'esclavage : 1888. Métraux dit : « Sans Auschwitz, les Européens n'auraient jamais su ce qu'ils avaient fait aux Africains **7**. » La durée moyenne de vie d'un esclave agricole au Brésil dans la région sucrière du Reconcavo de Bahia est — selon Verger — de sept ans **8.**

Durant les transports qui duraient plus de deux mois en moyenne, 20 % environ des hommes, femmes et enfants mouraient du scorbut, de la faim, du désespoir ou plus simplement de mauvais traitements **9**. Dans la dernière nuit avant l'accostage au Brésil, les marins, ivres de rhum, descendaient dans la cale pour violer les femmes. Une femme enceinte avait un prix supérieur sur le marché d'Olinda. Dans toutes les villes portuaires traditionnelles de la côte atlantique de l'Amérique latine, il y a — souvent visible encore aujourd'hui — une *Cafuna*, une maison forteresse où les survivants du transport transatlantique étaient enfermés pour se rétablir. Au bout de quelques semaines, lorsque les squelettes scorbutiques étaient remis en état, les maîtres ouvraient les portes et les Noirs survivants étaient conduits sur la place du marché : là ils étaient vendus, les familles déchirées, l'homme séparé de sa femme, les enfants de leur mère. Mais, dans cette nuit de l'esclavage, miraculeusement, incroyablement, le peuple déporté continuait à vivre, à créer, à inventer son rêve. Je ne vois guère d'autre exemple dans l'histoire d'une telle force de caractère, d'un tel courage, d'une telle foi chez un peuple qui, victime d'une oppression si totalement inhumaine a non seulement sauvé, mais épanoui sa culture en terre étrangère. Un parallèle possible : les « Chtetle » juifs de Transylvanie, de Pologne qui, dans l'alternance sanglante du pogrom et du répit, ont donné naissance à quelques-uns des plus

grands musiciens, des écrivains les plus puissants de l'humanité. Dans la nuit de Bahia, d'Alagoas, du Pérou, sur les rives de l'Orénoque, du Mississippi, du Madalena, les Yawalorixa, les grandes prêtresses-reines des Orixa Yoruba, des

Jéjé Fon, déploient aujourd'hui leurs mystères. Les Buzios tombent, le collier d'Ifa est interrogé. Les Orixa parlent, les Egun reviennent. Entre l'Aye (la terre) et l'Orun (le ciel), la vie circule interminablement.

Un fait particulier explique cette puissance de la diaspora africaine aux Amériques. Les chasseurs d'esclaves réduisaient graduellement la résistance des populations africaines ; il fallait soit corrompre leurs chefs, soit — plus radicalement — détruire leurs structures sociales, leurs hiérarchies politiques **10.**

Dans le Haut-Dahomey actuel, le royaume yoruba de Kétu fut détruit graduellement, ses villages rasés de la surface de la terre. Comment ? Les esclavagistes prenaient, puis déportaient systématiquement les membres de la famille royale, les dignitaires de la cour, les savants, les cadres politiques, administratifs, militaires **11.** Ainsi, de saison sèche en saison sèche, le royaume perdit graduellement de sa force de résistance. Mais de l'autre côté de l'Atlantique, ignorée des brutes qui la déportaient, renaissait une civilisation splendide. Les haillons, les fers, la faim, c'était là le lot quotidien de tout esclave

— roi, juge, prêtresse, savant ou paysan. Mais la légitimité du pouvoir, la vitalité de la création sociale, les symboles et les rites des hautes cultures d'Afrique, voyageaient eux d'une rive à l'autre de l'Atlantique. Dans les dépôts d'esclaves de Christiansborg (Ghana), de Gorée (Sénégal), déjà les réseaux de l'État se reconstituaient. Dans les cales des bateaux ne voyageaient pas des masses anonymes composées d'individus atomisés, mais des sociétés clandestines, structurées, fortes. De même, sur les plantations, dans les vallées du Madalena en Colombie, dans les hangars de Cartagena, chaque peuple avait conservé son existence propre, ses fêtes, son calendrier, sa langue et son gouvernement.

Curieux retour des choses ! Apparemment, les maîtres blancs des plantations, leurs contremaîtres, leurs curés, leurs gardes pouvaient réduire à l'état de bête l'esclave noir dont ils détenaient le corps, l'espace de mouvement, le temps de vie. Mais en apparence seulement : puisque — contradiction objective du système capitaliste dans sa phase esclavagiste ! — ils ne pouvaient, minoritaires, affronter seuls une révolte commune de leurs bêtes de somme. J'ai connu, en Alagoas (Brésil du Nord), une plantation de canne à sucre — appelée Santa

Teresa — où, un certain temps, la « Casa grande » était habitée par une vingtaine de personnes blanches (propriétaires, comptables, curé, gardes, techniciens) et les immenses cases, au bas de la colline, par plus de 5 000 esclaves, aujourd'hui travailleurs-journaliers noirs. De Cuba au Pérou, de Santo Domingo à Minas, les propriétaires recouraient à une méthode simple : ils favorisaient les divisions entre les peuples déportés pour mieux les dresser les uns contre les autres. J'ai lu

dans les archives municipales de São Felix, de Santo Amaro (villes sucrières et tabatières de l'intérieur de l'État de Bahia, Nord du Brésil), les instructions compliquées, rusées, que les maîtres d'Engheño envoyaient à leurs agents commerciaux de São Luiz (Maragnan), d'Olinda (Pernambouc) : il fallait acheter tant de jeunes gens « mina **12** », tant de femmes « angolares **13** », quelques enfants « fons », pas de famille, mais des « pièces » ayant de bonnes dents, des cuisses et des bras forts. Une recommandation : bien tirer la langue de la

« pièce » *(peça)* pour voir sa racine et les éventuelles séquelles du scorbut ; regarder aussi l'œil de la « pièce » pour voir si la fièvre menaçait **14**. Ces bêtes de somme étaient escortées le long des côtes, remontées sur le fleuve Paraguaçu, distribuées enfin dans les très luxueux moulins, fleurons de la civilisation européenne sur terre américaine. Les revenus énormes du sucre permettaient aux maîtres d'esclaves la commande de peintures exquises. Leur « Casa grande »

regorgeait de meubles précieux, des chanteurs, écrivains, poètes, musiciens venaient d'Europe égayer — par leurs productions charmantes — les nuits blanches des tropiques. En bas de la colline, enchaînés par les pieds, alignés sur des centaines de mètres, les corps exténués des Noirs. Je l'ai dit : Vouloir les séparer les uns des autres était une arme inopérante. Le labeur de la canne, du coton, du café, plus tard de la mine, exige un intense travail commun qui rapproche nécessairement un grand nombre d'individus. Seule façon de diviser ces bêtes de somme — dont, à chaque instant, on devait craindre, malgré la vigilance des gardes, une révolte irraisonnée : la « stimulation » du sentiment de leurs différences. Les ressortissants de chaque peuple sont encouragés à célébrer leurs propres rites, leurs propres fêtes selon leurs calendriers propres. Les Candomblés naissent. Les Orixa descendent la nuit, les Egun à l'aube. La nuit le tambour-sourd, répétitif, obsédant — bat au bas de la colline. La *senzala* **15** est traversée d'ombres : les babalorixa initient les yawo ; la toxologie de la transe, la connaissance des herbes qui guérissent, l'évocation des mots qui établissent entre le monde invisible et les vivants la plus essentielle des communications, sont transmises de génération en génération.

Contre lui-même, sous ses pieds, le maître, par l'angoisse qui l'habite, fait ainsi naître sa propre mort. Il y aurait à écrire l'histoire encore inconnue de la vengeance des esclaves contre les maîtres. Tout au long des trois siècles et demi que dure l'absurde système du travail esclavagiste en terre américaine, le combat fait rage. Individuellement ou par groupes, les Noirs — hommes, femmes et enfants — s'enfuient dans la forêt. Des communautés indiennes les recueillent, des villages clandestins noirs se créent. Les *capitão da mata* (capitaines de la

forêt) sillonnent les pistes. Fusils et fers rivés à la selle du cheval. Parfois les Noirs fugitifs sont repris. Parfois aussi les chiens du *capitao* les déchirent avant même qu'ils n'aient pu atteindre la forêt ou la montagne. Parfois aussi, repris, ils meurent sous la torture raffinée du maître, devant la foule des esclaves assemblés. Mais, souvent, ce sont les soldats du maître, les colonnes dirigées par le *capitao da mata*, qui tombent dans l'embuscade. C'est alors la vengeance, la mort lente des maîtres, jugés et exécutés par des hommes noirs. La vice-royauté espagnole de Nueva Granada **16**, celle du Pérou, celle d'Hispagnola **17**, l'État lusitanien du Gran-Para **18**, ou la vice-royauté portugaise du Brésil **19**, connurent des révoltes d'esclaves qui mirent en échec le pouvoir métropolitain lui-même.

Deux exemples entre des centaines : pendant plus d'un siècle, du milieu du XVIIe jusqu'au milieu du XVIIIe, une armée noire de plusieurs milliers d'hommes défendit dans la basse vallée du São Francisco (région de capitaineries du Sergipe, d'Alagos et de Bahia) un territoire grand comme le tiers de la France.

C'était la *République de Palmarès*. De partout les esclaves s'y réfugiaient. Les planteurs, leurs gardes d'abord, les troupes de la colonie ensuite, plusieurs corps expéditionnaires de la métropole portugaise enfin, échouèrent devant la tactique de la guérilla forestière mise au point par le premier commandant en chef des insurgés : le Congolais N'Zumbi Ganga. Lorsque, en 1964, la dictature militaire s'installe à Brasilia, un des premiers et plus puissants mouvements clandestins d'opposition — composé de Blancs, de Noirs, de métis — s'intitulera *Var-Palmarès (Vanguardia Revolucionaria* — avant-garde révolutionnaire —

Palmarès). Plus modestement, mais tout aussi vigoureusement, les Noirs insurgés de la plupart des autres capitaineries de la vice-royauté lusitanienne se sont parfois battus pendant des siècles, pour leur propre survie, et celle de leur zone libérée. Au Brésil, il n'y a pratiquement pas de capitainerie qui n'ait eu son

quilombo, son territoire noir indépendant **20.**

Autre exemple, celui de Palenque. En 1533, la couronne d'Espagne érige la ville de Cartagena de las Indias à l'embouchure du Magdalena (côte des Caraïbes). Le fort, le port et le marché auront une double fonction. Une fois l'an, la flotte royale espagnole vient mouiller dans le port pour charger l'argent et l'or que les esclaves indiens et noirs extraient par tonnes des mines des Andes.

Cartagena est aussi un marché d'esclaves. C'est ici que débarquent les « pièces »

importées d'Afrique et destinées aux maisons de Santa Fé de Bogota, capitale de la Nueva Granada, aux mines de Buonaventura et aux plantations du Magdalena ou du détroit de Panama. Les esclaves s'entassent dans les dépôts.

Deux éléments favorisent la révolte : en 1586, le pirate anglais Francis Drake

fait le siège de Cartagena avec 6 caravelles et 84 canons. Pour ne pas détruire la ville, il demande une énorme rançon à Philippe II. Les négociations traînent en longueur. Les quelques Espagnols enfermés dans la cité distribuent des armes aux esclaves. La négociation échoue. Drake commence à bombarder la ville qui résiste. Il attaque : la ville, ruinée, résiste toujours. Finalement, Drake part, découragé, et l'ordre espagnol est rétabli. Pendant ce temps, les esclaves ont caché des armes dans les souterrains. Second événement préparant la révolte : en 1610, l'Inquisition débarque à Cartagena, important d'Europe une nouvelle technique d'enquête. Elle fait pratiquer une ouverture dans l'un des murs de son nouveau palais, sorte de boîte aux lettres où les dénonciateurs anonymes peuvent glisser leurs messages. C'est la *Buzon de la indominia*. A cette époque, Cartagena est une ville prospère, bastion du capitalisme colonial naissant où se traitent de très profitables affaires. Un libéralisme sauvage y règne. La concurrence entre planteurs, marchands, spéculateurs, banquiers et agents de change y est intense. Pour affaiblir financièrement son concurrent, il suffit de dénoncer un ou plusieurs des esclaves lui appartenant comme blasphémateurs, féticheurs ou adeptes de la magie noire. Le ou les esclaves sont immédiatement arrêtés, soumis à la torture ; bien évidemment, ils avouent le délit reproché. C'est alors le bûcher ou la strangulation. Des centaines d'esclaves meurent ainsi à Cartagena… jusqu'au jour où Domingo Bioho, chef noir d'un réseau de résistance urbaine, déclenche la révolte. Les insurgés prennent la ville, le fort de San Felipe, mais pas le port. La garnison espagnole, bientôt renforcée par les troupes coloniales de Santa Fe, d'Antioche, résiste. Ayant décidé de se replier,

les insurgés se mettent en route, protégés par une arrière-garde armée. Malgré les attaques continuelles et les combats qui s'ensuivent, le long cortège de vieux, de femmes et d'enfants finit par atteindre les marais du bas Magdalena. Après les avoir franchis, ils passent la première chaîne de collines et organisent leur défense sur un plateau montagneux. Ils y construisent d'immenses palissades de bois. Les avant-postes restent en embuscade à la lisière orientale des marais.

Vague après vague, l'armée espagnole se brise sur les défenses. Ses attaques sont chaque fois repoussées. Cette guerre durera des générations, un des gouverneurs de Cartagena y trouvera la mort. Aucun des assauts espagnols ne viendra à bout de la résistance des esclaves-marrons (*« cimarron »* veut dire fugitif en espagnol). De la vallée du Mississippi jusqu'au Chili, on apprend la nouvelle de ces victoires, le mythe des nègres invincibles de Palenque se répand en terres espagnoles. Partout, d'autres insurrections éclatent. La rumeur de Palenque est catastrophique pour l'autorité des colons et des vice-rois. En 1789,

le roi d'Espagne décide de négocier. Palenque est déclaré territoire libre, il aura le statut d'une *aldea*, d'une municipalité directement reliée à la couronne de Castille, non soumise à l'autorité du vice-roi ou d'un quelconque gouverneur colonial.

Résumons : Le mouvement panafricain dont N'Krumah est le prophète contemporain a une double histoire. L'une visible, l'autre pas. L'une — celle des Congrès, des discours, des disputes idéologiques — fait objet de recherches, d'exégèses, de publications. L'autre, secrète, est l'histoire de tous ces peuples de la nuit qui ont été déportés, sont morts ou ont survécu sans que jamais les chroniques, ou annales officielles ne s'emparent de leur sort **21**. Mais cette deuxième histoire, ce martyrologe secret de millions de nègres anonymes

— morts sous la chicotte, souffrant l'esclavage — vit quelque part dans l'inconscient collectif de l'Afrique contemporaine **22.** La gloire, la force de N'Krumah ont été de ressusciter, par la lutte politique et par des gestes symboliques, à la fois l'héritage culturel des prophètes panafricains et la parole muette, le sanglant souvenir de ces peuples de la nuit.

II. Connaître l'ennemi.

Aimé Césaire, Africain de la diaspora, dit :

Je suis d'avant Adam.

Je ne relève pas du même lion ni du même arbre,

Je suis d'un autre chaud et d'un autre froid **23** …

Il dit aussi :

A mesure que mourait toute chose,

Je me suis, je me suis élargi

et ma conscience plus large que la mer.

J'éclate. Je suis le feu. Je suis la mer.

Le monde se défait. Mais je suis le monde **24** .

Le dominateur blanc détruit l'esclave jusque dans son identité la plus intime.

Il lui vole tout, y compris son visage. Il pille jusqu'au reflet que son visage lui renvoie dans le miroir. L'idéologie du colonisateur postule l'inégalité ontologique entre les hommes. Elle impose un monde où le couple de l'esclave

et du maître est promis à l'éternité. Le Noir a vocation d'esclave, le maître celle de dire le monde, d'organiser la société, d'exploiter la terre.

N'Krumah détruit ce monde. L'idéologie panafricaine, par sa simple existence, impose une rupture fondamentale avec le système de violence symbolique du colonisateur. Dans les pages qui suivent, nous allons voir comment la pensée panafricaine se transcrit en stratégie de libération nationale, comment elle s'articule concrètement à la lutte concrète du peuple ghanéen. Cet examen, je le conduirai avant tout à l'aide de l'étude des principaux textes écrits de N'Krumah. En second lieu, nous essaierons de comprendre pourquoi N'Krumah échoue dans sa tentative de construction d'un mouvement social, d'une révolution de la société ghanéenne. J'indique auparavant les principaux repères biographiques de N'Krumah : « Tout ce qu'il y a de certain au sujet de ma naissance, c'est que je suis né dans le village de Nkroful, à Nzima, vers midi, un samedi de la mi-septembre 190**9 25.** » Le père de N'Krumah est un artisan qui travaille les métaux précieux, un « goldsmit**h 26** ».

Les Nzima sont une ethnie relativement peu nombreuse au Ghana ; ils sont

minoritaires par rapport à leurs voisins : Ashanti et Fanti. Mais, en Afrique occidentale, les Nzima font partie d'un ensemble plus vaste : celui qui est formé par les peuples Agni, Baulé, Nzima **27.**

Dès l'âge de six ans, Francis Kofie Kwameh N'Krumah va à l'école chez les pères missionnaires. En 1926, il entre au lycée colonial d'Accra puis au Teachers Training College d'Achimota. Il y obtient un diplôme d'instituteur. Au Collège d'Achimota, N'Krumah suit durant les années 1930-1931 l'enseignement de Kwegyir Aggrey, pédagogue de formation américaine, partisan passionné de l'idéologie panafricaine. N'Krumah veut poursuivre ses études. L'Angleterre lui est interdite. Il opte pour l'Amérique.

Durant son exil américain (1935-1945), N'Krumah découvre la diaspora afro-américaine. Il est vendeur de poisson à Harlem, ouvrier dans une usine de savon à New York, étudiant en Pennsylvanie. N'Krumah partage la souffrance, l'humiliation des prolétaires noirs des États-Unis. Il rencontre W.E.B. DuBois (devenu président du Ghana en 1957, N'Krumah confiera à ce dernier la rédaction de cette œuvre gigantesque, jamais achevée, *l'Encyclopedia africana*).

N'Krumah, malade, mal nourri, humilié, solitaire, conçoit un projet démesuré : il sera le nouveau Moïse, qui unifiera le continent et conduira à leur demeure tous les peuples noirs dispersés à travers le monde.

1945 : N'Krumah arrive à Londres pour participer au Ve Congrès panafricain (qui se tient à Manchester). Il y rencontre un homme fascinant : George

Padmore. Celui-ci ressemble à Franz Fanon. Il a, comme Fanon, souffert dans sa chair l'humiliation des Noirs aux Antilles. Comme Fanon, il a cherché sa propre libération en Afrique. Mais à l'opposé de Fanon, Padmore a longtemps milité à la IIIe Internationale **28.** Padmore devient l'ami intime de N'Krumah et le reste jusqu'à sa mort en septembre 1959. Parmi ses autres amis londoniens : les écrivains noirs Peter Abrahams, Richard Wright, le médecin guyanais Peter Milliard et Ako Adjei, son collaborateur de *l'Interprète africain* de l'époque américaine.

Entre 1945 et 1947, l'emprise britannique sur le Ghana ne semble pas devoir se relâcher. N'Krumah se prépare à un long exil. Il a de nombreux contacts à New York, à Paris. Secrétaire du Ve Congrès panafricain de Manchester, il se fait connaître dans les milieux africains. En 1947, il assure le secrétariat d'une

conférence de tous les mouvements de libération d'Afrique occidentale. C'est alors qu'il reçoit l'appel de la *United Gold Coast Convention* (UGCC) **29**.

N'Krumah débarque au Ghana le 14 novembre 1947. Il commence par prendre en main l'organisation qui, à l'époque, n'existait plus guère que sur le papier. Quelques groupes d'intellectuels, issus pour la plupart de la bourgeoisie côtière ou des milieux planteurs, se rencontrent dans une semi-clandestinité, en petits comités, sans que jamais le peuple soit appelé à l'action ou plus simplement au dialogue. N'Krumah impose la transformation de l'UGCC en organisation de masse. Des cellules, des sections et des fédérations sont créées.

Les agents parcourent la savane, la brousse, la côte, vont jusque dans les docks, les usines, les dépôts pour discuter avec les travailleurs et les aider à prendre conscience de leur situation. Ils les suivent jusque dans leur « shanty town **30** », le soir, après le travail, et s'entretiennent avec leurs familles, alphabétisent les enfants.

1948 : premier combat de l'organisation. Un chef traditionnel, Kwabena Bonns, a déclenché une grève d'achat pour faire baisser les prix des marchandises importées. D'anciens combattants noirs de l'armée coloniale britannique se joignent au mouvement. N'Krumah saisit l'occasion et mobilise ses militants. Les marchands appellent la police, la répression est violente : 29

Africains tués à Accra, des centaines d'arrestations. N'Krumah et plusieurs dirigeants sont relâchés quelques mois plus tard.

Les événements de 1948 provoquent une crise au sein de l'UGCC. Une majorité de militants hostiles à l'action directe reprochent à N'Krumah son activisme. N'Krumah est rétrogradé, de secrétaire général il devient trésorier. Il fonde alors le *Committee for Youth Organization* composé des militants les plus

décidés à l'intérieur de l'UGCC. La fidélité des militants à N'Krumah les soude également entre eux. N'Krumah pense pouvoir reprendre la direction de l'UGCC

par un noyautage systématique de la base. Il se trompe. Lors des élections au secrétariat général, il est battu. Le 12 juin 1949, il provoque la scission : le *Youth Committee* et son journal quittent l'UGCC et donnent naissance au *Convention Peoples Party* (CPP). La nouvelle organisation prend rapidement la tête du mouvement nationaliste. Elle s'oppose à l'UGCC qui glisse de plus en plus vers un réformisme mal défini et perd finalement toute emprise sur les masses **31**.

A partir de la naissance du CPP, l'histoire personnelle de N'Krumah se confond avec celle du mouvement de libération nationale. Mars 1952 : N'Krumah devient premier ministre du gouvernement semi-autonome. Gagnant toutes les élections (1954, 1957 et 1960) jusqu'en 1963, il devient successivement premier ministre du gouvernement autonome, puis du gouvernement indépendant, enfin chef de l'État ghanéen.

Quels sont les principaux thèmes de l'œuvre de N'Krumah ? Longtemps, N'Krumah agit juste… et pense faux. Le panafricanisme est pur idéalisme. La *personnalité africaine* transclassiciste, ahistorique, non contingente et universelle, est d'une irréalité totale. L'idéalisme est une erreur, partout et toujours. Il n'a jamais permis de saisir concrètement une situation. Mais N'Krumah, nourri de panafricanisme, s'en tient constamment à une ligne juste, comme par inadvertance. Le capital financier bancaire et le capital minier dominent les économies des États post-coloniaux d'Afrique. Il faut dénoncer l'État post-colonial légué par l'occupant, non pas, comme le pense N'Krumah, en fonction de cette hypothétique et très abstraite personnalité qui serait propre à tous les Africains, mais parce que la domination impérialiste du continent par le capital hégémonique multinational exige une riposte continentale, transnationale unifiée. A partir des années cinquante, l'idéalisme panafricain de N'Krumah s'articule de plus en plus clairement sur une analyse du capitalisme hégémonique en Afrique. Progressivement, N'Krumah découvre que le capital minier et le capital financier bancaire **32** sont les deux principaux ennemis du futur gouvernement africain continental.

Écoutons N'Krumah :

Le néo-colonialisme d'aujourd'hui représente l'impérialisme dans sa phase finale, peut-être la plus dangereuse. […] Une fois qu'un territoire est

devenu indépendant, il n'est plus possible, comme cela a été le cas au XIXe siècle, de revenir au stade précédent. On peut encore trouver des colonies où il est toujours en vigueur, mais il ne s'en créera plus de nouvelles. A la place du colonialisme — instrument principal de l'impérialisme —, nous avons aujourd'hui le néo-colonialisme **33**.

Et, plus loin :

Sa particularité est que l'État est indépendant en théorie et présente tous les

signes extérieurs de la souveraineté internationale. En réalité, son système économique, donc sa politique, sont dirigés de l'extérieur. Les méthodes et les formes de cet assujettissement peuvent revêtir des aspects différents. Par exemple — mais c'est un cas extrême — les troupes du pouvoir impérialiste peuvent s'installer sur le territoire de l'Etat néo-colonial et contrôler le gouvernement. Cependant, le plus souvent, le contrôle néo-colonialiste est exercé au travers de l'économie ou des moyens monétaires.

L'État néo-colonial peut être forcé d'acheter des produits manufacturés au pouvoir impérialiste à l'exclusion de tout autre produit d'autre provenance.

Le contrôle de la politique gouvernementale peut être assuré en versant à l'État colonial des fonds destinés à sa gestion, ceci par le truchement de fonctionnaires bien placés à qui l'on peut dicter une politique, par le contrôle monétaire sur le commerce avec l'étranger et par l'imposition du système bancaire contrôlé par le pouvoir impérialiste **34**.

Le combat panafricain, continental est une nécessité imposée par la stratégie du capital lui-même :

A la façon dont les firmes étrangères sont imbriquées, les organes de direction, les actionnaires et autres gestionnaires, les groupes formés par les différentes compagnies constituent en fait un seul et énorme capital monopolistique. Pour nous, le seul moyen de détruire cet empire économique et de rentrer en possession de notre héritage est d'agir à l'échelle panafricaine au moyen d'un gouvernement continental **35**.

Deuxième thème central de l'œuvre de N'Krumah : la vision de la *zone optimale de développement* et du *foyer optimal de résistance*. L'expérience cubaine marque profondément le dirigeant ghanéen. Il en tire les leçons suivantes :

Chaque fois que les puissances dites capitalistes se rendent à l'évidence de l'impossible victoire militaire sur une révolution, le blocus économique est l'arme décisive à laquelle elles recourent. Or, Cuba est un petit pays sous-développé n'ayant pas suffisamment de ressources propres. Il est obligé d'importer plus qu'il n'exporte ; le déficit de sa balance commerciale est permanent. Cuba ne pouvait donc déjouer le blocus économique américain qu'en recourant à une aide extérieure, ce qui explique que Cuba ait décidé d'intégrer progressivement son économie à un ensemble plus vaste, soutenu par l'Union

soviétique **36.**

Mais N'Krumah poursuit :

… Centrer une stratégie sur le recours à l'extérieur est absolument une faute… La révolution s'accomplit à partir de soi-même et par soi-même. De plus, le recours constant à cet ensemble économique soutenu par l'Union soviétique représente à long terme un recul du mouvement révolutionnaire mondial… Il en découle donc que si un petit pays sous-développé (africain) ne peut réussir sa libération totale qu'à condition d'être partie intégrante d'un ensemble plus vaste, il ne peut plus axer sa stratégie sur l'aide économique du camp socialiste **37.**

Cette évidence amène N'Krumah à formuler l'exigence d'une *zone optimale de développement* comme condition indispensable de la viabilité d'un État panafricain souverain, indépendant :

Si l'on considère le cas de l'Afrique, en particulier de l'Afrique tropicale, force est de convenir que le degré élevé d'analphabétisme et les effets des maladies endémiques se traduisent par une nette diminution de la puissance de travail ; le potentiel humain de la zone optimale de développement doit être porté à un chiffre nettement supérieur à 100 millions d'habitants, ce qui explique qu'on ne puisse considérer le continent africain, dans sa totalité, que comme l'équivalent d'une seule zone optimale de développement, susceptible d'assurer la décolonisation totale et un développement continu **38**…

Plus loin :

Dès lors, s'agissant de ce que l'on a complaisamment nommé « plan de développement national » dans nos divers micro-États, ne serait-il pas plus

conforme à la vérité de dire plutôt : plan économique de sujétion dans le cas de pays africains néo-colonialisés, et plan économique de résistance à l'impérialisme lorsque le gouvernement fait montre d'initiatives efficaces contre l'instauration du néo-colonialisme ?… Ce qui fait apparaître clairement qu'à *la notion de zone optimale de développement correspond celle de foyer optimal de résistance* . Il est évident que la solidité d'un foyer de résistance ne va pas sans une unité idéologique profonde qui, si elle se réalise, se traduira nécessairement par une organisation politique unique, puissante et dynamique, capable d'en imposer à l'impérialisme par sa cohésion, la fermeté et l'efficacité de sa stratégie en même temps que par la rapidité et la hardiesse de son action révolutionnaire

39.

N’Krumah résume :

Dans les régions sous-développées du monde, il n’y a point de développement effectif sans une zone optimale de développement ; il n’y a point de résistance efficace à l’impérialisme s’il n’existe un foyer optimal de résistance. L’un et l’autre posent comme exigence fondamentale l’unité idéologique qui, pour assurer la cohésion et la solidité de l’ensemble, implique nécessairement l’existence d’une seule organisation politique étendue à l’ensemble. C’est à ces seules conditions que, dans cette dernière crise générale de l’impérialisme, sa liquidation définitive peut devenir possible et effective. L’impérialisme ne survit que par notre infantilisme et notre manque de maturité **40.**

L’analyse économique renvoie donc à l’appréciation politique ; en dehors de la zone optimale de développement, la libération politique n’est guère possible.

Un petit pays ne résiste pas seul à l’attaque. Le fait est qu’une révolution ne tient pas hors du grand ensemble. La Chine ? L’Union soviétique ? Les deux sociétés se sont forgées dans la solitude, il est vrai. Mais N’Krumah répond : c’est parce que la Chine et la Russie constituent par elles-mêmes des zones optimales que leurs révolutions ont réussi **41.** Nulle part ailleurs, la Révolution n’a survécu dans la solitude. Traduite en termes idéologiques, cette évidence économique signifie : *En Afrique, la construction du socialisme dans un seul pays n’est pas possible*. Pour que naissent et vivent des sociétés socialistes africaines, il faut que chaque expérience locale, loin de rester isolée, puisse s’appuyer sur une expérience régionale, voire continentale. La politique étrangère du Ghana est dès lors axée sur ce but : rassembler l’Afrique dans un ensemble continental pour

ensuite, de l’intérieur et de manière systématique, détruire les anciennes structures, éveiller les consciences et construire à l’échelle continentale une société nouvelle.

N’Krumah précise :

… Les trois grands buts de la politique étrangère du Ghana sont l’indépendance de l’Afrique, l’unité de l’Afrique et le maintien de la paix mondiale par une politique de neutralité active. Les deux premiers de ces buts sont inextricablement liés car, tant que nous ne serons pas libérés de la domination étrangère, nous ne pourrons être parfaitement unis. Or, une action concertée est

indispensable si nous voulons accéder à l'indépendance totale. Le troisième est également lié aux deux premiers. Vivant comme nous le faisons sous la menace constante de la destruction universelle, plus il y aura de nations non alignées, plus la fraction neutre du monde sera importante, et plus nous aurons de chances de survivre. S'interdisant l'usage de la force physique, c'est par la force morale que les nations non alignées sauveront le monde de la catastrophe. L'unité de l'Afrique et la force qu'elle retirerait d'une unification à l'échelle continentale de son développement économique et industriel, soutenu par une politique unifiée de non-alignement, pourraient avoir un effet sur la paix du monde **42**.

Les principales conférences inter-africaines tenues à Accra sont les suivantes :

— avril 1958 : conférence des États africains indépendants avec la participation de représentants de huit États, dont quatre États arabes ; — décembre 1958 : congrès panafricain ;

— avril 1960 : conférence dite d'« action directe » *(positive action)* avec la représentation de neuf États et de nombreux partis ; — juillet 1960 : conférence des femmes africaines ; — février 1961 : conférence des ministres des Affaires étrangères de l'Afrique progressiste (groupe de Casablanca).

III. La déchéance du prophète.

En 1957, N'Krumah a constitué le « premier territoire libéré » d'Afrique ; il en a été chassé en 1966 et est mort en 1972. Dès sa prise de pouvoir au Ghana, il a néanmoins tenté de traduire dans les faits, par des démarches concrètes et graduelles, les grandes thèses du panafricanisme. *The Spark* (qui paraissait en anglais), *l'Étincelle* (en français) devinrent les journaux du combat panafricain

anti-impérialiste où s'exprimaient souvent, dans une langue admirable, la plupart des mouvements de libération du continent **43**. Près d'Accra, au-delà des lagunes, à la lisière de la forêt, des camps d'entraînement pour guérilleros de toutes les régions d'Afrique et d'Amérique accueillaient les recrues. Accra 1960, c'était Moscou 1920. Je me souviens avec émerveillement de ces années exaltées. Une foule bigarrée d'exilés se pressait le soir sur la terrasse du *Star Hotel*. Des dizaines de chambres avaient été réquisitionnées, presque en permanence, au Boarding House, hérité de la colonie, pour les délégations qui ne cessaient d'affluer. Partout on pouvait voir des symboles de liberté sous forme de slogans ou d'enseignes lumineuses. Il existait une ligne d'aviation, la *Black Star*

Line, ligne internationale (vigoureusement déficitaire) dont les vieux Boeing et un Iliouchine branlant étaient pilotés exclusivement par des Noirs. Des drapeaux flottaient en permanence, renouvelés au fur et à mesure que les congrès se succédaient… et il y en avait beaucoup. On inaugurait à cette époque deux musées consacrés à l'esclavage, l'un à Elmina, l'autre à Christiansborg.

L'histoire de l'Afrique était repensée, « compensée », comme on disait alors au cours d'interminables conférences à l'université de Légon où régnait le philosophe Abrahams. Les intellectuels anglais de la Fabian Society (la gauche distinguée du Labour) se relayaient auprès de N'Krumah. L'admirable historien d'Oxford aux cheveux blancs, Thomas Hodgkins, officiait à l'Institut d'études politiques. Sa femme, Dorothy, prix Nobel de Chimie aux mains mutilées par un accident de laboratoire et au regard lumineux, dirigeait la faculté des sciences.

Mon ami Roger Genoud créa sur ordre de N'Krumah l' *Institute for Languages*.

Les révolutionnaires de toute l'Afrique devaient y venir apprendre les langues étrangères afin de porter aux peuples du monde le message de la « résurrection panafricaine ». Un après-midi, je cherchai Genoud à l'Institut. J'ouvris une porte… et me retrouvai dans une salle étouffante où de farouches guérilleros noirs suivaient avec peine les paroles d'une jeune fille blanche qui tentait de leur inculquer les rudiments de la langue danoise.

Et puis il y avait l'École du parti de Winneba, sorte d'académie semi-clandestine gardée par la troupe et au prestige immense. Des militants choisis, venant du monde entier, y débattaient longuement des théories déjà suffisamment confuses du panafricanisme salvateur.

Des réunions d'un tout autre ordre se tenaient dans les jardins odorants autour des bungalows blancs du *Star Hotel*. Tous les soirs vers minuit, les planteurs ashanti y débarquaient drapés dans leurs toges multicolores, une épaule dénudée.

Ils s'installaient bruyamment, buvaient sec et riaient fort. Ce sont — comme le

disait Genoud — les Texans de l'Afrique. Ils avaient beaucoup d'argent, grâce au cacao ; ils faisaient peu de politique. De loin, les farouches théoriciens de l'École du parti les regardaient avec réprobation, parfois aussi avec une pointe d'envie. A quelques pas, des jeunes filles éwe (de la côte), houssa (du Nord) s'asseyaient en groupe et parlaient à voix basse. Elles se tenaient, pareilles à des statues, dans la clarté de la lune qui baignait la terrasse. De temps à autre l'une

d’entre elles se levait et, sur l’invitation d’un « texan », gagnait la piste de danse.

Contrariés mais intéressés, les théoriciens du parti suivaient de loin le lent mouvement des ombres. Lorsque l’orchestre s’arrêtait et que les danseurs disparaissaient dans les bungalows, les théoriciens du parti — ascétiques, solitaires, mais remplis de l’importance de leur mission — rentraient tristement dans leurs baraquements de Winneba.

Nous avons vu plus haut que la séquence événementielle appelée

« décolonisation » n’est rien d’autre en fait que le mouvement de rééquilibrage du système impérialiste mondial. La réorganisation du système impérialiste, sa réorientation, le redéploiement de ses forces font suite à la défaite des grandes puissances européennes (1939-1945). La puissance du capital hégémonique américain est à son apogée. Des indépendances fictives sont concédées en masse : 18 en septembre 1958 par Charles de Gaulle ; 12 entre 1957 et 1962 par la couronne britannique. Le néo-colonialisme, stade suprême de l’impérialisme en Afrique, admirablement décrit par N’Krumah, prend en charge les peuples juridiquement libres, gère leurs ressources naturelles, leur force de travail, leur imaginaire

et

leurs

projets

politiques.

Le

panafricanisme

échoue.

Paradoxalement, au fur et à mesure que cet échec devient patent, son évidence est refoulée, rejetée par le peuple qui magnifie alors son prophète. Ses rêves s’estompant, sa parole se perdant, son projet échouant, on en fait un dieu. C’est le phénomène névrotique du culte de la personnalité. Fruit du refoulement d’une évidence, ce culte est la dernière arme possible contre la réalité des faits. Le

peuple, frustré de son rêve, glorifie son leader.

Le titre officiel du chef de l'État est « Osagyefo Dr Kwameh N'Krumah, the President ». Toute promulgation de loi, tout communiqué gouvernemental, la plupart des articles de la presse gouvernementale, le bulletin d'information de la radio et la quasi-totalité des discours officiels commencent par ces mots. Dans la littérature officielle, *osagyefo*, terme tschoui, est traduit tantôt par « the redeemer » ou « he who never fails », respectivement le rédempteur ou l'infaillible. N'Krumah a aussi été appelé « the awful one » (le terrible), « the

achiever » (le vainqueur), « the ruthless » (l'homme puissant), « the valourous friend of farmers » (l'ami valeureux des paysans) « the quencher of fire »

(l'homme qui détruit le feu), « the high dedication » (le grand sacrifice), « the nation's fount of honour » (la fontaine d'honneur de la nation) et « he who never dies » (l'immortel).

Le portrait de N'Krumah est partout, son beau visage foncé, au regard curieusement asymétrique est reproduit sur les billets, les pièces, les timbres-poste. Les taxis portent son effigie. Dans chaque magasin, il y a sa photo. On le voit debout, assis, seul ou accompagné, en uniforme de général ou en tunique pourpre. Toutes les publications gouvernementales, n'importe quel document officiel, de l'acte notarié jusqu'au ticket de transport, portent, en médaillon, le buste du rédempteur. Dans les rues des enfants vendent des cartes postales le représentant. On va même jusqu'à lui mettre une auréole ; la légende entourant N'Krumah regardant le ciel dit : « le Christ d'Afrique scrutant les étoiles », ou encore : « le Messie du Ghana en prière ». J'ai même vu une carte qui portait cette inscription : « Oyea Dieyie » (voici le rédempteur de toutes choses)…

Ce culte de la personnalité provoqua une crise entre le régime et les Églises.

Lors du synode de l'Église anglicane du Ghana, l'évêque d'Accra, le Révérend Richard Roseveare, critiqua la « déification » de N'Krumah. Il attaqua notamment le commandement no 3 de l'organisation des Jeunes Pionniers, organisation des jeunesses CPP qui comptait environ 500 000 membres en 1962, âgés de six à dix-huit ans. Cet ordre instituait une sorte de consécration pseudo-religieuse du culte de N'Krumah. La cérémonie était présentée comme obligatoire pour tous les enfants et appelée *Institutionnalisation de l'Osagyefo*.

Le texte officiel de cette cérémonie était le suivant :

Nous sommes décidés à nous consacrer à notre illustre Osagyefo, à inculquer à tous les membres les buts élevés vers lesquels tend le mouvement. Par conséquent, avant de commencer le travail de la journée, au sein de toutes les réunions et assemblées, au sein de tous les cours de formation, en bref, au sein de toutes les activités des Jeunes Pionniers du Ghana :

a. Les membres doivent répondre à la formule de consécration ; b. Les membres doivent chanter : *le Pêcheur d'hommes ;*

c. Les membres doivent répondre au slogan des Jeunes Pionniers du Ghana et réciter le Serment **44.**

La formule de consécration se lit comme suit :

Le chef : N'Krumah ne fait pas de mal.

Réponse : N'Krumah est notre chef.

Le chef : N'Krumah ne fait pas de mal.

Réponse : N'Krumah est notre messie.

Le chef : N'Krumah ne fait pas de mal.

Réponse : N'Krumah ne mourra jamais **45**.

Voici le « Serment des Jeunes Pionniers » :

1. Je promets sincèrement de vivre conformément à l'idéal de l'Osagyefo Kwameh N'Krumah, fondateur de l'État du Ghana, initiateur de la personnalité africaine.

2. De sauvegarder par tous les moyens possibles l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'État du Ghana contre toute agression de l'intérieur ou de l'extérieur.

3. D'être toujours à l'avant-garde du progrès social et économique pour la renaissance du Ghana et de l'Afrique.

4. D'être au premier rang des hommes luttant pour la libération complète et

l’unité de l’Afrique, car tels sont les nobles objectifs qui guident les jeunes pionniers du Ghana.

5. En tant que jeune pionnier, je protégerai les intérêts des travailleurs, des fermiers et des coopérateurs et de tous les autres secteurs de notre communauté.

6. Je crois que l’énergique CPP a toujours raison et je promets d’être digne de ses idéaux **46.**

L’évêque anglican déclara que cette cérémonie ne pouvait être admise par l’Église anglicane du Ghana car elle plaçait N’Krumah au-dessus de Dieu. Le synode, composé en majorité d’Africains, l’approuva.

Le Révérend Roseveare jouissait d’un grand prestige, il était venu au Ghana en 1955 après avoir été expulsé de République sud-africaine pour avoir ouvert une école secondaire blanche aux enfants africains. Le lendemain du synode, le *Ghana Times* titrait néanmoins : « Roseveare, agent de l’impérialisme », « Un païen en habit de prêtre », « L’imposteur clérical ». Une semaine plus tard, le Révérend Roseveare ainsi que le Révérend Patterson, archevêque anglican d’Afrique occidentale **47**, furent expulsés.

N’Krumah ne rejette pas cette image qu’a fabriquée de lui son ministère de la

Propagande. Il consent à son objectivation sous la forme étrange et parfois ahurissante que nous avons décrite. Pourtant, rien ne l’y prédispose. Cet homme de cinquante-trois ans mène une existence retirée **48.** Flagstaff-House, Christiansborg, sa résidence d’été dans les collines d’Aburi, ne sont certes pas des demeures de miséreux, mais N’Krumah y vit modestement. Il s’habille sobrement, tunique grise ou noire, crème pour les grandes occasions.

Quelquefois, il porte une veste boutonnée jusqu’au cou, à la chinoise. Une certaine forme de puritanisme ne lui est pas étrangère. Pourquoi consent-il à cette objectivation de sa personne, à cette sorte de culte ? Effet de la solitude de l’homme ? Il est en effet de plus en plus seul. Chaque nouvelle trahison, chaque attentat le font se replier davantage sur lui-même.

En septembre 1961, des grèves insurrectionnelles secouent le pays. Les syndicats que N’Krumah a façonnés avec Tettegah sont débordés. Le mouvement révolutionnaire reste sans prise sur la réalité. Bientôt il éclate et se disperse. C’est le temps des premières épurations. Le bras droit de N’Krumah, Gbedemah,

gérant de l’économie ghanéenne et cofondateur du CPP, le trahit.

Arrêté, il est destitué puis exilé. Depuis le Togo, Gbedemah et ses amis lancent des attaques de plus en plus virulentes contre N’Krumah ; elles sont d’une rare perfidie et le visent personnellement. Un premier complot échoue. Mais à Londres, les étudiants ghanéens se désolidarisent de N’Krumah. La presse britannique prend — dans son ensemble — le parti de ses ennemis. N’Krumah expulse les correspondants de presse et ferme les agences. Les attaques ne font que redoubler de violence.

L’administration d’État est corrompue. N’Krumah renvoie la moitié de son cabinet. Edusei, Adamafio, Adjei — ses trois principaux ministres — le trahissent. Il les chasse. Le 3 août, des grenades tuent deux enfants à quelque dix mètres de sa voiture. Il est blessé au dos. Il fait emprisonner d’autres ministres et quelques-uns de ses amis les plus proches, dont le secrétaire général du CPP. En septembre, il échappe à un nouvel attentat. Puis c’est le cycle du terrorisme et de la répression. Accra, capitale d’Afrique qu’il avait voulue belle et hospitalière, est maintenant une ville occupée. Les soldats pillent, violent, sèment la terreur.

Des milliers de personnes s’enfuient et vont se réfugier au Togo, chez ses ennemis, au Dahomey, en Côte-d’Ivoire. De nouveaux attentats ont lieu. Des grenades sont lancées sur la voiture de N’Krumah dans le parc même de sa résidence. La mort est partout. La plupart des hommes qui, avec lui, ont conçu la Révolution ghanéenne, ceux avec lesquels il avait partagé la misère à Londres, ceux de la prison d’Accra, ceux de Lincoln (États-Unis) sont soit en exil, soit en

prison. Le pénitencier de Fort James est plein de ses anciens compagnons. Le premier gouvernement révolutionnaire d’Afrique s’est disloqué ; les experts dont il a le plus besoin ne sont plus là. Des personnages de second plan, médiocres et auxquels il ne fait pas confiance, ont remplacé Adamafio, Gbedemah, Adjei.

Il n’a plus personne sur qui compter et il se retrouve seul le soir dans son petit bureau de Flagstaff-House où, depuis bientôt dix ans, il travaille chaque nuit jusqu’à 3 ou 4 heures. George Padmore est mort en 1959. Il avait été son conseiller, son ami, son *alter ego*. « It won’t work, Kwameh », disait-il souvent à N’Krumah après que celui-ci lui eut exposé ses projets… N’Krumah renonçait sans un mot, et la discussion reprenait **49**.

A la mort de Padmore, Geoffrey Bing, son ami, n’avait su prendre la place

laissée vide. Député travailliste anglais, Bing avait connu N'Krumah à Londres.

Ils s'étaient liés d'amitié. Quand le Ghana devint indépendant, N'Krumah avait appelé Bing à ses côtés. Il était devenu ministre de la Justice. Destitué, il fut chargé de mission auprès du président. N'Krumah et Bing restèrent liés. Malgré ses qualités, sa loyauté, son attachante personnalité, Bing ne pouvait cependant succéder à Padmore. Bing est blanc.

Un autre homme avait la confiance de N'Krumah : Robert Jackson, son conseiller en matière économique. Jackson est anglais et blanc. N'Krumah et Jackson s'estimaient mutuellement mais il n'y eut jamais d'amitié entre eux **50**.

Ainsi, N'Krumah reste seul. Les seuls visages qu'il voit autour de lui à l'heure des repas ou lors de ses rares sorties sont ceux de ses gardes du corps, des hommes en tunique pourpre recrutés parmi les Nzima, son ethnie d'origine. Il y a aussi sa femme, ses enfants, sa secrétaire anglaise, Erica Powell. Mais il mange seul le soir dans sa bibliothèque et travaille tard à son bureau. Seul.

Février 1966 : N'Krumah décide soudain d'aller consulter Mao Tsé-toung.

Pékin est la nouvelle capitale de l'anti-impérialisme. N'Krumah s'y rend et embarque avec lui tous ceux qui pourraient lui nuire au Ghana pendant son absence. Mais il oublie deux officiers subalternes, intimement liés à l'Intelligence Service britannique **51**. Au moment où les telex annoncent l'arrivée de N'Krumah à Pékin, les officiers attaquent à Accra. Les gardes nzima résistent. Ils se réfugient dans les blockhaus, les bunkers souterrains qui sillonnent les jardins de Flagstaff-House. Ils tiennent trois jours, puis sont massacrés **52.**

Dans une dernière et folle tentative pour sauver son rêve, N'Krumah et ses derniers fidèles quittent Pékin, s'envolent pour l'Afrique. Leur avion atterrit à Conakry. A l'aéroport, face à la mer, au bord du golfe d'où partirent jadis les

bateaux chargés d'esclaves, N'Krumah et Sékou Touré, au cours d'une cérémonie grandiose, proclament la fusion du Ghana et de la Guinée. Les deux hommes seront les co-présidents de cette République fictive, jusqu'au jour où le peuple du Ghana, libéré de l'impérialisme, pourra se prononcer librement.

Mais, peu à peu, le silence se fait autour du co-président N'Krumah. Imposée par la maladie, sa retraite est bientôt définitive. Il s'enferme dans sa villa de la

Corniche, gardée par un service sévère. Deux attentats perpétrés contre lui échouent. Il travaille, écrit, parle — malgré des douleurs que le visiteur devine intolérables. Quand j'allai le voir pour la dernière fois, le 13 janvier 1967, il me retint cinq heures durant. Son rêve brûlant l'habitait toujours : l'union, la libération de tous les peuples noirs, leur unification en un État continental unique, libre.

Kwameh Francis Kofie N'Krumah est mort victime du cancer le 27 avril 1972

à Bucarest.

1.

Le système d'auto-interprétation de N'Krumah est décrit par ce dernier dans son autobiographie *(Ghana* , Nelson, 1957 ; en français chez Payot).

2.

Revolutionary Warfare , rédigé par N'Krumah, reste un manuel classique pour les militants et les guérilleros noirs des pays d'Afrique anglophone.

3.

Le PAC est une organisation clandestine depuis le 8 avril 1960 ; les SASO, BPC et BCP ont été interdits en octobre 1977. Cf. à leur sujet, nos p. 168 s. Sur l'alliance entre les ouvriers et les étudiants pendant l'insurrection de Soweto et les grèves de 1975-1976, cf. B. Lacharte, *Luttes ouvrières et Libération en Afrique du Sud* , Paris, Syros, 1977, notamment p. 126 s.

4.

La *Charte de l'Atlantique* dont il est question ici est la Charte signée en 1941 par les puissances atlantiques luttant contre l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste : la Charte comporte des clauses importantes sur l'organisation du monde après la victoire alliée sur l'Axe. Le mémoire d'Azikiwe formule des propositions concrètes pour un nouvel article 3 de la Charte. Cette Charte n'est pas à confondre avec le *Pacte atlantique* , signé en 1949 et qui groupe les principales puissances occidentales et leurs alliés dans un front destiné à lutter contre l'extension de l'influence communiste en Europe.

5.

Cette idéologie du refus de toute assimilation est une force motivationnelle d'une extraordinaire puissance. Les insurgés de Soweto (juin 1976) sont morts parce qu'ils refusaient d'accepter l'enseignement afrikaans dans les collèges noirs.

6.

R. Bastide, *Les Amériques noires* , Paris, Payot, 1967. L'esclavage en Afrique a une histoire précoloniale : cf. notamment C. Meillasoux, *L'Esclavage en Afrique précoloniale* , dix-sept études

présentées par C. M. et les documents cités par P.-P. Rey, in *Capitalisme négrier* , Maspero, 1976, p. 101 s.

7.

A. Métraux, *Haïti, la terre, les hommes, les dieux* , Éd. La Baconnière, 1957.

8.

P. Verger, *Flux et Reflux de la traite des nègres entre le golfe de Bénin et Bahia de Todos Santos du 17e au 19e siècle* , Éd. Mouton, 1968.

9.

De 20 % vers 1700, ce chiffre tombe à 12 % à la fin du siècle et à 0,8 % au XIXe siècle (Yves Person).

10.

Rarement les Blancs ont été autorisés à chasser les esclaves sur le continent. Il s'est établi — entre les potentats noirs et les marchands blancs — un système commercial complexe où la partie africaine veillait jalousement au respect de sa souveraineté.

11.

Kétu fut détruit par les troupes du royaume du Dahomey.

12.

Nom générique utilisé par les esclavagistes, leurs agents et leurs clients pour désigner tous les Noirs originaires des peuples d'Afrique occidentale qui transitaient par la forteresse *Elmina-Castle* (actuellement au Ghana).

13.

Terme générique donné aux esclaves originaires de l'Afrique centrale. Peuples Congo, Teke, Villy, *etc.*

14.

Extraits des archives municipales de São Felix et de Santo Amaro.

15.

Case d'esclave.

16.

Couvrant l'actuelle région Colombie, Venezuela, Panama, Équateur.

17.

Aujourd'hui la République de Saint-Domingue.

18.

Groupant les actuels États membres des États-Unis du Brésil : Amazonie, Maragnan, Para, Céara.

19.

Capitale Salvador de Bahia ; puis Rio de Janeiro.

20.

La littérature sociologique latino-américaine — d'expression lusitanienne ou espagnole — accorde une attention croissante au passé africain des sociétés américaines. Parmi les principaux ouvrages cf.

notamment : J. Contreras Granguillhome, *El panafricanismo, evolucion y perspectivas* , Mexico, Éd.

Universitad Nacional, 1971. M. Agosta Saignes, *Vida de los negros en Venezuela* , Caracas, Éd.

Hespérides, 1967. F. H. Cardoso, *Capitalismo e escravidao no Brasil* , Éd. Universitad de São Paulo, 1962. E. Carneiro, *O Quilombo dos Palmarès* , Éd. Livro de Ouro, 2e éd. 1958.

Pour la vaste littérature sociologique anglo-saxonne concernant les communautés noires d'Amérique du Nord, cf. St. M. Elkins, *Slavery* , University of Chicago Press, 3e éd. 1976.

21.

Le panafricanisme, né dans la diaspora, a été constamment alimenté par la résistance anticoloniale de l'Afrique continentale.

22.

Deux romans explorent cet inconscient : A. Schwartz-Bart, *La Mulâtresse Solitude* , Paris, Éd. du Seuil, 1971, et R. Haley, *Racines* , Paris, 1977.

23.

A. Césaire, *Les Armes miraculeuses* , poèmes, Paris, Gallimard, 1946, p. 32.

24.

Ibid ., p. 21.

25.

Par un curieux hasard de l'histoire, N'Krumah vient au monde l'année même où le colonisateur anglais achève l'occupation du territoire et unifie dans une unique « Crown Colony » les terres de la Gold Coast, l'empire ashanti et des régions dites du Nord.

26.

N’Krumah est le seul enfant de sa mère. Son père, polygame, a quatre enfants de deux autres femmes.

27.

Houphouët-Boigny et N’Krumah pouvaient se parler sans interprète (Y. Person ; lettre à l’auteur).

28.

Cf. nos pages 46 s.

29.

Le principal parti nationaliste africain au Ghana en 1947.

30.

Terme qui désigne les bidonvilles entourant les principales cités du pays.

31.

Comme Lénine, N’Krumah est un remarquable organisateur : sa stratégie d’infiltration (du mouvement nationaliste existant), d’organisation de la jeunesse, de scission enfin marque profondément les militants noirs d’Afrique continentale. Exemple : les jeunes militants du *Pan African Congress* reproduisent pas à pas la stratégie de l’entrisme, de l’organisation fractionnelle et de la scission, formulée par N’Krumah ; cf. notre chapitre sur la lutte de libération sud-africaine, p. 151 s.

32.

Son ouvrage de 1965, *Neocolonialism — the last stage of imperialism* (Londres, Nelson, 1965), analyse de façon détaillée les sociétés bancaires et la domination qu’elles exercent en Afrique. Les chapitres 6 à 14 décrivent les réseaux du capital minier en Afrique du Sud et en Afrique centrale.

33.

K. N’Krumah, *op. cit* . Les passages cités ont été traduits par Micheline Bonnet.

34.

Ibid.

35.

Le terme employé le plus souvent par N'Krumah est : *Union Government* ; ce terme est synonyme de *African Government, Panafrican Government* , e.a. qu'il utilise fréquemment. N'Krumah n'a jamais donné des précisions sur la structure constitutionnelle (gouvernement centralisé présidentiel

comme le pensait Garvey ? gouvernement confédéral comme le pensait Azikiwe ? etc.) de ce gouvernement ; il considérait que la question de l'organisation constitutionnelle juridique du gouvernement continental se poserait une fois le continent libéré. K. N'Krumah, *op. cit* . Traduction Micheline Bonnet.

36.

K. N'Krumah, *Conscientism* , Londres, Nelson, 1964, p. 164 s. Traduction Micheline Bonnet.

37.

Ce passage central de l'argumentation de N'Krumah veut dire ceci : Cuba triomphe du blocus nord-américain grâce à son alliance avec l'Union soviétique et les États d'Europe orientale. Cuba est un petit territoire, situé sur un continent qui est tout entier dominé par l'impérialisme. Cuba n'a d'autre choix que celui de l'intégration au COMECON. Il en va tout autrement pour les peuples d'Afrique en voie de libération. Ces peuples doivent créer un « vaste ensemble économique » qui ne soit soumis ni à l'influence soviétique ni à celle, bien sûr, de l'impérialisme capitaliste.

38.

K. N'Krumah, *Conscientism, op. cit.* , p. 6.

39.

Ibid.

40.

Ibid.

41.

N’Krumah parle de la Révolution soviétique de 1917 et de la Révolution chinoise de 1949 ; il reste extrêmement critique face à l’évolution ultérieure de ces deux régimes.

42.

K. N’Krumah, *L’Afrique doit s’unir, op. cit.* , p. 231.

43.

Chef d’Ohanean Airways, N’Krumah reste — dans son optique propre — un simple militant panafricain. Rappel : le Ghana n’est, pour lui, que le premier territoire libéré d’un continent asservi.

Le gouvernement ghanéen qu’il dirige n’est donc qu’un gouvernement provisoire régional. Il se veut simple militant, investi d’un mandat provisoire et toujours révocable. Coquetterie ? Mensonge ? Non.

N’Krumah est (à mon avis) parfaitement sincère. Il assume consciemment son double rôle : il participe sous le pseudonyme *The Observer (L’Observateur)* aux violents débats panafricains qui se déroulent dans les colonnes des deux journaux *L’Étincelle, The Spark* .

Lorsqu’il fréquente les congrès d’un mouvement de libération (sud-africain, camerounais, etc.) qui a son siège à Accra, il s’assied dans la salle avec la délégation du CPP *(Convention Peoples Party)* comme un quelconque autre délégué.

44.

Ghana Today , vol. VII.

45.

Ibid.

46.

Ghana Today , vol. VII.

47.

Il réside habituellement à Onitsha, Nigeria.

48.

Le culte de la personnalité commence à battre son plein dès 1962.

49.

G. Padmore, *Panafricanisme ou communisme ? op. cit.* , introduction.

50.

Pour savoir ce que N'Krumah dit des limites de la collaboration entre Africains et Européens, cf.

notamment : *L'Afrique doit s'unir, op. cit* ., p. 99 s.

51.

Les officiers qui ont provoqué la chute de N'Krumah s'appellent Ankrah et Afrifa. Bientôt un troisième militaire les chasse : Ignatius Acheampong. En 1979, un jeune capitaine d'aviation, du nom de Jerry Rawling, et ses amis, révoltés par la corruption des généraux et des marchands, renversèrent le régime, fusillèrent ses principaux dirigeants. Mais moins d'une année plus tard, Rawling

— dépourvu de toute formation politique — dut quitter le pouvoir. Des « élections » eurent lieu : les marchands se réinstallèrent au pouvoir.

52.

Toute résistance cesse le 24 février au soir.

III

Patrice Lumumba **1**, le rêve de l'État unitaire, transethnique

I. Le règne du pillage.

Le Congo, dont Patrice Lumumba est originaire, n'est ni un État, ni une nation, ni même, à proprement parler, un pays. C'est un sous-continent de près de 2,3 millions de km2 où vivent des peuples appartenant à 10 groupes différents. Ces peuples ont des formes de société, des modes de production, des systèmes idéologiques souvent très différents les uns des autres. Sur cette terre immense, 15 millions d'hommes composent un véritable kaléidoscope d'expériences sociales, de projets historiques, de sociétés, d'États, de cultures **2.**

La densité de population est faible : en 1959, on comptait 6 habitants au km2.

Avant l'indépendance, quelque 113 000 Européens habitaient le Congo **3**. La destruction culturelle a été intense, le nombre de Congolais baptisés s'élevait, en 1960, à plus de 4 millions pour les catholiques et à environ 800 000 pour les protestants. Dans le Nord-Est, en province orientale surtout, une partie de la population est musulmane **4**. En 1960, le Congo comptait 6 700 missionnaires catholiques et 2 300 missionnaires protestants.

L'ensemble des salariés s'élève en 1960 à environ 1 300 000 ; l'industrie en absorbe 37,1 %, l'agriculture 25,7 %, le commerce 6,2 %, l'administration 3,7 % ; les emplois indéterminés représentent 27,3 % du total des salariés. La morphologie du sous-continent est extrêmement variée. Une étroite région côtière longe l'Atlantique entre l'enclave angolaise de Cabinda et l'embouchure du Congo ; remontant le fleuve, on arrive dans le pays des savanes où, sous un soleil mat et blanc, ondulent à perte de vue des collines grises. Le nord et le nord-est du pays sont couverts d'épaisses forêts équatoriales. A Coquilhatville, la chaleur est moite et écrasante. Sur le haut-plateau katangais, le long du lac Tanganyika et du lac Kivu, par contre, le climat est agréable, des plantations s'étendent jusqu'à 1 000 mètres d'altitude. Ce sous-continent abrite le plus vaste système aquatique du continent : 13 000 km de fleuves importants et de rivières.

Cette terre est infiniment riche, en termes de rationalité capitaliste. Premier producteur mondial de cobalt, le pays possède alors les plus grandes réserves d'uranium de la planète. Son potentiel hydrologique est le plus puissant d'Afrique. A elles seules les chutes de l'Inga ont un potentiel de 1 600 000

mégawatts. Le sous-continent est aussi le quatrième producteur mondial de

cuivre, un important producteur de diamants, de germanium, de manganèse 5.

Avant 1960, 80 % de ces richesses étaient contrôlées par une seule société multinationale, la Société générale de Belgique et sa succursale, l'Union minière du Haut-Katanga. Cependant, malgré ses richesses minières, le Congo est à l'époque un pays essentiellement agricole. Avec une densité de population faible, un sous-équipement de la paysannerie évident, en 1959, 2,8 millions d'hectares seulement, sur les 50 millions utilisables, sont exploités. En 1957, le pays compte 2 400 plantations exploitées par les colons ou les Congolais eux-mêmes. Ces plantations occupent plus de 200 000 salariés permanents et environ 100 000 saisonniers. Leurs produits sont par ordre d'importance : le cacao, le thé, le caoutchouc, le café, l'huile de palme, les céréales. Les 300 000

travailleurs agricoles des plantations ne constituent cependant qu'une minorité de la paysannerie congolaise. Un grand nombre de paysans vivent en économie de subsistance. Leur production est orientée en conséquence : l'alimentation de base est composée de manioc, de maïs, de mil.

Voici une carte ethnographique qui montre la localisation des principaux peuples du Congo 6.

ROLE POLITIQUE DU FACTEUR ETHNIQUE



Le parallélogramme des forces ethniques, les formes de sociabilités que celles-ci ont créées, les mouvements politiques qu'elles ont générés (plus de 266

partis politiques en 1959) doivent être analysés de plus près. La trinité impérialiste (Église catholique/entreprises capitalistes/administration coloniale) a été secouée dès la fin du XIXe siècle par de nombreuses révoltes. Quelles qu'aient été leurs expressions respectives (révolte de la faim, mouvements messianiques, *e.a*), elles ont toutes été des révoltes objectivement anticolonialistes.

Certains des peuples du sous-continent n'ont pratiquement jamais cessé, au long de quatre-vingts ans d'occupation étrangère, de lutter contre l'agresseur.

C'est le cas, par exemple, de l'empire yeke. Les Bayeke, minoritaires, érigent un empire sur les populations luba et lunda (orthographe variable : luunda). M'Siri, empereur des Bayeke, négocia avec l'envoyé du roi Léopold, le lieutenant William Stairs. Cette négociation échoua : M'Siri refusa de signer. Il fut assassiné d'un coup de revolver par Bodson, compagnon de Stairs. Bodson fut abattu par les gardes bayeke. Stairs mourut (empoisonné ?) sur le chemin du

retour.

A près de 2 000 km à l'ouest du Katanga, une autre dynastie, un autre peuple luttent depuis près de quatre siècles contre l'agresseur, avec plus ou moins de succès : le royaume kongo est réparti au XIXe siècle entre les occupants : Français au nord du fleuve, Belges à l'embouchure et Portugais au sud. Diego Ca avait débarqué à l'embouchure dès 1487 **7**. Le royaume luba, lui, disparaît avant même que n'arrive l'armée privée du roi des Belges **8**. Tout au long du XIXe siècle, les vassaux du sultan de Zanzibar, issu lui-même de la dynastie d'Oman, et d'autres chasseurs d'esclaves avaient dévasté les peuples baluba **9**. Ailleurs, c'est le silence. Dans la forêt équatoriale, les Ngbaka mènent une existence isolée, autosuffisante pratiquement jusqu'en 1960.

Dans les forêts, les savanes, les montagnes, les plaines immenses et le long des fleuves, un grand nombre de sociétés politiques tentèrent de résister, généralement sans succès, aux pillards, aux prospecteurs étrangers et aux missionnaires. Les hautes cultures autochtones furent parmi les premières victimes. Chacune s'appuyait pourtant sur des structures sociales fortes et puissantes : l'État et la civilisation baluba, déjà nommés, le royaume mongo, la civilisation et la société des Mbundu. Il y a ensuite les « troncs de peuples ». Les conflits inter-impérialistes de la fin du XIXe siècle, partiellement et provisoirement réglés par la Conférence de Berlin (1885), avaient abouti au démembrement du royaume kongo : les frontières entre les colonies française (Congo-Brazzaville), belge (Congo-Léopoldville) et portugaise (Angola) découpaient le territoire. L'ensemble politico-culturel Zande-Bandia fut également découpé : les royaumes zande furent partagés en trois entre la colonie française du Centre-Afrique (Oubangui-Chari), le Congo belge et le Soudan sous domination britannique.

Au moment où surgit Patrice Lumumba, cet immense sous-continent — où se déployaient, avant l'agression coloniale et les dévastations des esclavagistes arabes, de puissantes sociétés politiques autochtones — n'a pratiquement plus d'existence politique propre. Il ne subsiste que quelques bribes de consciences politiques autochtones. Des exceptions existent. Je n'en cite qu'une : la conscience collective du peuple kongo **10**. Mais ces exceptions sont rares. Les États africains ont été détruits, les communautés historiques démembrées, leurs richesses pillées **11**. La faim, la haine fratricide, la honte règnent partout.

Fait prophétique : l'agression contre les peuples congolais est, à ses origines, le fait d'un capitaliste privé, l'un des entrepreneurs coloniaux les plus efficaces,

les plus habiles, les plus brutaux et les plus cyniques de l'Europe industrielle du XIXe siècle. Il organisa, finança et orienta les premières expéditions d'exploration

« géographique » le long des principaux fleuves du sous-continent. Son nom : Léopold Saxe-Cobourg. Le Congo devint dès 1885 sa propriété privée sous l'appellation d'« État indépendant du Congo **12** ». « Son » Congo, il le pilla de la façon la plus classique : travail des serfs, plantations forcées de cultures marchandes (coton, thé, café), salaires inexistants, absence totale de droits pour les dominés. Il y eut aussi la destruction des forêts, l'extraction minière confiée à des sociétés privées étrangères, le démembrement systématique des civilisations africaines au profit des modes d'existence et du système de production capitalistes. Sur les ruines des sociétés et des cultures anciennes, là où la rationalité du capital étranger l'exigeait, on construisit des cités minières, vastes camps où étaient parqués les travailleurs noirs.

Léopold Saxe-Cobourg exerçait un autre métier : il était roi des Belges sous le nom de Léopold II. 1908 : crise du système. L'entreprise réclamait des capitaux énormes. L'investissement nécessaire à la poursuite de l'exploitation dépassait désormais les capacités de la famille de Saxe et de ses banquiers habituels.

Léopold trouva une solution astucieuse : il fit cadeau de son Congo à la nation belge. Celle-ci, après quelques hésitations — et grâce à un Parlement dominé par le grand capital colonial —, accepta. Désormais, c'est le gouvernement belge qui assure l'exploitation du Congo. Le cercle des bénéficiaires métropolitains s'élargit. Les victimes sont les mêmes. En Belgique, les profits augmentent ; au Congo, la misère devient intolérable. C'est à cette rationalité du pillage, à ce

chaos social, à cette négation de l'homme noir que se heurte la pensée de Lumumba.

« La raison de l'homme contre le chaos du monde : une unique pensée annule le désordre des planètes », dit Valéry. Sartre raconte quant à lui cette histoire : Un jour que Valéry s'ennuyait, il s'approcha de la fenêtre et, le regard perdu dans la transparence d'une vitre, demanda : « Le moyen de cacher un homme ? » Gide était présent. Déconcerté par ce laconisme étudié, il se tut.

Pourtant les réponses ne manquaient pas : tous les moyens sont bons, depuis la misère et la faim jusqu'aux dîners priés, depuis la maison centrale jusqu'à l'Académie **13**.

Ces pièges, Lumumba les a tous connus : la misère, la faim de sa jeunesse, la haine, la révolte individuelle qu'elles génèrent ; les « dîners priés », c'est-à-dire

l'intégration de l'évolué au monde mensonger des Blancs, l'assimilation, la fausse égalité ; l'« Académie » enfin, c'est-à-dire les honneurs gouvernementaux, la montée au pouvoir néocolonial, l'entrée au palais du gouverneur, à Kalina. Lumumba, obstinément, déjoue chacun de ces pièges. La raison de Lumumba contre le chaos du Congo. Dans ce chapitre, nous allons suivre, pas à pas, la constitution de cette raison. Ou, inversement : les reflux successifs du désordre colonial.

II. Naissance d'un prophète.

LA HAINE

Patrice Lumumba construit sa personnalité dans sa lutte contre la discrimination et le racisme des Blancs. Il naît en 1925 dans un village paysan du district de Sankuru, province de Kasaï. Ses parents, très pauvres, appartenaient au peuple des Batetela **14**. Karabo-Kombe, son village natal, est une communauté déculturée. Aucune culture homogène, aucun pouvoir traditionnel puissant ne s'y opposent à la force d'exploitation, au commandement et à l'idéologie des Blancs. Administrateurs et missionnaires y règnent en maîtres incontestés **15**. Le père de Patrice cultive un peu de chikawange et élève quelques poules. A Karabo-Kombe, il n'y a point de travail ni de mobilité sociale. Là-bas, l'espoir suprême de tout adolescent est de se faire catéchiser chez les missionnaires, puis de se faire employer chez les Blancs, en ville.

Quand Patrice vient au monde, le 2 juillet 1925, « son » premier Blanc est déjà là, au chevet de sa mère. Le père de Patrice, dès les premières douleurs de sa femme, avait couru à la mission chercher le curé.

— Comment veux-tu appeler ton fils ? demande le missionnaire.

— Patrice, comme vous, mon Père.

Pour Patrice Lumumba, le Blanc de ses dix ans fut le Père dominicain qui lui apprit à lire, à écrire et lui montra le chemin de la ville. Mais l'Évangile contient des affirmations qui sont une contestation permanente du fait colonial. La conduite inégalitaire, oppressante de nombreux missionnaires n'y peut rien : l'Évangile est un message d'égalité, de liberté, de justice et d'amour. Il alimente la révolte du jeune élève de Sankuru **16**.

A dix-huit ans, Lumumba quitte la campagne. Il arrive à Kindu et devient

employé aux écritures de la société Symaf, puis clerc aux impôts, enfin employé à l'Office des chèques postaux de Stanleyville. Entre-temps, il s'est marié avec Pauline, jeune fille qu'il a connue à Sankuru. Ils auront six enfants.

Lumumba est d'une timidité maladive. Solitaire, il n'a que les livres pour compagnons. Il hait les Blancs. Une colère silencieuse, la rage de l'humilié l'habitent. Il ne s'encombre pas de distinctions trop subtiles. Il donne dans la justice objective et condamne en bloc. A l'époque, il écrit ce poème : Pour te faire oublier que tu étais un homme

On t'apprit à chanter les louanges de Dieu

Et ces divers cantiques, en rythmant ton calvaire,

Te donnaient l'espoir en un monde meilleur,

Mais en ton cœur de créature humaine, tu ne demandais guère

Que ton droit à la vie et ta part de bonheur **17** .

Cette première période de la vie de Lumumba reste très confuse. Lui et sa famille font l'expérience de l'humiliation, de l'exploitation. Sa haine du Blanc est violente. Mais il manque de moyens pour la dire. C'est une révolte brute, non

formulée.

L’ASSIMILATION

Vers vingt ans, Lumumba commence à changer d’analyse. Il décide de ressembler aux Blancs. Julien Sorel ? Non. Lumumba n’a pas la passion obsédante du pouvoir qui anime le héros de Stendhal. Les choses sont plus compliquées. Lumumba, comme la majorité des colonisés de sa génération, est victime du mirage humaniste. Il adhère à la vision idéaliste et ahistorique de l’homme que celui-ci lui propose. Ici, au Congo, les Blancs sont mauvais. Mais là-bas, en Europe, il doit exister de bons Blancs qui ne savent pas ce que font leurs frères en Afrique. Lumumba lit énormément : Victor Hugo, Rousseau, Voltaire, Lamartine et les quelques journaux et hebdomadaires publiés par des groupuscules d’« évolués ». Sa chambre n’a point de lumière. Il achète des bougies et s’abîme les yeux. Il devra porter des lunettes. Lorsqu’il décide de ressembler aux Blancs, il obtient, avec l’aide d’amis bien intentionnés, une carte d’identité. Désormais, il pourra rester dans la ville européenne après huit heures du soir. Il va avoir accès aux emplois inférieurs de l’administration. Sa promotion à l’état d’« évolué » conduit Lumumba à se mouvoir dans un monde artificiel et restreint. Au moment de l’Indépendance, sur une population de près

de 15 millions d’âmes, il y avait 1 500 « évolués » : ces demi-Blancs étaient radicalement coupés du peuple. Ils avaient leur propre « cercle », leur propre langage, des vêtements et des manières qui les distinguaient, les séparaient des autres colonisés. Les Blancs méprisaient les « évolués » qui, à leur tour, méprisaient les autres Congolais.

1956-1957 : solitaire et humilié, timide, Lumumba écrit beaucoup, dans un style naïf, truffé de fautes de syntaxe mais qui trahit déjà l’ardeur, la passion étrange de ses discours de l’été 1960. Deux textes me paraissent révélateurs. Ils revendiquent le droit à l’assimilation, à l’identification totale avec la civilisation occidentale, chrétienne, la civilisation des Blancs. En bref : les mêmes droits et les mêmes devoirs, l’égalité avec ceux dont le statut d’homme est reconnu. Il s’agit de lettres que Lumumba adresse, le 10 janvier et le 2 février 1957, aux directeurs de l’Office de publicité SA, 16 rue Marcq à Bruxelles. Lumumba leur avait soumis son manuscrit *le Congo, terre d’avenir, est-il menacé ?* Les éditeurs lui demandent quelques renseignements sur ses idées, sur ses activités, son passé. Lumumba répond :

Les buts que je poursuis sont les suivants :

1. Traduire la pensée et les aspirations des Congolais sur les différents problèmes d'ordre économique, social et politique qui leur tiennent particulièrement à cœur et dont la solution, que j'espère heureuse, conditionne l'avenir du Congo ainsi que la réussite de l'œuvre coloniale belge ;

2. Éclairer les autorités belges en particulier, et les coloniaux en général, sur la façon dont les Noirs du Congo envisagent leur avenir dans le monde d'aujourd'hui et de demain ;

3. Donner des explications concrètes et précises sur les causes de l'inquiétude et du mécontentement des populations congolaises ; 4. Suggérer aux responsables de la politique africaine certaines réformes qui me semblent indispensables si la Belgique désire réellement éviter la crise et la perte de confiance des populations africaines qu'elle administre ; 5. Attirer l'attention des Congolais sur la mauvaise propagande (propagande antibelge) qui s'effectue sournoisement au Congo, dont le but direct est de séparer les Congolais des Belges ;

6. Insister sur la nécessité d'harmonisation des rapports sociaux entre Belges et Congolais ;

7. Défendre la souveraineté belge en Afrique, car l'œuvre coloniale belge

est devenue notre commune œuvre de Belges et de Congolais **18**.

Quant à ses activités politiques, Lumumba donne les précisions suivantes dans sa lettre du 2 février 1957 :

– Je suis président fondateur de l'Amicale des postiers. Cette association, qui ne groupait au début que les postiers indigènes, réunit depuis 1955 les agents européens et congolais du Service des postes ;

– Après avoir été secrétaire de l'APIC (Association du personnel indigène de la colonie), syndicat groupant tous les agents autochtones de l'administration d'Afrique (province orientale), j'en ai été élu président en 1955 jusqu'à ce jour ;

– En outre, je suis membre fondateur du Comité de l'union belgo-congolaise de Stanleyville, association inter-raciale groupant Belges et Congolais ;

– Pour ma situation familiale, j'ai actuellement trois enfants dont les deux premiers (garçons) font leurs études ensemble avec les enfants européens à l'Athénée Royal de Stanleyville ;

– Je suis un des premiers Congolais admis à l'immatriculation et assimilés aux Belges ;

– Je fis partie de la délégation des Notables congolais qui se sont rendus en Belgique en 1956 sur l'invitation de Monsieur le Ministre des Colonies et je fis, au terme de mon voyage d'étude, au représentant de l'Agence belge à Bruxelles, une déclaration qui fut reproduite dans les journaux belges et coloniaux, à la grande satisfaction des Belges et des Congolais ;

– Lors de son passage à Stanleyville en 1955, je fus présenté au roi Baudoin avec lequel j'eus un long entretien.

Et plus loin :

– Pour mes activités intellectuelles et sociales, indépendamment de ma présidence de plusieurs groupements culturels pour Africains, je suis collaborateur permanent de plusieurs journaux du Congo et également de *l'Afrique et le Monde* , journal belge édité en Belgique. En outre, je suis éditeur responsable de la revue *l'Écho postal* , organe trimestriel de l'Amicale des postiers de la province orientale. C'est sur ma requête que le gouverneur général m'autorisa, par sa décision publiée au *Bulletin officiel* du Congo belge, à éditer cette revue. Je peux donc être rangé parmi les

journalistes éditant des journaux au Congo ;

– J'ai depuis plus de six ans publié plusieurs articles traitant divers problèmes d'intérêt général, ainsi que de l'évolution belgo-congolaise. Ces articles, comme le dit d'ailleurs monsieur Songolo dans *l'Afrique et le Monde* ci-joint, ont toujours été appréciés par tous les lecteurs, tant européens qu'africains, et je possède de nombreux éloges à ce sujet ;

– Je suivis en 1948 des cours de correspondant en langue française dans un Institut d'enseignement par correspondanc**e 19.**

Comment comprendre cette deuxième phase de la constitution de la pensée lumumbiste ? Faut-il parler de naïveté, d'ignorance, pis, de complicité avec

l’occupant, d’intelligence avec l’ennemi, de trahison ? Non. Je l’ai dit : Lumumba traverse ici la classique phase humaniste. Il découvre, par ses lectures, par ses rares amitiés, les mirages d’une émancipation harmonieuse, commune, progressive, de tous les peuples et de tous les hommes. Mais, en même temps, il fait quotidiennement l’expérience de l’humiliation la plus insupportable, de la discrimination raciste, de l’exploitation, de la misère des travailleurs noirs (et blancs). Lumumba ne saisit pas la fonction duelle du discours humaniste qui est de célébrer l’homme abstrait pour masquer l’exploitation, l’humiliation de l’homme concret. Lumumba ne comprend pas que le discours humaniste vise essentiellement à masquer la pratique réelle de la classe qui le profère.

Cette classe est la classe capitaliste coloniale dont la loi n’est pas le bien-être de l’homme mais la maximalisation du profit, l’accumulation accélérée de la plus-value, la surexploitation du travail des opprimés. Lumumba reste longtemps sans pouvoir comprendre le lien de causalité entre cet univers discursif, admirable, qu’il retrouve — grâce à ses lectures — la nuit, et l’univers de classe, l’univers colonial qu’il combat pendant le jour. Il ne comprend pas à quoi sert réellement le discours humaniste qu’il admire. Ses adversaires de classe, il les méconnaît. Il pense que ce sont des hommes qui n’ont pas (encore) compris les leçons de Rousseau et de Hugo, qu’il faut donc leur expliquer qu’ils se trompent, que la « communauté belgo-congolaise » ne pourra vivre que sous le règne d’une pédagogie unifiée, d’un discours cohérent. Lumumba, aveugle, séduit par les figures abstraites de l’esprit, ne voit pas que cette « communauté » est depuis longtemps unifiée et que son principe d’unité ne relève pas d’un discours, de valeurs, encore moins de projets qui se réfèrent aux hommes. Son principe unifiant est le capital hégémonique et la rationalité marchande que celui-ci impose. Là où Lumumba rêve d’émancipation discursive, de « communauté

belgo-congolaise », de conversion graduelle des « méchants », le capital lui oppose la société capitaliste coloniale, celle du maître et de l’esclave.

De 1956-1957 à la fin de l’année 1958, tous les écrits de Lumumba, toute sa praxis politique, y compris les premières orientations qu’il donne à son mouvement pluriethnique du MNC (*Mouvement national congolais*, fondé en 1958), prouvent qu’il reste habité par les phantasmes ancestraux de cet humanisme abstrait. Il prend au mot les missionnaires, les curés, les idéologues, le roi et les administrateurs qui, pour masquer leur praxis, parlent de

« l’émancipation des évolués », de liberté partagée, de droits de l’homme et

d’égalité future. Lumumba, influencé par ses lectures, trompé par sa volonté de croire en la bonté constitutive des hommes, cherche l’intégration et non la rupture.

Mais la réalité de la vie vécue des hommes est un adversaire redoutable pour l’idéalisme abstrait. Au fur et à mesure que l’image de Lumumba grandit, que son mouvement s’implante dans le peuple, que sa parole, passionnée et convaincante, éveille l’espoir chez les Noirs, les contradictions réelles de la situation coloniale se révèlent à lui. Humaniste, Lumumba réclame l’assimilation, la réforme de l’inégalité coloniale. Affolée, la classe dominante de Belgique et de la colonie se démasque. Elle est forcée de réagir contre cet homme étrange qui — aberration — prend au mot le discours qu’elle lui a enseigné. Or, au fur et à mesure que l’idéologie et la praxis dominantes se révèlent pour ce qu’elles sont, Lumumba, inversement et dialectiquement, fait l’apprentissage de son erreur. Il découvre alors le caractère mensonger du discours de la classe dominante et, graduellement, se met à apprendre le Congo, sa réalité, la situation concrète des peuples qui l’habitent.

LA RUPTURE

Le grand tournant survient à la fin de l’année 1958. Ses articles dans *l’Écho postal, l’Afrique et le Monde*, ses appels envoyés à l’Agence Belga n’ont eu aucune suite. Son expérience en tant que secrétaire de *l’Association du personnel indigène de la colonie* s’est révélée décevante. En octobre 1958, il a fondé avec d’autres « évolués » le *Mouvement national congolais* (MNC), mouvement qui, à ses débuts, n’est composé que d’« évolués » défendant leurs intérêts propres et ne représentant qu’eux. Or le MNC, loin d’être accepté comme interlocuteur valable par le pouvoir colonial, est regardé avec méfiance par la majorité des Blancs. Même à l’intérieur de l’ *Amicale des postiers* qui regroupe les petits fonctionnaires noirs et quelques Blancs, Lumumba ne rencontre qu’hostilité. Il

en est de même à l’ *Union belgo-congolaise de Stanleyville,* dont Lumumba est un des fondateurs. Lentement, imperceptiblement, Lumumba revient sur son option initiale. Il remet en question certaines de ses thèses fondamentales : cette

« communauté belgo-congolaise » serait-elle un rêve impossible, une illusion ?

Les intérêts coloniaux permettront-ils une intégration totale ? Sinon, que deviendra l’osmose entre évolués congolais et cadres blancs ? C’est au Congrès

panafricain d'Accra (décembre 1958) que, brutalement, il trouve une réponse à toutes ces questions **20**. Il est reçu à ce congrès comme un héros. On lui cède la tribune. Il est élu au secrétariat permanent et des hommes comme Sékou Touré, N'Krumah, l'accueillent comme un frère d'armes. En dehors de lui, malgré lui, l'Afrique des esclaves a fait du chemin, lutté, conquis, arraché des masques, détruit à jamais le discours du maître. Lumumba en est ébloui. C'est son

« chemin de Damas », une conversion brutale, l'illumination, la révélation du monde réel. C'est enfin la libération des forces existentielles qu'il porte en lui.

C'est donc lui l'appelé, l'élu qui libérera le Congo… Des mots, des torrents de mots l'entraînent. Sa conscience change du tout au tout : si la société coloniale ne veut pas de lui, c'est qu'elle est mauvaise. Les Blancs entendent l'exclure de leur monde ? Ce sera lui, désormais, qui les excommuniera. Il détruira leur univers **21**.

En janvier, à son retour d'Accra, Lumumba parcourt la capitale et partout où il passe, hommes, femmes, vieillards, enfants, chômeurs se rassemblent. Ils l'acclament, ils le portent en triomphe. Durant des heures, Lumumba parle d'une voix fiévreuse. Je ne l'ai entendu que sur bandes magnétiques des archives de Radio-Léopoldville : bien que sortant d'une boîte métallique, dans un studio humide et chaud du boulevard Albert, cette voix m'a bouleversé.

Les émeutes de janvier 1960 sont durement réprimées. Des morts, des blessés graves emplissent les couloirs de l'hôpital Elizabeth, d'autres encore sont soignés dans les cases de Ndjili, de Saint-Jean, de Léo II, loin des contrôles policiers. Ces événements fortifient la conviction de Lumumba. Désormais, il cherchera la rupture. Il demandera l'indépendance rapide et complète.

On objectera que l'indépendance du Congo, ce n'est pas Lumumba qui l'a

« inventée ». Pourquoi alors accorder tant d'attention à son entreprise ?

Lumumba n'est pas à l'origine du mouvement d'indépendance, il n'a fait que le saisir au passage. Pire : il ne l'a saisi que sur le tard. Avant sa conversion de décembre 1958, Ileo, Kasavubu et bien d'autres leaders ont exigé l'indépendance, ont prononcé des discours dans ce sens et sont allés en prison.

Le manifeste de *Conscience africaine* (Ileo) date de juillet 1956 ; le contre-

manifeste de *l'Abako* réclame l'émancipation complète deux mois plus tard [22]. A cette époque, Lumumba demande encore à grand renfort de manifestes, d'articles et de lettres au roi l'intégration du Congo. Vu de l'extérieur, Lumumba n'est donc qu'un épigone. Le gouverneur général lui-même le confirme : les émeutes de janvier 1959 sont mises sur le compte de *l'Abako* et ce sont les leaders des Bakongo et non Lumumba qui vont en prison.

III. L'État unitaire : vocation universelle de la nation.

A première vue, l'objection ci-dessus est fondée. Lumumba n'est pas le père de l'indépendance congolaise et, de plus, il l'a objectivement combattue pendant longtemps. D'où vient alors son originalité ? Pourquoi son action, sa vie, sa mort, enfin, ont-elles une signification exemplaire ? Pour une raison non apparente, mais précise : si Ileo, Kasavubu, Kanza, Diomi, Gizenga, Kashamura sont, à des titres divers, à l'origine du mouvement vers l'indépendance, Lumumba est l'homme qui capte le mouvement, l'attrape au passage et lui imprime son sceau, celui de l'universalité.

L'universalisme de Lumumba, sa méfiance instinctive vis-à-vis de toute forme de provincialisme ou de régionalisme, proviennent d'une erreur fondamentale : il prend sa propre classe pour la classe universelle, commettant ainsi la même erreur que les Jacobins en 1792. La Révolution française fournit d'ailleurs à Lumumba une référence permanente. Ses discours, ses écrits sont truffés de citations se rapportant à la période 1789-1792. Cette confusion entre sa propre classe — la mince et insignifiante classe des évolués congolais — et une hypothétique classe universelle est certes une erreur, mais une erreur subjective seulement. Le comportement qui en découle replace Lumumba dans la vérité de l'histoire. Objectivement, Lumumba a raison de lutter (de la fin 1958 à sa mort) pour la nécessaire unité du Congo, pour la construction d'un État central puissant, contre toute « séparation », contre toute construction politique reposant sur la seule identité ethnique.

La théorie de cet État transethnique, unitaire, Lumumba l'élabore et l'explique au fur et à mesure que les forces centrifuges, régionalistes, ethnocentriques, tribalistes — ou impérialistes — tentent de détruire la fragile unité de la toute jeune République du Congo. Il faut citer deux discours particulièrement significatifs à cet égard :

1. Le premier texte est celui — célèbre — du 19 juillet 1960. Le Congo est

devenu indépendant le 30 juin. Les forces d'occupation sont encore présentes sur son territoire. Les parachutistes belges tiennent un certain nombre de villes.

Lumumba est premier ministre d'un gouvernement d'union nationale. Son ennemi, Joseph Kasavubu, est président de la République. Le 11 juillet, la sixième province du Congo, le Katanga, qui — grâce à ses richesses minières — fournit à la République 48 % de ses rentrées en devises, se déclare « indépendante » **23**. Les forces d'occupation belges présentes dans les cinq provinces restantes et les officiers et fonctionnaires belges repliés au Katanga appuient le mouvement sécessionniste. Durant les années 1958-1960, Lumumba s'est bâti un bastion politique dans la province orientale, plus particulièrement dans la région de Stanleyville, deuxième ville du pays. Moins de vingt jours après sa prise de pouvoir à Kinshasa, la capitale est devenue pour lui une terre hostile. Lumumba, ses conseillers et ses camarades les plus proches se replient à Stanleyville. La Belgique a manqué à sa parole. La guerre civile éclate. A Stanleyville, devant le monument érigé à la gloire du « découvreur » du Congo Lumumba s'adresse au peuple :

Nous voulons que le Congo soit un pays vraiment libre, un pays où les habitants blancs et noirs vont vivre en paix. La charité humaine, la fraternité, nous devons réaliser cela dans notre pays. Les Européens qui sont restés chez nous, il faut les protéger, il faut montrer que le peuple congolais est un peuple honnête ; il n'y a plus de Bakongo, de Bangala, il n'y a plus de Wagenia, nous n'avons qu'un peuple libre. Nous sommes tous des citoyens et nous devons sauvegarder l'unité nationale…

Hier, les Européens ont voulu nous diviser, ils ont voulu diviser les Bakongo et les Bangala, ils ont voulu diviser Kasavubu et Lumumba, et nous prouvons à tous ces gens que nous sommes aujourd'hui unis… Et nous allons sauvegarder notre unité nationale car c'est cette unité qui fera du Congo une grande nation au centre de l'Afrique, et le Congo va jouer demain un grand rôle pour libérer le reste de l'Afrique. Nous voulons que le continent africain soit un continent libre **24**.

2. Le 5 septembre 1960, le chef de l'État, Joseph Kasavubu, qui est aussi le chef de *l'Abako*, mouvement régionaliste du peuple des Bakongo, après avoir conféré cinq heures durant avec l'ambassadeur des États-Unis à Léopoldville, tente

d’abattre Lumumba. A la radio, il annonce la destitution du premier ministre. Il est 20 heures 15. A 21 heures 5, Lumumba lui répond **25** : La radio vient de diffuser une déclaration de M. Kasavubu aux termes de

laquelle le gouvernement est révoqué. Au nom du gouvernement, au nom de la nation tout entière, je démens cette information. Le président de la République et moi-même n’avons eu aucun entretien à ce sujet. Le gouvernement a été élu démocratiquement par le peuple. Il a la confiance du peuple. Il ne peut être révoqué que par le peuple. Personne, pas même le président de la République, n’a le droit de révoquer un gouvernement élu par le peuple, sauf le peuple. Le gouvernement reste au pouvoir et continue sa mission : défendre le peuple et l’unité du pays, l’intégrité du territoire.

C’est nous qui avons élu M. Kasavubu, qui n’a plus la confiance du peuple.

Nous pouvons user du même droit que lui : lui retirer cette confiance et dire qu’il n’est plus aujourd’hui chef de l’État. C’est à vous, peuple, de juger aujourd’hui, de choisir entre un homme qui joue le jeu des impérialistes et un gouvernement qui travaille jour et nuit à la défense du peuple…

Nous avons prouvé au peuple et au monde entier que le gouvernement national et populaire que vous avez librement élu pour défendre vos intérêts, votre patrimoine national, que ce gouvernement a travaillé jusqu’ici dans l’intérêt supérieur de la nation. Nous n’avons jamais ménagé un effort, nous travaillons 24 heures sur 24 pour défendre le peuple, qui a longtemps souffert de l’oppression coloniale belge. Notre seul objectif est de vous servir, de vous défendre. C’est le gouvernement qui assume souverainement les prérogatives de notre République. Nous allons prendre ce soir les mesures nécessaires pour assurer votre protection et notre intégrité territoriale, conformément à la résolution qui a été votée par le Conseil de sécurité des Nations unies. Nous allons convoquer la réunion du Parlement qui est bafoué, qui est insulté par M. Kasavubu. Le parlement prendra position. Je demande aux Nations unies de ne pas s’ingérer dans les affaires intérieures de l’État congolais, de ne pas se faire complices d’une manœuvre belge — parce que c’est une manœuvre qui vient de se faire aujourd’hui par M. Kasavubu, un complot tramé par les impérialistes belges et français. Quand je me rendais dans le bureau de M. Kasavubu, j’y trouvais toujours ces hommes. Ce sont eux qui ont monté tout ce plan.

Les affaires intérieures de l’État sont les affaires intérieures de l’État et je

demande aux Nations unies de ne pas s'écarter de leur mission, de ne pas s'immiscer dans le différend qui oppose aujourd'hui le gouvernement à M.

Kasavubu — nous allons le régler nous-mêmes par des voies démocratiques, au sein de notre Parlement, dans le cadre de nos institutions nationales — de ne pas compliquer la situation et de laisser le peuple

congolais lui-même résoudre souverainement ses problèmes. Frères, restez unis, marchez la main dans la main, la victoire est à nous !

Ces deux discours requièrent un commentaire. Le discours de Stanleyville est le testament nationalitaire de Lumumba. Lumumba y explique les trahisons de la Belgique, les raisons de la guerre civile qui commence, la nécessité d'une riposte commune de tous les peuples du Congo. Il y dit les véritables raisons de la sécession du Katanga. Le discours du 5 septembre, par contre, est un discours essentiellement anti-impérialiste. Il est destiné avant tout aux peuples d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie. Il formule les grands principes de la non-ingérence, de la lutte tricontinentale contre l'agression impérialiste. Discours dont l'écho, apparemment, se perd dans le vent de l'histoire. Le 14 au soir, Lumumba est arrêté. L'ambassade américaine, Kasavubu (président de la République) et Mobutu (chef de l'armée) ont décidé l'élimination physique du prophète.

Une remarque encore : dans le dernier discours qu'il prononce à la radio nationale, Lumumba s'exclame : « Les impérialistes, leurs manœuvres, leurs complots… *que de trahisons contre la conscience universelle* [26] ! » La nation recèle une dimension universelle : La nation unit les hommes issus de peuples, d'ethnies et de classes différents. Elle crée un État qui la personnifie, et délimite, dresse, sépare, oppose une existence sociale institutionnalisée à une autre, un État à un autre, une idéologie nationale à une autre. Désormais, il y aura des faits nationaux et des faits étrangers, des compatriotes et des hommes du dehors. Mais dès l'instant où, avec d'autres hommes, il se met en marche sur la route de la libération partagée, tout homme est habité par une eschatologie : la conscience d'identité — le fait de savoir que l'homme ne se constitue qu'à l'aide d'autres hommes — l'insère dans une histoire infinie. Quelle que soit la nation à laquelle il appartient, il accède à la totalité de l'histoire et cette totalité, implicitement, devient l'horizon intelligible de sa raison. Elle est pensée dans chacune de ses pensées.

La dernière lettre que Patrice Lumumba, prisonnier et déjà (secrètement)

condamné à mort, écrit à sa femme Pauline témoigne de cette dimension universelle que recèle toute conscience nationale authentique : Ma compagne chérie,

Je t'écris ces mots sans savoir s'ils te parviendront, quand ils te parviendront, et si je serai en vie lorsque tu les liras. Tout au long de ma lutte pour l'indépendance de mon pays, je n'ai jamais douté un seul instant du triomphe final de ma cause sacrée, à laquelle mes compagnons et moi

avons consacré toute notre vie. Mais ce que nous voulions pour notre pays, son droit à une vie honorable, à une dignité sans tache, à une indépendance sans restriction, le colonialisme belge et ses alliés occidentaux ne l'ont jamais voulu…

Ils ont corrompu certains de nos compatriotes, ils ont contribué à déformer la vérité et à souiller notre indépendance. Que pourrais-je dire d'autre ? Que mort, vivant libre ou en prison sur ordre des colonialistes, ce n'est pas ma personne qui compte. C'est le Congo, c'est notre pauvre peuple dont on a transformé l'indépendance en une cage d'où l'on nous regarde du dehors tantôt avec cette compassion bénévole, tantôt avec joie et plaisir. Mais ma foi restera inébranlable. Je sais et je sens au fond de moi-même que tôt ou tard, mon peuple se débarrassera de tous ses ennemis intérieurs et extérieurs, qu'il se lèvera comme un seul homme pour dire non au colonialisme dégradant et honteux, et pour reprendre sa dignité sous un soleil pur…

… Nous ne sommes pas seuls, l'Afrique, l'Asie et les peuples libres et libérés de tous les coins du monde se trouveront aux côtés des millions de Congolais qui n'abandonneront la lutte que le jour où il n'y aura plus ni colonisateurs ni leurs mercenaires dans notre pays. A mes enfants que je laisse et que peut-être je ne reverrai plus, je veux qu'on dise que l'avenir du Congo est beau et qu'il attend d'eux, comme il l'attend de chaque Congolais, d'accomplir la tâche sacrée de la reconstitution de notre indépendance et de notre souveraineté. Car, sans dignité, il n'y a pas de liberté, sans justice, il n'y a pas de dignité, et sans indépendance, il n'y a pas d'hommes libres…

… Ni brutalités, ni sévices, ni tortures ne m'ont jamais amené à demander la grâce, car je préfère mourir la tête haute, la foi inébranlable et la confiance profonde dans la destinée de mon pays, plutôt que vivre dans la soumission et le mépris des principes assurés. L'histoire dira un jour son mot, mais ce ne sera pas

l’histoire qu’on enseigne à Bruxelles, Paris, Washington ou aux Nations unies, mais celle qu’on enseignera dans les pays affranchis du colonialisme et de ses fantoches. L’Afrique écrira sa propre histoire et elle sera, au nord et au sud du Sahara, une histoire de gloire et de dignité…

… Ne me pleure pas, ma compagne. Moi, je sais que mon pays qui souffre tant saura défendre son indépendance et sa liberté. Vive le Congo !

Vive l’Afrique !

Patrice **27** .

Voici comment est mort Patrice Lumumba **28** : le 5 septembre 1960, Mobutu organise son coup d’État, Lumumba est arrêté par les soldats le 14 et placé en résidence surveillée. En novembre, il s’évade. Commence alors une extraordinaire épopée. Avec quelques fidèles, Lumumba parcourt la moitié du pays. Il dit son rêve d’un Congo uni et libre. Partout où il passe, il soulève les foules. Les paysans viennent l’écouter par milliers, certains le suivent dans la brousse. Lumumba passe. Les hommes refluent vers leur anonymat, leur tristesse. Lumumba ne laisse derrière lui qu’une traînée de cendres. Aucun mouvement ne se crée pour le sauver. Les Congolais éprouvent une peur panique devant l’armée de Mobutu. L’ambassade américaine met des policiers spécialisés, un hélicoptère, des chiens à la disposition de Mobutu. Patrice Lumumba est repris au Kasaï. Il est ramené à Léopoldville puis transféré en territoire mukongo. Il est enchaîné et enfermé dans une cellule du camp militaire de Thyssville, à l’extrême ouest du pays. Des soldats bakongo et bangala, connus pour leur haine des Batetela (peuple d’origine du prisonnier) montent la garde. Cinq de ses compagnons sont enchaînés avec lui.

Le vendredi 13 janvier 1961, une rébellion éclate au camp. La parole de Lumumba, une dernière fois, a frappé la foule : les soldats sont prêts à le libérer, à marcher avec lui sur Léopoldville. Mobutu arrive avec des troupes

« loyalistes » : les mutins sont écrasés. Le mardi 17 janvier, Kasavubu et Mobutu décident de transférer Lumumba au Katanga. Lumumba, Ohito, M’Polo, poignets et chevilles entravés par des cordes mouillées, sont jetés dans un DC 3

de l’armée. Les tortures commencent presque immédiatement. Les prisonniers sont roués de coups, brûlés au chalumeau, mutilés à la baïonnette. Après huit heures de vol, l’avion arrive en vue d’Élisabethville. Munongo, ministre de

l’Intérieur de l’État du Katanga, se tient dans la tour de contrôle. Des officiels katangais, des officiers belges et français, des soldats attendent sur la piste.

L’avion atterrit. Un camion s’en approche. Les prisonniers y sont jetés du haut de la passerelle. Le camion démarre et disparaît dans la brousse qui commence au bout de la piste. A quelques kilomètres au sud de l’aéroport, le camion s’immobilise près d’une termitière…

Une commission d’enquête de l’ONU ainsi que le correspondant du journal *le Monde*, Pierre de Vos, ont reconstitué les derniers moments de Lumumba **29.**

Entre le prophète et ses assassins, un étrange dialogue a lieu :

« Alors, tu es toujours invulnérable ? Tu craches toujours les balles ? »

Lumumba, épuisé par la torture, perdant son sang, à demi conscient, fait signe de la tête… Oui, il est toujours invulnérable.

Un mercenaire blanc s’agenouille sur la poitrine du prisonnier. Il prend sa baïonnette et l’enfonce lentement, méthodiquement, dans la poitrine de Lumumba. Le commandant Weber, officier belge, lui donne le coup de grâce **30.**

1.

Le présent chapitre n’épuise en rien la complexe personnalité de Lumumba. Cette personnalité est traversée par des contradictions profondes.

Écoutons Benoît Verhaegen (in *Les Africains*, *op. cit* ., vol. II), ami de Lumumba et un de ses critiques les plus impitoyables : « homme politique, nationaliste et unitariste radical, d’une combativité et d’un courage extrêmes… Son antitribalisme et son panafricanisme furent sa force, mais son absence de doctrine économique et sociale le priva au moment des épreuves violentes non seulement de la capacité d’analyser correctement la situation objective et les forces en présence, mais surtout du soutien actif des masses populaires ».

Le présent chapitre se limite à l’analyse du Lumumba jacobin, créateur de l’État unitaire, transethnique moderne.

2.

90 % d’entre eux sont des Bantu.

3.

Tous ces chiffres se réfèrent aux années 1957-1961, époque de la vie publique de Lumumba.

Noms topographiques : J’utilise la nomenclature en vigueur du temps de Lumumba ; Mobutu, après sa prise du pouvoir, a fait changer la plupart des noms topographiques.

4.

Elle est en expansion constante avec la langue swahili comme véhicule.

5.

Cf. CEA, *Développement industriel de l’Afrique* , ECN14/IN-1, p. 82 s.

6.

Carte ethnographique de la République du Congo établie par Crawford Young in *Politics in the Congo* , Princeton University Press, 1965.

7.

Le royaume congo (ou : kongo) se disloque au XVIIIe siècle. Cf. G. Balandier, *La Vie quotidienne au royaume de Kongo, du XVIe au XVIIIe siècle* , Paris, Hachette, 1965.

8.

Précision : il existe plusieurs royaumes baluba. Le principal d’entre eux a été ébranlé par M’Siri ; mais il a existé en tant qu’unité politique au moment de l’arrivée des Belges. L’empire lunda, par contre, a été presque complètement détruit durant les années 1886-1892 par les Cokwe.

9.

Sayyid Said est sultan d’Oman depuis 1812. Il transfère sa capitale à Zanzibar en 1840 afin de mieux exploiter le riche réservoir d’esclaves d’Afrique orientale. A

cette époque commence une véritable ère de « génocide » (Y. Person) avec l'organisation des plantations esclavagistes de girofle de Pemba et de Zanzibar. 1872 : Oman et Zanzibar sont définitivement séparés.

10.

Dès la fin des années 1950, un mouvement de renaissance politique et culturel — l'Alliance des

Bakongo (Abako) — se manifeste. Autre signe de la relative homogénéité et de la relative permanence de la conscience congo : Roberto Holden, descendant de la famille royale, conduit un mouvement de guérilla composé presque exclusivement de membres du peuple kongo ; il mène une lutte typiquement ethnocentrique, d'abord contre le colonisateur portugais et, depuis 1974, contre la République d'Angola, cf. aussi : L. Monnier, *Ethnie et Intégration régionale, Kongo central* , Paris, Edicef, 1972.

11.

Sur la stratégie générale de démembrement des communautés historiques africaines par les puissances coloniales, cf. Y. Person, *État et Nation en Afrique noire, op. cit.*

12.

Les dates essentielles sont :

— 1878 : Stanley, agent du roi Léopold, parcourt le fleuve Congo ;

— 1885 : Conférence de Berlin ;

— 1894 : Fixation des frontières ;

— 1908 : Transfert de l'État indépendant à la Belgique.

13.

J.-P. Sartre, *Situations IV* , Paris, Gallimard, 1964, p. 130.

14.

Les Batetela sont des paysans de la lisière de la forêt. Ils souffrent durement des attaques des esclavagistes arabes (période 1888-1190). Ils s'engagent ensuite en grand nombre dans la Force publique (sorte d'armée indigène) créée par le roi Léopold. Ils espéraient combattre leurs ennemis, les esclavagistes arabes, en s'engageant dans cette troupe commandée par des officiers blancs. 1895 : les Batetela conduisent — avec d'autres soldats — la mutinerie de la Force publique. Avec l'extension du mode de production capitaliste, les Batetela s'engagent nombreux dans les mines.

Aujourd'hui encore, les Batetela, dispersés notamment par les esclavagistes arabes, habitent néanmoins en majeure partie leur territoire d'origine.

15.

Toute sa vie durant, Lumumba garde une haine farouche pour la société totalitaire que des missions catholiques ont érigée au Congo. Le ministre de l'Éducation nationale de son premier gouvernement sera Pierre Mulélé, un militant anticlérical, connu pour son opposition irréductible à l'enseignement missionnaire.

16.

Lumumba a trois frères : Charles Lukulunga est l'aîné de la famille, il sera commerçant : Louis, six ans plus jeune que Patrice, sera ministre de l'Intérieur de la province orientale ; Émile Onatuku, quatre ans plus jeune, est resté au village natal comme paysan.

17.

La Pensée politique de Patrice Lumumba , textes réunis par Jan van Lierde, préface J.-P. Sartre, Bruxelles, Éd. Crisp, 1962.

18.

Lettre du 10 janvier 1957, in *La Pensée politique, op. cit.*

19.

Lettre du 2 février 1957, in *La Pensée politique, op. cit.*

20.

Cf. *supra* , p. 77.

21.

Cf. l'interprétation que Sartre donne de cette mutation dans sa préface à *La Pensée politique de*

Patrice Lumumba, op. cit ., p. 30 s.

22.

L'Alliance des Bakongo, conduite par Joseph Kasavubu, est un mouvement d'émancipation ethnocentrique du peuple des Bakongo (Congo occidental), très lié à un mouvement messianique né dans cette même région : l'Église de Simon Kimbangu.

23.

Le chapitre III de la troisième partie est consacré à l'examen de « la protonation du Katanga ». J'y analyse de façon détaillée ce processus de sécession.

24.

Discours du 19 juillet 1960, in *La Pensée politique de Patrice Lumumba, op. cit.*

25.

Allocution à la radio nationale, 5 septembre 1960, in *La Pensée politique de Patrice Lumumba, op.*

cit. , p. 325 s.

26.

Discours du 5 septembre 1960.

27.

Lettre non datée à Pauline Lumumba, in *La Pensée politique de Patrice*

Lumumba, op. cit ., p. 389 s.

28.

Comme Maximilien Robespierre, Lumumba meurt à trente-six ans. Il a vécu une année de moins que Gracchus Babeuf, deux années de moins que Che Guevara.

29.

Cf. UN-DOC.S/4976 et A/4964 ; P. de Vos, *Vie et Mort de Patrice Lumumba* , Paris, Calmann-Lévy, 1961.

30.

Pendant deux mois les assassins réussissent à cacher la vérité à l'opinion internationale. La version officielle qui a cours pendant ce temps est la suivante : « Lumumba, transféré au Katanga, s'est évadé. Reconnu par des paysans, il a été tué par ceux-ci », communiqué du gouvernement katangais, in *Le Monde* , 19 janvier 1961.

IV

Gamal Abdel Nasser : la résurrection

de la communauté historique

J'ai acclimaté un arbre de soufre et de laves chez un peuple de vaincus.

Aimé Césaire, *Les chiens se taisent* .

I. La conjuration des Officiers libres 1.

Gamal Abdel Nasser surgit sur la scène internationale huit ans avant Lumumba, six ans avant N'Krumah. Lumumba est le prophète de la société transethnique, de l'État unitaire, N'Krumah celui du panafricanisme et du gouvernement continental ; le projet de Nasser est plus ambitieux, plus ambigu aussi : il revendique la réhabilitation, la renaissance des communautés historiques précoloniales ; à l'histoire du vainqueur il oppose la vision du monde des vaincus.

Nasser appartient à plusieurs mondes à la fois. Nasser est d'abord le chef d'un mouvement panarabe de type nouveau qui se heurte violemment au parti Baas de Syrie (1958) et au parti Baas d'Irak (alliance Nasser/Aref en 1963). Il est ensuite un des principaux dirigeants du mouvement de solidarité afro-asiatique qui donnera naissance en janvier 1966 à l'Organisation tricontinentale (OSPAL).

Nasser est enfin un chef d'État africain d'une exceptionnelle envergure : il domine les débats de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) dès la fondation de celle-ci en 1963 ; il organise avec Mehdi Ben Barka la logistique militaire et le soutien diplomatique de l'insurrection lumumbiste de 1964-1965 ; il impose la coordination et organise le financement de la lutte contre la domination blanche en Afrique australe.

Le présent chapitre se limite à l'analyse des actes et paroles de Nasser en ce qu'ils concernent la lutte de libération des peuples d'Afrique.

L'homme est d'une extrême complexité : doté d'une idéologie petite-bourgeoise, d'un héritage de classe équivoque, il se lance dans une entreprise qui

— à première vue, mais à première vue seulement — semble le dépasser de loin.

De nombreux auteurs ont tenté de cerner ce héros tragique [2]. Dans ce chapitre,

j'emprunterai mes citations, autant que possible, aux compatriotes de Nasser.

Comme N'Krumah et Lumumba, Nasser, par la parole et par l'acte, détruit un pan important de l'univers colonial. Pour reprendre l'expression d'Horkheimer, il opère la rupture épistémologique du système de violence symbolique de l'occupant. Comme eux il est porteur d'un « vorgelagertes Bewusstsein », d'une

« conscience anticipée ». Son sort sera le même que le leur : l'échec politique, la défaite, la mort. Mais, comme ceux de N'Krumah et de Lumumba, le combat de Nasser déterminera toutes les luttes de libération nationale à venir.

Il est le seul des trois héros fondateurs du nationalisme africain à hériter d'un État ou, pour emprunter le terme plus précis d'Abdel-Malek, d'une communauté historique puissante. Patrice Lumumba, dès sa naissance, fut une personne déplacée, un réfugié dans son propre pays. Son peuple, les Batetela, avait été dispersé par les esclavagistes arabes dans tout l'immense bassin congolais : c'est le peuple de la diaspora intérieure. N'Krumah, quant à lui, vient de la côte

occidentale d'Afrique. Il est né parmi les Nzima, peuple des rives du golfe de Guinée où appareillèrent pendant quatre siècles les caravelles des chasseurs et des marchands d'esclaves. Les Nzima, comme leurs puissants voisins, les Ashanti et les Ewe, furent dispersés par l'esclavage à travers les continents.

Nasser, lui, est né en Égypte, État puissant dont la communauté historique prend ses racines dans un passé vieux de plus de 6 000 ans. Voici ce qu'en dit Jacques Berque :

A ce qu'il ne ressemble à nul autre, à ce qu'il se transmet d'une génération à l'autre le legs d'un passé colossal, à ce que le travail de ses paysans renoue sans relâche ses liaisons avec la Nature, ce pays doit d'avoir gardé son âme. A aucun moment de l'histoire de l'impérialisme, il n'a risqué l'absorption dans l'Autre. Or, justement parce que cet Autre n'est pas un exploiteur individualisé, comme l'Anglais ou le Français, mais plus anonymement la civilisation industrielle, il est assez général, et même assez nécessaire, pour porter le trouble dans l'identité. Celle-ci ne se réalise qu'en se transformant, donc, à beaucoup d'égards, en se déformant. Par là, elle s'expose à des contradictions. Pour se maintenir, elle doit, contre sa propre adaptation à une généralité mondiale, mettre en œuvre des spécificités **3.**

Qui est Nasser ? Est-il un nouveau Mahdi, un prophète de l'Islam, un rénovateur de la foi ? Est-il, dans l'exercice intransigeant d'un pouvoir solitaire, l'héritier de Méhémet Ali, d'Arabi ou même des grands pharaons dont parfois il se réclame ? Est-ce un officier putschiste, né de la petite bourgeoisie et qui ouvre

dans le Tiers Monde la voie à la morne kyrielle des officiers conspirateurs, avides de gloire, d'argent et de puissance ? Deux compatriotes de Nasser répondent **4**. Écoutons d'abord Anouar Abdel-Malek : La critique qu'opère Nasser ne pouvait manquer, dès lors qu'elle se voulait efficace, de porter à la fois sur soi et sur autrui, sur le moi historique en crise, et sur les apports fécondants, mais lourds d'asservissement. Il apparaissait progressivement que l'opération à entreprendre n'était ni la prolongation d'un seul moi historique, ni l'imitation de l'« autre »

contraignant, mais bien plutôt celle-ci : étudier, reconnaître le terrain national, reconquis sous ses deux dimensions — historique et sociologique — pour mettre à nu ce qui en constituait la spécificité propre ; puis l'enrichir de ceux parmi les apports de la civilisation industrielle occidentale susceptibles de promouvoir le

progrès matériel et idéel de ce terrain, d'en accélérer la marche en avant, de mieux mettre en valeur la spécificité qui, tout en évoluant, demeure inaliénablement sienne, sans le dénaturer, le forcer, le déformer, en un mot, sans l'aliéner… Mais comment agir pour continuer d'être soi-même dans un monde dominé par l'Autre [5] ?

La réponse nous vient, sévère mais nuancée, de Hichem Djaït :

Comment peut-on apprécier les structures de la conscience arabiste d'inspiration nassérienne et mesurer la force et la faiblesse de ses mythes moteurs ? D'abord, le nassérisme a joué sur les ambiguïtés historiques les plus larges. Hostile à l'intégrisme en tant qu'il rejette l'utilisation de l'Islam comme enjeu politique (d'où sa répression à l'encontre des Frères musulmans), il n'est cependant pas coupé de l'Islam. Existentiellement, et non pas consciemment, encore moins théoriquement, il a intégré la dimension de l'islamité dans l'arabisme. L'importance de son apport à l'arabisme égyptien provient de ce qu'il a converti à l'arabisme la vieille conscience islamique en Égypte, jusque-là réticente, la politisant, la rétrécissant, la lestant d'une pesanteur patriotique. D'un autre côté, et dans le même mouvement, il a élargi l'indéracinable patriotisme égyptien à l'horizon arabe, éveillant sa nostalgie atavique et son besoin permanent de grandeur, confondant formellement l'ambition égyptienne et l'ambition arabe [6].

Hichem Djaït « anticipe » l'échec. Je ne partage pas sa conclusion, mais son

analyse est féconde :

Dès l'origine, la dialectique du nassérisme s'est déployée sur un fond de protestation et de vouloir-être. Ce fut un mouvement dans le sens de l'histoire dans la mesure où il affirma, en alternant les pauses et les coups d'éclat, la présence arabe dans un monde qui la niait ou l'ignorait. Plus particulièrement, son action anti-impérialiste puis antisioniste, fiévreuse et soutenue, en fait un moment fécond et capital dans l'histoire du développement de l'idée arabe. Mais parce que le nassérisme, marqué par cet activisme originel, n'a continué de se nourrir que de l'opposition à autrui, l'arabisme entraîné par son char s'est condamné à une fuite en avant vers des objectifs autres que sa propre positivité. Cette tension à faible amplitude, sans contenu positif ni programme de longue haleine, dénuée de toute véritable et durable violence, s'est finalement engluée dans l'histoire immédiate, ne serait-ce que par son obsession israélienne. Nasser a été lui-même victime de sa popularité, de la débilité de l'État, au fond très

dépendant dans ses options des mouvements de foule et de sa propre démagogie [7].

Nul ne connaît Gamal Abdel Nasser avant cette nuit de juillet 1952 qui fait basculer le destin de l'Égypte et celui de l'Afrique. En juillet de cette année-là, l'Égypte exsangue, avilie par la corruption, la famine et l'aberrante administration du régime du roi Farouk, traverse une nouvelle et dangereuse crise sociale. La guérilla nationaliste se poursuit contre les Anglais dans la zone du Canal. En janvier 1952, l'incendie du Caire a libéré des forces incontrôlables.

Le régime le sait. La révolution est partout. C'est juillet 1789. La cour se trouve en résidence d'été à Alexandrie. Députés, ambassadeurs, hauts fonctionnaires, tout le personnel politique important du royaume et même le commandant en chef de l'armée ont suivi le roi. Les Officiers libres agissent au Caire où le coup d'État est prévu pour la nuit du 22 au 23. Ils se réunissent une dernière fois à 11 heures du matin dans une maison du faubourg Menchiet El-Bakri. Sont présents : Nasser, les deux Mohieddine [8,] Abdel Monem, Kemal-Eddine Hussein, Abdel Latif Baghadi, Hassan Ibrahim, Abdel Hakim Amer. Ce dernier donne lecture du plan d'attaque. Plusieurs conjurés manquent. Salah et Gamal Salem agiront sur place, dans leur garnison d'El Arich, près de la frontière israélienne. Anouar El Sadate, venant de Rafah, arrivera dans la nuit. Les conjurés se séparent à 18 heures. Le déclenchement des opérations est fixé à minuit. Le plan est brusquement changé en dernière minute : le capitaine Saad

Tewfik prévient Nasser que le général Hussein Farid, chef d'état-major, alerté par une rumeur, a convoqué de toute urgence, pour 22 heures, une réunion des responsables de la sécurité. Nasser avance l'heure « H » de soixante minutes. Il prévient lui-même les conjurés en parcourant la ville à bord de sa voiture (une vieille Morris). Peu avant 23 heures, le 13e régiment d'infanterie, sous le commandement du colonel Ahmed Chawki, commence à encercler l'édifice de l'état-major général de l'armée. Le premier bataillon passe à l'attaque. Youssef Saddik et Amer entrent, revolver au poing, dans le bureau du général Hussein Farid. Celui-ci se défend. Il est aussitôt désarmé. Vers 1 heure 30, les chars, sous la direction de Khaled Mohieddine [9] et Chaffei, encerclent l'aéroport, la gare et la maison de la radio. Au centre de la ville, dans le faubourg résidentiel d'Héliopolis, les carrefours stratégiques sont occupés.

A 3 heures, au lever du soleil, les opérations sont terminées. Les principaux Officiers libres se retrouvent au quartier général. Ils décident d'aller chercher

Néguib qui les attend dans sa résidence privée. A 4 heures du matin, Ali Sabri téléphone à l'attaché naval adjoint des États-Unis. A la même heure, l'alerte est donnée à Alexandrie. Néguib, entouré des Officiers libres, prend le téléphone : le ministre de l'Intérieur l'appelle d'Alexandrie. Des journalistes cairotes et étrangers viennent aux nouvelles. Dans un coin de bureau, Amer rédige l'appel annonçant la prise du pouvoir. D'El Arich parvient la nouvelle de la victoire des frères Salem. Peu après 6 heures, Anouar El Sadate se rend à la radio où il lira un texte habilement conçu comme un appel personnel de Néguib : Au peuple égyptien ! l'Égypte vient de traverser la période la plus sombre de son histoire, avilie par la corruption, désagrégée par l'instabilité… Ces facteurs de dissolution ont affecté l'armée elle-même et constitué l'une des causes de notre défaite en Palestine. Commandée par des ignorants, des incapables et des traîtres, l'armée n'était plus capable de défendre l'Égypte… C'est pourquoi nous nous sommes épurés : l'armée est maintenant entre les mains d'hommes dans la capacité, l'intégrité desquels vous pouvez avoir toute confiance. L'Égypte accueillera notre mouvement avec satisfaction. L'armée est garante de l'intérêt national. Ceux des anciens chefs que nous avons jugé utile d'arrêter seront libérés dès que les circonstances le permettront. Je saisis cette occasion pour mettre le peuple en garde contre ses ennemis et pour lui demander de ne tolérer aucun acte de violence ou de destruction, car de tels actes nuiraient à l'Égypte. Ils seraient considérés comme des actes de violation de la loi…

… Je tiens à rassurer tout particulièrement nos frères étrangers et à leur affirmer que l'armée se considère comme responsable de la sécurité de leurs personnes, de leurs biens et de leurs intérêts… Je supplie mes concitoyens de ne pas écouter les rumeurs malintentionnées. Le calme règne partout. Puisse le Dieu tout-puissant nous venir en aide **10**.

La prise du pouvoir a fait deux morts : deux sentinelles postées à l'entrée du quartier général d'Héliopolis. L'action s'est presque exclusivement déroulée au Caire. Débutant à 23 heures le 22 juillet, elle se termine le 23 à 3 heures du matin. Le soleil se lève sur une Égypte nouvelle dont les Officiers libres sont les maîtres. En dehors de la capitale, seule la garnison d'El Arich a été prise par les conjurés. L'ancien régime n'a opposé aucune résistance.

Prudents, les Officiers libres ne révèlent pas leur identité. Ils font croire à la prise du pouvoir par l'armée. Bien qu'ils détestent le roi, qu'ils tiennent pour un des principaux responsables de l'humiliante défaite de Palestine (1948), ils le laissent partir librement, lui, sa famille, sa cour. Farouk abdique — après une

rapide négociation — le 26 juillet. Il monte sur son yacht et part pour l'Occident.

Il se fixe à Rome. Son fils mineur, Fouad, lui succède en principe. Mais la régence ne devient jamais réalité. Dès qu'il devient évident qu'aucune des puissances impérialistes, tutrices traditionnelles de l'Égypte, n'exige le maintien de la monarchie, les Officiers libres proclament la République (1953 **11**).

La quasi-totalité des Officiers libres — à l'exception notamment d'Anouar El Sadate, fils d'un Tamargi (infirmier rural) — est issue de la petite bourgeoisie arabe urbaine musulmane. A la veille du coup d'État, la stratification sociale de la société civile égyptienne est la suivante (voir tableau page suivante) : La petite bourgeoisie est une classe minoritaire. Elle se situe entre les classes compradores liées à l'occupant et la bourgeoisie nationale d'une part, les masses paysannes et le prolétariat industriel de l'autre. Elle n'est pas homogène. Elle est composée en majeure partie par des petits fonctionnaires, mais aussi par des artisans, des boutiquiers, des petits propriétaires. La langue arabe, un nationalisme confus, un attachement viscéral à l'histoire d'Égypte lui fournissent

— à défaut d'intérêts de classes communs — le ciment de sa fragile unité **12**.

Cette classe place tout naturellement son espérance dans l'État et dans l'armée **13**.

		Population totale		Revenus totaux	Revenu moyen par tête
		Milliers	%	Millions	L.E.
A. *Catégories urbaines*					
Masses prolétarisées	Sans emploi recensé	2 983	37		
	Domestiques	934	12	20	21,4
	Sous-prolétariat	186	2	5	26,8
	Salariés non qualifiés	400	5	16	40,0
Prolétariat		790	10	48	60,8
Petite bourgeoisie	Employés subalternes	1 117	14	118	105,6
	Entrepreneurs traditionnels	736	9	94	127,7
	Cadres	614	8	83	133,5
Grande bourgeoisie		240	3	203	845,8
Total		*8 000*	*100*	*587*	*73,4*
B. *Catégories rurales*					
Masses prolétarisées	Paysans sans terres	14 000	73	50	3,5
	Paysans possédant 1 fraction de feddan	1 075	6	7	6,1
Petite bourgeoisie		2 075	15	76	26,8
Paysans riches		875	5	76	87,4
Grands propriétaires et couches supérieures de la moyenne bourgeoisie rurale (plus de 20 feddans)		150	1	116	773,3
Total et moyenne		*19 000*	*100*	*325*	*17,1*

Tableau établi par M. Hussein, in *Lutte de classes en Égypte, op. cit.*, p. 49.

Un rappel historique : l'Égypte moderne naît avec l'expédition française de 1798 ou plus précisément : avec cette « césarienne » que provoque l'agression de Napoléon de 1798 à 1801 **14.** C'est Méhémet Ali, officier turc né à Cavalla (aujourd'hui située en Grèce), au service du sultan, qui hérite du brusque réveil provoqué par l'occupation étrangère. Le règne de Méhémet Ali (1805-1848) apporte un début d'industrialisation, la construction des premiers barrages sur le

Nil, une fabrication d'armement autonome et surtout : les débuts d'une conscience nationale anti-ottomane **15.** En 1841, le sultan de Constantinople accorde la dignité khédiviale héréditaire aux descendants de Méhémet Ali **16.**

Mais déjà l'impérialisme britannique gangrène les principaux rouages du nouvel État. Le khédive Ismaël (1863-1879) enfin lance le pays dans une

« occidentalisation » forcée **17.** Les étrangers arrivent en grand nombre, le régime des concessions, des tribunaux mixtes, de l'extra-territorialité des communautés étrangères et des privilèges fiscaux voit le jour. En 1882, le colonel Ahmed Arabi déclenche une insurrection nationaliste. Cette insurrection est écrasée. La Grande-Bretagne riposte en proclamant son protectorat sur l'Égypte. L'armée khédiviale est désormais commandée par des officiers britanniques. En 1922, la puissance protectrice accorde une indépendance formelle à la monarchie constitutionnelle égyptienne. La bourgeoisie urbaine autochtone gagne en influence : son parti — le *Wafd* — forme la plupart des majorités parlementaires et des gouvernements. La première banque égyptienne, la banque Misr, est créée en 1920. Autour d'elle évolue toute une bourgeoisie industrielle, marchande. Les structures féodales et semi-féodales des campagnes, par contre, restent intactes.

Le Wafd refuse toute réforme agraire véritable. La misère du peuple s'accroît d'année en année. Le Wafd perd finalement toute crédibilité lorsqu'en 1942

— contre la volonté du peuple et de la cour — la Grande-Bretagne impose (par la force des armes) un gouvernement à ses ordres, présidé par Nahas **18.**

L'Égypte retourne de plus en plus au statut d'une simple colonie d'exploitation.

Sous la conduite d'un roi inepte, l'État se dégrade ; la corruption règne partout.

L'armée est quasiment détruite par la désastreuse guerre de Palestine (1948). En

1951-1952, une crise mondiale du coton achève de désorganiser l'économie **19.**

Les révoltes de la faim se succèdent alors : en janvier 1952 le centre du Caire est en flammes. Ni la cour, ni l'occupant, ni aucun des deux principaux mouvements patriotiques clandestins (Frères musulmans, parti communiste) n'arrivent plus à contrôler la révolte populaire.

Avant d'analyser les principaux textes de Nasser, indiquons quelques repères biographiques qui expliquent partiellement la genèse de sa pensée : Nasser naît le 15 janvier 1918. Son père est sous-administrateur d'un bureau de poste. Sa famille est issue de la toute petite bourgeoisie de Haute-Égypte. Il passe son enfance à Alexandrie. Hegel parle de *l'ironie de l'histoire :* la famille Nasser appartient au clan des Beni-Morr (nom du clan et nom du village dont est

originaire l'arrière-grand-père de Gamal). Beni-Morr veut dire : « les fils de l'amertume ».

1938 : trois sous-lieutenants sortent de l'Académie militaire d'Abassieh. Leurs noms : Anouar El Sadate **20**, Zakaria Mohieddine **21,** Gamal Abdel Nasser. Ils sont envoyés dans une lointaine garnison de Haute-Égypte, à Mankabad, près d'Assiout. Fait important : ces trois hommes appartiennent à la première promotion de la « nouvelle » Académie. En 1936, la puissance tutélaire britannique a concédé l'ouverture de l'Académie militaire aux fils de la petite bourgeoisie arabe.

Malgré ses vingt ans, le sous-lieutenant Nasser a déjà un passé chargé d'agitateur. A l'école secondaire d'Alexandrie, il avait adhéré aux « Chemises vertes », organisation ultra-nationaliste, et violemment anti-colonialiste. Tout son temps libre, il l'avait passé à courir les manifestations de la place Méhémet-Ali, injuriant l'occupant, réclamant un État indépendant, se battant contre la police montée. A Mankabad, l'enfant de la ville découvre brusquement l'horrible misère des fellahs. Elle le bouleverse. Une nuit, sur la colline de Chérif, les trois sous-lieutenants prêtent serment : « Ne pas mourir avant d'avoir libéré l'Égypte de l'occupant britannique. » Le premier noyau de la future société secrète des Officiers libres est né. Serment romantique ? Certes. Mais, sous la direction de Nasser, les trois conjurés commencent à organiser des cellules dans la garnison et à prendre contact avec d'autres unités de la région. Ils cherchent à établir des liens avec des gens n'appartenant pas à l'armée. Jugés dangereux par leur commandant, les trois conjurés sont alors séparés et Nasser est muté à

Alexandrie. Il y rencontre le sous-lieutenant Abdel Hakim Amer, lui aussi originaire de la petite bourgeoisie de Haute-Égypte. Amer devient son ami intime **22**. Ils lient ensemble connaissance avec un officier d'aviation. Abdel Raouf, qui fait partie des Frères musulmans. La société égyptienne est plongée dans une crise profonde : De multiples et puissantes sociétés secrètes (*Société pour la libération de la nation arabe, Frères musulmans, Société pour l'unité et le progrès*, etc.), un parti communiste ancien et dynamique, un mouvement syndical structuré, des mouvements messianiques, le Wafd et une pléiade de groupuscules nationalistes clandestins se disputent l'allégeance des jeunes patriotes. Nasser, Sadate, Amer, Mohieddine subissent les influences les plus contradictoires. Ils évoluent au hasard de leurs lectures, de leurs rencontres.

Trois hommes marquent profondément les jeunes officiers : A Mankabad, en 1938, Aziz-el-Masri, ancien compagnon d'armes d'Atatürk, visite leur garnison.

En 1940, le cheikh Hassan Al-Banna, chef suprême des Frères musulmans,

préside aux cérémonies du Ramadan dans la caserne Maadi, au Caire. Aziz-el-Masri, inspecteur général des forces armées égyptiennes — bientôt destitué, poursuivi par la police de l'occupant, exilé — est un laïc convaincu. Le cheikh Al-Banna est le chef d'un mouvement intégriste religieux. Entre les deux hommes et les Officiers libres l'échange d'idées et de conseils est permanent.

Nasser rencontre Waguih Khalil, révolutionnaire marxiste au rayonnement personnel extraordinaire. Il aura sur le groupe une influence déterminante.

Dans cette première étape, la force des Officiers libres réside dans leur dispersion. Alors que Nasser se trouve à El Alamein, un autre conjuré de Mankabad, Anouar El Sadate, agit au Caire. D'autres officiers, avec lesquels les hommes de Mankabad ont établi des contacts, sont répartis entre Gaza et la Haute-Égypte, au Sinaï ou dans le Delta. Les conjurés, notamment Nasser, obtiennent ainsi en permanence des renseignements sur tout ce qui se passe dans les différentes régions du pays. Ils sont au courant de l'évolution des rapports des forces syndicales, politiques et militaires et peuvent, à tout moment, infléchir leur action selon ces données.

L'événement qui, de manière décisive, entraîne la mutation de la conscience collective de la société coloniale, est le coup de force britannique de 1942.

1942 : Rommel menace la vallée du Nil. Les multiples fractions du mouvement

nationaliste — dont bien sûr les Officiers libres — mettent leur espoir dans l'écrasement de l'armée britannique et la victoire de l'Afrika-Korps. Le Premier ministre Ali-Maher proclame la neutralité de l'Égypte. Il ordonne le retrait des troupes égyptiennes de Marsa-Matruh, c'est-à-dire du front occidental.

Février 1942 : Rommel et les blindés allemands ont pénétré profondément en territoire égyptien. Ils sont à 70 km d'Alexandrie, devant le petit village d'El Alamein, au voisinage immédiat de Sidi Abderrahmane. Au matin du 4 février, des blindés anglais encerclent le palais d'Abidine. Lord Kellearn, ambassadeur de Grande-Bretagne, présente un ultimatum au roi : ou le roi nomme un gouvernement anglophile et mobilise le pays pour la défense contre l'Allemagne ou il sera destitué **23.** Farouk cède. Le chef de la fraction pro-impérialiste du Wafd, Nahas Pacha, devient premier ministre et exécute la politique anglaise.

Ce viol des sentiments nationalistes élémentaires a une double conséquence : il achève de discréditer le Wafd et le roi, il exaspère l'armée. La défaite définitive de l'Allemagne, la perspective d'une longue et immuable occupation coloniale exacerbent la passion anticoloniale, nationaliste, révolutionnaire des Officiers libres (comme d'ailleurs des autres composantes du mouvement national). Nasser — longtemps (3 ans) en garnison au Soudan — est nommé

comme professeur à l'Académie militaire à Alexandrie, en 1945 ; il y étend, renforce les réseaux des Officiers libres. Sadate se lance, avec d'autres camarades, dans le terrorisme groupusculaire : il rate un premier attentat contre Nahas Pacha. Mais le 6 janvier 1946 son groupe abat l'ancien ministre des Finances de Nahas, Amin Osmane. Osmane est exécuté devant son domicile.

1948 : c'est la guerre de Palestine. Pratiquement tous les Officiers libres — sauf Sadate qui est en prison — sont mobilisés. La plupart seront blessés ou tomberont prisonniers. Nasser commande une unité devant Falouga (au Negev) ; il est encerclé, mais tient jusqu'à l'armistice. En 1948 les Officiers libres

— comme toute l'Égypte — font l'expérience de la trahison : Alors que 5,4 %

seulement de la terre de Palestine sont propriété de communautés juives ou de la Jewish Agency les Nations unies avaient voté la partition du pays en 1947.

Curieusement ce que Nasser et ses compagnons retiennent de cette guerre ce n'est pas — en premier lieu — l'agression israélienne, c'est la trahison de l'Angleterre. Des officiers anglais servent dans l'armée égyptienne. Ils trahissent

devant l'ennemi. Des officiers anglais commandent la Légion arabe, troupe d'élite, recrutée en Jordanie ; ces officiers trahissent. Certaines unités anglaises, en garnison en Palestine, remettent, en se retirant, leurs armes à la Haganah.

Enfin, le roi Abdallah, souverain de Jordanie, mais sous tutelle britannique, signe un armistice « prématuré » avec Israël[24]. La méfiance indéracinable et quasi pathologique que nombre d'Officiers libres — et notamment Nasser —

nourrissent face aux puissances occidentales s'enracine dans l'expérience de 1948. 1951 : les troupes d'occupation anglaises, concentrées dans la zone anglaise du canal de Suez, subissent l'assaut des feddayins. Les Officiers libres participent à la guérilla. 26 janvier 1952 : l'État se défait, Le Caire est livré au chaos, le long du Nil les hôtels, magasins, bureaux, appartements flambent ; l'incendie, le pillage détruisent tout le centre de la ville. Juillet 1952 : *Dhobat El-Ahrar*, les « Officiers libres » prennent le pouvoir et inaugurent une époque nouvelle dans l'histoire de l'Égypte. A l'aube du 23 la voix chaude, curieusement chantante de Sadate retentit sur les ondes : « Redresse-toi, ô mon frère ; l'heure de l'humiliation est passée… »

II. La résurrection de la « communauté historique ».

Arrivé au pouvoir par une conjuration clandestine, suivie d'un coup d'État armé, Nasser conçoit sa mission comme celle d'un « rassembleur », d'un

« libérateur », d'un « rédempteur » du peuple d'Égypte. La lutte de classes

(égyptienne ou planétaire) tient peu de place dans son système d'auto-interprétation. Nasser assume une mission solitaire : la caravane (le peuple) a besoin d'un guide. Il sera ce guide.

La libération du peuple passe par la redécouverte de la communauté historique précoloniale. Ou, plus précisément, par la construction d'une identité collective alternative qui se nourrit de l'événementialité, des images d'une communauté précoloniale capable de mobiliser les forces de résistance, de lutte du peuple.

Aucun combat anti-impérialiste victorieux n'est possible pour Nasser sans la redécouverte, la renaissance de la communauté historique précoloniale.

Mahmoud Hussein a raison de dire que la révolution nassérienne est essentiellement d'ordre « superstructure[25] ». Nasser rompt radicalement avec

tout assujettissement politique, symbolique, idéologique. Il fouille le passé, le réorganise et met au jour ses lignes de force, sollicitant l'imagination, créant une vision et mobilisant graduellement les significations précoloniales. Celles-ci, recomposées, organisées et totalisées en fonction d'un combat libérateur, serviront à cette construction grandiose encore à naître : l'identité culturelle, politique et symbolique d'une communauté africaine, si longtemps et si injustement brimée par les occupants étrangers.

Nasser :

J'ai toujours dit que le meilleur moyen de résoudre un problème était de remonter à son origine, d'aller jusqu'à la racine du mal. A mon avis, on ne peut négliger l'Égypte pharaonique ni l'interaction de la culture grecque et de la nôtre. L'invasion romaine et la conquête islamique, ainsi que les vagues de migration arabes qui les ont suivies, ont marqué profondément notre pays…

Plus loin :

Je suis également d'avis que nous devons nous étendre longuement sur les circonstances dans lesquelles nous avons vécu au Moyen Age. Car si les Croisades ont marqué les premières lueurs de la Renaissance en Europe, elles ont annoncé le commencement de l'époque obscure de notre pays.

Notre peuple a supporté tout seul le choc de ces batailles ; elles l'ont laissé complètement appauvri et sans secours aucun **26**…

Plus loin encore :

Notre rôle est celui d'un guide, ni plus ni moins, un guide pour une période définie, avec un temps donné… Combien notre pays aujourd'hui est semblable à une caravane qui a dû emprunter une certaine route ! La route était longue ; les brigands et les voleurs de grand chemin attaquèrent la caravane ; un mirage la fourvoya ; et, finalement, elle se dispersa, chaque groupe errant vers un endroit différent et chaque individu prenant une direction différente…

Combien notre mission, dans ces circonstances, est semblable au rôle de celui qui sort de son chemin pour rassembler ceux qui errent, les voyageurs perdus, afin de les remettre sur la bonne voie et les laisser avancer de leur propre cas… Ceci est notre rôle, et je ne puis en imaginer un autre. Si je prétendais résoudre tous les problèmes de notre pays, je serais un rêveur ; et je n'aime pas me

cramponner aux rêves **27**.

Mission solitaire du prophète :

… Je savais pertinemment, depuis le commencement, que notre mission ne serait pas facile et qu'elle nous coûterait beaucoup de notre popularité.

Nous devons parler franchement et directement aux gens. Nos prédécesseurs n'offraient au peuple que des rêves et ne disaient que ce que les gens aimaient à entendre… J'ai dit auparavant que le succès de la Révolution dépendait de la compréhension des faits réels auxquels nous devons faire face, ainsi que d'une action rapide. A ceci, j'ajoute qu'elle doit se libérer des mots fleuris, et unir ses efforts pour accomplir ce qu'elle estime être de son devoir, même au risque de perdre sa popularité. S'il n'en avait pas été ainsi, nous aurions dû renoncer à la confiance mise en la Révolution et en ses responsables **28.**

Et, pour finir, cette parole orgueilleuse :

L'antagonisme populaire n'affecte en rien la situation **29**.

« L'archaïque est le noyau dur, ce qui est le plus ancien est le plus actif » dit Régis Debray **30**.

Le nassérisme transclassiciste n'est donc pas réductible à un messianisme islamocentrique, ou, plus limitativement encore, panarabe. Ce n'est pas un mouvement de renaissance ethno-ou religio-centrique. Il est, de manière plus générale, plus originale et plus profonde, la *réhabilitation de toute l'histoire*

précoloniale des communautés historiques du continent. Par son œuvre écrite, par sa parole et par les démarches constitutives de sa stratégie à la direction de l'État (plus particulièrement pendant la décennie 1957-1967), Nasser oppose constamment une histoire autre à l'histoire coloniale.

Quand je dis histoire coloniale, je veux parler de la vision totalisante de l'homme, de son devenir planétaire, de son passé vécu, des relations constitutives qui le gouvernent, de la succession des formes d'organisation sociale dans le temps, des modalités de ces successions et des rapports synchroniques entre formations sociales de types différents, que le vainqueur a imposées de tout temps au vaincu. *Nasser lui oppose la vision des vaincus*. Il le fait en évoquant interminablement, dans ses discours et ses écrits, la

communauté historique qui préexiste à l'occupation étrangère du sol, des corps et des esprits. Cette communauté est réelle et fictive à la fois. Ses forces de révolte ne s'enracinent pas dans une raison sociale mais dans une raison métasociale d'ordre moral **31**. Ce n'est pas une querelle entre historiens que Nasser déclenche. C'est une lutte existentielle aux dimensions planétaires et aux enracinements métasociaux. Je le répète : cette communauté historique précoloniale que Nasser invoque est tout à la fois fictive et réelle : selon toute évidence, Nasser invoque et mobilise un passé glorieux de résistance, de lutte, qui relève d'une imaginaire diachronie événementielle, mais en même temps l'évocation de cette diachronie répond réellement au désir des foules, enflamme les esprits et jette dans le combat nationaliste des millions d'hommes.

Alexandrie, 26 juillet 1956. Sur la grande place Méhémet-Ali, Nasser parle pendant plus de six heures déjà de la grandeur précoloniale de l'Égypte, de la misère du peuple, de la trahison infligée à l'Égypte par le gouvernement américain **32**. Brusquement il s'écrie : « Notre peuple a été piétiné, je déclare en son nom qu'à partir de demain, le canal sera nôtre. » La foule, délirante, l'approuve, crie son enthousiasme. Le peuple se presse dans les rues de la ville, il fait un immense cortège au vainqueur du verbe. Des siècles d'humiliation semblent en un instant vengés. L'impérialisme capitaliste vient de subir une des plus cruelles défaites de son histoire en terre d'Afrique. Il y aura l'agression de la Grande-Bretagne, de la France et d'Israël, les complots successifs, une nouvelle guerre. Le canal retombera passagèrement entre les mains de l'ennemi.

Mais jamais, depuis ce 26 juillet, la parole de Nasser ne cessera d'habiter l'imagination du peuple comme le signe le plus tangible, le plus concret de sa dignité retrouvée, de son humiliation vengée.

Nasser, en brisant l'universalité du discours occidental, abolit d'un seul coup

la subordination d'une civilisation à une autre, la soumission des systèmes symboliques africains au système de significations du colonisateur, plus brièvement : toute l'imbécile théorie de l'évolution unilinéaire des formations sociales humaines. Dès ses premiers énoncés, il revendique la spécificité irréductible des sociétés africaines et arabes, de leurs histoires et de leurs peuples. Longtemps et vainement, l'Africain avait cherché le reflet confus de son visage dans le miroir déformant que lui tendait l'Occident. Nasser brise ce miroir. A la conscience africaine et à sa quête future, il découvre un vaste monde, inconnu jusqu'alors, de motivations, de significations, de rêves et de

désirs non acculturés.

Quel est le rôle tenu par l'Islam dans la reconstruction de l'identité alternative, de la renaissance de la communauté historique ? Ce rôle est extrêmement ambigu.

Nasser dit :

Lorsque je considère les 80 millions de musulmans d'Indonésie, les 15 millions de Chine, les quelques millions de Malaisie, de Thaïlande et de Birmanie, les 100 millions du Pakistan, lorsque je considère les musulmans du Moyen-Orient qui sont bien plus de 100 millions, les 40 millions d'Union soviétique et les millions d'autres dans les parties les plus reculées du monde, lorsque je médite sur ces centaines de millions de musulmans, tous soudés en un tout homogène par la même foi, je suis de plus en plus conscient de ce que leur collaboration peut leur faire accomplir. Cette collaboration leur procurera, à eux et à leurs frères-en-l'Islam, un pouvoir illimité **33.**

Or, à la même époque, Nasser accorde une interview à Jean Lacouture au cours de laquelle il lui fait cette confidence :

Franchement, j'en suis encore à me demander, après huit mois de pouvoir, comment on pourrait bien gouverner d'après le Coran ! Bien sûr, ce n'est pas seulement un ouvrage spirituel comme la Bible ou l'Évangile, il donne des règles de vie publique aussi bien que des préceptes de vie privée. Mais il est susceptible de tant d'interprétations ! Ce à quoi nous tenons, c'est à ne pas entrer en contradiction avec lui. Remarquez : si anciennes qu'elles soient et si inapplicables en apparence à la vie moderne, la plupart des prescriptions qu'il formule sont plus raisonnables qu'on le dit souvent… Le Coran est un livre très ouvert, voyez-vous, c'est bien pour cela qu'il ne me

paraît pas de nature à servir de doctrine politique. En somme, la leçon que l'on découvre dans le Coran dépend de l'esprit du dirigeant qui la met en pratique **34**.

Face à l'Islam, les Officiers sont profondément divisés. Anouar El Sadate proclame toute sa vie durant la foi rigide, orthodoxe de ses parents fellahs **35.**

Khaled Mohieddine, Ali Sabri font une évolution inverse : fortement influencés par l'idéologie marxiste — le premier se dit marxiste musulman **36** —, ils prônent un matérialisme agnostique. Nasser se situe quelque part au milieu. Il

condamne publiquement toute attaque contre la religion. Il fréquente la mosquée, observe les rites. Mais en tant que chef d'État il favorise l'enseignement public gratuit, il crée des universités destinées à former une élite laïque moderniste. La plus puissante d'entre elles est aujourd'hui l'université Ain-Shams (« La source du soleil »), située dans la banlieue du Caire, abritant plus de 12 000 étudiants.

L'université Al-Azhar, les collèges coraniques perdent graduellement de leur influence. Sous Nasser la discrimination administrative des coptes et autres groupes non musulmans, chrétiens ou autres, s'intensifie. Mais les Frères musulmans subissent la persécution policière, souvent la torture, parfois la mort.

En matière de politique étrangère, les choses sont plus compliquées. Durant la période allant de 1956 (nationalisation du canal de Suez) à 1958-1961 (union avec la Syrie) et jusqu'en 1963 (nationalisation des principales banques), la propagande nassérienne présente le Raïs comme le Rassembleur des musulmans, le Commandeur des croyants. Or, durant cette même période, Nasser favorise partout — en Irak, en Syrie, au Yémen — la montée au pouvoir des nouvelles classes urbaines laïques. Au Yémen, son armée mène une guerre meurtrière de six ans contre les troupes de l'ancien iman (renversé par des officiers nassériens) et ses alliés saoudiens. Il déjoue, à trois reprises, la constitution d'un front arabe islamique conduit par l'Arabie Saoudite. Si je devais, en peu de mots, résumer l'impression qui se dégage de la lecture des textes de Nasser, je dirais que pour lui l'Islam constitue un élément essentiel de l'identité alternative du peuple égyptien dominé, aliéné par la colonisation ; mais qu'en même temps l'Islam constitue pour Nasser un frein au développement économique et aux grandes réformes sociales mises en œuvre dès 1954 ; Nasser s'impatiente devant les résistances que lui oppose la société égyptienne campagnarde ; ces résistances, il les attribue principalement à l'influence qu'exerce sur les paysans un Islam dépassé, figé, rétrograde.

Dernière remarque : cette conscience alternative, ce savoir qui totalise

l'ensemble des identités précoloniales africaines et qui les oppose, comme totalité alternative, justement, au système de significations imposé par la violence du monde blanc, est *un savoir universel*. La communauté historique précoloniale que Nasser évoque est porteuse de valeurs qui annulent, lorsqu'elles sont invoquées, le système symbolique du colonisateur, quel qu'il soit et quel que soit le peuple qu'il opprime. Car ces valeurs sont, pour parler comme Isaiah Berlin, « la revanche de l'humanité insultée **37** ».

Écoutons ce qu'en dit Nasser :

Les temps sont révolus où la piraterie colonialiste spoliait les richesses de certains peuples au bénéfice d'autres sans le contrôle d'une loi ou d'une morale quelconque. Il faut mettre fin à toutes les séquelles de cette situation qui peuvent encore subsister, en particulier en Afrique…

… Il y eut d'autres expériences de progrès qui atteignirent leurs buts au détriment du peuple militant et malheureux qu'on exploitait, soit dans l'intérêt du capital, soit sous la pression d'une doctrine totalitaire, qui allèrent jusqu'à sacrifier des générations vivantes au bénéfice de générations qui n'avaient pas encore vu le jour…

La nature de notre époque n'admet plus cet état de choses. Le progrès par voie de spoliation ou par voie de travail forcé n'est plus tolérable dans le cadre des nouvelles valeurs humaines. Les valeurs humaines ont eu raison du colonialisme comme elles ont eu raison du travail forcé **38**…

Partout en Afrique, Nasser met en œuvre l'universalité de ces valeurs. Il appuie activement la lutte de libération du peuple algérien **39**. Conseillé, aidé par Mehdi Ben Barka, il appuie, finance, arme la deuxième insurrection lumumbiste au Congo en 1964-1965. Un de ses actes anti-impérialistes les plus importants, mais aussi l'un des moins spectaculaires, sera, dès sa prise de pouvoir, la lutte contre le condominium anglo-égyptien au Soudan **40**. Pour la mener à bien, il fallait, de la part d'un chef d'État égyptien, un courage politique, militaire, personnel, dont on mesure difficilement l'ampleur aujourd'hui. Dans la mentalité de l'Égyptien moyen, les Soudanais étaient, depuis le temps des pharaons, les esclaves, les serviteurs, les domestiques « naturels » des gens du Caire, le Soudan étant tenu pour une terre sur laquelle l'Égypte jouissait d'un droit imprescriptible **41**. Nasser renonce librement à l'exercice de la souveraineté égyptienne sur le Soudan, puis il affronte la Grande-Bretagne, imposant à Londres une humiliante démarche de renonciation commune. Le condominium

prend fin en 1955. La République du Soudan est proclamée. La révolte des soldats noirs soudanais de l'Equatoria Corps, à Juba, ne changera rien à sa détermination d'apporter la liberté partout où l'Afrique se trouve asservie **42**.

III. La chute du Messager.

La révolution nassérienne passe par quatre étapes successives :

— La première dure de 1952 à 1956. Elle a pour objectif essentiel la prise en main de l'appareil de l'État et de l'armée par les Officiers libres et les nouveaux cadres acquis à leur projet. La rupture avec l'ancienne classe politique, mais aussi avec l'intelligentsia — très puissante en Égypte — de la gauche marxiste, est brutale [43]. Une première réforme agraire est opérée. Elle vise à briser le pouvoir des latifundiaires et à créer une classe nouvelle de petits propriétaires.

— La deuxième étape commence avec le refus américain de cofinancer le barrage d'Assouan. Nasser nationalise le canal de Suez. La France, l'Angleterre, Israël envahissent l'Égypte (Sinaï et zone du Canal). Les Officiers libres découvrent brusquement toute la puissance, toute l'étendue de la conspiration internationale (et interne) qui s'est liguée contre eux. A partir de la fin 1956, le régime prend des mesures draconiennes afin de s'assurer le contrôle de l'appareil de production, de la production symbolique comme de la production matérielle. En même temps, il mène — en dehors de ses frontières — une politique anti-impérialiste active et résolue.

— Dès juillet 1961 commence une étape nouvelle qui durera jusqu'à la défaite de juin 1967 : le régime militaire cherche l'institutionnalisation ; ou, plus précisément, détenant sans conteste le pouvoir d'État, il vise maintenant à remodeler en profondeur la société civile. Il cherche donc des assises populaires par la création de mouvements dont nous verrons la naissance, l'éphémère existence et la mort.

— La quatrième étape s'ouvre sur le désastre de juin 1967. Le 9 de ce mois, l'armée égyptienne est pratiquement détruite. De 1967 à sa mort en 1970, Nasser entreprend la reconstruction des forces armées : 130 000 jeunes gens, pour la plupart hautement qualifiés, dotés d'une conscience politique aiguë, occuperont

— grâce au service volontaire — les rangs inférieurs du corps des officiers. Ils seront les héros (et les artisans) de la victoire d'octobre 1973.

Répétons-le : le présent chapitre ne vise pas à analyser le régime nassérien, ses réalisations, ses échecs. Notre propos est plus modeste : comprendre la rupture

épistémologique avec l'univers colonial opérée par Nasser, définir la

« conscience anticipée » dont il est porteur et expliquer sa théorie de la

« communauté historique » qui marque profondément la plupart des

mouvements de libération africains des années soixante et soixante-dix.

Il nous reste ici à évoquer un paradoxe : l'homme qui exerce une influence profonde, souvent déterminante sur la plupart des leaders africains de l'époque de la décolonisation et de l'époque contemporaine, a été incapable de créer dans son pays un mouvement social (parti, mouvement de masse, front, etc.) destiné à recueillir ses idées.

En d'autres termes : le prophète qui défie les puissances du capitalisme mondial est incapable de fonder le moindre mouvement populaire.

En 1952, le *Comité de défense de la révolution* se dissout. C'était une organisation destinée à s'enraciner, à se transformer en mouvement d'appui massif au coup d'État du 23 juillet et à soutenir les Officiers libres qui l'avaient réalisé. Le 28 mai 1957, un décret de la présidence fonde l' *Union nationale*. Elle doit devenir l'organisation de masse, la courroie de transmission dont le prophète solitaire et ses disciples ont besoin pour accomplir leurs réformes sociales. Ces réformes sont imposées par la rupture avec l'impérialisme, l'agression de 1956 et la découverte des ennemis « intérieurs ». Mais cette union n'aura jamais d'existence réelle. Le peuple ne suit pas le mouvement, une bureaucratie sans projets concrets occupe au bord du Nil de somptueux immeubles et attend en vain les militants. Cinq ans plus tard, Nasser fait une nouvelle tentative pour relancer le mouvement. Le 21 mai 1962, il parle pendant six heures de la *Charte de l'Action nationale* à un parterre de dignitaires de la société civile et de la société d'État, rassemblés dans la grande salle de cérémonie de l'université du Caire. Une nouvelle organisation de masse naît : le *Congrès national des forces populaires*. Elle ne sera, comme toutes celles qui l'ont

précédée,

qu'une

carcasse

vide,

un

appareil

bureaucratique

mystérieusement boudé par le peuple.

Nasser a donc été incapable de fonder un mouvement social structuré, un syndicat, un parti politique, voire même la plus vague des organisations de masse. Dès 1970, sans rencontrer de résistance organisée, Sadate put ainsi liquider la plus grande partie de l'œuvre nassérienne acquise au cours de dix-huit ans de lutte, mener une politique économique et étrangère inversées. Autrement dit, Nasser n'a pas su bouleverser la stratification sociale de l'Égypte, modifier le rapport de classes, détruire les bases d'une nouvelle bourgeoisie d'État, capitaliste et marchande. Il n'a pas su empêcher le retour en force d'une

oligarchie compradore. La rupture de Nasser avec l'univers colonial est, pour reprendre

le

terme

de

Rifaad

et

Bahgat

El

Nadi,

purement

« superstructurelle **44** ».

Mais Gamal Abdel Nasser a à jamais détruit le système de violence symbolique du colonisateur. Cette vision de la communauté précoloniale, cette revendication de l'égalité congénitale des différentes histoires de peuples différents qu'il a proclamées ont permis au peuple d'Égypte, et à ceux d'Afrique de reconquérir

dignité et confiance en soi. Nasser n'a certes pas créé de mouvement de libération continental ni même national, institutionnalisé et organisé. Mais partout où il allait, il créait une « société instantanée », c'est-à-

dire la fusion la plus intense de milliers d'individus. Ismaël Sabri Abdallah dit : Du Golfe à l'Atlantique, le monde arabe s'arrêtait chaque fois qu'Oum Koulsoum chantait… ou que Nasser parlait [45].

Rarement au cours de l'Histoire on a vu foule d'hommes plus nombreuse, plus soudée, plus décidée à l'action collective immédiate, plus soumise aussi à la volonté d'un seul individu qu'en ce jour du 26 juillet 1956 où Nasser prononça son discours d'Alexandrie. Jusque dans la défaite, jusque dans la mort, Nasser a su stimuler les foules, rassembler les hommes.

Juin 1967 : son armée, écrasée, vient de capituler. A la télévision, le président, le visage défait, fait cette déclaration : « Je démissionne, je remets mon pouvoir au peuple, je pars. » Quelques minutes plus tard, le pont Kasr-el-Nil est envahi de milliers de personnes, hommes, femmes, enfants qui se ruent vers Héliopolis.

Ils hurlent, ils pleurent, ils implorent : « Reste avec nous, Gamal, ne nous abandonne pas, Raïs ! » La nuit retentit de ce cri du peuple vaincu. Celui qui avait conduit son peuple à la défaite se trouvait, à ce moment précis, à l'apogée de sa gloire.

En septembre 1970, c'est la fin. Nasser, épuisé, vaincu par la trahison américaine — il vient d'accepter le plan Rogers qui ouvre la voie au massacre des Palestiniens par le roi Hussein [46] — se couche pour mourir. Il a 52 ans.

Rifaad et Bahgat El Nadi commentent ainsi cet épisode :

Depuis la guerre des Six Jours, au-delà de toutes les péripéties politiques, Nasser et les feddayins avaient fini par être associés dans une même et complexe espérance. Nasser représentait la continuité de la lutte nationale arabe depuis quinze ans… avec l'autorité que le monde entier avait fini par lui reconnaître. La résistance palestinienne représentait la nouvelle jeunesse

de cette lutte, avec le mérite historique d'avoir parlé au nom de tous — et payé pour tous — au lendemain de la défaite… Et voilà que le père et le fils mouraient en même temps. Le monde arabe perdait en l'espace de quelques jours les deux foyers de sa confiance en soi [47].

Nasser, victime du surmenage, du diabète, subit une troisième crise cardiaque.

Il meurt dans la soirée du 28 septembre dans sa modeste maison à Manshiyyat al-Bakri. Le corps est transporté à l'ancien siège du Conseil de la Révolution, à la mosquée Abdel-Nasser. Puis c'est les funérailles… Pleurant en silence ou criant leur désespoir, 6 millions d'Égyptiens suivent son cercueil. De la Citadelle au Khan-Khalil, de Ghezireh à Al-Qubbah, des rives du Nil jusqu'aux abords du désert, Le Caire n'est plus qu'une plainte sans fin.

1.

L'organisation s'appelle *Dhobat El-Ahrar ;* le nombre de ses adhérents n'a jamais été déterminé avec certitude : 12 officiers composent le noyau directeur dans la clandestinité. En 1952 ce noyau se transforme en *Conseil de la Révolution* institutionnalisé. En 1953 ce Conseil atteint le nombre maximum soit 14 membres, dont les principaux survivants sont : Sadate, les deux Mohieddine, Hussein Chaffeï, Hassan Ibrahim, Abdellatif Boghdadi, Ali Sabri. L'appartenance de ce dernier aux 14 du Conseil de 1953 est contestée par J.-P. Péroncel-Hugoz (lettre à l'auteur du 4 janvier 1979).

2.

J. Berque, *L'Égypte, impérialisme et révolution* , nouvelle édition en préparation, Paris, Éd.

Gallimard, 1re éd. 1967. — S. et J. Lacouture, *L'Égypte en mouvement* , Paris, Éd. du Seuil, 1re et 2e éd. — A. Abdel-Malek, *La Pensée politique arabe contemporaine* , Paris, Éd. du Seuil, 1975 et *Égypte, société militaire* , Éd. du Seuil, 1962. — M. Rodinson, *Marxisme et Monde musulman* , Paris, Éd. du Seuil, 1973. — S. Amine, *La Nation arabe, nationalisme et lutte de classe* , Paris, Éd.

de Minuit, 1976. Rifaad et Bahgat El Nadi signent sous le pseudonyme de Mahmoud Hussein : *La Lutte de classes en Égypte 1945-1968* , Paris, Maspero, 1969 et *Les Arabes au présent* , Paris, Éd. du Seuil, 1974. — C. Estier, *Nasser* , Paris, Plon, 1964. — J. Lacouture, *Nasser* , Paris, Éd. du Seuil, 1970.

3.

J. Berque, *L'Égypte, op. cit* ., p. 523.

4.

Le terme de compatriote désigne ici tous les auteurs d’origine arabe : Anouar Abdel-Malek est égyptien, Hichem Djaït, tunisien.

5.

A. Abdel-Malek, *La Pensée politique arabe contemporaine, op. cit.* , p. 21.

6.

H. Djaït, *La Personnalité et le Devenir arabo-islamique* , Paris, Éd. du Seuil, 1974, p. 83.

7.

H. Djaït, *op. cit* ., p. 38-84.

8.

Khaled Mohieddine et son cousin Zakaria.

9.

Le plus jeune des conjurés : il n’a que vingt-sept ans, Nasser en a trente-quatre, les autres entre vingt-huit et trente-sept ans sauf Neguib qui est plus âgé.

10.

Publication du ministère de l’Information, Le Caire, 1952, Doc. no 401, YK.

11.

De juillet 1952 à juin 1953 il y eut un conseil de régence, avec pour roi Ahmed-Fouad II, fils de Farouk.

12.

Le polyclassicisme de l’idéologie nassérienne trouve ici une de ses explications les plus plausibles.

13.

Le traité anglo-égyptien de 1936 négocié par Nahas Pacha à Montreux confirma l’indépendance de 1922 et ouvrit l’Académie militaire à la petite et moyenne bourgeoisie autochtone.

14.

Le terme heureux de « césarienne » est de J.-P. Péroncel-Hugoz, in *Le Monde* , 22 décembre 1977.

15.

Les Ottomans régnaient sur l’Égypte depuis 1517, date à laquelle le sultan Selim avait uni la vallée du Nil à la Sublime Porte.

16.

Le traité de Londres (1841) maintient toutefois la souveraineté formelle de la Sublime Porte sur l'Égypte. Une précision : Méhémet Ali abandonne le pouvoir à son fils Ibrahim en 1848 ; celui-ci meurt peu après. Bien que malade, Méhémet reprend le pouvoir pour une année.

17.

Ces étrangers sont d'abord d'origine européenne (française, britannique, grecque, italienne, maltaise). Ils dominent rapidement les principaux commerces (notamment l'exportation du coton), l'industrie et la banque égyptiens. Cependant, dès 1860, les survivants syro-libanais des persécutions chrétiennes dans la montagne libanaise et syrienne affluent en Égypte. Ils formeront une sorte de petite bourgeoisie compradore, dominant le petit commerce et rivalisant avec la petite bourgeoisie autochtone pour l'occupation des postes de petits fonctionnaires et employés subalternes des maisons de commerce étrangères.

18.

Wafd veut dire *délégation* . Le parti fut créé en 1918 lorsqu'une délégation — réclamant une constitution, l'indépendance — se rendit auprès du roi… Entre 1920 et 1952 le Wafd, parti nationaliste d'opposition, a été au pouvoir pendant six ans seulement. Nahas, wafdiste, accepte à contrecœur le compromis avec les Anglais (lettre de J.-P. Péroncel-Hugoz à l'auteur, 4 janvier 1979).

19.

En l'espace de seize mois le prix de la tonne de coton tombe de 67 L.E. à 33,5 L.E.

20.

Anouar El Sadate, ami intime de Nasser depuis sa dix-huitième année, devient le second Raïs en 1970. Voici quelques repères biographiques : Sadate naît en 1918 dans une famille de paysans journaliers. Son lieu d'origine : le petit village de Mit Aboul Kum dans le Delta. Son père est un ancien brancardier de l'armée devenu infirmier de village, sa mère une servante soudanaise. En 1936, il parvient à entrer à l'Académie militaire d'Abassieh. Conspirateur né, Sadate s'engage dans le

combat anti-anglais. Après l'assassinat du ministre wafdiste des Finances Amin Osman, Sadate est arrêté. Il reste incarcéré à la prison Kura-Meidan pendant dix-huit mois ; il est acquitté faute de preuves. Rayé des cadres de l'armée, il devient camionneur, puis journaliste. Brillamment intelligent, profondément croyant, patriote, il est de toutes les résistances et entretient des liens clandestins avec une multitude d'organisations anticoloniales et antiroyalistes. Durant la Deuxième Guerre mondiale, il noue des relations jamais éclaircies avec les services secrets du maréchal Rommel en Libye. En 1950 il retrouve l'armée et son grade de capitaine. A l'aube du 23 juillet 1952, c'est lui qui lit à la radio la première proclamation des Officiers libres.

Sadate, farouchement anticommuniste, animé d'un intense patriotisme, ne joue guère de rôle politique réel durant le règne de Nasser. Sadate est président de l'Assemblée nationale. En 1964, il devient vice-président de la République : il est confirmé à ce poste en 1969. En 1970 il succède à Nasser. La même année, un plébisciste fait de lui le second Raïs de l'Égypte moderne. Sadate s'est longuement expliqué sur sa vie passée, ses choix politiques, sa foi religieuse dans deux livres : *Révolte sur le Nil* , Paris, Amiot, 1957, et *A la recherche d'une identité, histoire de ma vie* , Paris, Fayard, 1978.

21.

Zakaria Mohieddine devient le successeur de Nasser pendant quelques heures le 9 juin 1967 (Nasser démissionne, puis — sous la pression de la foule — reprend sa démission).

22.

Cette amitié dure jusqu'en 1967. Amer, devenu maréchal, est tenu pour responsable de la défaite de 1967. Il se suicide.

23.

Le Caire et les autres ville de l'Égypte grouillent d'agents allemands : les deux agents chargés par Rommel du contact avec les Officiers libres, Abler et Sandy, sont arrêtés par l'Intelligence Service.

Leur radio est déposée au domicile de Sadate.

24.

A. El Sadate, *A la recherche d'un identité, op. cit* ., p. 103 s.

25.

M. Hussein, *La Lutte des classes en Égypte, op. cit* ., p. 121.

26.

G. A. Nasser, *La Philosophie de la révolution ;* le livre est paru au Caire, aux éditions d'État, en 1954. C'est probablement un recueil de notes diverses, d'esquisses jetées sur le papier au fil de plusieurs années. Quelques-uns des passages les plus importants ont été rédigés après le 23 juillet 1952 car Nasser se réfère souvent à cette date. Comme c'est le cas pour la plupart des publications éditées par les services officiels du Caire (de l'époque), *La Philosophie de la révolution* est sortie simultanément en plusieurs langues. Parlant peu le français mais parfaitement l'anglais, Nasser a revu personnellement la première édition. J'ai retraduit de l'anglais les extraits cités ici ; ils ne correspondent pas toujours à l'édition française du livre.

27.

Ibid.

28.

Ibid.

29.

Ibid.

30.

R. Debray, « Marxisme et Question nationale », in revue *Critique communiste* , Paris, no 10,

dialogue Debray/Rossi.

31.

G. Chaliand fait cette observation pertinente : « Au sein de cette communauté, il

n’y a pas place pour une quelconque lutte de classe, d’autant mieux rejetée ou masquée qu’aucune couche sociale, tout au long du régime, ne sera condamnée pour sa nature de classe, mais pour des raisons morales. » Il ajoute : « Il est vrai que souvent, c’est au travers de motivations morales que s’opère la prise de conscience de l’injustice et de l’inégalité. » *Mythes révolutionnaires du Tiers Monde* , Paris, Éd. du Seuil, 1976, p. 145.

32.

Un ingénieur grec du nom de Daninos persuade les Officiers libres dès 1952 d’entreprendre les travaux d’Assouan : le gigantesque barrage devait ajouter 850 000 feddans aux terres arables d’Égypte. L’Égypte négocie le financement avec la Banque mondiale, sous la surveillance des États-Unis. Or, en 1955, Nasser participe aux congrès de Bandung et adopte une politique étrangère « non alignée ». Il avait auparavant refusé d’adhérer au pacte de Bagdad. Le 19 juillet 1956, John Forster Dulles déclare que l’« économie d’Égypte est en faillite » et que la Banque mondiale et les États-Unis renoncent à financer le barrage…

33.

G. A. Nasser, *La Philosophie de la révolution, op. cit.*

34.

S. et J. Lacouture, *L’Égypte en mouvement, op. cit.* , 1re éd., p. 442.

35.

A. El Sadate, *Révolte sur le Nil, op. cit., et A la recherche d’une identité, op. cit.*

36.

Khaled Mohieddine, appelé par le peuple le « Major rouge », a fait son pèlerinage à La Mecque.

37.

I. Berlin, « The bent twig, a note on nationalism », in revue *Foreign Affairs* , no 1, vol. 51, p. 30.

38.

G. A. Nasser, « La Charte d'Action nationale », cité chez A. Abdel-Malek, *La Pensée politique arabe contemporaine, op. cit* ., p. 120-121.

39.

Nasser a puissamment soutenu la révolution algérienne ; cf. notamment Mohamed Lebjaoui (premier dirigeant de la Fédération de France du FLN) : *Vérités sur la révolution algérienne* , Paris, Gallimard, 1970.

40.

Certains auteurs affirment que pendant une période allant de 1952 à 1954, Nasser tenta d'intégrer le Soudan à l'Égypte. Constatant l'échec de cette tentative, il aurait imposé à l'Angleterre l'indépendance du Soudan (cf. notamment Y. Person, lettre à l'auteur).

41.

L'Égypte, depuis la 12e dynastie pharaonique, revendique le contrôle de toute la haute-vallée du Nil ; les émissaires des pharaons ont pénétré jusqu'au pays de Pount, situé à hauteur de l'actuelle Somalie.

Mais c'est Méhémet Ali qui, au XIXe siècle, a installé des postes et des garnisons militaires tout au long du fleuve jusqu'au Sudd, région de l'actuel Sud-Soudan où le Nil se perd dans d'immenses étangs couverts de fleurs.

42.

Comme tout homme, Nasser est contradictoire et ambigu. L'équivoque surgit au cœur de l'action

révolutionnaire la plus solidaire. Elle prend alors le masque de l'ethnocentrisme. Nasser : « Gardiens de l'issue septentrionale du continent africain et son trait d'union avec le monde extérieur… il nous est impossible de nous dérober à la tâche d'étendre notre civilisation jusqu'au centre de la forêt vierge » (G. A. Nasser, *Philosophie de la révolution, op. cit.*).

43.

Entre Nasser et le PC l’opposition est violente : un millier environ de communistes sont tués, torturés ou emprisonnés. Mais en 1956, après l’annonce de la nationalisation du Canal, le PC est pris de vertige : il se rallie à Nasser. Les persécutions reprennent moins de quatre ans après.

44.

M. Hussein, *op. cit* ., p. 121.

45.

Conversations avec l’auteur, 1977, 1979 et 1980 ; Sabri Abdallah, dirigeant communiste, économiste de réputation mondiale, a été incarcéré sous Nasser pendant six ans ; il porte sur son visage les stigmates des tortures subies.

46.

En avril 1977 l’administration du président Carter confirme qu’en 1970 le roi Hussein avait été directeur adjoint (« Assistant Station chief ») du bureau de la CIA à Amman ; documents in revue *Jeune Afrique* , 1977.

47.

M. Hussein, *Les Arabes au présent* , Paris, Éd. du Seuil, 1974.

TROISIÈME PARTIE

L’ARMÉE DE LA FAIM

L’Armée de la faim marche.

Elle marche pour se rassasier de pain,

Pour se rassasier de viande,

Pour se rassasier de livres,

Pour se rassasier de liberté.

…

Elle marche, franchissant des ponts

tranchant comme le fil de l’épée.

Elle marche en déchirant les portes de fer,

en renversant les murailles de forteresses.

Elle marche les pieds en sang.

…

L’Armée de la faim marche.

Elle marche pour rassasier de pain les affamés.

Pour rassasier de liberté ceux qui n’en ont pas.

Elle marche les pieds en sang.

Nazim Hikmet,

L’Armée de la faim marche

.

I

La lutte de libération des peuples d’Afrique du Sud **1**

I. Théorie de la nation duelle.

Maximilien Robespierre :

Français, une gloire immortelle vous attend, mais vous serez obligés de l’acheter par de grands travaux. Il ne nous reste plus qu’à choisir entre le plus odieux des esclavages et une liberté parfaite. Il faut que les rois ou les Français succombent ! A notre sort est attaché celui de toutes les nations. Il faut que le peuple français soutienne le poids du monde et qu’il se défende en même temps contre les tyrans qui le désolent. Que tout s’éveille, que tout s’arme, que les ennemis de la liberté rentrent dans les ténèbres ! Que le tocsin sonné à Paris soit entendu dans tous les

départements ! Citoyens, nous sommes en guerre, désormais, contre nos oppresseurs ! La paix ne nous sera rendue que lorsque nous les aurons châtiés [2] !

Emmanuel Kant :

Un tel phénomène dans l'histoire ne s'oubliera jamais, car il a découvert au fond de la nature humaine une possibilité de progrès moral qu'aucun homme politique n'avait, jusqu'à présent, soupçonnée. Même si le but poursuivi n'était pas atteint (…) ces premières heures de liberté ne perdent rien de leur valeur. Car cet événement est trop immense, trop mêlé aux intérêts de l'humanité et d'une trop grande influence sur toutes les parties du monde pour que les peuples en d'autres circonstances ne se souviennent pas et ne soient pas menés à en recommencer l'expérience [3].

Olivier Tambo, actuel président de l' *African National Congress*, fait écho, à travers les siècles, à ces deux affirmations de Robespierre et de Kant : Nous ne voulons plus être gouvernés. Nous voulons gouverner. Nous ne voulons plus que des décisions qui nous concernent soient prises par d'autres. Nous ne voulons plus être des esclaves. Nous ne voulons plus

qu'on décide à notre place dans quel ghetto nous vivrons, si ce sera à Soweto ou à Kukuleto… Les peuples qui luttent pour la liberté sont jaloux de leur indépendance. Ce qui m'importe à moi, Noir sud-africain, c'est de mettre fin à l'apartheid dont je suis victime, de retrouver ma dignité. Peu importent les convictions de ceux qui m'aident, pourvu qu'ils soient convaincus que mon combat est juste… Vorster est un premier ministre. Il n'est pas « mon », « notre » premier ministre. Il est chef d'un gouvernement avec lequel nous n'avons rien à voir. Il a été élu par son peuple, pas par le nôtre. Ce gouvernement continue à faire voter des lois qui, en principe, concernent la majorité de la population et qui, en fait, nous sont imposées.

On décide pour nous comme si nous étions du bétail [4].

Soweto, c'est Valmy. En Azanie [5], aujourd'hui, deux univers s'affrontent, celui du colonialisme blanc et celui de l'indépendance, de la liberté du peuple africain. Blancs contre Noirs. Partout dans le monde, l'esclavage puis la colonisation ont produit une pratique et une théorie identiques : l'affirmation par le maître blanc de sa supériorité ontologique sur le serviteur noir. En Azanie, ajourd'hui, l'armée noire de libération porte les mêmes espérances qu'hier l'armée du Rhin. Par

l’âge, par les accents de son discours et par sa fonction dans l’histoire, Taietsi Mashini **6** est un autre Camille Desmoulins. Nelson Mandela et Maximilien Robespierre ont ceci en commun que chacun d’eux conduit un peuple dont le destin, à un moment donné de l’histoire, dépasse de très loin les limites d’un destin « national ». La première République française portait les espoirs de tous les peuples d’Europe asservis. Toute l’espérance de la diaspora et de l’Afrique, toute la dignité bafouée des peuples noirs resurgit dans la lutte de libération de l’African National Congress. Le racisme laisse dans l’âme des individus, même de ceux qui vivent dans des sociétés aujourd’hui décolonisées, des traces et des mutilations profondes. Les blessures du racisme, les séquelles du mépris colonial subsistent bien au-delà de l’indépendance nationale de certains pays d’Afrique. De même dans la diaspora. Au Brésil, l’esclavage fut aboli en 1888, mais il n’est que de voir, dans le commerce quotidien des villes de Rio, de São Luiz, de Timon, le comportement du Noir face aux Blancs : la crainte viscérale, le sentiment d’infériorité, la paralysie intime de l’être, la prudence devant l’ennemi dictent encore toute sa conduite.

D’où l’extraordinaire espérance que suscite, à travers le monde tricontinental, la lutte de libération des peuples azaniens.

Des siècles d’humiliations, de souffrances patiemment endurées, de révoltes

avortées paraissent vouloir toucher à leur fin. La lutte de l’Azanie venge les esclaves bakongo crucifiés, les femmes yoruba violées, les enfants affamés, les paysans kikuyu spoliés, les travailleurs baluba morts sous la chicotte. Entre 1531

et 1850, vingt millions d’Africains ont été déportés. Un tiers de ces Noirs sont morts durant le transfert. Pour un esclave agricole des plantations de sucre d’Alagoas, la durée moyenne de vie était de sept ans au XVIIIe siècle (à compter de son arrivée **7**). L’interminable cortège des victimes, l’armée des martyrs de la nuit resurgit du fond des âges. Les guérilleros du PAC, *PanAfrican Congress*, leur ont emprunté leurs noms **8**. Les tueurs de la « Special Branch » de la police sud-africaine et du « Bureau of State Security » (BOSS **9**) doivent désormais les affronter.

Dans les bidonvilles de Kingstone, dans les Alagados de Belem. de São Luiz, à Harlem, Palenque, Chicago, Mogadisio, Nairobi, au Caire, à Lagos et jusque dans les campagnes bateke d’Afrique centrale, des hommes, des femmes, rivés à leur transistor, attendent jour après jour les nouvelles de Soweto. A travers la

lutte azanienne, des millions de martyrs inconnus vont être vengés. Outre-Atlantique, un ambassadeur noir, arrière-petit-fils d'esclave, jusqu'en 1979

porte-parole aux Nations unies de la plus grande puissance impérialiste du monde, se situe aujourd'hui parmi les adversaires les plus déterminés des maîtres blancs du Cap **10.**

Robespierre a appelé la France de 1793 la *grande nation*. Jean Chesnaux parle de *nation duelle **11.*** Le concept est le même. Une bataille particulière est soudain investie d'une valeur universelle. Deux mondes historiques s'affrontent à un moment précis de l'histoire et en un lieu donné de l'espace pour un combat final.

La défaite de l'un signifie sa fin. La victoire de l'autre inaugure une étape nouvelle de l'histoire de l'humanité. Il ne fait pas de doute que les peuples d'Azanie construisent aujourd'hui une nation duelle.

Pour ce combat final, l'histoire oppose à l'homme noir, en Azanie, un adversaire qui incarne jusqu'à leur paroxysme ces haines, ce mépris, cette négation de l'autre qui sont, depuis la fin du XVe siècle, au fondement de la force de tous les systèmes coloniaux.

L'Afrique du Sud est gouvernée depuis 1948 par une minorité blanche d'origine afrikaner. Cette société afrikaner, née de l'émigration, est hantée par une double vision apocalyptique : comme toute société esclavagiste, elle vit dans la crainte quasi pathologique de ceux dont elle nie l'existence **12**. La haine, la peur de l'homme noir — pourtant réduit à néant sur le plan politique et social —

dominent toute la vie politique, imaginaire et symbolique de l'Afrikaner. En second lieu, les Afrikaners, petite communauté comptant 2,5 millions de Blancs puritains, accrochée au flanc sud de l'immense continent noir, vivent dans l'angoisse permanente de la perte de leur identité, de leur disparition en tant que peuple. Pour lutter contre ce double cauchemar, les Afrikaners ont érigé, depuis 1948, le plus fantastique système de discrimination politique, économique, sociale, sexuelle que l'humanité ait connu.

Le pouvoir totalitaire est un allié débile de la raison. Le Révérend J.

D. Vorster, frère de l'ancien premier ministre, a pu dire en 1940 : « Le *Mein Kampf* de Hitler montre le chemin de la grandeur. C'est aussi le chemin de l'Afrique du Sud **13.** » Paroles de courtisan au temps où le fascisme paraissait

invincible en Europe ?

Certainement pas. J. D. Vorster n'a pas changé de folie. Son frère Balthazar non plus. Depuis 1962 J. D. Vorster est l'un des principaux dirigeants de la *Nederduiste Gereformeerde Kerk* (NGK) **14**. Cette Église, véritable sur-moi collectif des Afrikaners et leur usine à fabriquer des symboles, est une institution étrange. Née par filiation lointaine de la théocratie genevoise de Jean Calvin (1536), le NGK est d'abord une Église des catacombes. Elle organise en Hollande même la survie des protestants bataves persécutés par l'occupant espagnol et ses inquisiteurs locaux. En 1657, 9 familles de colons hollandais arrivent au Cap, dont un pasteur de la NGK. En 1658, 400 esclaves débarquent de Madagascar et d'Orient. D'autres familles hollandaises, françaises, scandinaves et allemandes s'implantent également au Cap. En 1688, 800

familles s'installent avec leurs esclaves. La NGK est l'institution centrale de leur communauté. Des survivants d'autres massacres (révocation de l'édit de Nantes, 1685) arrivent en nombre toujours croissant par les bateaux de la Compagnie néerlandaise des Indes occidentales. Ensemble, ils reconstruisent, sous le ciel austral, la théocratie calvinienne. C'est le peuple élu **15**. Autour de lui, ce ne sont qu'ennemis menaçants. La Bible est habilement ré-interprétée. Lévitique, XXV, 44 : « C'est des nations qui vous entourent que tu prendras ton esclave et ta servante. » Voilà pour les Noirs. Les musulmans, eux, sont les fils d'Ismaël », donc les « inférieurs naturels » des Afrikaners chrétiens **16**. L'Évangile, son message égalitaire, disparaissent de l'univers symbolique afrikaner. Seule y subsiste l'horreur confuse de l'Ancien Testament.

En 1948, la NGK à laquelle appartiennent prés de 80 % des 2,5 millions d'Afrikaners devient une Église triomphante. Le parti afrikaner remporte la majorité absolue au Parlement. Le pasteur Vorster devient « modérateur »

(dirigeant suprême) de l'Église en 1970. Le délire raciste revêt des formes inédites ; un Conseil national contre le communisme est fondé. Son président est J. D. Vorster ; sa mission est de lutter contre le « rationalisme, le libéralisme, la sécularisation, l'humanisme **17** ».

Le IIIe Reich allemand était, lui aussi, un État raciste basé sur la hiérarchie rigide des groupes ethniques qui le composaient. Les peuples juifs, les gitans étaient déclarés « sous-hommes » et exterminés dans les fours crématoires. Dans les territoires annexés en 1938, il existait de nombreuses autres catégories

intermédiaires entre les maîtres aryens et les « sous-hommes » juifs et gitans : Slovaques, Tchèques, Polonais. Slovènes, tous hommes de moindre qualité.

Leurs maîtres aryens leur concédaient néanmoins certains droits limités. Les interdits sexuels, contenus dans les lois de Nuremberg, garantissaient la permanence de la « pureté » de la race aryenne **18.**

L'État raciste sud-africain, quant à lui, doit résoudre un problème que ne connaissait pas l'État nazi. Les Afrikaners, contrairement aux aryens, sont minoritaires dans leur propre pays, d'où la nécessité d'un « développement séparé », d'un morcellement du territoire, de l'exclusion géographique d'une partie au moins des habitants du pays. Mais, en même temps, l'Afrique du Sud est la onzième puissance industrielle du monde, la première du continent. Son produit national brut était, en 1974, de 30 milliards de dollars (chiffre *Atlas économique*, Banque mondiale). Ce sera bientôt — grâce à l'aide de la France —

la seule puissance du continent disposant de son propre armement nucléaire **19.**

Or, un système capitaliste hégémonique a besoin d'un État intégré, d'un pouvoir central unifié, de marchés intérieurs étendus, bref, de l'intégration la plus totale possible des hommes qui le composent. Exigence contradictoire puisque pour survivre en tant que minorité dominante — à l'identité inentamée et au pouvoir total —, les Afrikaners doivent opérer une désintégration du corps social, définissant les hommes selon leur appartenance raciale et séparant les races, alors que pour fonctionner au profit quasi exclusif de la minorité blanche, le système capitaliste sud-africain devrait intégrer au maximum les peuples qui le composent. Contradiction insoluble ?

L'apartheid tente de résoudre et de dépasser cette double et contradictoire exigence. Une remarque d'abord : l'apartheid est l'expression institutionnelle de l'idéologie raciste coloniale la plus brutale, la plus traditionnelle. « Le siège d'Avaricum : pour calmer l'exaspération de ses soldats et prévenir la menace des autres cités, César a fait égorger toute la population. 40 000 vieillards, femmes, enfants, saignés au glaive. C'est le plus grand homme de tous les temps », dit le

capitaine Chanoine au lieutenant Loalland **20.** Les officiers français de la mission du Niger (1899) ne faisaient que traduire là une conviction commune à la plupart des colonisateurs : la division quasi ontologique de l'humanité en hommes et en barbares. Les premiers sont les dépositaires de la civilisation, de la

foi, de toutes les valeurs morales de l'histoire ; les seconds les menacent constamment et doivent donc être soumis par la force. Chanoine parle des nègres du Tchad. Les Sud-Africains blancs parlent de « kafirs ».

Le système du « développement séparé des races », de l'apartheid, la discrimination politique, sociale, économique et territoriale au profit de quelque 4 millions de Blancs, dont 58 % d'Afrikaners, et au détriment de 20 millions d'Africains, d'Indiens, de Bochimans, de métis, n'est pas une idéologie *sui generis*. Elle est la quintessence, le sur-moi collectif le plus pur, l'autoreprésentation la plus achevée de l'aventure coloniale. Le racisme est, au sens hégélien du terme, le mal universel concret. Rien ne le justifie ni ne l'excuse.

L'apartheid est un système juridique, économique et social d'une extrême complexité et qui évolue sans cesse. D'excellents livres ont paru qui traitent de ses dernières évolutions **21**.

PRINCIPALES DONNÉES STATISTIQUES DE L'APARTHEID 22

	Blancs	Noirs
Population et répartition du territoire		
Population en 1974	4 160 000	17 745 000
Répartition du territoire	1 068 719 km²	152 322 km²
Répartition du territoire en %	87,5 %	12,5 %
Conditions sanitaires		
1 médecin pour	370	45 000
Mortalité infantile	2,7 %	20-50 %
Tuberculose (nombre de cas en 1973)	824	55 398
Conditions de travail et salaires		
Salaire mensuel des mineurs, 1975	663 rands *	71 rands *
Salaire mensuel des ouvriers de l'industrie, 1975	512 rands *	109 rands *
Chômeurs, 1970	381 330	624 380
Instruction publique		
Contrib. annuelle de l'État par enfant	258 rands *	19 rands *
Proportion d'étudiants universitaires	87,9 %	5,6 %
Droits politiques		
Proportion d'électeurs du parlement sud-africain	100 %	0 %

* Rand = 4,82 F. F. (octobre 1977)

Dans la terminologie officielle de l'Afrique du Sud, l'apartheid comprend des mesures « positives » et des mesures « négatives ». Les mesures négatives visent à la séparation des races dans la vie économique, politique et sociale du pays, tandis que les mesures dites positives tendent à la création de régions semi-autonomes, habitées exclusivement par des Africains et appelées « home lands »

ou « bantustans ».

Les principes qui régissent depuis plus de vingt ans la création de ces réserves ont été définis par le ministre des Affaires bantoues dans les termes suivants : Le but de la politique du développement autonome est d'acheminer les Africains, sous la direction et avec l'assistance de délégués européens, vers l'autogestion des régions qu'ils habitent. Dans ces régions, ils peuvent se développer aussi rapidement que leur personnalité raciale le permet… Les régions autonomes auront leurs propres institutions, offrant aux Africains une large participation au

gouvernement régional 23.

Voici la liste des principales réserves tribales 24 :

Bantustan	Ethnie	Superficie en km²	Nombre de morceaux *	Nombre de morceaux **	Population officielle	Population réelle
Transkai	Xhosa	36 720	2	2	3 005 000	1 651 000
Kwazulu	Zulu	31 440	44	10	4 026 000	2 057 000
Bophutha-Tswana	Tswana	37 540	19	6	1 658 000	600 000
Ciskei	Xhosa	9 190	19	5	924 000	510 000
Gazankulu	Shangaan	6 670	5	4	649 000	234 000
Lebowa	Pedi et Nord Ndebele	22 140	15	7	2 019 000	946 000
Venda	Venda	6 040	3	2	358 000	239 000
Basuto Qwaqwa	Sotho du Sud	460	1	1	1 254 000	24 000
Swazi	Swazi	2 120	3	1	460 000	82 000

* Actuellement ** Après le remembrement prévu.

Tout Africain devient citoyen de l’un des « homelands » noirs. Chaque homeland

a sa propre administration et est promis à l'indépendance étatique, à la

souveraineté au sein d'un « Commonwealth » sud-africain à venir. Le Transkai, qui fut le premier homeland à acquérir cette indépendance surveillée (octobre 1976), possède déjà son propre gouvernement, ses diplomates, son armée et même un ambassadeur sud-africain **25**. En décembre 1977 un second homeland, le Bophutha-Tswana **26** a été déclaré indépendant et le Venda rejoint les deux premiers en 1980. D'autres groupes non blancs sont promis à un destin similaire. Un statut para-étatique est prévu pour les communautés hindoues dont les principales se trouvent dans la région du Natal. En résumé, les plus anciens habitants de l'Afrique du Sud sont aujourd'hui des étrangers chez eux. Les travailleurs noirs, bruns, jaunes qui font tourner les usines, les mines, deviennent chez eux des travailleurs étrangers. *L'Afrique du Sud transforme en travailleurs immigrés ses propres ouvriers pour les employer ensuite, avec un statut discriminatoire, dans ses usines, ses mines, ses bureaux, ses banques*.

Les mesures dites négatives de l'apartheid sont consignées dans une série de lois dont nous allons analyser les principales, qui sont aussi les plus anciennes.

En 1962, le gouvernement sud-africain a promulgué la *loi sur le sabotage*. Est considéré comme « sabotage » tout acte qui menace l'ordre public ou porte dommage aux routes, aux lignes électriques, aux bâtiments publics ou au service postal. Des délits aussi anodins que le port d'arme à feu sans permis ou l'injure verbale à l'adresse d'un fonctionnaire tombent sous le coup de cette loi. Un Africain trouvé porteur d'un couteau en zone urbaine et sans autorisation spéciale est accusé de sabotage. Le sabotage est puni d'une peine de prison supérieure à cinq ans, voire de la peine de mort.

Le *Population Registration Act* ordonne l'immatriculation de la population. Il prévoit l'établissement, par le service de recensement, d'une liste nominative de toutes les personnes habitant le territoire de la République sud-africaine. Est considéré comme Blanc « un individu dont l'aspect est manifestement celui d'une personne de race blanche et qui est généralement considéré comme tel ; ce terme ne s'applique pas aux individus qui, bien qu'ayant manifestement l'apparence de la race blanche, sont généralement considérés comme étant de couleur ». Cette loi est extrêmement précise : par exemple, pour la catégorie des métis, elle n'indique pas moins de cinq méthodes de détection différentes concernant respectivement les Sino-Africains, les Malayo-Africains, les Griquas, les Irano-Africains, les Indo-Africains. Seul un « individu dont l'aspect est

manifestement de race blanche et qui est généralement considéré comme tel »

jouit de la liberté d'établissement et de mouvement. Les Africains, eux, ont

besoin d'un permis spécial pour vivre en zone urbaine [27.]

Pour assurer la pérennité de la suprématie blanche, le gouvernement sud-africain interdit à un homme blanc de tomber amoureux d'une Noire ou d'une métisse, toute relation sexuelle entre ressortissants de races différentes tombant sous le coup de la *loi sur les relations immorales*. La justice d'Afrique du Sud est aussi faillible que n'importe quelle autre justice au monde, si bien que surgissent quotidiennement des situations difficiles. Voici un cas qui fait jurisprudence depuis seize ans : en 1962, deux Chinois comparurent devant le tribunal du Cap ; bien que mariés, ils étaient accusés par le procureur d'avoir violé la loi sur l'immoralité ; celui-ci prétendit que le conjoint, M. Song, avait un teint un peu plus clair que celui de sa femme ; il considérait donc M. Song comme un Blanc et son épouse comme une Chinoise. M. Song se défendit à cor et à cri en affirmant qu'il était aussi chinois que sa femme, qu'ils s'étaient mariés selon le rite de leurs ancêtres et n'étaient conscients d'avoir commis aucun acte immoral. Mais le tribunal déclara M. Song blanc, sa femme chinoise, donc leurs relations coupables. Leur mariage devint non avenu et les deux ex-

époux se virent de surcroît infliger une amende.

Un autre cas déterminant lui aussi la jurisprudence actuelle fut jugé à Durban.

Syrub Singh, d'ascendance indienne, et Charlotte Blum, de souche européenne, s'étaient connus à Salisbury en Rhodésie. Ils s'y étaient mariés. Quelques mois plus tard, le couple s'installa pour raisons professionnelles à Durban. En novembre 1961, la police fit irruption un beau matin dans l'appartement des Singh. Le couple fut arrêté bien que Mme Singh, vingt-deux ans, attendît un enfant. L'Afrique du Sud ne reconnaissant pas les mariages entre ressortissants de races différentes, les époux Singh furent accusés de « relations immorales ».

Le couple fut expulsé du pays.

Aujourd'hui encore, la *loi sur les relations immorales* continue à faire quotidiennement des victimes, détruit des vies heureuses, désunit des couples, accule des hommes et des femmes au suicide. Entre juin 1950 et juin 1970, plus de 10 000 enquêtes pour relations immorales ont été ouvertes. Près de 7 000

personnes ont été condamnées.

Il existe un autre pilier du système de l'apartheid, le *General Law Amendment Act* (1963) ; son contenu est le suivant (je n'en donne que les principaux aspects) : 1. C'est une loi dont la portée est rétroactive.

2. Le gouvernement peut, par simple décision, déclarer illégitime une organisation au seul motif qu'elle porte une dénomination similaire à celle d'une organisation déjà déclarée illégale.

3. La charge de la preuve incombe à l'inculpé, cette clause s'appliquant même au délit de sabotage passible de peine de mort.

4. La police a tous pouvoirs pour opérer des arrestations sans mandat d'amener.

5. Un inculpé peut être maintenu en détention pendant une période indéterminée sans être déféré devant la justice.

6. La garantie de l' *habeas corpus* est suspendue.

Examinons de plus près certaines dispositions de la loi : Plusieurs infractions nouvelles sont créées : 1. Tout individu coupable d'avoir recommandé, conseillé ou encouragé une action tendant à changer par la violence les institutions politiques, économiques et sociales de la République sud-africaine, et cela suivant les directives de — ou en collaboration avec — un gouvernement étranger ou une organisation étrangère ou internationale, sera passible de la peine de mort ou d'un minimum de cinq ans d'emprisonnement. Un citoyen sud-africain exilé à l'étranger qui chercherait à attirer l'attention de l'opinion publique mondiale ou l'attention des Nations unies sur les événements de République sud-africaine est passible de la peine de mort. D'autre part, l'application de ce texte n'est pas limitée aux ressortissants du pays : toute personne à qui il est arrivé de résider à un moment quelconque en territoire sud-africain peut être poursuivie et condamnée. Le fait pour un « coupable » de chercher refuge à l'étranger n'est pas pour lui une garantie totale de sécurité.

Rappelons ici le précédent de l'affaire Canyilé où trois réfugiés politiques sud-africains furent enlevés sur le territoire du Basutoland et ramenés en République sud-africaine pour y être jugés.

2. La loi prévoit une autre infraction passible de la peine de mort. C'est le fait,

pour toute personne ayant résidé sur le territoire sud-africain à un moment quelconque de son existence après l'entrée en vigueur de la loi, d'avoir suivi un entraînement à l'étranger ou d'avoir recueilli certaines informations, et cela de manière propre à favoriser la réalisation de l'un des objectifs du

« communisme ». Par ce terme, il faut entendre aujourd'hui, au sens de la législation

sud-africaine,

pratiquement

toute

forme

d'opposition

extraparlementaire ou extra-syndicale à la politique d'apartheid du gouvernement.

Quiconque se trouve en possession de renseignements qui, d'une manière ou d'une autre, peuvent intéresser le « communisme » ainsi entendu, est déclaré coupable, à moins de prouver de façon irréfutable que ces renseignements n'ont pas été recueillis à des fins répréhensibles. C'est donc à l'inculpé, s'il prétend ne

les avoir obtenus que fortuitement ou sans intention coupable, d'en établir la preuve décisive, faute de quoi il s'expose à la peine de mort. Prenons l'exemple d'une personne qui, hors du territoire africain, étudie le moyen de faire échec à l'apartheid par la non-violence ou la résistance passive. Pour peu que cette personne ait à un moment quelconque résidé en Afrique du Sud, elle est passible de la peine de mort et encourt au minimum une peine d'emprisonnement de cinq ans.

J'ai dit que la loi de 1963, rompant avec l'un des principes les plus anciens de toute législation civilisée, introduit des dispositions rétroactives. En effet, le président de la République est autorisé à déclarer qu'une organisation est illégale, et ceci à compter du 8 avril 1960 **28**. Ainsi, une personne peut être inculpée aujourd'hui en vertu de la *loi sur la répression du communisme* en raison de ses précédents rapports avec certaines organisations qualifiées

d’illégales. De plus, même si une organisation n’est pas illégale et n’a pas été déclarée telle, elle peut cependant être assimilée aux organisations déclarées illégales à des fins de répression. Tel sera le cas : *a*. si elle porte une dénomination « correspondante » à celle d’une organisation déclarée illégale, *b*. si elle est habituellement désignée par une telle dénomination, bien qu’en réalité ce ne soit pas sa véritable raison sociale.

Dans les deux cas, relevons que les membres du bureau sont censés appartenir également au bureau de l’organisation illégale et encourent les peines correspondantes.

3. Le ministre de la Justice fixe une nouvelle procédure applicable aux opérations de police. Désormais, tout officier de police peut, quel que soit son grade, arrêter une personne qu’il suspecte d’avoir commis une infraction politique ou d’être informée d’infractions de cette nature. Il peut alors garder le suspect en état de détention pendant une période de quatre-vingt-dix jours et le mettre au secret, de manière qu’il n’ait de contact avec un avocat qu’avec l’autorisation exceptionnelle des autorités. Ce délai de quatre-vingt-dix jours n’est pas un maximum. Quand il a pris fin, le suspect peut être de nouveau arrêté et détenu pour une autre période de quatre-vingt-dix jours, et ainsi de suite,

« jusqu’à ce qu’il ait répondu de façon satisfaisante aux interrogatoires ».

Une disposition particulière autorise le ministre de la Justice à ordonner qu’une personne précédemment condamnée pour une infraction d’ordre politique soit gardée en prison après avoir accompli la durée totale de la peine. Aucune limite n’est fixée à la durée de cette détention.

L’administration des Postes est autorisée à intercepter et à confisquer les

lettres, colis et télégrammes. Précédemment, ces mesures étaient subordonnées à une réquisition écrite du ministère public. La nouvelle loi autorise le directeur d’un quelconque bureau de poste à intercepter, de sa propre initiative, le courrier qu’il estime en rapport avec une infraction. Cette disposition équivaut à la suppression du secret de la correspondance.

Le bien-fondé de la décision par laquelle le président de la République déclare une organisation illégale échappe pratiquement au contrôle des tribunaux. Il en résulte qu’une personne sera censée être membre d’une organisation illégale aux fins de répression, que ce soit vrai ou non, par la simple vertu d’une décision du

président de la République et sera désarmée pour contester cette décision **29.**

Enfin, l'attorney général a le pouvoir d'ordonner qu'une affaire soumise à la compétence de la Cour suprême soit jugée suivant la procédure sommaire, s'il estime cette mesure nécessaire à l'« intérêt public », et cela même dans le cas où l'infraction poursuivie est passible de la peine de mort.

II. Genèse du mouvement de libération nationale.

La situation de la population « non blanche » n'est pas homogène. De multiples contradictions la traversent :

1. Les 20 millions de « non-Blancs » d'Afrique du Sud sont également opprimés **30**. 18 millions d'entre eux sont des Noirs ; 9 millions de ceux-ci vivent en Afrique du Sud « blanche ». Ils sont parqués dans des bidonvilles sordides à la périphérie des métropoles blanches, ou dans des « single-homes », sortes de casernes pour hommes seuls construites par les sociétés minières multinationales dans les « townships » surpeuplés, périmètres noirs à la frontière des zones d'habitation blanches. Les autres 9 millions d'Africains vivent dans les homelands, les réserves tribales, les bantustans où le pouvoir blanc, soutenu par les sociétés multinationales, maintient enfermés les Noirs, y compris femmes, enfants, vieillards et chômeurs de réserve dont il n'a pas immédiatement besoin pour ses usines et ses mines. Les sociétés multinationales, minières et industrielles, transmettent périodiquement au gouvernement la liste de leurs besoins en main-d'œuvre immigrée. La population des homelands croît en permanence depuis dix ans. Les réserves tribales, districts ruraux, sont sous administration semi-autonome. Ils occupent environ 13 % du territoire sud-africain actuel, souvent sous forme d'enclaves. Il est important de noter que la plupart de ces réserves tribales ne sont que des terres arides, impropres à

l'agriculture intensive. En conséquence de quoi la misère est terrible, la malnutrition et son cortège de maladies infectieuses qui mutilent les corps y est endémique. Il n'est pas rare que des enfants y meurent de faim. Une odeur de camp de concentration, faite du désespoir de l'enfermement et de la misère des corps, règne dans nombre de ces bantustans **31**.

Il existe un fossé économique politique, social, psychologique entre les travailleurs déportés qui vivent dans les single-homes en zone blanche ou les habitants des townships, d'une part, et les prisonniers des bantustans de l'autre.,

Les premiers sont en état de révolte, les seconds acceptent généralement leur sort.

2. Un grand nombre d'Africains appartenant à tous les peuples vivant en Azanie restent fidèles à la cosmogonie ethnocentrique de leur peuple d'origine.

Ils vivent sous l'empire d'une hiérarchie propre à la tradition orale et obéissent aux mots d'ordre de leurs chefs traditionnels. C'est le cas de la plupart des hommes habitant les réserves tribales. Certains de ceux qui vivent en tant que travailleurs immigrés dans les townships ou dans les camps miniers restent eux aussi soumis aux pouvoirs traditionnels. Citant Roger Bastide, je dirai que la *mémoire musculaire* du rite, de l'incantation et de la danse rythment leur vie quotidienne et expriment leur interprétation du monde et leur combat contre les Blancs. La cosmogonie ancestrale de leur peuple les guide.

En Azanie se sont donc développées de puissantes sociétés africaines traditionnelles. Entre les dirigeants traditionnels de ces sociétés autochtones et les élites modernistes protonationales que celles-ci engendrent, d'une part, et les militants des mouvements de libération nationale azaniens de l'autre, un dangereux conflit se développe que je vais tenter de résumer. Face à la politique de démembrement du corps social par l'établissement de réserves tribales, les chefs traditionnels des différentes sociétés politiques noires réagissent autrement que les militants des mouvements de libération nationale. Exemple : le chef Matanzima **32**, chef traditionnel de la société xhosa et actuel premier ministre du Transkai, le chef Mangope, principal dirigeant du peuple tswana et premier ministre du homeland Bophutha-Tswana, ainsi que le chef Buthelezi, chef du homeland Kwa-Zulu et dirigeant traditionnel de 3 millions de Zulu, collaborent avec le gouvernement sud-africain. Ils se prononcent également contre le boycott économique international de l'Afrique du Sud. Mandela, Tambo, Mashini dénoncent les chefs traditionnels comme des « nègres blancs », des collaborateurs, des traîtres à la nation africaine. Mais les choses ne sont pas si

simples : Matanzima et Mangope qui ont accepté de jouer la farce de l'« indépendance » de leurs réserves s'opposent à Buthelezi. Ce dernier refuse l'indépendance de son bantustan. De plus, si la politique collaborationniste des chefs traditionnels a ses limites, elle a aussi ses mérites. Elle n'est pas une politique de pure trahison, de collaboration inconditionnelle avec l'occupant. En août 1976, les chefs des sociétés autochtones se réunissent pour définir une série de démarches communes visant à la libération graduelle de leurs peuples

respectifs. Cette politique réformiste vise à obtenir de l'occupant tout ce qu'il est possible d'obtenir à travers la politique des homelands. *« Ne rien refuser de ce que l'ennemi nous offre »*, dit Buthelezi. Les avantages de cette collaboration conflictuelle ne sont pas négligeables. Dans le homeland Kwa-Zulu, le nombre des enfants scolarisés a augmenté de 7 % en 1976. En 1977, 650 000 enfants sont répartis dans des classes qui comptent en moyenne 54 enfants chacune. La plantation dont le produit est destiné à l'exportation (principalement la canne à sucre) a augmenté. Deux écoles normales ont été créées. Buthelezi, partisan de la collaboration conflictuelle avec l'occupant, n'a d'ailleurs pas le choix. Le produit national brut du Kwa-Zulu a augmenté de 132 % entre 1960 et 1973 : il était de 180 millions de rands en 1973 ; mais, au cours de la même période, la somme totale des revenus réalisés par les travailleurs zulu émigrés en Afrique blanche (c'est-à-dire des Zulu travaillant hors du homeland) a augmenté de 275 %. En 1960, la part des ouvriers de la réserve au revenu global brut des Zulu était de 44 %. Il n'était plus que de 22 % en 1973 **33**. Conséquence : la survie du peuple zulu dépend de plus en plus nettement des revenus de ses travailleurs émigrés. Buthelezi est donc bien obligé de maintenir un certain dialogue avec les maîtres de l'Afrique blanche.

Entre les chefs traditionnels des différentes sociétés africaines autochtones et les militants des mouvements de libération nationale, l'inimitié subjective est intense, les contradictions objectives évidentes. Mais elles ne se limitent pas à l'opposition, classique en régime colonial, entre harki et résistant, entre révolutionnaire nationaliste et collaborateur traître.

3. Le mouvement de libération nationale est lui-même divisé. Je ne parlerai ici que de la plus profonde et de la plus dangereuse de ces divisions, celle qui oppose l' *African National Congress* (ANC) au *Pan African Congress* (PAC) **34.**

Voici résumée l'histoire du mouvement national : — *Première étape :* elle va de 1912 à 1935. 1912 : les dirigeants des sociétés africaines traditionnelles se rendent compte que la guerre civile entre Blancs n'a en rien modifié leur état de

sujets coloniaux. Ils créent une sorte d'organisation transethnique d'autodéfense dont le but premier est de protéger physiquement les sociétés africaines qui vivent sur le territoire de l'Union. C'est le *South African Native National Congress*.

Les dirigeants de l'ANC aussi bien que ceux du PAC désignent l'année 1912

comme celle de la naissance du mouvement de libération nationale. A mon avis, ces choses ne sont pas si simples : le nationalisme noir azanien a des racines enchevêtrées. En 1892, Mangena Mokone rompt avec le christianisme colonial.

Il fonde une église noire dont la pensée politique existentielle se nourrit du sentiment national, transethnique et transclassiciste naissant. C'est la très militante *Ethiopian Church of South Africa*. Georges Balandier, Maria Isaura Perreira, Roger Bastide, Lanternari, ont dit la signification et le rôle des églises noires dans la lutte de libération nationale **35**.

Mokone est un dissident de l'Église méthodiste. Cette église refusait, comme toutes les autres églises chrétiennes de l'époque, d'abolir la discrimination raciale entre ses membres. Le nom de l'Éthiopie se mêle au combat religieux au cours de la dernière décennie du XIXe siècle ; ce pays résiste alors victorieusement à l'agression du corps expéditionnaire italien et enflamme l'imagination noire. Mokone prône l'avènement d'une Afrique unie. Tous les Africains vivront sur un continent libéré, uni, au sein d'un royaume gouverné par le Roi des rois, l'empereur d'Abyssinie.

Une autre Église, née à la même époque mais nourrie d'une tradition différente, intéresse également notre propos. C'est l'Église zioniste. Sa branche africaine est issue de la *Catholic Apostolic Church in Zion* que J.A. Dowie et W.G. Voliva fondent en 1896 à Zion City, en Illinois (États-Unis). Elle incarne en Amérique une certaine tradition du panafricanisme, celle du départ, de la migration du peuple noir élu vers le royaume promis de Dieu. Distingué parmi tous les peuples de la terre par les souffrances qui lui sont infligées par l'homme blanc, le peuple noir est promis à un destin particulier. Ses prédicateurs le conduiront hors de l'histoire humaine vers un paradis terrestre que Dieu lui a réservé depuis l'aube des temps. Où se situe-t-il ? La réponse n'est pas simple.

Pour certains prédicateurs (Dowie, Voliva), ce paradis se trouve dans un pays mythique qu'ils désignent comme Zion, la Nouvelle Jérusalem ou encore la Palestine noire. Pour d'autres, notamment pour les prêtres noirs qui fomentèrent l'insurrection Bambata en 1906, ce pays mythique se confond avec le continent africain libéré où se retrouveront tous les peuples dispersés de la diaspora.

Autres « formes-sources » — pour parler comme Durkheim — du

nationalisme azanien : ce sont les multiples mouvements transethniques de la

diaspora américaine. Je n'en donne ici qu'un exemple : en 1886, l' *Imbumba Yama Afrika* (traduit approximativement par « Union des Africains ») est fondé par de jeunes Africains de la Colonie britannique du Cap ; parmi eux se trouvent des immigrés venus des États-Unis. Ce sont principalement des missionnaires des Églises noires nord-américaines.

En 1894, un jeune avocat hindou de vingt-cinq ans du nom de Mohandas Karamchand Ghandi **36** organise le sous-prolétariat indien de la province du Natal en une formation de combat qu'il appelle le *Natal Indian Congress*. Au Transvaal, les méthodes du combat non violent, opposant les travailleurs indiens, noirs et jaunes aux milices des trusts blancs, sont mises à l'épreuve. Plusieurs militants noirs sont au nombre des victimes de la répression sanglante qui s'abat sur le Natal Indian Congress.

C'est en 1921, enfin, que fut fondé le *parti communiste d'Afrique du Sud*.

C'était un parti extraordinairement combatif, riche en personnalités diverses. Ses premiers militants furent avant tout des Juifs immigrés d'Europe de l'Est qui souvent, tout comme les Indiens immigrés d'Inde, avaient fait l'atroce expérience de l'agression raciste. Leur solidarité avec les nationalistes africains fut quasi spontanée. Il fallut la trahison du Komintern et la rupture du VIe Congrès (1928) à Moscou pour que cette solidarité fût brisée **37**.

Cette solidarité reste cependant totale tout au long du premier quart du XXe siècle. Exemple : Sidney Bunting, le principal dirigeant communiste (qui sera expulsé plus tard sur l'ordre du Komintern) crée la *League of African Rights*. Bunting est un avocat blanc venu se fixer au Transvaal pendant la guerre des Boers. En 1919, Clements Kadalie organise le premier syndicat des dockers noirs du Cap, l' *Industrial and Commercial Workers Union* (ICU). Kadalie est un travailleur africain originaire du Nyassaland. Entre Bunting et Kadalie naît une grande amitié, elle aussi rompue un peu plus tard. La fondation du parti communiste, comme celle de l'ICU, a lieu après le Congrès constitutif du South African National Congress. Mais il me paraît évident que le long cheminement des idées syndicales et des idéaux socialistes qui aboutirent (respectivement en 1921 et en 1919) à la naissance des deux organisations anticoloniales — le parti communiste et l'ICU — joua un rôle déterminant **38** dans la prise de conscience nationalitaire d'une minorité d'Africains.

Le *South African Native National Congress* est dominé par les chefs

traditionnels des sociétés autochtones africaines. En ce sens, il n'est qu'une alliance conjoncturelle d'intérêts disparates et de forces ethniques particulières.

Cette alliance se nourrit de traditions politiques divergentes. Elle est habitée par les contradictions historiques qui opposent entre elles les grandes sociétés politiques africaines de l'extrémité australe du continent. 1912 est aussi l'année du franchissement d'un seuil qualitatif : jusque-là, ces sociétés ont opposé une résistance isolée, quelquefois héroïque, à la spoliation blanche. A compter de 1912, cette résistance sera commune et s'étendra à la plupart des régions. La quasi-totalité des grands peuples noirs seront représentés aux congrès. L'ennemi commun ne sera plus un quelconque trust minier ou industriel ou telle société de prospection, mais le gouvernement colonial du Cap. De 1912 à 1935 s'étend la période « assimilationniste » de l'organisation. La théorie de ses leaders est la suivante : le gouvernement britannique, dépositaire des valeurs de civilisation prônées dans tous ses discours (égalité entre tous les hommes, développement économique accéléré au sein du grand empire britannique, justice sociale pour tous les sujets de la reine) est — aux yeux des dirigeants du SANNC — l'allié naturel des Africains opprimés par les colons, les sociétés minières et les fonctionnaires blancs sur place. A cette époque, un événement important a lieu : la montée au sein du SANNC de James Gumede. En 1920, le SANNC se transforme : il s'appellera désormais *African National Congress* (ANC). Une génération nouvelle, fortement marquée par l'acculturation conflictuelle, prend le pouvoir. Gumede qui deviendra président de l'ANC en 1927, a une personnalité complexe intéressante : catholique pratiquant, il est en même temps très lié au parti communiste. Le nouvel hymne de l'ANC qui reflète toutes les contradictions de Gumede, est *« Nkosi Sikelel i-Afrika »* (Dieu bénisse l'Afrique). Un drapeau noir et vert barré de bandes dorées flotte sur tous les locaux de l'ANC. Gumede participe à la conférence de Bruxelles de la *Ligue contre l'impérialisme*, l'une des organisations affiliées au Komintern. Il y rencontre Lamine Senghor, Barbusse, Gorki, Nehru **39**. Il visite l'Union soviétique et en revient enthousiaste. Cependant, rejeté par les vieux militants nationalistes et anticommunistes du SANNC, il finit par échouer.

Une *conscience possible* naît ainsi pendant cette période 1912-1935 **40**. Je l'ai dit : le SANNC puis l'ANC combattent le gouvernement du Cap comme un ennemi dont ils subissent les crimes, tout en continuant à croire fermement aux déclarations humanistes, libérales, démocratiques du pouvoir métropolitain. A ses yeux, ce pouvoir veut l'émancipation, la justice sociale, la protection des terres pour les Africains ; pourtant, les terres sont volées par les colons, des

familles noires expulsées, humiliées, affamées, torturées. Et tout ceci serait le fait de la non-obéissance à la voix de Londres ? Le SANNC le croit dur comme

fer. Le SANNC (puis l'ANC) passera ainsi les vingt-cinq premières années de son existence à rédiger des pétitions respectueuses mais de plus en plus révoltées à l'adresse du souverain britannique. Chaque année il enverra à Londres des notables chargés de faire le siège des membres des Communes ou des ministres concernés. Le résultat est nul : roi, ministres et parlementaires restent silencieux et la faim, la misère ne cessent de s'aggraver en Afrique du Sud **41**.

— *Deuxième étape :* en 1935, le gouvernement élimine des listes électorales du Cap les quelques Africains ayant le droit de vote. Il propose à l'ANC la création d'une instance nouvelle : le *Native Representative Council*. Ce conseil n'aura qu'une voix consultative dans les affaires de l'État.

Le 16 décembre 1935 **42,** une conférence de toutes les organisations africaines a lieu à Bloemfontein. Un grand nombre de militants de l'ANC refusent de se battre contre le *Native Representative Council*. L'ANC, las et découragé par ses échecs et ses dissensions internes, n'a plus la force de réagir. Une nouvelle organisation naît : l' *All African Convention*. Elle est relativement modeste mais ses militants, généralement affiliés à l'Internationale communiste, ont des qualités intellectuelles et humaines remarquables. Dans le même temps, la passivité, la politique collaborationniste, les nombreux conflits internes d'ordre personnel ou bureaucratique de l'ANC concourent à la dégénérescence de cette organisation. Plus tard une tendance interne regroupant les éléments jeunes se forme. Les chefs en sont Nelson Mandela, Olivier Tambo, Walter Sisulu, Peter Roboroko, Mangaliso Robert Sobuwke. En 1944, cette opposition crée à l'intérieur de l'ANC la *Youth League*. Elle aura la même stratégie que celle de Kwameh N'Krumah au sein du Convention People's Party (CPP). Par la création de cette ligue, Mandela et ses camarades imposent la réforme graduelle de l'ANC. Les contacts deviennent permanents entre l'Afrique révolutionnaire et la *Youth League* où se regroupent aussi des opposants non membres de l'ANC, ceux de l' *African Democratic Party* **43** et de l' *All African Convention*, notamment. La *Youth League* dépêche ses délégués au Ve Congrès panafricain à Manchester. Le 16 décembre 1945, l'ANC adopte son *Nation Building Program*.

C'est la fin de la période collaborationniste et la seconde naissance du mouvement. Point principal de ce programme : l'exigence démocratique du droit de vote non discriminatoire pour tous les habitants adultes d'Afrique du Sud, la

disparition de toutes les discriminations raciales et des revendications concernant des réformes sociales urgentes. Le Dr Xuma, alors président de l'ANC (mais adversaire de la *Youth League)*, part pour New York en 1946 et sollicite l'appui

des Nations unies.

— *Une troisième période* enfin est à considérer : celle qui va de 1945 à 1960.

En 1950, date importante, le parti communiste est interdit *(Communism Suppression Act)*. Toute activité militante en son sein est assimilée à un acte de sabotage passible de la peine de mort. La majorité des militants communistes rejoint alors l'ANC **44**.

Cette entrée tactique a une conséquence double et contradictoire : elle fortifie grandement les structures et les capacités analytiques et militantes de l'ANC, mais elle rejette de l'ANC ceux des militants de la *Youth League* qui étaient venus de l' *African Democratic Party* et qui étaient traités « d'irresponsables gauchistes » par les communistes orthodoxes **45**.

L'extrême gauche révolutionnaire se sépare donc de l'ANC : elle forme le *Pan African Congress* (1959). Son principal leader était Mangaliso Sobukwe, mort le 26 février 1978 à l'âge de 53 ans **46**. Sur le plan théorique, la différence principale entre les deux organisations est la suivante : le PAC refuse la traditionnelle approche du mouvement de libération qui considère comme prioritaire la libération du pays de la dictature raciste et remet à plus tard toutes les questions concrètes de la construction nationale. Le PAC, pour sa part, formule la théorie du *« two lands struggle »*. Le pays noir affronte le pays impérialiste blanc, le but de la lutte de libération est la révolution socialiste, l'indépendance sans révolution n'est qu'une farce. *« L'Union des républiques socialistes d'Afrique »*, idée reprise de N'Krumah et revue par Trotsky, est au cœur des aspirations du PAC. Lors de la rupture Union soviétique/Chine, le PAC

noue des liens étroits avec Pékin. Il adopte la théorie chinoise dite des *Trois Mondes* et voit dans l'« impérialisme soviétique » un danger égal à celui que représente l'impérialisme occidental.

Son Congrès constitutif a lieu en 1959. Le PAC préconise alors la lutte armée comme moyen inéluctable de la lutte de libération nationale. Depuis longtemps, dans le secret le plus absolu, le PAC a organisé une campagne contre l'obligation faite aux Africains et autres « non-Blancs » de porter sur eux un passeport. Le 21

mars 1960, des manifestations de masse éclatent dans plusieurs centres urbains, réclamant la liberté de mouvement pour tous les habitants d'Afrique du Sud **47**. C'est la première attaque sérieuse contre le système de l'apartheid. La dictature blanche répond par un massacre. A Sharpeville, 65 personnes (chiffre officiel) sont fusillées à bout portant ; parmi elles des femmes et des enfants. D'autres tombent par dizaines à Langa, à Nyanga ; d'autres encore sont arrêtées et meurent sous la torture.

Devant l'ampleur du mouvement populaire, l'ANC est forcé de suivre. Le 8 avril 1960, le gouvernement Voerwoerd interdit l'ANC et le PAC **48**. Après Sharpeville commence la lutte armée en deux groupes : L'ANC crée les unités *Umkonto wa Sizwe* (dirigées par Mandela), le PAC les unités *pogo* (traduction :

« nous-mêmes »). Ces unités sont écrasées. Le silence s'installe, jusqu'aux grandes grèves de 1972-1974.

III. Un ennemi divisé.

L'ennemi est lui aussi divisé. Mais ses divisions sont, par leur nature, tout à fait différentes de celles qui affectent le mouvement de libération nationale.

Exemple de cinquante ans d'implantation progressive du capital financier multinational

d'origine

suisse

(1921-1971)

49

:

TABLEAU

DE L'IMPLANTATION

DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS SUISSES

EN AFRIQUE DU SUD ET PROMULGATION

DES LOIS RÉPRESSIVES.

	Création de filiales ou de sociétés suisses	Événements marquants
1921	Bally (jusqu'en 1961)	
1928	Nestlé	
1938	National Portland Cement Co	
1941	Éternite	
1943	Metal Rolling & Tube Co	
1946	Geigy	
1947	Anglo-Alpha Cement	
1948	Swiss-African Industrial Developing Co Hoffmann-La Roche Suchard (Interfood) Oerlikon Bührle	Le Parti nationaliste, qui a axé toute sa campagne sur *l'apartheid*, gagne la majorité au Parlement (malgré un nombre de suffrages inférieur à ceux recueillis par le *United Party*).
1949	Strebel Escher Wyss (jusqu'en 1962)	
1950	Compagnie suisse de réassurances	*Group Areas Act*, « l'essence de la politique d'*apartheid* » (Dr Malan)
	Zuellig-Texmaco Ciba Union de Banques suisses Gygax Sulzer	*Suppression of Communism Act*

	Création de filiales ou de sociétés suisses	Événements marquants
	S.B.H. Cotton Mills	
	Swiss Precision Engeneering	
1951	Asbestos Investment	*Native Laws Amendment Act*
1952		6 avril : lancement de la campagne d'opposition (defiance campaign) par l'*African National Congress*, le *South African Indian Congress* et le *Colour Franchise Action Council.*
1953	Cementia Holding	*Bantu Education Act; Criminal Law Amendment Act*
1956		*Riotous Assemblies Act*
1959	Wild Heerbrugg	*Separate Universities Act*
	Continental Linoleum Union	
1960	Securitas	21 mars : massacre de Sharpeville.
		l'Unlawful Organizations Act interdit l'ANC et le PAC.
1961		31 mai : l'Union sud-africaine devient la République d'Afrique du Sud et quitte le Commonwealth.
1962	Fischli-Fuhrmann	*General Law Amendment Act* (Sabotage Act)
	Bischoff Textil	
1963	Brown-Boweri et Cie	
	Swiss Office Machinery	
1964	Alusuisse	
	Saurer	
	Swissair	
1966	Fédération horlogère/Ébauches SA (Centre d'information)	
1967		*Terrorism Act*
1968	Kuoni	
	Société de Banque Suisse	
1969	Interdata	Création du *Bureau of State Security* (BOSS)
	Sandoz	
1970	Crédit Suisse	
	Hasler	
1971	Elzet	Fin de la représentation des métis au Parlement

1. Première contradiction de la dictature afrikaner : une alliance étroite mais conflictuelle existe entre la classe dirigeante de la dictature raciste blanche et le capital financier multinational. L'impérialisme premier nord-américain et les impérialismes secondaires français, suisses, japonais, allemands, anglais possèdent au Cap, l'un de leurs plus sûrs bastions de l'aire tricontinentale **50.**

Comme partout où une dictature policière efficace s'établit sur une terre riche en matières premières (Brésil, Argentine, Chili, Zaïre, Indonésie), le capital financier multinational finance le fonctionnement de l'appareil répressif étatique : par contribution directe, comme au Brésil où l'Association des industriels de São Paulo finance l'Operação Bandeirante, organisation policière dite antisubversive ; ou par le biais classique des impôts et des redevances ; ou encore par l'assistance interétatique, baptisée pudiquement coopération technique. Les sociétés multinationales sont généreusement payées de retour.

L'appareil policier traque les syndicalistes, empêche les grèves ; la législation industrielle et minière garantit la monocratie patronale sur les lieux de production ; les privilèges fiscaux permettent de réaliser des bénéfices inconnus dans les États bourgeois du centre. Comme le montre le tableau reproduit plus haut, l'implantation du capital multinational procède par étapes, chacune d'elles marquant une implantation plus intense que la précédente. Il est à remarquer que *chaque nouvelle étape débute après qu'une nouvelle mesure répressive à l'égard de la main-d'œuvre noire a été décrétée par la dictature raciste blanche*.

Les rapports sont cependant complexes entre la classe dominante de la minorité blanche au pouvoir en Afrique du Sud et les sociétés bancaires, minières et industrielles multinationales (et les États qui les soutiennent **51**).

Il serait faux de dire que les Afrikaners forment une oligarchie impérialiste compradore à l'instar des autres oligarchies compradores que l'impérialisme a fait naître dans les autres pays de l'aire tricontinentale qu'il domine. Les classes dominantes du peuple afrikaner n'ont, de par leur histoire, leur système culturel, leur projet politique, que peu de ressemblances avec l'oligarchie militaire indonésienne ou les oligarchies compradores de São Paulo et Minas Gerais. Elles ne sont pas nées du capitalisme « imitatif » de la périphérie. Elles se sont même battues contre l'État capitaliste de la périphérie établi par l'empire britannique et le capital anglais.

Historiquement, l'oligarchie compradore est née de la bourgeoisie périphérique. Au cours d'une première phase de la conquête, la bourgeoisie capitaliste du centre instaure en territoire conquis un État colonial, un système d'échanges et un mode de production qui détruisent les modes de production autochtones, précapitalistes. Elle crée une société à son image. Parmi le peuple soumis naît une bourgeoisie coloniale. Mais le capital, celui qui provient de l'accumulation nationale du centre comme celui qui naît de l'accumulation impérialiste, a une tendance évidente à la monopolisation. Avec la création des monopoles et la mondialisation de leurs activités, un segment dominant

(l'oligarchie impérialiste) se détache de la classe dominante du centre.

Parallèlement à la périphérie, dans le pays colonisé, la bourgeoisie coloniale devient une « lumpen-bourgeoisie » (terme d'André Gunder Frank). Un groupe dominant s'en détache : l'oligarchie compradore **52**. Civile ou militaire, elle est désormais, sur le terrain, l'administrateur local, l'auxiliaire indispensable, le satrape du capital financier multinational non médiatisé par un quelconque pouvoir d'État (du centre ou de la périphérie).

Je le répète : tout dans son histoire distingue le peuple afrikaner des tenants traditionnels du capitalisme de la périphérie et de la classique oligarchie compradore. L'infrastructure de cette société blanche est complexe. Deux faits fondamentaux marquent les rapports entre ses diverses fractions : d'une part, le souci des Blancs de maintenir leur domination sur la population africaine et de couleur ; d'autre part, l'effort permanent de la fraction afrikaner pour dominer la société blanche. Cette tension confère son caractère particulier à la société blanche d'Afrique du Sud. Elle ne peut se comprendre que dans une perspective historique.

Voici quelques repères chronologiques :

En 1652, la Compagnie néerlandaise des Indes orientales fonde la colonie du Cap. L'étonnant Jan Van Riebeek la dirige d'une main de fer **53**.

1688 : trois ans auparavant, le roi de France avait révoqué l'édit de Nantes (édit de tolérance confessionnelle pour les protestants). Les riches bourgeois protestants français s'enfuirent — avec leurs capitaux — vers Genève, la nouvelle Jérusalem du monde calviniste. Dans des conditions d'une dureté indicible, les familles huguenotes pauvres émigrèrent outre-mer, par milliers. Un

premier groupe débarqua au Cap.

En 1814, l'équilibre des forces entre les flottes mondiales a changé. La carte du monde de la conquête coloniale, les réseaux commerciaux d'Afrique, d'Asie et d'Amérique ont subi des mutations décisives. Désormais, l'Angleterre dicte sa loi. La Hollande cède Le Cap pour 6 millions de livres à la couronne britannique.

Entre les nouveaux venus et les autochtones néerlandais (ils se nomment

« Afrikaners »), la tension est permanente, le conflit inévitable [54].

1836 : c'est l'exode. Les plus durs, les plus pauvres d'entre les Afrikaners, soit environ 15 % du peuple, décident de reprendre la route, de repartir à la

recherche d'une nouvelle terre promise. Conduites par les prédicateurs en armes, les longues colonnes de chariots tirés par des bœufs, surchargés de femmes, de vieillards et d'enfants et protégées par les colons armés qui les précèdent et les encadrent, s'enfoncent lentement dans le continent.

1838 : au-delà de la chaîne du Drakensberg, les exilés rencontrent un adversaire nouveau, l'armée zulu. Les « Voortrekkers », l'avant-garde des

« Boers », sont massacrés [55]. Mais les Boers se vengent. A la bataille de Blood River, ils massacrent à leur tour les soldats de Dingaan, l'empereur zulu. La suite est connue : sur ce territoire de 1,2 million de km2 de montagne, de savanes et de vallées se jouera une tragédie à trois. Les Boers fondent l'État du Natal.

L'Angleterre annexe le Natal en 1843. Les Boers créent alors le Transvaal et l'Orange. En 1879 les Anglais attaquent les Zulu. Ceux-ci résistent farouchement. Le prince Napoléon tombe avec des centaines d'autres officiers, soldats et agents civils de la couronne. L'armée britannique écrase les troupes zulu. Derrière le bouclier qu'elle dresse (vers l'intérieur, vers l'Afrique continentale), la bourgeoisie coloniale, marchande et compradore organise l'exploitation méthodique du travailleur noir et des richesses minières et agricoles que recèle son sol. Cecil Rhodes, prototype de l'aventurier parvenu, condottiere cynique et efficace du capitalisme de la périphérie, est élu premier ministre du Cap (colonie de la couronne) en 1890 par une alliance d'Afrikaners modérés et de colons anglais autonomistes.

En 1899, c'est la guerre entre deux types de civilisations blanches, entre deux

projets coloniaux : l’un capitaliste marchand, obéissant à la rationalité globale de l’empire victorien ; l’autre, né du messianisme calviniste, archaïque, rural, têtu.

Il faudra près de trois ans à l’armée coloniale britannique pour venir à bout de la résistance boer [56]. Pendant longtemps le peuple afrikaner est constamment menacé par la famine, l’extermination : il subit la défaite mais survit. Contraints d’accepter la prédominance anglaise, les Boers se remettent au travail et essaient, au prix de terribles sacrifices, de reconstituer leurs communautés paysannes.

Toutefois, leur mode de vie, leur credo rigide et le code d’honneur qui leur fait mépriser des activités aussi profanes que le commerce, la banque, l’exploitation minière, ne sont guère adaptés aux exigences de la nouvelle société industrielle.

La plupart des Boers refusent même d’habiter la ville. Leurs communautés paysannes s’appauvrissent de plus en plus. Les richesses minières du pays, le marché monétaire, le marché immobilier, les réseaux de transport, la manufacture, le commerce, bref, toutes les principales activités d’une société capitaliste-marchande sont désormais contrôlées par des Européens de souche

anglaise, allemande ou scandinave.

Mais, graduellement, les générations montantes rompent avec la tradition paysanne. Au cours des années trente, les jeunes Afrikaners connaissent un étonnant renouveau. Ils s’inscrivent à l’École des mines, aux universités, aux écoles techniques. Ce brusque réveil libère alors des forces insoupçonnées.

L’intelligence, l’énergie, la ténacité de ces paysans sont telles qu’ils accèdent rapidement aux postes dirigeants tant dans l’appareil de l’État que dans les trusts miniers [57]. Sur le plan politique, les Afrikaners attendront longtemps leur revanche. Elle viendra en 1948 avec la victoire aux élections de l’Union du parti nationaliste, le parti afrikaner. Entre-temps, le pays a changé totalement, il est devenu la première puissance économique, financière, militaire du continent. Le produit national brut dépasse aujourd’hui 30 milliards de dollars : l’industrie sud-africaine produit plus de 40 % des biens industriels d’Afrique ; plus de 60 %

de l’or du monde occidental en provient.

Au sein de la minorité dominante blanche, deux rationalités s’affrontent : celle, complexe, mystico-religieuse, traumatisante du peuple afrikaner, et celle, classique, du capital financier mondialisé.

Nous l’avons vu, le peuple afrikaner est hanté par la peur de sa propre disparition. Pour conjurer le « svaarte gevaar » (le danger noir), pour garder son identité intacte, il est prêt à affronter le monde entier. Il préférera le suicide au dialogue, la mort à la société multiraciale. Le système de l’apartheid, ses mesures « positives » et ses mesures « négatives », sont destinés à conjurer cette angoisse. Les sociétés minières, industrielles, bancaires, multinationales, par contre, ont un « projet de vie » tout différent **58.** Leur loi exclusive, leur projet existentiel est la maximalisation du profit, l’accumulation accélérée de la plus-value et l’extension la plus rapide possible de leur domination sur les peuples et les choses. Pour eux, le système de l’apartheid n’a donc pas la même fonction.

Pour les sociétés multinationales, les bantustans sont de simples réserves de chômeurs dans lesquelles elles entendent puiser en fonction de leurs besoins. La séparation des races dans les zones urbaines leur permet de mieux contrôler les éventuels mouvements de revendication. Les mesures vexatoires et policières garantissent la docilité de la main-d’œuvre noire.

Entre la rationalité du peuple afrikaner et de sa dictature raciste d’une part et celle du capital financier, industriel, minier multinational, de l’autre, des

dissensions surgissent vers le milieu des années 1970.

Essayons de cerner ce conflit : comme nous l’avons vu, les mesures

« positives » de l’apartheid visent à transformer en travailleurs étrangers tous les Noirs d’Afrique du Sud travaillant en dehors de leurs réserves tribales respectives. Aucun Africain ne peut résider sans permis dans les zones blanches.

Tous les non-Blancs ont l’obligation d’avoir constamment sur eux un passeport qui indique les zones du pays qu’ils sont autorisés à traverser. L’Afrique du Sud blanche couvre 87 % du territoire de la République, soit 1 006 000 km2 de zones blanches, contre 150 000 km2 de zones noires et de couleur. Malgré l’exiguïté de ces dernières, les Afrikaners essaient de réduire au minimum la population noire des zones blanches et parlent d’augmenter le nombre des Africains habitant les bantustans.

La rationalité des sociétés multinationales **59** impose un mouvement inverse.

Plus il y aura de travailleurs immigrés dans les bidonvilles des zones blanches, moins on aura à les payer, car ces masses de chômeurs parqués dans les

townships, les shantytowns, acceptent de travailler pour des salaires de misère.

Nombre de sociétés multinationales organisent donc le départ clandestin des travailleurs de leurs réserves tribales d'origine et facilitent leur installation, clandestine également, dans les bidonvilles proches des lieux de production.

La première réaction d'envergure de la dictature raciste a eu lieu le 9 août 1977. Ce jour-là, la première des grandes opérations de « rapatriement » forcé commence. Les forces de sécurité et les services municipaux équipés d'hélicoptères, de tracteurs, de bulldozers, envahissent trois des plus grands bidonvilles situés dans un périmètre de 25 km autour de la ville du Cap. Elles procèdent à un contrôle d'identité général : 26 000 personnes qui ne sont pas autorisées à séjourner dans la zone blanche sont expulsées dans les jours qui suivent et leurs habitations rasées. Ces immigrants « illégaux » seront parqués dans des centres de tri en attendant d'être renvoyés dans leurs réserves tribales respectives **60**.

Autre exemple du conflit naissant entre le capital multinational et la dictature afrikaner : il existe en Afrique du Sud une loi visant à réserver aux travailleurs blancs les postes exigeant une formation de travailleurs qualifiés *(Job Reservation Act)*. Or, cette loi, un des piliers du système de l'apartheid en tant que mesure « négative », gêne de plus en plus les sociétés multinationales. Ceci pour deux raisons : après trente ans d'intense industrialisation, les Africains formés sur le tas sont relativement nombreux. 2,8 % de toute la main-d'œuvre africaine immigrée constituent aujourd'hui une main-d'œuvre qualifiée qui serait

prête à occuper les postes de travail correspondant à sa qualification, ceci à des salaires inférieurs au tarif fixé avec les syndicats blancs (« Industrial Agreements », sortes de conventions collectives). Or, le *Job Reservation Act* stipule qu'il est illégal d'engager un Noir qualifié dans une entreprise située en zone blanche, sans l'accord préalable des syndicats blancs. Et ces syndicats blancs refusent systématiquement la promotion concurrentielle des Noirs. Ils veillent avec une attention toute particulière au respect de ces dispositions discriminatoires. Ils dénoncent devant les tribunaux blancs la moindre violation de la loi commise par une société multinationale ou sud-africaine. En juillet 1977, trente-trois dirigeants de sociétés multinationales d'origine américaine (parmi lesquelles IBM, General Motors, Ford, Caltex, Petroleum, Dow Chemical, etc.) ont demandé publiquement la « modification » du *Job Reservation Act*. Harry Oppenheimer, président-directeur général d'une des plus puissantes sociétés

minières et industrielles multinationales, l'Anglo-American Corporation, réclame pour sa part l'abolition pure et simple du *Job Reservation Act* [61].

2. Deuxième contradiction de la dictature afrikaner : la dictature profite évidemment à l'ensemble des Blancs d'Afrique du Sud, mais le système symbolique afrikaner (notamment l'affirmation de l'inégalité constitutive des races qui est au fondement de sa force) ne sont pas partagés par tous les secteurs de la population blanche. La population blanche non afrikane se divise en deux catégories :

a. les descendants sud-africains des vieilles communautés blanches : Juifs d'Europe, Britanniques du temps de l'Empire, Allemands ayant reflué vers l'Afrique du Sud après la liquidation en 1919 de l'empire colonial allemand. Ces communautés ont une longue et parfois tumultueuse histoire de cohabitation avec la communauté afrikaner ;

b. les Blancs que les Afrikaners eux-mêmes appellent les « nouveaux immigrants ». Ce sont les mercenaires de l'expansion, techniciens, cadres, universitaires (allemands, français, suisses, anglais) qui, attirés par les salaires élevés et le style de vie colonial, sont venus par centaines de milliers en Afrique du Sud dès la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Ils opposent aux conflits interethniques une indifférence hautaine. Ces « nouveaux immigrants »

reproduisent généralement les clichés les plus éculés (le-Noir-paresseux-qui-a-besoin-de-la-chicotte-pour-travailler) de l'idéologie coloniale. Ils ne constituent pas par eux-mêmes une force politique.

La situation est toute différente pour les vieilles communautés blanches non

afrikaner qui ont formé séparément ou en commun, selon les époques, un grand nombre de partis politiques et mouvements culturels dont plusieurs se sont heurtés et se heurtent encore — quelquefois violemment — à la dictature raciste.

Le peuple afrikaner ne représente qu'un peu plus de la moitié de la population blanche, mais sa domination est quasi totale depuis 1948. La division politique et les origines culturelles divergentes des autres communautés blanches en sont les raisons principales. Depuis 1948, pourtant, quelques-uns des partis blancs opposés à la domination afrikaner ont tenté de reprendre le pouvoir dans l'État [62]. Il s'agit principalement de [63] :

— l’ *United Party* qui regroupa longtemps la majorité des citoyens d’origine anglaise. Il a été d’abord dirigé par le général Smuts, général britannique de la Seconde Guerre mondiale, puis par Sir Villiers Graaf. Hostile à l’apartheid tel qu’il est conçu par le gouvernement afrikaner, ce parti plaide néanmoins pour le maintien de la séparation des races. Il est resté longtemps le plus fort des partis de l’opposition légale ;

— le *National Union Party* a été fondé en 1960 par le député Basson après son exclusion du Parti afrikaner. Il ne s’oppose pas au principe de l’apartheid mais préconise le développement des réserves et de l’autogestion des régions habitées par les Africains. Son projet est de transformer la République en une confédération d’États africains et d’États blancs ; le NUP est dissous ;

— le *parti progressiste* est principalement celui de la bourgeoisie d’affaires.

Harry Oppenheimer en fut l’un des promoteurs les plus actifs. Il n’a pas une position clairement définie face à l’apartheid : opposé à la politique raciale du gouvernement, il ne plaide cependant pas en faveur de la déségrégation, mais demande des réformes constitutionnelles qui accorderaient aux Africains un certain droit de vote, une certaine représentation au Parlement et la garantie de certains droits fondamentaux ;

— le *parti libéral*, foncièrement opposé au gouvernement, plaide pour l’émancipation économique, sociale et politique des Africains, pour l’institution d’une démocratie authentique et pour l’égalité de tous les citoyens sud-africains devant la loi. Le *Liberal party* est dissous. La plupart de ses militants sont au *Progressive Party*.

Au fur et à mesure que se durcit **64** la dictature raciste, l’opposition parlementaire tente de se regrouper. Face au parti traditionnel, quasi immuable, de l’opposition historique anglophone (le *United Party)*, un nouveau parti s’est constitué : le *Democratic Party*. Tous deux ont fusionné pour former le *New Republic Party*. C’est donc une opposition presque unie qui s’oppose désormais,

au niveau parlementaire, au parti afrikaner. Mis à part une infime minorité, cette opposition n’est pas hostile, répétons-le, au système de la discrimination raciale.

Ces regroupements sont donc à considérer dans le cadre classique et limité de la lutte parlementaire bourgeoise.

3. Si cette seconde contradiction, d'ordre avant tout superstructurel, n'est que de faible importance, la troisième a encore moins de signification. Je ne la cite ici donc que pour mémoire. A l'intérieur du parti afrikaner (le *Natsionale Partie),* Andres Treurnicht et son *Broederbond* (organisation d'extrême-droite antisémite, anti-africaine et qui est, au sein même du parti, une sorte de Ku-Klux-Klan) s'opposent à R. F. Botha, actuel ministre des Affaires étrangères et chef d'une fraction dite libérale du parti. Il existe également une organisation du parti afrikaner qui, au Transvaal, jouit d'une certaine autonomie politique et d'une considérable puissance financière. Son chef actuel est Connie Muller, ministre de l'Information du gouvernement Vorster. Cette organisation du Transvaal est combattue par l'appareil du Cap. Dans cette province, l'organisation du parti est dirigée par l'actuel ministre de la Défense de Balthazar Vorster, Peter W. Botha.

Résumons : la lutte des peuples non blancs d'Azanie pour la construction d'une nation pluri-ethnique, pluriclassiciste et contre l'impérialisme et ses alliés afrikaners, constitue, au sens marxiste du terme, une phase paroxystique de la lutte de libération anti-impérialiste continentale. Les deux derniers adversaires sont face à face sur le dernier territoire encore occupé par le capitalisme transcontinental sous sa forme archaïque : le colonialisme raciste. Le racisme est

— au sens hégélien du terme — le mal universel concret. Il nie l'homme asservi dans sa spécificité concrète. Il est au fondement du système capitaliste colonial ou impérialiste. Mais la pathologie qu'il génère transcende ce mode particulier de production. Le racisme pousse jusqu'à son ultime et absurde conséquence la logique d'exploitation, de réification de l'homme qui fonde le système capitaliste : il annihile l'esclave concret pour le faire renaître sous forme de cauchemar générique dans l'esprit du maître. Vorster, Botha évoquent à chacune de leurs harangues la « svaarte gevaar », le danger noir. Une étrange dialectique habite le délire raciste : Plus le maître est puissant, moins il se sent en sécurité.

L'esclave est-il réduit à néant, à l'état d'animal corvéable à merci ? Il hantera davantage encore le cauchemar nocturne du maître. Ainsi Hitler craignait-il les Juifs. Ils furent détruits, annihilés et pourtant la figure du Juif ne cessait de

grandir. Plus de 6 millions, la quasi-totalité des Juifs d'Europe centrale et orientale furent massacrés par les nazis. Le 20 avril 1945, jour de son dernier anniversaire, alors que les canons soviétiques bombardaient le bunker de la Reichskanzlei dans lequel il se trouvait, Hitler confiait à son beau-frère : « La plus grande menace pour le IIIe Reich, c'est la conjuration juive **65** ! »

En détruisant l'univers militaire, économique, politique, religieux, mental de Vorster, de Botha et de leurs alliés, le mouvement de libération africain ne rétablira pas seulement la dignité, la liberté de l'homme noir ; il vengera le martyre anonyme des millions de victimes du racisme colonial ou fasciste sur les cinq continents de la terre.

IV. Perspectives.

Un problème didactique se pose ici. La construction de ce premier chapitre de la troisième partie de ce livre peut paraître logique : j'ai essayé de développer la notion de *nation duelle*, de cerner les principaux problèmes qui s'opposent à la construction nationale, les étapes, enfin, de la genèse du mouvement africain de libération. Or, en Azanie, nous sommes confrontés à un « objet sociologique inachevé ». pour reprendre l'expression de Gurvitch. Malgré l'histoire déjà longue du mouvement anti-impérialiste, la lutte ne fait que commencer. Son issue reste incertaine. Je suis pessimiste : la victoire de la contre-révolution blanche (pour un siècle au moins) me paraît plus probable, aujourd'hui, que l'établissement, au sud de l'équateur, de nations africaines indépendantes. Pour ce qui est de l'Azanie, je ne peux que formuler des hypothèses, celles que me suggère l'état actuel de la lutte de classe et de la lutte anti-impérialiste sur ce territoire.

Revenons en arrière et tentons de situer, dans un paysage social plus vaste, le conflit qui oppose l'oligarchie capitaliste hégémonique blanche et ses alliés du centre impérialiste d'une part, au mouvement de libération africain de l'autre.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, la révolution africaine — ou plus modestement la décolonisation — a permis l'émancipation de près de 200 millions d'hommes. Quarante-deux nouveaux États se sont constitués. Mais cette formidable vague s'est brisée en 1960 sur un barrage qui paraissait sans faille, celui qu'avait dressé l'Afrique sous domination blanche au sud de l'Équateur, à la hauteur du Katanga. Derrière ce barrage, véritable muraille faite de tout un réseau enchevêtré d'accords économiques internationaux, de conventions militaires, de stratégies politiques continentales et de manœuvres

locales, les gouvernements minoritaires blancs organisaient la contre-révolution.

Non contente d'arrêter le mouvement aux frontières de l'Angola et de la Rhodésie du Nord, la contre-révolution blanche fomentait le chaos dans

l’immense bassin congolais. Le 11 juillet 1960, la province la plus riche, située sur les hauts-plateaux miniers du Sud-Est, fit sécession. Créé, financé, armé par l’Union minière du Haut-Katanga, un chef politique local, issu du peuple lunda, Moïse Tschombé, proclama l’« indépendance ». Il était assisté par un chef bayeke, Godfroy Munongo, petit-fils de l’empereur Msiri qui, jusqu’en 1891, s’était opposé victorieusement à toute pénétration blanche. Ce fut Munongo qui ordonna l’assassinat de Patrice Lumumba au Katanga (17 janvier 1961).

En Angola, l’insurrection éclata en 1961. L’armée coloniale portugaise la combattit. Au Mozambique, le chef et fondateur du Frelimo, Mondlane, fut assassiné à Dar es-Salam **66**. En Rhodésie du Nord, le chef de la minorité blanche, Roy Welensky, imposa le maintien des liens fédéraux avec la Rhodésie du Sud **67**. Même les Nations unies plièrent devant la contre-révolution blanche.

En 1960 et 1961, les casques bleus éthiopiens, ghanéens, ghurkas entrèrent dans Élisabethville et furent repoussés par les mercenaires. Dag Hammarskjöld dut accepter de se rendre à d’humiliants pourparlers d’armistice. Son avion s’écrasa mystérieusement dans la région de Ndola, ville frontière entre le Katanga et la Rhodésie du Nord.

Dix-huit ans ont passé. Une nouvelle force surgit brusquement : celle de la libération des peuples noirs d’Afrique australe, non plus par le mouvement continental de solidarité armée, mais bien par l’insurrection interne et par la plus inattendue de toutes : celle des écoliers désarmés, inorganisés, irréductibles, téméraires, magnifiques, des townships noirs de Soweto, du Cap. Plusieurs autres événements annoncent ce changement : en 1976, sur la ligne Lobito-Caemba, le corps expéditionnaire sud-africain est écrasé par les troupes cubaines et les Forces armées de libération nationale, branche militaire du MPLA **68**. Le corps expéditionnaire doit rebrousser chemin. La République d’Angola est proclamée en novembre. Un autre événement, dialectiquement lié au premier, est l’insurrection — déjà nommée — de la jeunesse africaine, gigantesque et sanglant « mai 68 » sud-africain qui se produit aujourd’hui dans un pays qui n’est plus protégé par les vastes glacis territoriaux d’autrefois. Le FRELIMO au Mozambique, le MPLA en Angola ont abattu — avec l’aide des officiers insurgés à Lisbonne — la domination coloniale sur leurs territoires (1974).

Après une guerre de libération nationale, coûtant des dizaines de milliers de morts, le peuple du Zimbabwe a chassé le régime raciste de Ian Smith, allié

privilégié de Pretoria, et proclamé son indépendance (avril 1980). En Namibie, malgré la scission de la SWAPO, la collaboration de l'UNITA angolaise avec Pretoria et les raids meurtriers de l'aviation sud-africaine sur les camps de réfugiés, la lutte de libération progresse ; la France, la Suisse, la RFA pillent

— en violation de la résolution de l'ONU — l'uranium namibien ; mais l'opinion publique d'Occident exige de plus en plus fermement le départ de Namibie des troupes d'occupation sud-africaines. Enfin, le Malawi du Dr Banda, véritable réservoir de main-d'œuvre des sociétés multinationales minières du Rand, connaît les premiers mouvements clandestins d'opposition.

A Sharpeville, en 1960, lorsque la police sud-africaine avait tiré sur les manifestants, massacrant délibérément femmes, hommes et enfants, la foule, terrifiée, avait reflué. En 1976, à Soweto, la même police utilise les mêmes méthodes. Cette fois, les multitudes noires de collégiens, d'ouvriers, de femmes, de chômeurs (parmi lesquels se sont glissés des militants du PAC) continuent d'avancer, le poing levé, reprenant en chœur les mots d'ordre du combat nationaliste : « Amandla » (pouvoir), « Azania ». Depuis la première vague des grandes grèves de 1972 (234 grèves, 80 000 ouvriers impliqués), la mort ne semble plus effrayer cet extraordinaire peuple de l'ombre. Entre la mi-juillet 1976 et novembre 1977, près de 630 personnes (chiffres de l'OUA) sont tombées. Face à ce peuple sorti de la nuit, la tranquille assurance des contrerévolutionnaires d'il y a dix-huit ans s'est brusquement muée en énergie du désespoir.

Comment mourra le régime de Pretoria ? La première hypothèse, qui me paraît la plus irréaliste, est celle que Henry Kissinger a suggérée à Vorster lors de leur rencontre en Bavière, en juin 1976. Elle préconise le démantèlement graduel du système de l'apartheid et la constitution progressive d'un État et d'une société multiraciaux basés sur le suffrage universel. Cette solution me paraît inconcevable pour deux raisons au moins : nous ne savons que peu de chose des analyses actuelles que formulent Nelson Mandela **69** et Olivier Tambo **70**. Ils dirigent un mouvement clandestin qui a pour adversaire immédiat l'une des plus efficaces polices du monde, le *Bureau of State Security* (BOSS).

Ils ne donnent guère d'explications sur leur stratégie et leur tactique de combat.

Mais il paraît certain que les chefs historiques du mouvement de libération nationale n'accepteront jamais une égalité raciale dont la contrepartie serait la

permanence du capitalisme colonial et le maintien de l'Azanie libre dans le système impérialiste américain. D'un autre côté, les traumatismes nés du passé et qui façonnent puissamment le surmoi collectif afrikaner, joints à la rigidité

minérale de leur doctrine, rendent la libre acceptation du suffrage universel par les Boers pratiquement inimaginable.

Deuxième hypothèse, dite « libanaise ». Il est vrai que le fanatisme de croisés, le christianisme colonial des Afrikaners n'a rien à envier à la meurtrière folie

« chrétienne » des bandes phalangistes de Beyrouth. Botha et Gemayel procèdent d'un même fanatisme anachronique, meurtrier, condamné. Mais la partition du pays, qui garde ses chances au Liban, a échoué en Afrique du Sud.

Vorster avait lancé, au printemps 1975, une offensive diplomatique en direction des chefs d'États dits « modérés » d'Afrique noire. Elle avait la bénédiction du département d'État américain et visait à faire admettre l'indépendance à venir des bantustans. Mais après l'échec en Angola du FLNA, mouvement soutenu par les États-Unis, et de l'UNITA qu'appuyait le corps expéditionnaire sud-africain, le vent a tourné dans toute l'Afrique australe. Il y a eu la victoire du MPLA, suivie de la proclamation de la République angolaise. Les États africains mettent tout en œuvre pour qu'aucun État au monde ne reconnaisse l'indépendance du Transkai et du Bophutha-Tswana, premiers bantustans à être dotés, par un diktat de Pretoria, d'un gouvernement et d'une administration « indépendants » **71**.

Reste la troisième hypothèse, dite hypothèse « algérienne ». Elle me paraît tout aussi improbable que les deux précédentes. Rares sont les villes du monde que je n'ai pas aimées. Pourtant, je déteste Johannesburg, Durban et même la très belle ville du Cap. Mais je dois rendre cette justice aux Afrikaners qui l'habitent : jamais je n'ai rencontré parmi eux quelqu'un faisant état d'une autre identité que celle de Sud-Africain. Les présenter comme une diaspora hollandaise installée à Natal ou au Cap me paraît une vue totalement absurde.

Issus des Pays-Bas, les Afrikaners en sont depuis trop longtemps séparés pour qu'il subsiste encore des liens organiques avec une Hollande qui, entre-temps, est devenue l'une des sociétés les plus tolérantes, les plus libres d'Europe. Les Afrikaners sont bien décidés à mourir sur place. Ils luttent le dos à la mer, et aucun refuge ne les attend au-delà de l'horizon.

Mais les Afrikaners ont aussi les moyens de tuer. Grâce à la France, ils

fabriqueront bientôt la bombe atomique.

Il ne reste qu'à formuler sinon une dernière hypothèse, du moins une ultime question : ce dernier quart de siècle voit une époque de l'histoire du monde se terminer. L'impérialisme est en crise, mais c'est une crise structurelle, non pas une agonie. L'impérialisme, pour de multiples raisons — dont les principales sont l'insurrection des peuples dominés de la périphérie et la montée du combat anti-impérialiste au centre — redéploie aujourd'hui ses forces. La protection

qu'accorderont les États-Unis à un gouvernement afrikaner en lutte contre la guérilla urbaine, la désobéissance civile, les grèves politiques à l'intérieur et l'attaque d'armées de libération sur ses frontières, me paraît donc décisive. Or, cet appui ne sera pas inconditionnel. Un mouvement anti-impérialiste existe aux États-Unis mêmes.

Les Européens, peu familiers de l'évolution du rapport des classes aux États-Unis, ne se rendent que rarement compte de l'importance grandissante des organisations militantes afro-américaines. Pour les militants noirs d'Amérique et leurs alliés libéraux blancs, l'Afrique du Sud, comme le Chili de Pinochet, est un cas-test d'après lequel juger la politique étrangère américaine. Tout gouvernement qui, discrètement ou avec conviction, appuierait l'Afrique du Sud de Botha, rencontrerait leur plus vigoureuse opposition. On sait, depuis la

« mésaventure » vietnamienne de Lyndon Johnson (1968), qu'aucun président ne peut sous-estimer ce type d'opposition. Julian Bond et Andrew Young dirigent ce mouvement. N'importe quel président américain sera amené à en tenir compte.

Mais notre responsabilité à nous Européens est elle aussi engagée. Que savons-nous des militants de l'African National Congress, du Panafrican Congress, du parti communiste sud-africain ? Que savons-nous de leur combat ?

De la souffrance de leurs prisonniers (ils sont environ 8 000), dont des centaines d'enfants de moins de quatorze ans oubliés dans des cachots ? Que savons-nous de la sous-alimentation, des maladies qui, chaque année, tuent des milliers d'enfants dans les bantustans ? La France de Valéry Giscard d'Estaing est en 1980 le second fournisseur d'armes du régime raciste ; la Suisse, neutre et philanthrope, est son banquier.

Pour conclure, je citerai Fanon :

Dans la décolonisation, il y a l'exigence d'une remise en question intégrale de la situation coloniale. Sa définition peut, si on veut la décrire avec précision, tenir dans la phrase : les derniers seront les premiers. La décolonisation est la vérification de cette phrase… La décolonisation ne passe jamais inaperçue. Car elle porte sur l'être. Elle modifie fondamentalement l'être. Elle transforme des spectateurs écrasés d'inessentialité en acteurs privilégiés, saisis de façon quasi grandiose par le faisceau de l'Histoire. Elle introduit dans l'être un rythme propre. Elle apporte un nouveau langage, une nouvelle humanité. La décolonisation est création d'hommes nouveaux (…) *Cette création ne reçoit sa légitimité*

d'aucune puissance surnaturelle : la chose colonisée devient homme dans le processus même par lequel elle se libèr[*e 72*](#) .

Aujourd'hui, en Azanie, des milliers de *choses colonisées* tentent de devenir des êtres humains. A cause de notre indifférence, la plupart d'entre elles risquent de mourir avant d'y parvenir **73**.

1.

Dominique Perrot, ma collègue à l'Institut universitaire d'études de développement (Genève), m'a donné des conseils précieux — sans partager toutes mes thèses — pour l'élaboration de ce chapitre.

Je l'en remercie.

2.

M. Robespierre, « 1793 », in *Théâtre du soleil* , Paris, Stock, 1972, p. 31.

3.

E. Kant, *Le Conflit des facultés* , publié en 1798.

4.

O. Tambo, entretien avec René Backman, in *Le Nouvel Observateur* , 4 juillet 1977.

5.

Azania est le nom antique des côtes de Somalie (Y. Person). Il désigne aujourd'hui, pour les Africains, le pays que les Blancs nomment l'Afrique du Sud.

6.

Juin 1976 : l'insurrection urbaine est dirigée par le *Soweto Student Representative Council* (SSRC).

Son président est Taietsi Mashini, vingt ans ; son secrétaire général Barnley Mokgatle ; son trésorier Selby Semela. Mashini banni, Seathole lui succède à la présidence.

7.

P. Verger, *Flux et Reflux du trafic d'esclaves entre le golfe de Guinée et la baie de tous les Saints* , Paris, Mouton, 1967.

8.

Les noms de code des clandestins du PAC et d'autres organisations militantes sont généralement les noms de héros tombés lors de la lutte anticoloniale du XIXe siècle ou les noms de chefs d'esclaves insurgés de la diaspora : *e.a* . Ganga-Zumbi. Dingaane.

9.

Après le scandale Rhoodie/Union de banque suisse et la chute consécutive de Vorster (1979) le BOSS fut réorganisé ; il s'appelle aujourd'hui : le DONS *(Department of national security)* .

Cependant, l'ancienne appellation est restée en usage, je continue à l'utiliser dans ce livre.

10.

Il s'appelle Andrew Young et est un pasteur baptiste. Il fut pendant onze ans directeur politique de la *Southern Christian Leaders Conference* (SCLC) dont le président fut le pasteur Martin Luther King jusqu'au jour où il fut assassiné. La SCLC est le principal mouvement de lutte pour les droits civiques et

l’émancipation de l’homme noir dans le sud des États-Unis. De nombreuses personnes qui en faisaient partie ont été assassinées. Ce mouvement fut à la tête des grandes marches de la paix à Memphis. Atlanta et Washington. La SCLC et le Mouvement de libération nationale azanien ont des

ancêtres communs : l’ *Ethiopian Church* et la *Catholic Apostolic Church in Zion* furent très actives à la fin du XIXe et au début du XXe siècle et participèrent au combat contre l’oppression blanche, tant en Amérique qu’en Afrique. La première est une dissidence de l’Église méthodiste, la seconde est, malgré son nom, une Église protestante. Elles sont largement représentées à la SLCL, mais sous des noms différents.

En 1892 et en 1896, respectivement, elles essaimèrent, comme il était fréquent à l’époque pour les églises messianiques afro-américaines, sur le continent noir. En Azanie, elles comptent aussi parmi les organisations fondatrices du *South African Native Congress* (1912).

11.

J. Chesnaux, « Le processus de formation des nations en Afrique et en Asie ». in revue *La Pensée* , no d’avril-mai 1965. Chesnaux a entre-temps rompu avec le parti communiste français et avec la raison analytique de celui-ci.

12.

Y. Person, « Idéologie et histoire sud-africaines », in *Revue française d’études politiques africaines* , Paris, 1977, no 144, p. 20 s.

13.

Cité par W. Limp, *Anatomie de l’apartheid* , Paris, Casterman, 1972.

14.

Il existe deux autres Églises calvinistes en Afrique du Sud, la NHK et la GKSA.

15.

Pendant le « Grand Trek » les prédicateurs afrikaners identifient les Boers au peuple d’Israël en exode. Or, toute idée de « peuple élu » porte en elle le germe

du totalitarisme le plus obscurantiste ; la parenté — aujourd'hui — entre les gouvernements Béguin et Vorster me paraît évidente.

16.

Selon l'Ancien Testament, Ismaël est le fils d'Abraham et d'une femme esclave égyptienne. Amar.

Le fils « légitime » du patriarche, d'où descend la lignée de David, s'appelle Isaac.

17.

Cf. aussi la résolution du Synode du Sud-Transvaal de la NGK, 1968. in *Rand Daily Mail* , 25 juin 1968.

18.

Race qui pouvait se reproduire aussi par l'adoption. Exemple : les experts en questions raciales de Himmler choisirent 9 des 91 enfants de Lidice (village tchécoslovaque que les nazis rasèrent en 1942) à cause de leurs caractéristiques aryennes (cheveux blonds, etc.) Ils devaient être adoptés par des familles allemandes. Les 82 autres enfants furent gazés à Chem : *Der Spiegel* , no 25, 1977.

19.

En mai 1976 un consortium d'entreprises françaises, patronné par l'Électricité de France, société d'État, signe avec l'ESCOM (Energy Supply Compagny) sud-africaine un contrat portant sur la construction en Afrique du Sud de deux centrales nucléaires. Le prix d'achat est d'environ 1 milliard de dollars. L'Organisation de l'unité africaine accuse la France de contribuer de façon décisive à la fabrication de la bombe atomique sud-africaine. Le gouvernement français a contesté ce point de vue en 1977.

20.

J.-F. Rolland, *Le Grand Capitaine* , Paris, Grasset, 1976.

21.

M. Cornevin, *L'Afrique du Sud en sursis* , Paris, Hachette, 1977 ; J. Kestergat, *25 millions de Sud-Africains malades de l'apartheid* , Paris/Bruxelles, Elsevier, 1977 ; B. Lacharte, *Luttes ouvrières et Libération en Afrique du Sud* , Paris, Syros, 1977 ; W. Limp, *Anatomie de l'apartheid* , Paris, Casterman, 1972 ; S. Thion, *Le Pouvoir pâle* , Paris, Ed. du Seuil, 1969 ; R. Lefort, *L'Afrique du Sud, Histoire d'une crise* , Paris. Maspero, 1977.

22.

Tableau établi par le Mouvement anti-apartheid, Genève, 15, rue Levrier, en octobre 1976 et publié dans le dossier *Afrique du Sud* . Du fait de l'expulsion de la République sud-africaine des principales organisations internationales (notamment des organisations spécialisées des Nations unies) les chiffres récents et détaillés sur l'Afrique du Sud sont rares et peu sûrs, Pretoria utilisant ses propres statistiques à des buts de propagande évidents.

23.

Colin Legun, *Africa* , Londres, Handbook, 1962, p. 383 s.

24.

B. Lacharte, *Luttes ouvrières et Libération en Afrique du Sud, op. cit.* , p. 30.

25.

Aucun État étranger n'a jusqu'ici (juin 1978) reconnu le Transkai ou le Bophutha-Tswana.

26.

Le bantustan « indépendant » du Bophutha-Tswana est réparti en vingt unités géographiques, situées dans trois provinces sud-africaines différentes : État d'Orange, Transvaal, Cap. Des 2 millions de Tswana, la moitié vit en Afrique du Sud blanche. Parmi ceux qui vivent dans le bantustan

« indépendant », 150 000 vont travailler chez les Blancs tous les jours. 70 % du revenu « national »

du Bophutha-Tswana est gagné en Afrique du Sud blanche. Ce revenu est de 235

rands par tête et par an. Il est le 17e revenu d'Afrique. Le directeur du Crédit suisse à Johannesburg est le conseiller spécial du président du Bophutha-Tswana, Mangope. L'État du Bophutha-Tswana abrite 37 mines.

Parmi elles : la deuxième mine de platine du monde. La première se situe à 1 km de la frontière, en terre blanche. Toutes ces mines comme toutes les installations industrielles sont propriété des sociétés multinationales ou sud-africaines blanches. L'eau, l'électricité de l'État du Bophutha-Tswana sont fournies par l'Afrique du Sud. Sur les 72 millions de rands que compte le budget, 12,5 millions, soit un sixième, proviennent du Bophutha-Tswana lui-même. Le bantustan

« indépendant » est donc totalement dépendant de l'Afrique du Sud. La misère, dans la plupart de ces vingt enclaves éparpillées qui forment le territoire « national » du nouvel État, est terrible : plus de la moitié des enfants au-dessous de 5 ans meurent de faim ; des dizaines de milliers d'autres perdent la vue, restent infirmes cérébraux par manque de nourriture.

27.

Cette loi donne lieu à de nombreuses condamnations, elle supprime pratiquement la liberté de mouvement des Africains à l'intérieur de la République. Les derniers chiffres sont ceux donnés par Michael Savage, professeur à l'université du Cap, devant l' *Institute of Race Relations* (conférence de janvier 1977) : Savage donne, pour l'année 1974, 511 163 condamnations.

28.

Date de l'interdiction de l' *African National Congress* et du *Pan African Congress* . Le *parti communiste sud-africain* , lui, est interdit depuis 1950.

29.

Octobre 1977 : le gouvernement Vorster interdit 18 organisations noires, c'est-à-dire la quasi-totalité

des organisations sociales, para-politiques noires ayant survécu aux interdictions de 1960 (dont les principales victimes avaient été l'ANC et le PAC). Parmi les organisations interdites figurent des organisations parfaitement apolitiques dont

la seule tâche était l'aide sociale, l'assistance aux familles noires souffrant de la faim, tel le *Black Communities Program.*

30.

La répression la plus violente est réservée aux Noirs. Les métis, hindous, *e.a* ., subissent une discrimination qui, pour être un peu moins brutale, n'est pas moins humiliante.

31.

Au Ciskei, 50 % des enfants meurent de faim, de maladie avant leur cinquième année ; B. Lacharte, *op. cit.*

32.

A l'étude des documents concernant l'établissement du Transkai, il m'apparaît que le véritable cerveau de la stratégie xhosa n'est pas Matanzima, mais son adjoint et ministre des Affaires étrangères Digby Koyona.

33.

Chiffres de l'enquête de la section économique de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* , juillet 1977.

34.

Il ne sera pas question ici d'un conflit nouveau, secondaire : le *Black Conciousness* , qui est venu se greffer sur le conflit existant entre l'ANC et le PAC. Trois organisations nationalistes de moindre importance, *la South African Student Organization* (SASO), le *Black Peoples Convention* (BPC), et plus récemment le *Soweto Student Representative Council* (SSRC), sont porteuses de cette nouvelle idéologie qui fit son apparition au début des années 1970. Le mouvement du Black Conciousness rejette toute acculturation. Toutes ces organisations sont interdites depuis octobre 1977. Elles tentent actuellement de se réorganiser. Avril 1978 : l'AZAPO *(Azanian African Peoples Organization)* naît.

Elle regroupe les militants de *Conscience noire* . Son président : Ismaël Mkhabela, ancien leader du SAC *(Soweto Action Committee).*

35.

G. Balandier, *Sociologie actuelle de l'Afrique noire* , Paris, PUF, 1954. — R. Bastide, *Les Religions africaines au Brésil* , Paris, PUF, 1961. — M.I. Perreira de Queiroz, *Révolution et Réformisme, les mouvements messianiques du Tiers Monde* , Paris, Anthropos, 1967. — V. Lanternari, *Les Mouvements messianiques* , Paris, Maspero, 1964. — Les églises « éthiopiennes » sont généralement des églises schismatiques, les églises « zionistes » des églises syncrétiques.

36.

Ghandi réside à Durban dès 1893. Il quitte l'Afrique du Sud pour Bombay en 1915. Il est assassiné à la Nouvelle Delhi le 30 janvier 1948.

37.

Sur la trahison du Komintern, cf. p. 43 s.

38.

Depuis lors, le mouvement syndical noir s'est puissamment développé, malgré les énormes difficultés qu'il rencontre. Sa plus grande organisation est aujourd'hui la *Black Allied Workers Union*

. La plus active lors des grandes grèves des années 1975-1977 a été l' *United Auto Rubber and Allied Workers* . Cf. B. Lacharte, *Luttes ouvrières et de libération en Afrique du Sud, op. cit.*

39.

Cf. p. 45.

40.

Pour le concept de conscience possible, cf. p. 55.

41.

Seule la gauche travailliste entretient avec le SANNC des liens militants

amicaux.

42.

Le 16 décembre est une date importante pour les Africains : elle marque le *Dingaans Day* , jour de 1838 où l'empereur Dingaan, à la tête de l'armée zulu, fut tué à Bloodriver par les envahisseurs afrikaners.

43.

L'ADP est fondé en 1943 ; il est marqué par l'influence trotskiste.

44.

Une précision : ce sont avant tout les militants communistes noirs qui rejoignent l'ANC. Les militants blancs forment une organisation nouvelle : le *Congress of democrats* . Cependant certains militants blancs ou métis rejoignent l'ANC. Parmi eux un personnage fascinant : Bram Fisher, fils d'un ancien premier ministre d'Orange, théoricien remarquable, organisateur courageux, avocat.

Arrêté il meurt au pénitencier de Robben Island.

45.

Des communistes sud-africains publient à Londres une intéressante revue : *The African Communist* , nouvelle série 1976.

46.

Robert Mangaliso Sobukwe est mort à l'âge de cinquante-trois ans, d'un cancer du poumon.

Sobukwe était un homme fascinant : disciple du Mahatma Ghandi, partisan décidé du combat non violent, Sobukwe, père de quatre enfants (qui sont tous des militants), fut pour des millions de jeunes Sud-Africains une sorte de prophète. Même attaqué, contesté par les cadres nouveaux du PAC

clandestins, Sobukwe est resté une autorité morale, un arbitre pour les fractions les plus intransigeantes du mouvement. Arrêté en 1960, il a passé en prison (à Robben Island, à Kimbereley) dix-huit années de sa vie. Un des meilleurs

exposés théoriques de Mangaliso Sobukwe est celui de mai 1959 : *The PAC Case* . Il y donne une interprétation du programme constitutif du Congrès du 6 avril 1959. Le PAC a, malgré l'emprisonnement, la mort ou l'exil de ses principaux cadres, une activité théorique intense. Les résultats en sont largement diffusés en Afrique du Sud même, ainsi qu'à l'extérieur ; cf. notamment la série de publications *Perspectives* diffusées par l'Institut Norman Bethune. La référence au nom de Norman Bethune est politiquement significative : Norman Bethune est ce jeune chirurgien canadien qui arriva en Chine en 1938 et dirigea l'équipe médicale de la VIIIe Armée de route. Il fut membre du parti communiste chinois et mourut le 12 novembre 1939 des suites d'une septicémie contractée au front ; Mao Tsé-toung lui a rendu hommage dans un volume consacré aux hauts faits de l'Armée rouge : *Ne craindre ni les épreuves ni la mort pour servir le peuple* , Pékin, Éd. en langues étrangères, 1970.

47.

D'autres auteurs pensent que c'est l'ANC qui a organisé la campagne et que le PAC n'a fait que se joindre au mouvement.

48.

La répression subie et le cloisonnement des organisations sont tels qu'il ne me paraît pas possible d'avancer des hypothèses cohérentes, malgré les informations dont je dispose, sur le rapprochement actuel entre PAC, ANC et AZAPO dans la clandestinité.

49.

Ligue anti-apartheid, *op. cit* ., Genève ; pour une analyse plus détaillée cf. le volume collectif Centre

Europe-Tiers Monde, Genève, 1972 : *Suisse-Afrique du Sud, relations économiques et politiques.*

50.

En ce qui concerne la politique de l'impérialisme secondaire suisse, en Afrique du Sud, cf. J. Ziegler, *Une Suisse au-dessus de tout soupçon* , Paris, Éd. du Seuil, 1976 ; coll. « Points », 1977, p. 37 s.

51.

Au niveau des États, l’impérialisme ne craint pas l’affrontement verbal avec la dictature raciste.

Exemples : en septembre 1963, l’ambassadeur américain aux Nations unies, Adlaï Stevenson, vote la résolution de l’Assemblée générale portant condamnation de l’apartheid. En avril 1977, son lointain successeur Andrew Young condamne l’apartheid lors de son voyage en Zambie. En août 1977, le président Giscard d’Estaing déclare que la France ne livrera plus désormais d’armes « offensives » à l’Afrique du Sud (cf. *Le Monde* , 12 août 1977). L’avantage de ces affrontements verbaux est qu’ils

« dédouanent » les États impérialistes aux yeux de l’Afrique indépendante, sans rien modifier du soutien qu’apporte le capital multinational à la dictature raciste.

52.

« Oligarchie compradore », de l’espagnol *comprar* , « acheter ».

53.

Une version historique largement répandue par les idéologues afrikaners veut que les peuples bantu, venant du nord, n’aient traversé le Limpopo pour entrer en Afrique du Sud qu’au XVIIe siècle, au moment même où les immigrants hollandais débarquaient au Cap. Cette version est erronée. Au XIe siècle, les Bantus étaient déjà présents dans les régions de l’État d’Orange, du Transvaal ; au Swaziland dès le IVe siècle ; un peu plus tard au Transkai. Cf. Monica Wilson « The early history of the Transkai and the Ciskei », in *African Societies in Southern Africa* , Londres, édité par Leonard Thompson, 1959.

54.

La cession formelle date de 1815. Mais l’Angleterre occupe le Cap en 1795 et une deuxième fois en 1805. Ses colons arrivent à partir de 1820, et surtout de 1869.

55.

« Boer » veut dire paysan en langue afrikaans.

56.

En 1910 *l'Union sud-africaine* , État nouveau qui réalise l'unité territoriale mais non l'intégration de ses populations, est incorporé à l'Empire britannique.

57.

Aujourd'hui 85 % des Afrikaners habitent la ville.

58.

Le capital financier multinational possède, face au capital afrikaner, un allié autochtone : le groupe Oppenheimer généralement critique face à la politique raciste afrikaner.

59.

Le secteur privé profite de près de 80 % de capitaux étrangers (propriété, actions, prêts, certificats de participation, etc.). Le total des investissements étrangers est généralement évalué (cf. notamment l'étude du *New York Times* , décembre 1977) à environ 20 milliards de dollars. Au premier rang : les sociétés multinationales bancaires et industrielles britanniques avec 500 sociétés implantées et un investissement de 7 milliards de dollars. Puis viennent les États-Unis : 425 sociétés implantées, 1,7 milliard de dollars d'investissement. L'Allemagne fédérale est le troisième investisseur, la Suisse le quatrième, la France (avec le Japon) le cinquième (chiffres 1977).

60.

Une centaine de militants blancs, pasteurs, prêtres, étudiants, etc., ont manifesté pacifiquement contre ces expulsions et ont tenté d'occuper l'un des sites. Cf. *Le Monde* , 13 août 1977.

61.

Certains dirigeants locaux du capital financier multinational européen se sont joints à cette démarche.

Cf. revue *Der Spiegel* , no 33, 1977. En octobre 1977, la communauté économique européenne a soumis aux sociétés multinationales de ses États

membres un « code de bonne conduite des investisseurs étrangers en Afrique du Sud ». Les investisseurs sont invités à renoncer à la discrimination raciale en matière d'emploi et de salaires.

62.

La situation est encore plus compliquée : 15 à 20 % des Afrikaners votent régulièrement pour un parti non afrikaner.

63.

Le tableau est chronologique. Il comporte aussi des partis aujourd'hui disparus.

64.

Aux élections parlementaires anticipées de novembre 1977 la tendance dure du premier ministre Vorster remporte une victoire spectaculaire.

65.

J. Fest, *Hitler* , Éd. Rowohlt, 1975.

66.

Début de l'insurrection : 1964. Assassinat de Mondlane : 1970.

67.

Roy Welensky, syndicaliste, cheminot, d'origine juive polonaise, premier ministre de la Fédération, fait la politique imposée par les conservateurs britanniques. Le gouvernement travailliste provoquera la dissolution de la Fédération. La Rhodésie du Sud (blanche) déclarera unilatéralement son indépendance en 1965.

68.

La bataille décisive a lieu à 16 km seulement au sud de Luanda.

69.

Nelson Mandela est incarcéré à Robben Island.

70.

Olivier Tambo est en exil.

71.

P. W. Botha reprend aujourd'hui (1980) la stratégie diplomatique de Vorster : voulant créer la

« forteresse Afrique australe » il tente — au moyen d'accords de défense. économiques et de développement — d'édifier une entité politique qui engloberait le nouveau Zimbabwe, la Namibie, la Zambie, le Zaïre et les bantustans.

72.

F. Fanon, *Les Damnés de la terre, op. cit.* , p. 30.

73.

Voici le martyrologe — incomplet — de chefs nationalistes « suicidés en prison » durant les seules années 1976-1977 :

— *Mamphela Mohapi* , étudiante dirigeante du SASO, incarcérée le 15 juillet 1976 ; elle est trouvée pendue dans sa cellule le 5 août 1976 au commissariat de police de King William's Town. Le Dr Maphele Ramphele, mandaté par la famille, assiste à l'autopsie et réfute la thèse officielle du suicide ; il est arrêté le 12 août, détenu jusqu'en décembre. En avril 1977, il est frappé d'interdit et

expulsé de King William's Town.

— *Luke Mazwembe* , dirigeant syndicaliste du Western Province Workers Advice Bureau, est arrêté le 2 septembre 1976, incarcéré au commissariat central du Cap. Vingt-quatre heures plus tard, il est trouvé pendu dans sa cellule.

— *Steve Biko* , dirigeant du SASO, meurt sous la torture le 12 septembre 1977 à la prison de Pretoria.

Voici une liste partielle d'autres militants « suicidés en prison » :

— *Wellington Tshazibane* , trouvé pendu au commissariat central de Johannesburg (1976).

— *Georges Botha* , instituteur, jeté du sixième étage dans la cage d'escalier de l'immeuble de la police de Port Elizabeth (1976).

— *Nanaoth Ntshuntsha* , trouvé pendu au commissariat de Leslie, quartier est de Johannesburg (1977).

— *Mathews Mabelane* , jeté du haut de l'immeuble du commissariat central de Johannesburg (1977).

— *Aaron Khoza* , trouvé pendu dans sa cellule au commissariat de Pietermaritzburg (1977).

II

Libération et culture : le cas de la Guinée-Bissau [1]

Celui qui fait au peuple de fausses légendes révolutionnaires, celui qui l'amuse d'histoires chantantes, est aussi criminel que le géographe qui dresserait des cartes menteuses pour les navigateurs.

Lissagaray, *Histoire de la Commune* .

I. Les trois thèses d'Amilcar Cabral [2].

Il ne s'agit pas ici de valoriser dans l'abstrait des systèmes symboliques africains, des cosmogonies, des formes de société ou des modes de production pour l'unique raison qu'ils auraient été écrasés par l'agresseur impérialiste.

L'unification du monde non communiste sous le règne du capital financier multinational — dirigé, administré par des oligarchies impérialistes du centre agissant avec l'aide d'appareils répressifs à la périphérie — est un fait d'histoire.

La libération d'un pays du Tiers Monde est achevée quand les déterminismes monétaires, économiques, politiques, symboliques du marché capitaliste mondial n'ont plus prise sur lui. Tout mouvement de libération a trois tâches distinctes à remplir : il doit d'abord désaliéner l'homme dominé, détruire le système de significations que la rationalité capitaliste instaure dans la conscience du peuple ;

il doit réhabiliter les systèmes symboliques précapitalistes, précoloniaux, briser la fausse universalité des discours dominateurs occidentalo-centristes et rendre à la masse la voix, les chants, les images que le colonisateur lui a volés. En second lieu, ce mouvement doit détruire les rapports de force qui sont au fondement de la domination des symboles du colonisateur ; liquider le pouvoir militaire de l'occupant ; détruire les circuits inégaux d'échanges et de distribution internes ; opérer la réforme agraire ; remodeler, selon les principes de la réciprocité de l'immanence, les rapports de classe existant au moment du départ de l'envahisseur. La troisième dimension de la libération nationale est celle de l'instauration de l'auto-administration des zones libérées et de la démocratie solidaire **3**. Cabral :

La dynamique de la lutte exige la pratique de la démocratie, de la critique et

de l'autocritique. Elle exige une participation croissante du peuple à la gestion de sa propre existence collective. Elle exige de savoir lire et écrire.

Elle exige des écoles et des hôpitaux. Elle exige que les cadres surgissent de la classe ouvrière, de la classe paysanne. Toutes ces exigences prouvent bien que la lutte de libération n'est pas seulement un fait de culture, mais en même temps un *facteur culturel* ***4*** .

Le mouvement porte en son sein le projet libérateur d'une société nouvelle. La nation ne naît pas par hasard, comme une sorte de sous-produit de la victoire militaire sur l'occupant. Le mouvement de libération est la forme embryonnaire de la nation. La matrice de la conscience alternative, libératrice, porteuse de valeurs nouvelles, est constituée par les cultures traditionnelles des peuples engagés dans la lutte de libération ; ou, plus précisément, par les segments de cultures autochtones qui ont résisté à ces « rouleaux compresseurs » que sont les systèmes scolaires, religieux, politiques du colonisateur. Ces restes de cultures traditionnelles sont des consciences spontanées de résistance. Ces reliquats de cultures traditionnelles qui constituent des « faits de culture » (Cabral) sont la matrice, le sol d'où surgit la première résistance silencieuse, conservatrice, portant l'affirmation obstinée de la pure altérité (mais non encore la rupture ni le combat armé). L'avant-garde s'y implante. Elle est porteuse des contradictions objectives du système colonial. Elle développe l'affirmation de valeurs qui se greffent sur la culture traditionnelle. Elle déclenche la lutte armée. En bref, elle crée l'embryon du mouvement de libération et ce mouvement devient

« facteur », créateur, transformateur de culture. Cette dialectique entre « faits de culture » et « facteurs de culture » est le moteur même du mouvement.

Elle ouvre sur un horizon lointain :

L'époque actuelle de l'histoire de l'humanité se caractérise par la lutte des peuples pour leur totale libération du colonialisme, de l'impérialisme et de toutes les autres formes de la domination et de l'oppression qui font obstacle à la grandeur, à la dignité de l'homme, à la paix et au progrès **5.**

Examinons les trois thèses traitant du rapport dialectique entre libération et culture, qui sont au cœur de l'œuvre de Cabral. Par œuvre, j'entends ses écrits et les décisions concrètes qu'il a prises en tant que chef du mouvement de libération.

1. La thèse de l'avant-garde objective ;

2. La thèse de la résistance culturelle permanente ; 3. La thèse du mouvement de libération comme « facteur » de culture **6**.

1. Le système colonial est l'artisan de sa propre chute. Il crée lui-même les hommes et les femmes qui vont l'abattre. Pour régner, l'oppresseur a besoin d'auxiliaires. Cabral dit :

Dès que la colonisation dure plus de deux ou trois générations, une nouvelle strate se forme dans la société dominée : c'est la strate des employés gouvernementaux, des employés du secteur privé (notamment du commerce), des membres des professions libérales, et un petit nombre de propriétaires terriens qui habitent la ville (*id est* , des agriculteurs vivant en milieu urbain). Cette classe moyenne est créée par l'occupation étrangère.

Elle est indispensable à l'occupant. Elle se situe entre la grande masse anonyme des travailleurs de la campagne et des villes, d'une part, et les quelques représentants locaux de la classe dominante du centre, de l'autre **7.**

Cette avant-garde est coupée du peuple dont elle est issue, sans pour autant jouir du statut du maître **8.** Elle forme une « classe moyenne inférieure africaine ». Séparée des esclaves, cette classe intermédiaire est également rejetée

— mis à part une minorité infime — par les représentants de la classe dominante

du centre qui se trouvent en territoire africain. Elle n'a pas, par elle-même, d'autre projet collectif que celui de son ascension refusée. Bloquée, elle « tourne sur elle-même » et « rumine » son échec. Deux issues s'offrent à ceux qui en font partie : ils peuvent soit fuir, soit devenir des « salauds » (se joindre à l'occupant, épouser son projet et participer activement à la répression de leur propre peuple). Les gens de la classe intermédiaire deviennent alors des harkis, des agents, des provocateurs, des indicateurs de police, ou, plus modestement, des « désorienteurs ». Comme policiers, soldats ou simples « désorienteurs », ils sont également utiles au colonisateur. Voici comment Franz Fanon décrit la fonction, indispensable au régime colonial, des « désorienteurs » : Dans les sociétés de type capitaliste, l'enseignement religieux ou laïc, la formation de réflexes moraux transmissibles de père en fils, l'honnêteté exemplaire d'ouvriers décorés après cinquante années de bons et loyaux services, l'amour encouragé de l'harmonie et de la sagesse, ces formes esthétiques de l'ordre établi, créent autour de l'exploité une atmosphère de soumission et d'inhibition qui allège considérablement la tâche des forces

de l'ordre ; dans les pays capitalistes, entre l'exploité et le pouvoir s'interposent une multitude de professeurs de morale, de conseillers, de désorienteurs **9**.

Mais — mystère de la liberté humaine — au sein de cette classe moyenne inférieure africaine, produite de toutes pièces par l'impérialisme lui-même, un groupe se détache qui refuse à la fois le projet de la mobilité verticale, de l'assimilation, et celui — projet né du dépit — de devenir un auxiliaire conscient de la répression. Ce groupe quitte sa classe d'origine. La rupture est paradoxalement facilitée par une qualité que ce groupe partage avec l'ensemble de sa classe : la conscience de son propre pouvoir.

Ce pouvoir demande à être cerné. Il ne s'agit pas, en premier lieu, d'un pouvoir de la négativité. Ce n'est pas parce qu'il prive l'oppresseur de quelques employés de commerce ou de quelques ingénieurs agronomes (métier d'origine d'Amilcar Cabral), voire de quelques policiers, que ce groupe affaiblit le régime.

Son pouvoir est autre : seule parmi toutes les classes autochtones, la classe intermédiaire est en possession de l'instrumentalité technique, militaire, symbolique de l'occupant.

Je cite un exemple célèbre : celui de *Carlos Lamarca*, devenu le chef militaire du principal mouvement de résistance contre la dictature compradore brésilienne.

En 1968, Carlos Lamarca, capitaine du 4e régiment d'infanterie, rejoint l'organisation de résistance armée (Avant-Garde populaire révolutionnaire : *Vanguardia Popular Revolucionaria*). Il quitte sa caserne avec d'autres camarades à bord d'un camion chargé de 69 fusils, de 10 mitrailleuses et de 3 bazookas. Le 18 septembre 1971, il est assassiné à Ipupiara, dans l'État de Bahia, par la police spéciale de la dictature. Il nous reste de lui deux lettres qu'il écrivit à sa femme et à ses enfants et un important texte théorique, intitulé :

« Difficile suprématie » in revue *Tricontinentale*, La Havane, no 29/30, mars-juin 1972.

Quand je parle ici d'instrumentalité, je ne parle pas uniquement de technologie. Nous le verrons, pour tout mouvement de libération, le progrès technique, économique ou militaire ne se résume pas à une simple scolastique de l'outil ou à un quelconque sous-produit du machinisme. Il est l'expression de l'effort catégorique, lui-même né de l'instinct de justice.

2. La résistance culturelle que les masses populaires opposent à l'oppresseur

est indestructible. Elle est permanente, généralisée. Elle n'a jamais cessé, quoiqu'elle reste silencieuse. Elle n'atteint pas l'univers de l'occupant et ne le met donc pas en question, c'est-à-dire en danger d'effondrement. Dans un premier temps, le mouvement ne fait que libérer la liberté des opprimés. Il n'est que la voix des hommes sans voix. Les paroles qu'il profère sont celles des masses populaires. Mao Tsé-toung confie à Malraux : « Il nous faut enseigner avec précision aux masses ce que nous recevons d'elles sous forme confuse **10**. »

La masse sait. L'avant-garde, issue de la classe moyenne inférieure africaine créée par l'occupant et qui rejoint la masse, ne fait — dans un premier temps —

qu'actualiser la parole qu'elle recueille du peuple.

3. La nature de toute identité est dialectique. Une identité identifie et distingue à la fois. D'une part, le mouvement intègre de plus en plus fermement un nombre toujours plus grand de peuples, de classes, d'individus ; d'autre part, sa rupture avec le monde de significations de l'agresseur est de plus en plus profonde ; sa détermination et sa capacité de lutte, donc d'autonomie, de liberté, d'indépendance à tout prix, s'affermissent progressivement. Ce que nous avons vu au Vietnam s'est répété en Guinée-Bissau. La férocité grandissante de la répression étend l'emprise du mouvement de libération et soude davantage ses

composantes, accroît la résolution des combattants et en fait augmenter le nombre.

Cette dialectique est une dialectique ascendante : la proclamation de l'État (1973), le départ de l'occupant des derniers territoires encore occupés (1974) n'ont pas mis fin à la construction de la conscience et des institutions nationales.

Loin de là. Certains problèmes évoqués plus loin (intégration des Fula, par exemple) en témoignent. L'approfondissement de la critique des militants par le peuple et des dirigeants par les militants, l'exercice intensifié de l'autocritique que le peuple, les militants, les dirigeants du parti et de l'État doivent pratiquer vis-à-vis de leur propre travail, de leurs propres motivations, constituent un processus qui n'a pas de terme « naturel ». Enfin, l'indépendance nationale, la libre disposition de l'État, de ses ressources, des richesses du sol et des biens produits par la manufacture ne se conquièrent qu'au moyen d'un processus dialectique libérateur où la volonté de la nation nouvelle se heurte constamment aux projets de reconquête que lui opposent, ouvertement ou de façon sournoise, l'occupant d'hier ou son maître de Washington. Cette reconquête se fait par l'« aide » internationale, par l'invasion armée, par l'implantation des sociétés multinationales ou par les requêtes visant à obtenir des bases militaires, des

concessions minières ou agricoles, *etc.*

En résumé, une dialectique ascendante, née de l'effort catégorique, lui-même issu de l'instinct de justice, habite la construction nationale comme la construction étatique. Cette dialectique ascendante n'a aucun terme « naturel ».

Elle vise, comme le dit magnifiquement la proclamation du 23 septembre 1973, à la *dignification* progressive, à l' *agrandissement* infini de l'homme **11**.

Avant de voir comment Cabral et ses camarades mettent en œuvre l'une après l'autre les thèses exposées ci-dessus, il nous faut procéder à une rapide description de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert. La Guinée, magnifique pays de 36 000 km2, recouvert d'immenses forêts, sillonné par des centaines de fleuves, de rivières, inondé de marais, est bordée au sud-est par les collines du Futa-Djalon, à l'ouest par la mer. Elle compte un peu plus de 800 000 habitants. Il faut y ajouter ceux du Cap-Vert, environ 250 000 personnes qui vivent sur les îles Sous-le-Vent (Sotavento) et Au-delà-du-Vent (Barlavento) **12**.

Il y a eu en Guinée-Bissau, avant la conquête coloniale, deux types principaux

de sociétés **13** :

1. Les groupes segmentaires de cultivateurs de riz, essentiellement les Balante (250 000 personnes environ) ;

2. Les sociétés à chefferies de paysans cultivant le maïs, le manioc et, au temps de la colonie, l'arachide, ou pratiquant l'élevage du bétail (essentiellement les Fula et les Mandjak).

Au temps de la colonie, 61 % de la production de riz (méthode du riz irrigué) étaient dus aux Balante, société segmentaire, société sans État, alors que les Fula, société dotée d'États, ne produisaient que 7 % du total des récoltes.

Inversement, les Fula produisaient 43 % du total des arachides tandis que les Balante n'en produisaient que 17 % **14**. La culture intensive de l'arachide s'est développée sous l'occupation coloniale, la spécialité des Balante restant la culture du riz selon une tradition qui leur est propre. Leur technique de culture sophistiquée contraste avec le caractère peu élaboré de leurs structures politiques. Il est difficile de faire des hypothèses sur l'origine de cette division du travail et de cette stratification sociale. A première vue, l'indice de priorité d'âge, chez les Balante, n'est pas plus visible qu'en d'autres sociétés segmentaires qui pratiquent également la culture du riz irrigué.

Chez les Balante, hommes et femmes travaillent aux champs tandis que dans les sociétés centralisées, la culture du riz est réservée aux femmes, les autres céréales étant cultivées par les hommes. Chez les Balante, la propriété juridique

du sol appartient au village, ce qui assure à chaque membre de la communauté un accès individuel au bien commun. Les récoltes se font collectivement. Le *daba*, dont le travail est particulièrement fatigant, est assuré par une équipe de jeunes gens tandis que la transplantation des jeunes pousses est principalement dévolue aux femmes. La récolte est distribuée à chaque famille en fonction du nombre de ses membres. Le système balante est un des systèmes sociaux les plus libres, les plus égalitaires, et un des plus justes que je connaisse : chaque adulte a la même « importance ». Il ne peut exister de richesses « personnelles ». Comme de nombreux autres peuples d'Afrique, d'Asie ou d'Océanie, les Balante pratiquent la consommation somptuaire ritualisée : le surplus est centralisé et est consommé lors des fêtes qui sont destinées à faire disparaître ce surplus. Le système est garant de l'égalité entre les hommes, les clans, les villages. Dès que

l’accumulation des biens (aliments, etc.) dépasse le minimum nécessaire pour la satisfaction des besoins et le seuil fixé pour les réserves, le surplus est détruit par la fête. Cette surconsommation ritualisée empêche de façon radicale la thésaurisation au service d’un homme, d’un clan ou d’un village **15.**

Dans les États fula, le système de propriété et de production est tout autre. Les chefs des États islamiques fula ont usurpé, en tant que représentants délégués de la collectivité, l’usufruit des droits de la propriété collective. Ils obligent les paysans à cultiver, en plus de leurs propres champs, le terrain qui leur appartient, et prélèvent une part des récoltes pour leur usage.

Les États fula étaient, avant la colonie, des États de conquête. Ils essayaient sans cesse d’étendre leur influence vers les zones du sud, les marais et les forêts.

Les chefs fula (et mandingue) commandaient à des armées parfois puissantes. En règle générale, les Balante résistaient à ces attaques **16**. Une guerre intermittente opposait ainsi les deux types de société. Le colonisateur tenta d’en tirer profit.

Les chefs fula jouissaient d’un traitement privilégié. De nombreux chefs islamiques peuls furent nommés à la tête de villages balante.

Les Fula vivent de lait, de leur bétail, les Balante sont des mangeurs de riz, les Mandjak et les Blafada s’alimentent de mil et de manioc : en territoire colonial, des sociétés économiques fermées s’opposaient, les échanges entre elles étaient le plus souvent inexistants. Cabral a d’abord tenté de modifier les habitudes alimentaires des groupes de guérilla en constante mouvance. Il a ensuite inauguré, au fur et à mesure de la libération des zones occupées, des circuits économiques nouveaux, brisant les limites étroites des économies ethnocentriques.

L’institution clé de cette unification économique du territoire est *l’Armazem*

do Povo (magasin du peuple). Il contient toutes les marchandises nécessaires à la survie de la population et des combattants. Il fonctionne selon le système du troc, l’argent ou toute autre valeur d’échange abstraite en étant bannis. Le paysan échange son riz contre du tissu. Il le porte chez le tailleur du PAIGC qui lui fabrique sa chemise ou le pagne de sa femme. L’étoffe est achetée par l’intendance du PAIGC hors des frontières, au Sénégal ou ailleurs, contre du riz, du mil, du manioc ou du bois précieux. Aucun enrichissement n’est possible pour les individus comme pour les groupes. Il n’existait au sein des zones

libérées que des hiérarchies fonctionnelles.

A chaque niveau politique et militaire de la nouvelle société, l'assemblée des militants est souveraine, car le PAIGC est un « mouvement social », tel que le comprend Alain Touraine, et nullement un parti d'avant-garde selon le modèle léniniste. Aucun grade n'existe dans l'armée ou les milices, les soldats d'une unité désignant par le titre de « commandant » le chef élu périodiquement. Un système compliqué de conseils assure la même mobilité au niveau des cadres politiques. L'unité de base, enfin, reste — en conformité absolue avec la volonté première de sauvegarder la civilisation autochtone africaine — la communauté villageoise, véritable cellule de toute la structure politico-militaire du PAIGC [17].

Le dernier problème est celui de l'école en territoires libérés. Sa solution donne lieu aux formules institutionnelles les plus originales et les plus fécondes pour les autres mouvements de libération africains. Les enseignements de Franz Fanon s'y mêlent à ceux de Samir Amin. Je me souviens de ma visite à l'internat de Campada (janvier 1974) : cent vingt-deux gosses, orphelins pour la plupart, âgés de six à quinze ans, étaient répartis en quatre classes. Ils portaient l'habit des « jeunes pionniers » du PAIGC, blouse jaune et pantalon vert, couleurs de la nation nouvelle. Un réseau de tranchées sillonnait le bois dans lequel étaient dispersées les cases des classes, du réfectoire et des dortoirs. L'internat (il en existait deux autres sur les fronts est et sud) était entièrement autogéré. Les élèves les plus âgés portaient des armes.

A l'internat de Campada comme dans toutes les écoles du PAIGC qui, avec leurs quatorze mille élèves, assuraient le taux de scolarisation le plus élevé de tous les pays d'Afrique occidentale, quatre livres scolaires élaborés par Cabral lui-même et imprimés en Suède, formulaient la nouvelle identité de l'Africain libéré. L'héritage culturel des sociétés précoloniales et l'instrumentalité de la société coloniale se confondaient en une figure mentale unique mais nuancée. La danse balante faisait partie du programme du quatrième cycle (enfants de onze à quatorze ans) tout comme l'économie marxiste. La littérature portugaise, les

poèmes épiques du grand Camoens étaient récités avec la même ferveur que les légendes immémoriales et pleines de sagesse des peuples mandingue, fula ou pepel.

Une difficile question reste posée : celle de l'autarcie économique, d'un pays ayant conquis sa souveraineté intégrale. Le PAIGC entrevoit une société

essentiellement agricole, tout entière tournée vers l'autosuffisance et la couverture des besoins essentiels de la population. L'industrialisation forcenée, l'exploitation trop intense de la richesse minière, bref, l'entrée en force dans un marché mondial presque totalement dominé par les sociétés multinationales et les États industriels, devrait être évitée dans la mesure du possible. Pourra-t-on l'éviter ? Il est impossible d'extrapoler. Il n'existe cependant aucune raison *a priori* de dire que la théorie de l'autosuffisance rigoureuse et du refus absolu des rapports marchands internationaux, c'est-à-dire de la création de nouvelles structures de dépendance, soient irréalisables pour un pays disposant d'une terre riche et se concentrant sur l'édification d'une société agricole et artisanale axée sur la satisfaction des besoins premiers de sa population **18**.

II. Le mouvement de libération nationale PAIGC.

SA GENÈSE

Amilcar Cabral **19** et la plupart de ses amis ont été formés à l'école portugaise d'abord, dans les prisons fascistes ensuite. En détention, ils ont lu. Ils ont connu un grand nombre de militants antifascistes portugais. A Caxias, forteresse maritime à la lisière de Lisbonne, où étaient incarcérés, souvent pour de longues années, les principaux dirigeants de la résistance communiste et socialiste, les discussions entre antifascistes portugais et révolutionnaires africains (angolais, mozambicains, guinéens, capverdiens) étaient intenses **20**. Mario Soarès m'a raconté sa longue amitié, née dans les prisons de Salazar, avec le leader du MPLA Agostinho Neto, mort du cancer en 1979. Cabral a connu Cunhal en de semblables circonstances. En bref, de leur séjour au Portugal, de leur fréquentation de la résistance antifasciste clandestine, la plupart des militants africains ont retiré une solide culture matérialiste et marxiste. Cette culture, cette instrumentalité permet à Cabral d'opérer des analyses matérialistes précises.

La Guinée-Bissau est une mosaïque de peuples aux systèmes de parenté et aux structures politiques très divers. Cabral en dit ceci :

La culture est… le produit du niveau économique d'un peuple. Notre opinion est que manger avec la main, et même chanter certains types de chansons, jusqu'à certaines manières de danser, dépendent de l'existence que mène le peuple, du point de vue de la production, celle des richesses, celle des choses qui lui sont indispensables. C'est pour cette raison que les chansons des Balante sont différentes de celles des Mandingue, par exemple. Les premières, analysées en

profondeur, sont des chansons de la plaine [21].

Plus loin :

Lorsqu'on compare les chansons balante avec celles d'Europe, on voit qu'elles ressemblent aux chansons de l'Alentejo, lentes et interprétées en chœur. Car il y a un certain type de vie économique et certains milieux géographiques qui donnent certains types de chansons. Les gens qui vivent dans la montagne possèdent certains modèles de chansons, celui qui vit toujours avec le bétail a son type de danse, celui qui vit seul dans la forêt, sans troupeau, connaît déjà une autre sorte de danse ; celui qui vit dans le désert, parmi les girafes, danse de façon différente. Il en est de même en Afrique, en Asie ou en Amérique [22].

Pensée matérialiste, pensée de la totalité, donc. Fort de cette instrumentalité matérialiste et marxiste, Cabral organise le mouvement de libération.

La longue lutte de libération nationale menée par le PAIGC a été déclenchée et menée à bien par une avant-garde consciente de son rôle historique et qui, à chaque étape de la lutte, planifiait les démarches stratégiques, tactiques à entreprendre. De surcroît, cette avant-garde disposait d'un savoir-faire pédagogique tout à fait remarquable.

Comment est-elle née ? Cabral a été l'âme du groupe fondateur. Ayant fait ses études d'agronomie à Lisbonne, il y crée en 1954 le *Cercle d'études africaines*.

Il travaille ensuite au service du gouvernement portugais comme agronome en Angola, en Guinée. Le PAIGC est fondé en 1956. Il s'appuie d'abord sur les contradictions existant dans la petite-bourgeoisie urbaine. Les fils de cette petite-bourgeoisie ont accès à l'école portugaise. Mais une fois l'école terminée, ou même pendant le temps de scolarisation, il leur est interdit de devenir les égaux en droits des colonisateurs. 99 % environ de la population de Guinée avait le

statut d' *indigènes*. Moins de 1 % jouissait de la carte d' *assimilado*. Et même les assimilados faisaient quotidiennement l'expérience de la discrimination la plus blessante.

Le 3 août 1959, le mouvement sort de la clandestinité, affronte l'oppresseur.

C'est la grande grève des dockers. L'armée la réprime. Plus de 50 travailleurs sont fusillés, abattus sur les quais. La PIDE, police secrète du régime fasciste,

arrête, torture, fait disparaître de nombreux militants des villes (Bissau, Baffata).

La direction du parti réussit à passer la frontière. Elle se réfugie dans un pays voisin, la Guinée ex-française, indépendante depuis un an. C'est là que naît la fameuse école des cadres du PAIGC et que s'installent les organismes dirigeants.

C'est là aussi qu'Amilcar Cabral sera abattu le 20 janvier 1973 par des agents guinéens à la solde du régime fasciste portugais.

Revenons aux années de fondation du PAIGC. Après l'échec de 1959, on assiste à une brève autocritique, puis à un long effort de construction d'une infrastructure de guérilla rurale. La guerre de libération commence en 1963. Son idéologie ne se résume ni à l'idéologie acculturative des petits-bourgeois urbains ni à celle, multiforme, des différents peuples paysans et pasteurs. L'idéologie du PAIGC tire sa force du dynamisme de la résistance paysanne **23**.

Nous l'avons vu : Cabral distingue entre *faits culturels* et *facteurs de culture*.

Le « fait culturel » n'est pas un élément nouveau. Il est le produit de significations, de symboles, d'interprétations du monde, d'identités collectives qui étaient là avant que ne naisse le parti ou que ne commence la lutte armée de libération. Le « facteur de culture », par contre, est nouveau. Il naît de la praxis politique de la lutte de guérilla. Il mobilise, rejette, sélectionne, réinterprète, introduit des segments culturels, des significations qui sont soit anciens, soit apportés, dans la conscience collective, transethnique naissante.

De l'idéologie nouvelle surgit également une organisation sociale nouvelle de la vie. L'existence collective dans les zones libérées évolue en fonction de cette dialectique jamais achevée entre l'élaboration idéologique, symbolique, analytique et la création institutionnelle. Les rapports d'échange sont modifiés, les objets échangés changent de nature. Les rapports de production aussi. La monoculture de l'arachide ou du riz, dans la mesure où elle était destinée à la *Companhia Uniao Fabril* (CUF), le monopole colonial privé, diminue. Des réseaux d'échange s'installent entre des économies largement autarciques. Les habitudes alimentaires se modifient, les magasins du peuple s'implantent.

L'école, une école nouvelle, fait son apparition dans les campagnes les plus

reculées. Le service de santé du PAIGC institue de nouveaux rapports entre les gens et leur propre corps. L'État national, à partir de ces institutions de base,

lentement se construit de bas en haut. La première assemblée du peuple se réunit début 1973. En septembre de la même année, malgré la présence de l'armée d'occupation dans les parties côtières du territoire, l'indépendance de l'État est proclamée.

Il faut, pour bien saisir l'originalité de cette mobilisation culturelle, intellectuelle, morale des peuples guinéens par le PAIGC, identifier les tâches actuelles et les solutions qui leur sont apportées. L'indépendance est survenue en 1974, par surprise en quelque sorte. Personne ne pouvait pressentir le coup d'État du 25 avril à Lisbonne ni la date rapprochée de l'effondrement du régime fasciste. Autre surprise pour les cadres et les militants du PAIGC : à la tête de la nouvelle République portugaise se trouve le général Antonio Spinola, celui-là même qui fut l'artisan de la plus terrible répression que le pays eût connue. Il était gouverneur de la Guinée et du Cap-Vert de 1968 à 1973. En avril 1974, le PAIGC doit donc d'un seul coup prendre en charge l'ensemble du territoire.

Deuxième problème : il doit administrer une population urbaine au sein de laquelle les réseaux du parti sont restés faibles depuis la destruction des cellules par la PIDE en 1959. Cette population — bourgeoise compradore, marchands libanais, agents intermédiaires, fonctionnaires, auxiliaires multiples du régime colonial — n'est pas acquise dans sa majorité au PAIGC. Troisième problème : le parti manque d'administrateurs. Il n'en a pas formé dans les zones libérées.

Ces zones étaient auto-administrées par la population militante. Il ne dispose pas d'un corps mobile de fonctionnaires car le parti, l'État se sont construits dans et par la lutte. Celle-ci a duré jusqu'en avril 1974. Dernier problème : l'État s'est maintenant superposé au parti. Par la force des choses et en vertu des tâches énumérées qu'il s'agit de résoudre, l'État devient l'agent prioritaire, le parti l'agent secondaire de la construction nationale, alors que dans le projet de Cabral, le PAIGC était le moteur unique de la libération du peuple. Comment, aujourd'hui, garantir la poursuite de ce formidable effort populaire de libération dans le cadre d'un État ?

La charte du PAIGC de 1973 réaffirme les trois priorités formulées par Cabral : il faut améliorer la vie quotidienne du peuple, il faut le faire sans que surgisse ou resurgisse de nouveaux ou d'anciens liens d'exploitation ; il faut en même temps construire une société civile, une économie et un État qui soient indépendants de toute puissance étrangère. L'ennemi premier de ce triple projet

est aujourd'hui, paradoxalement, l'école. Les familles guinéennes et capverdiennes réclament comme premier privilège pour leurs enfants l'accès à l'école. Mais cette école-là est l'école des Blancs. Il existe bien quelques institutions scolaires nées de la lutte, mais elles sont situées dans les anciennes zones libérées **24**. L'école des Blancs est élitiste et marginalisatrice. Elle procède d'un système de promotion concurrentielle et pyramidale. Elle divise la société en deux classes, l'une, mince, composée de personnes qui terminent le cycle complet et disposent donc du savoir ; l'autre, immense, faite de tous ceux, innombrables, qui en ont été expulsés en cours de route ou qui, plus simplement, n'y ont jamais eu accès. L'école reproduit cette division de classe à l'infini. Elle a d'autres conséquences néfastes : elle renforce la dépendance de l'étranger puisque les adolescents qui la fréquentent y acquièrent un savoir instrumental étranger qui ne s'apparente guère aux paramètres de la problématique locale.

Elle perpétue l'antagonisme ville/campagne, car les moyens scolaires se trouvent essentiellement concentrés en ville. Enfin, elle déprécie le travail du paysan, le travail manuel, et valorise sans aucune raison intelligible, sauf celle du mythe, le travail intellectuel. Il n'empêche que Guinéens et Capverdiens libérés demandent l'accès à l'école telle qu'elle est parce qu'elle est, dans leur esprit, le principal moyen de promotion sociale, intellectuelle, politique de l'individu.

Tout ce que je dirai tout à l'heure de la fascinante construction d'une identité nationale entreprise dès 1959 par Cabral et le PAIGC se rapporte à la période de la guerre. Cabral n'avait pas prévu, ne pouvait prévoir cette indépendance

« prématurée ». Les problèmes qu'elle pose sont vastes. Paulo Freire et les pédagogues de l'exil brésilien **25** en accord avec l'actuelle direction du PAIGC et des deux États (Guinée et Cap-Vert ont pour l'instant deux gouvernements séparés), tentent de repenser les exigences du savoir scolaire à partir d'une formulation de la problématique intellectuelle par la base. L'avenir seul dira s'ils réussiront à réorienter l'école coloniale ou si, comme l'a proposé un des dirigeants de la « campagne de redynamisation » de 1975, il faut fermer l'école, abolir l'ancien axiome qu'« il n'y a de culture qu'à l'école », et remettre en vigueur ce système d'auto-éducation, géré par les Jeunes Pionniers, l'Organisation des femmes et les syndicats, qui, pendant la période de 1963 à 1974, a formé l'essentiel des cadres du mouvement.

RÉACTUALISATION, REJET, RÉINTÉGRATION

La stratégie de construction de la conscience nationale inaugurée par Amilcar

Cabral, c'est-à-dire le passage orienté d'une conscience de classe possible à la construction d'une conscience de classe en soi, comporte trois démarches fondatrices : la réactualisation, le rejet et la réinterprétation.

a. La réactualisation.

Lors du déclenchement de l'insurrection du 3 août 1959, les peuples de Guinée-Bissau n'ont qu'une chose en commun : l'oppression coloniale. Plus spécifiquement, la violence symbolique nie, pour chacun d'eux, la personnalité autochtone particulière, les valeurs contenues dans le système culturel, les possibilités concrètes de conquête d'une identité alternative. Dialectiquement, l'oppression, l'aliénation qui définissent la situation du colonisé ne seront détruites que par la construction d'une culture nouvelle, celle justement qu'incarne le mouvement de libération nationale. Cette culture est constituée par les emprunts sélectifs faits par le mouvement aux différents systèmes autochtones de significations. Les paramètres de cet emprunt sont toujours les mêmes. Écoutons Cabral :

Dans cette lutte, nous pouvons compter, par exemple, les différentes races guinéennes pour voir quelle est la plus cultivée ou celle qui l'est le moins.

Souvent les hommes les moins cultivés paraissent être ceux qui sont les mieux informés de certaines choses. Et n'importe lequel. Mané ou N'Bana, du fin fond de la brousse, qui s'est acharné à son travail, est plus cultivé qu'un Alvagerau ou n'importe quel autre pauvre individu très instruit qui continue l'œuvre des *Tugas* . Parce qu'il incarne cette relation de l'homme à la société et à la nature, qui sert l'intérêt de son peuple, pour conquérir demain un plus haut niveau de vie. C'est ça la culture, camarades.

Comprendre dans les faits la situation concrète de sa terre pour la transformer dans le sens du progrès ***26*** .

Plus loin :

Je vais vous donner des exemples concrets de ce que nous devons conserver du rapport avec les autres réalités et de ce que nous devons éliminer du contact avec notre propre réalité. Les camarades avaient déjà compris ce qu'est notre résistance culturelle. Elle consiste en ceci : en même temps que nous liquidons la

culture coloniale et les aspects négatifs de notre propre culture (…), nous devons créer une autre culture basée sur nos traditions, mais respectant tout ce que le monde a conquis aujourd'hui pour servir

l'homme (…) Beaucoup de gens pensent que, pour résister culturellement, l'Afrique doit faire toujours les mêmes choses qu'elle faisait il y a déjà cinq cents ou mille ans. Oui, l'Afrique a sa culture. Certains de ses éléments sont éternels. Ils ne changent jamais. Ils peuvent toujours se transformer en chemin. Mais ils ne doivent jamais disparaître [27].

b. Le rejet.

A l'emprunt, à la valorisation de tel ou tel segment du système d'auto-interprétation autochtone, correspondent certains rejets. Le mouvement détruit volontairement et consciemment presque autant de significations autochtones qu'il en valorise. Ainsi au sein du PAIGC, toute forme de pensée magique est combattue avec une inlassable énergie. Cabral en donne une illustration : le culte de l'Iran [28].

Il aurait pu se faire que ceux de ma race aient réussi à me convaincre qu'afin de voir se réaliser certaines choses dans ma vie, je doive satisfaire à la volonté de l'Iran, et l'Iran aurait déclaré que ce que je lui demandais dans notre conversation pouvait se réaliser à la seule condition de tirer profit du sacrifice d'une fillette de trois ans. Ceci existe encore en Afrique. Il se pourrait que moi, en tant qu'Africain, j'eusse encore cela en tête. Au moment où je parle ainsi, sur n'importe quelles terres d'Afrique il y a des enfants qui meurent pour satisfaire à la volonté de l'Iran. Je n'ai jamais eu cela à l'esprit. J'ai grandi en Afrique, mais j'ai appris la chose suivante : ce qu'il y a au monde de plus délicat, ce sont les enfants. Aux enfants, nous devons donner ce que nous avons de meilleur [29].

Lorsqu'en janvier 1974 j'ai eu l'honneur d'être invité par le PAIGC à visiter les zones libérées du front nord, je fus mis en présence d'une armée de libération africaine dont l'instrumentalité technique était équivalente à l'armement, aux effectifs, au système logistique et de communication de l'agresseur (exception faite de l'aviation, absente du côté des forces de libération). Certaines armes des troupes d'assaut de l'armée de libération, comme certains types de fusée, étaient même le privilège exclusif des combattants du PAIGC. L'intégration de cette instrumentalité technique, des significations qu'elle véhicule et des conduites qu'elle exige, n'aurait pas été possible sans un travail d'éducation politico-

culturelle qui combattit sans relâche toute trace de pensée magique. Les cadres du PAIGC persécutaient inlassablement les féticheurs. Lors de grandes assemblées, les féticheurs d'un village étaient confondus devant la population

réunie. Patiemment, les militants du PAIGC expliquaient aux paysans, aux enfants et aux jeunes d'abord, aux adultes et aux vieux ensuite, les rapports de cause à effet qui gouvernent un phénomène déterminé. Ils expliquaient comment naissent les nuages dans le ciel, comment la pluie se forme, quand et pourquoi elle tombe sur terre, comment l'éclair se produit et pourquoi le tonnerre effraie les hommes. A la fin de la séance, les fétiches étaient brûlés.

Cabral explique encore :

Notre culture doit se développer sur la base de la science, elle doit être scientifique, c'est-à-dire qu'il ne faut pas croire en des choses imaginaires.

Elle doit éviter demain que quiconque puisse penser que l'éclair est le signe d'une colère divine, que le tonnerre est la voix du ciel courroucé ou de l'Iran furieux. Quoi qu'on danse, quand le tonnerre gronde, tout le monde doit savoir que le tonnerre résulte du choc de deux nuages, d'une charge d'électricité positive et d'une charge d'électricité négative qui provoquent, quand elles se heurtent, une étincelle : l'éclair, et un bruit, le tonnerre **30**…

c. La réinterprétation.

Examinons maintenant le problème de la réinterprétation par le mouvement de significations ontogénétiques dépassées : chaque phase contingente de la guerre pose ses propres problèmes concrets. Prenons un exemple tiré de la période initiale de la guerre (1963-1967) : agissant sur un territoire exigu, harcelé par un ennemi qui ne quadrille pas seulement les villes mais les vastes étendues du

« hinterland », le commandement de l'armée de libération affronte le difficile problème du recrutement. La pédagogie préparatoire à tout recrutement — telle qu'elle a été développée en Algérie par exemple **31** — et que Cabral a étudiée en détail, n'est pratiquement pas possible en Guinée. Jusqu'au premier trimestre de 1967, l'armée de libération ne dispose pas de zones véritablement libérées. Le commandement de l'armée de libération est confronté à trois exigences apparemment contradictoires. Première exigence : les pertes sont élevées, il faut recruter constamment et en grand nombre. Deuxième exigence : les moyens de contrôle dont dispose l'ennemi obligent les recruteurs à garder une clandestinité

rigoureuse, à se déplacer sans arrêt ; dans certaines zones, ils ne peuvent séjourner qu'une ou deux nuits dans le même village ; la convocation d'une assemblée de village est souvent impossible ; l'acte du recrutement doit se faire rapidement, dans la clandestinité, couvert par le secret le plus rigoureux.

Troisième exigence : des sacrifices souvent très lourds attendent la recrue. En Guinée, le colonisateur utilise des méthodes de répression inhumaines ; la torture

lors des interrogatoires est courante. Le guérillero ne jouit pas du statut de prisonnier de guerre. Les représailles contre sa famille sont courantes.

L'intégration de la nouvelle recrue dans son unité ne doit pas seulement être rapide et secrète, elle doit — ceci dès la première heure du « passage » — être la plus convaincante, la plus solide, la plus intense possible.

La cérémonie initiatique des classes d'âges de la cosmogonie balante remplit la plupart de ces exigences. Cette cérémonie fait passer un adolescent au stade de jeune guerrier lors d'une séance rituelle, brève et intense, conduite par un groupe de prêtres savants **32.**

Le recrutement dans l'armée de libération, le passage de l'adolescence au statut de combattant est souvent précédé d'une négociation complexe qui remplace la pédagogie populaire que pratiquent des mouvements luttant dans des conditions militaires et politiques plus favorables. Cette négociation a lieu entre les dépositaires du savoir initiatique, les prêtres balante, maîtres du serment, et les jeunes recruteurs, militants du PAIGC.

Résumons : L'impérialisme règne par le travail forcé, les cultures obligatoires, les termes de l'échange, la police et l'armée d'occupation. Mais il règne aussi par le système de violence symbolique qu'il impose à l'ensemble des peuples dominés. Les significations qu'il impose détruisent l'homme dépendant jusqu'au plus intime de lui-même. L'esclave devient le gestionnaire de sa propre soumission. L'école, les missions, le langage sont les armes les plus évidentes de cette aliénation organisée. Une mesure particulière renforce cette aliénation : les habitants de la colonie sont séparés en « indigènes » et en « assimilados ». Une mobilité verticale est créée : le nègre « blanc », c'est-à-dire l'Africain qui imite le mieux son maître, reçoit en récompense la carte d'assimilé. Cette carte lui donne droit à des études secondaires et à certains emplois mineurs dans l'administration coloniale.

La mémoire collective des sociétés traditionnelles précoloniales est, pendant tout le temps de la colonie, une sorte de conservatoire de significations alternatives. Cabral les appelle « faits culturels ». Mais le dynamisme de la mémoire collective est un « dynamisme inerte » puisqu'il est paralysé, étouffé, rendu muet par la violence symbolique du colonisateur. L'avant-garde du mouvement national en voie de construction assume une tâche prioritaire, celle de réactualiser, dans chacune des mémoires collectives, en chacun des peuples dominés, les significations qui servent à la construction nationale, à la construction de l'identité alternative, à la conscience de résistance. Cette

réactualisation est sélective : à chaque phase de la guerre, elle procède selon les exigences de la stratégie combattante du moment. Les « faits culturels » se transforment ainsi en « facteurs de culture » (Cabral). Autrement dit en motivations collectives propres à mobiliser les hommes au combat.

Or, le mouvement de libération nationale se distingue de tout mouvement de renaissance culturelle et de tous les messianismes anticoloniaux, nombreux et puissants en Afrique, par sa volonté de dépasser et la société traditionnelle et la société coloniale. Il n'est point animé par la nostalgie du passé ou la volonté de rendre aux classes dirigeantes traditionnelles, spoliées par le colonisateur, un pouvoir qui, de par la loi de l'ethnie, leur reviendrait de droit. Le mouvement de libération nationale dépasse la contradiction coloniale par la construction nationale.

Cette construction exige le rejet d'un grand nombre de motivations africaines ontogénétiques. Ou, plus précisément : toute motivation traditionnelle qui ne sert pas à la construction nationale inter-ethnique et transclassiciste est condamnée.

Ceux qui, par le rite, la divination, la propagent, sont persécutées. Les motivations collectives ontogénétiques, indispensables à la construction nationale, sont en revanche réactualisées et réinterprétées en fonction des nécessités contingentes de la lutte.

III. La conversion des maîtres.

La dernière question qui se pose est celle de l'ambivalence de la construction d'identité. J'essaie d'en indiquer les contours au moyen d'un exemple fascinant, celui des relations réversibles entre la société coloniale portugaise et le PAIGC.

Il s'agit de voir comment et à partir de quelles réinterprétations de la situation

conflictuelle, la société coloniale portugaise a été abattue en son centre par ceux-là mêmes qui étaient chargés d'en défendre le maintien à la périphérie.

Voici d'abord quelques rappels concernant les contradictions qui habitent alors la société fasciste : le 15 novembre 1973, *Mario Soarès*, secrétaire général en exil du parti socialiste portugais, parle à la salle du Faubourg à Genève. Dans cette salle, lieu traditionnel des grands rassemblements du mouvement ouvrier genevois, se pressent des ouvriers, des intellectuels, des employés suisses, mais aussi des centaines de travailleurs immigrés. Parmi eux, attentifs, tendus, les travailleurs immigrés du Portugal. La plupart d'entre eux vivent une expérience qu'ils ne maîtrisent pas. Ils sont généralement issus des classes les plus opprimées du Portugal fasciste, fils d'ouvriers agricoles sans terre de l'Alentejo,

enfants des faubourgs prolétariens de Porto, Lisbonne, Leiria. Leur gagne-pain et celui de leurs familles sont à l'étranger. Or, sous les gouvernements Salazar/Caetano, personne ne pouvait émigrer sans avoir fait son service militaire. Dans la salle du Faubourg à Genève se pressent les anciens parachutistes d'Angola aux bras tatoués, les spécialistes de la « contre-insurrection » de Guinée-Bissau, les fusiliers-marins qui ont incendié des villages du Mozambique. Ces hommes n'ont généralement d'autre formation politique que celle reçue à la caserne ou à l'église. Dans la colonie, ils furent des surhommes dressés au massacre. Démobilisés, renvoyés à leur misère séculaire, ils ont émigré. A Genève, ils sont saisonniers, c'est-à-dire qu'ils sont obligés de vivre comme des sous-hommes. Le saisonnier ne peut rester en Suisse que neuf mois sur douze. Il repart, il revient. Il n'a pas le droit d'amener sa femme ni sa famille. A la misère sexuelle s'ajoutent des conditions d'habitat souvent déplorables. De par la loi, le saisonnier n'a pas le droit de louer un appartement.

Il est logé par l'entrepreneur qui l'emploie. A de rares exceptions près, cet entrepreneur l'entasse avec des dizaines d'autres camarades d'infortune dans des baraquements de chantier, dans des immeubles vétustes promis à la démolition… La Sécurité sociale est absente, les impôts anticipés lourds, les droits politiques inexistants et les malentendus avec les syndicats nombreux.

Le guerrier surhomme, la mémoire pleine de sa gloire passée, rumine, en d'interminables conversations nocturnes avec ses camarades, ses hauts-faits d'Afrique. Orgueilleux jusque dans la misère, il balance constamment entre l'humiliation acceptée et la révolte individuelle, chaotique, sans issue.

Mario Soarès parle avec passion et conviction de la révolution portugaise à venir, de la destruction du fascisme, de la nécessaire et prochaine libération des colonies africaines. Les sous-prolétaires anciens combattants l'écoutent, ne le comprennent pas. Certains, scandalisés, quittent la salle. L'idéologie fasciste dont ils sont malgré eux les porteurs ne peut maîtriser cette conscience déchirée, nourrie à la double et contradictoire expérience qui est la leur. Telle est la violence des significations imposées par la caserne et par l'église du régime fasciste, que la parole égalitaire ne parvient pas à les atteindre. Aucun discours socialiste libérateur n'est reçu par ces surhommes devenus, en l'espace de quelques semaines, des sous-prolétaires humiliés. Leur double expérience n'est maîtrisée par aucune conscience alternative capable d'unir, d'expliquer et de transformer leurs contradictions, d'ouvrir pour eux la voie à une action libératrice, égalitaire et juste.

Le 25 avril 1974, à Lisbonne, le *Mouvement des forces armées* (MFA)

renverse la dictature, chasse ses principaux serviteurs et ouvre une période révolutionnaire qui, deux ans plus tard, se termine par le retour du pays à la démocratie pluraliste et parlementaire. A quelles sources ces officiers, issus pour la plupart des cadres de l'armée coloniale, ont-ils puisé leur courage et leur lucidité politique ? Est-ce le patient travail d'analyse, d'enseignement des cadres exilés ou clandestins des partis socialiste et communiste qui a provoqué cet étonnant bouleversement ? En d'autres termes, le MFA est-il l'avant-garde politique qui, dans cette situation révolutionnaire parvenue à maturation, dirige la rupture, se saisit du pouvoir d'État, mobilise, organise, conduit les masses ?

Non. Voici ce qu'en dit Touraine :

Il est manifestement absurde de se demander quelles catégories sociales

« représentent » les militaires. Car ceux-ci appartiennent moins à la société qu'à l'État, expriment moins des revendications qu'ils n'interviennent dans une crise, qu'ils ne veulent sortir d'une contradiction. Il faut le dire : le 25 avril n'est pas une révolution, c'est à la fois une rupture et une libération. Au lendemain de ce coup d'État militaire, les détenteurs du pouvoir et la société partagent le même enthousiasme mais ne sont pas unis dans un mouvement social ou par une idéologie. La transformation de la société et la forme de l'action politique restent à définir **33**.

Le 25 avril ne serait-il alors qu'un putsch d'officiers dépités par leurs défaites coloniales, un banal et somme toute médiocre pronunciamiento de quelques mercenaires menacés par le chômage ? Évidemment non. L'insurrection du MFA, son premier programme, son « populisme militaire », pour reprendre les termes de Touraine, sont le fruit d'un long processus, encore très insuffisamment étudié, *d'acculturation ambivalente*. C'est l'idéologie des mouvements de libération africaine notamment du PAIGC et du MPLA, leurs structures, leur vision du monde — qui accède au pouvoir à Lisbonne avec les prétoriens insoumis du 11 mars et du 25 avril. En d'autres termes, pendant sept mois, du 25 avril au 25 novembre 1974, c'est Amilcar Cabral qui, par Conseil de la révolution interposé, gouverne au Portugal. Rosa Coutinho, amiral de la flotte, revient comme gouverneur en Angola. Il y vient appliquer des consignes qui sont *copiées*, au sens littéral du terme, sur celles contenues dans les programmes du PAIGC et du MPLA. Ces programmes ont inspiré l'action révolutionnaire du MFA au Portugal. Le MFA se comprend lui-même comme un mouvement de décolonisation. Dans son analyse, le fascisme n'opprime pas seulement les peuples d'Afrique, mais tout autant le peuple portugais.

La nouvelle Constitution portugaise, promulguée le 2 avril 1976, témoigne de cette conviction. Voici son article 2 :

La libération du Portugal de la dictature, de l'oppression et du colonialisme a marqué une transformation révolutionnaire et le début d'un tournant historique de la société portugaise **34**.

L'article 3, alinéa 2 de la Constitution accorde au mouvement de libération nationale, c'est-à-dire au MFA, une position de garant du processus de décolonisation interne :

Le Mouvement des forces armées, garant des conquêtes démocratiques et du processus révolutionnaire, participe au côté du peuple à l'exercice de la souveraineté conformément à la Constitution **35.**

Comment comprendre cet extraordinaire renversement des rôles ? Que s'est-il passé au cours de ces interminables mois de pluie, année après année, alors qu'enfermés dans les mêmes forts portugais, les officiers coloniaux, coupés de leur pays et du monde, faisaient face aux prisonniers du PAIGC ? Ces prisonniers se sont-ils mis à parler ? Se sont-ils mués en instituteurs pour ces analphabètes politiques qu'étaient leurs geôliers, les jeunes officiers du corps

expéditionnaire ? Ou, au contraire, est-ce leur silence, leur résistance à la torture, leur refus de desserrer les dents qui, dans le cerveau de leurs gardes-chiourme, firent naître les premiers doutes, les premières questions ?

Les camps portugais, je ne les connais que détruits. Je n'ai jamais vécu ces mois d'osmose et de transfert derrière les murs d'un fort encerclé. C'est de l'extérieur, par le souvenir, que j'essaie de comprendre ce processus. Voici un extrait de mon carnet de voyage **36** : 10 janvier 1974, 3 heures du matin. La veille, à Ziguinchor, j'ai vu, à l'hôpital du PAIGC, dirigé par un médecin hollandais, des femmes, des enfants, des adolescents amputés des pieds ou des jambes. Même dans les zones comme le secteur centre (l'un des six secteurs militaires du Front nord) libéré depuis plus de trois ans, les mines portugaises constituent un danger permanent. Les Portugais encerclés dans leurs camps retranchés

— sur le front nord, seuls subsistent les forteresses portugaises de Sao Domingo et d'Ingoré — sortent en hélicoptère, déposent les mines et repartent à l'aube. Je constate — soulagé — que notre piste a été nettoyée dès le matin. En effet, des combattants de la milice locale en treillis vert

(très semblables à ceux de Cuba), des femmes aussi, en route vers quelque rizière, croisent notre jeep… …6 heures du matin : les premiers bras de Rio Cacheü apparaissent derrière les arbres. La savane accueille maintenant une végétation de plus en plus dense. Bientôt nous entrerons dans la forêt qui, comme un tapis sombre, recouvre toute la région centrale de la Guinée-Bissau. La topographie du pays est relativement simple : à l'est s'étendent les collines herbeuses du pays peul ; du nord au sud, en passant par le centre, la forêt ; à l'ouest, les marais, bras de mer et fleuves de la région côtière. Mes compagnons se détendent, plaisantent. La véritable terre libre commence dans l'étrange clair-obscur de la forêt…

… A un tournant de la piste rouge, surgissant brusquement des herbes, deux visages riants, surmontés de la casquette à double visière des troupes d'assaut de l'armée de libération. Nous entrons dans l'immense forêt de Campada. José gare la jeep dans un abri. Le poste — nous en rencontrerons de nombreux autres, tous construits sur le même modèle — sert essentiellement de lieu de passage et de contrôle, sorte de relais fortifié comme il en existait au Moyen Age dans les vallées alpestres. Une petite unité de l'armée de libération surveille l'accès au réseau compliqué des sentiers de la forêt. Une vingtaine de familles d'agriculteurs assurent, par leurs cultures espacées dans les clairières alentour,

l’alimentation en riz, poulets et légumes frais des colonnes de guérilleros de passage. Une unité de la milice locale — trente-cinq hommes armés de bazookas et de la lourde Kachalnikov soviétique, arme standard des miliciens — assure à son tour leur protection. Dans une des cases camouflées, pratiquement invisible à l’œil étranger, nous rencontrons Lucio Camara, commanfdddant de l’armée de libération. Lucio revient d’un stage de formation à l’académie militaire de Nankin. Originaire de Boulama, dans le sud du pays, il est typographe de formation. Il combat depuis 1963.

… 10 heures du matin : la longue marche commence. Constamment nous croisons des gosses, des miliciens, des colonnes de porteurs, des femmes qui vont vers les rizières, minuscules silhouettes au milieu des terres marécageuses où les arbres espacés laissent filtrer le soleil. Filinto Martins n’est rentré au pays que depuis quatre mois. Il découvre la Guinée libérée avec le même émerveillement que moi : l’extraordinaire gaieté des gens, l’absence totale de rapports marchands, les transactions dans les magasins du peuple, les seuls qui existent, fondées sur le troc. La puissance militaire de la guérilla aussi, constamment visible et dotant les marcheurs d’un

étonnant sentiment de sécurité. « La forêt est plus animée que l’avenue de l’Opéra à Paris ! » me dit Filinto en riant. « Mais on ne risque pas sa vie ici… » Voire. Tout à l’heure, lorsque nous serons assis dans un autre camp de transit, partageant dans des assiettes métalliques le plat coutumier de riz rehaussé de quelques os de poulet, la conversation s’arrêtera brusquement.

Dans le ciel, le vrombissement lointain, puis rapproché d’un moteur d’avion. L’appareil passera haut dans le ciel, invisible à travers le toit épais de la forêt. N’empêche qu’il nous rappelle à tous, et d’abord à Filinto et à moi, peu habitués à la guerre, la démence quotidienne du commandement suprême des forces portugaises à Bissau. Depuis mars 1973, l’armée de libération possède un nombre indéterminé de pièces de DCA de fabrication soviétique. Le commissaire politique du camp, un jeune Balante du Nord, me dit qu’entre mars 1973 et janvier 1974, les combattants du PAIGC ont abattu dix-huit appareils. Mais l’objectivité exige ce constat : aucune zone libérée de Guinée n’est à l’abri des bombardements **37.**

… 14 janvier, 8 heures du soir : Sur le plan militaire, la situation est presque totalement bloquée aujourd’hui. Il est étonnant de constater à quel point la guerre du Vietnam a partout modifié les données de la lutte de libération dans

l’aire tricontinentale, non seulement pour ce qui est de la stratégie des guérilleros, mais, avant tout, pour ce qui concerne la tactique des agresseurs. Les Portugais reprennent aujourd’hui presque point par point la tactique américaine : regroupement forcé des populations, création de vastes « free fire Zones » autour de leurs camps où le tir à volonté est pratiqué au moyen de canons américains de 155 mm et de mortiers de 81 à 106 mm ; et enfin les « excursions », comme les appellent les guérilleros.

Ces excursions consistaient en ceci : des unités portugaises, le plus souvent à l’échelon du bataillon (450 hommes), quittaient le camp retranché à bord d’immenses hélicoptères blindés et se posaient quelque part en zone libérée.

Elles y opéraient pendant deux ou trois jours, ratissant un périmètre donné. Tout être vivant y était abattu, les récoltes brûlées, les pistes et les cases minées, les sources empoisonnées. A la fin de l’opération, les hélicoptères venaient chercher leurs unités avant que les forces d’autodéfense du PAIGC n’aient pu réagir.

Le 16 mars 1968, une unité de l’armée américaine, sous le commandement du sous-lieutenant William Calley, encercla le village vietnamien de My Lai, mit le feu aux cases et massacra cent neuf personnes, les femmes et leurs bébés, les enfants et les vieillards. La Guinée-Bissau a connu des dizaines de My Lai

depuis 1968.

Depuis le début de la lutte armée en 1963, l’ordre d’Amilcar Cabral était respecté à la lettre, y compris par ses successeurs : il fallait à tout prix éviter les massacres de population civile. Or, les Portugais avaient adopté une tactique simple et efficace : chaque fois qu’ils perdaient le contrôle d’une région, ils ratissaient les villages et déportaient les familles qui n’avaient pas eu le temps de fuir, dans le périmètre extérieur de leurs camps retranchés, entre les deux champs de mines. Femmes, enfants, vieillards, parfois même les propres parents des guérilleros étaient parqués dans cette ceinture compacte de cases entourant les camps d’Ingoré et de São Domingo. Une sorte de trêve involontaire régnait ainsi, du moins sur le Front nord.

Ingoré, São Domingo… Forteresses à la dérive, rongées par les vagues de la guerre. L’armée de libération venait s’y briser régulièrement. Dans ces forts isolés, les officiers coloniaux étaient enfermés avec leurs prisonniers. Dehors, la pluie, le pays hostile, les mines.

Gigantesque « huis clos » ! Comme dans la pièce de Sartre, les personnages étaient condamnés au face à face. Chacun dans sa solitude. Seul leur parvenait l'écho de leur propre parole.

« C'est avec des fissures que s'effondrent les murs les plus épais » dit le proverbe balante. A quel moment la première de ces fissures est-elle apparue ?

Nous l'ignorons. Une seule certitude : elle s'est multipliée et le mur s'est effondré.

L'acculturation ambivalente est un processus difficile à cerner **38**. Dans le cas de la Guinée, nul ne connaît avec précision son cheminement. Seul son aboutissement est évident. Un matin, brusquement, les occupants coloniaux sont sortis du camp. Ils ont libéré leurs prisonniers. Ils ont quitté l'Afrique. Dans le palais de São Bento, à Lisbonne, leurs frères d'armes venaient de chasser les vieillards obstinés qui, pendant près de quarante ans, avaient régné sur le Portugal, le Mozambique, l'Angola et la Guinée. Gérard Chaliand résume mon propos :

Le coup d'État du Mouvement des forces armées du Portugal, qui a mené à l'indépendance les colonies, est à porter au crédit des combattants africains.

Il est l'ultime triomphe d'Amilcar Cabral **39** .

1.

Je dois une gratitude particulière à Luiz Cabral et Filinto Martins qui ont organisé — durant la

guerre — mon premier séjour ainsi qu'à Vasco Cabral, Mario de Andrade, Joseph Turpin, José Aranjo qui m'ont accueilli lors de ma plus récente visite (1980).

2.

Les œuvres complètes d'Amilcar Cabral sont en voie de publication aux éditions Maspero. Déjà paru : *Unité et Lutte : 1°. L'arme de la théorie ; 2°. La pratique révolutionnaire* , 1975 ; voir aussi

« La résistance culturelle », in revue *Esprit* , no 5, 1976, p. 874 s.

Trois ouvrages donnent de la lutte de libération du PAIGC une analyse précise : G. Chaliand, *Mythes révolutionnaires du Tiers Monde* , Paris, Éd. du Seuil, 1976, p. 101 s. — B. Davidson, *Révolution en Afrique, la libération de la Guinée portugaise* , Paris, Éd. du Seuil, 1969. J. M. Andreini et M.

L. Lambert, *La Guinée-Bissau d'Amilcar Cabral à la reconstruction nationale* , Paris, Éd.

L'Harmattan, 1977.

3.

J. Galtung, *Selfreliance, concept, practice and rationale* , Oslo, Oslo-University papers, no 35.

4.

A. Cabral, *Le Rôle de la culture dans la lutte pour la libération nationale* , discours prononcé à l'UNESCO, conférence du 3 juillet 1972, Paris, édité par PAIGC ; repris dans *LARU-Studies* , no du 3 juin 1977, Éd. Latin American Research Unit, Box 673, Adelaïde St., Toronto. Le groupe Laru est animé par des militants brésiliens en exil dont certains (Paulo Freire, Rosiska et Miguel

Darcy de Oliveira, Claudio Chechon) sont liés à la construction nationale en Guinée.

5.

Cf. proclamation de l'État. Le texte original est plus précis que cette traduction. Au lieu de

« grandeur de l'homme », il parle d'« engradecimento » (agrandissement) de l'homme. A la place de

« dignité », il dit « dignificaçâo » (« dignification » progressive par et pour la lutte).

6.

La théorie de Cabral a une portée qui dépasse le cadre africain. Je la mets ici en relation avec certains événements ou thèses des révolutions brésilienne et chinoise.

7.

A. Cabral, *Le Rôle de la culture dans la lutte de libération nationale, op. cit.*

8.

Au moment du déclenchement de la lutte armée (1959), 0,3 % seulement de la population bénéficiait du statut d' *« assimilados »* , c'est-à-dire d'une égalité toute relative avec le colonisateur.

9.

F. Fanon, *Les Damnés de la terre, op. cit.* , p. 31.

10.

Mao Tsé-toung, cité par A. Malraux, in *Antimémoires* , Paris, Gallimard, 1967, p. 531.

11.

Cf. proclamation de l'État indépendant, *op. cit* . Au moment de la proclamation, Amilcar Cabral était mort depuis huit mois déjà. Mario de Andrade, responsable de l'édition des œuvres de Cabral, et Luiz Cabral, frère cadet, m'ont affirmé que l'essentiel de la proclamation avait été rédigé de la main même d'Amilcar durant les mois d'octobre à décembre 1972.

12.

Le présent chapitre se réfère souvent aux travaux de Christian Sigrist. Professeur à Bielefeld, dirigeant de l'extrême gauche allemande, Sigrist est président de la société « Amilcar Cabral ». Son Institut de Bielefeld possède la meilleure documentation relative à la lutte de libération en Guinée et

au Cap-Vert ; cf. notamment : Ch. Sigrist, « Problème des demokratischen Neuaufbaus in Guine-Bissau und den Kapverden », in *Revue de la société Amilcar Cabral* , no 2, 1977. — *Programme d'études de développement* , département de sociologie, université de Bielefeld ; le programme 1977

est principalement consacré à l'analyse du PAIGC.

13.

L'occupation coloniale n'altère pas fondamentalement la stratification du pays : mis à part une très mince classe prolétarienne, essentiellement constituée par les dockers de Bissau, la grande masse des peuples de Guinée est constituée de paysans. Il existait, du temps de la colonie, une faible couche de petits-bourgeois, commerçants, employés, petits fonctionnaires ; en revanche, la bourgeoisie nationale était quasi inexistante.

14.

Chiffres 1959 ; cf. Sigrist, *Probleme des demokratischen Neuaufbaus, op. cit.*

15.

Je me limite ici à l'évocation des structures ethnologiques des principaux groupes de Guinée. Pour les groupes minoritaires, on consultera la bibliographie. Exemple : L. V. Thomas a écrit une ethnographie précise, complexe des Diola.

16.

Cabral affirme que Balante veut dire « Ceux qui résistent ».

17.

Yves Person dit : « Cette autogestion des luttes est admirable ; elle montre à quel point Cabral, formé par le PC le plus stalinien, a su s'écarter de son modèle » (lettre à l'auteur, février 1978). Le président Senghor (lettre à l'auteur du 5 janvier 1979) me dit : « Cabral se méfiait de l'Union soviétique… il comptait s'appuyer surtout sur les socialistes suédois. »

18.

Cf. Discours d'A. Cabral au VIIIe Congrès de l'Union progressiste sénégalaise, 16-19 décembre 1972, Dakar (où Cabral était l'invité de Senghor).

19.

Amilcar Cabral naît en Guinée-Bissau en 1925, fils de parents capverdiens. Il est assassiné à Conakry le 20 janvier 1973.

20.

Le présent chapitre n'a pas pour but d'analyser d'une façon exaustive la genèse du mouvement nationaliste dans les territoires africains sous domination portugaise. Au moment où l'édition de poche de ce livre va sous presse, je suis engagé dans l'étude de ce problème : c'est en janvier 1980

que, grâce à de longs entretiens avec José Araujo, Luiz Cabral, Mario de Andrade, Vasco Cabral, Joseph Turpin, Filinto Martins à Bissau et avec Aristide Perreira à Praia, j'ai pris conscience de l'importance fondamentale et de la spécificité irréductible de la pensée politique développée durant les vingt dernières années par le groupe des fondateurs du PAIGC, du MPLA, du FRELIMO. Cette pensée est encore largement ignorée en France.

21.

A. Cabral, *La Résistance culturelle, op. cit.* , p. 876-877.

22.

Ibid.

23.

Résistance ancestrale, puisque la Guinée, dont la côte avait été occupée pendant le dernier tiers du XVe siècle, ne sera totalement conquise par l'agresseur qu'après la Première Guerre mondiale.

24.

Donc dans les régions rurales.

25.

Rosiska et Miguel Darcy de Oliveira, Claudius Cecchon, *e.a.*, *LARU-Studies*, *op. cit. ;* aussi P.

Freire, *Lettres à la Guinée-Bissau sur l'alphabétisation* , Paris. Maspero, 1978.

26.

A. Cabral, *op. cit* ., p. 880 (Tugas : nom donné par les Africains aux Blancs).

27.

Ibid ., p. 976.

28.

Iran : terme créole qui désigne un fétiche aux pouvoirs magiques.

29.

A. Cabral, *op. cit* ., p. 875.

30.

A. Cabral, *op. cit.*

31.

Disposant dès le début de la guerre de vastes zones non contrôlées par l'ennemi (Aurès, Kabylie, *e.a.*

) le FLN put faire un travail d'explication de masse qui aboutit au recrutement spontané des combattants, cf. Zerari Rabiah, dit Si Azzedine, *On nous appelait fellaghas* , Paris, Stock, 1976, p. 56 s.

32.

La toxologie, l'habillement, les instruments de musique utilisés lors des initiations chez les Balante ont été analysés par H. Baumann, D. Westermann, *Les Peuples et les Civilisations de l'Afrique, les langues et l'éducation* , tr. française chez Payot, 1957.

33.

A Touraine, « Portugal, la révolution difficile », in revue *Faire* , no 1, octobre 1975, p. 5.

34.

Constitution de la République portugaise , Éd. Secrétariat d'État à la communication sociale, direction générale de la diffusion, Lisbonne, 1976.

35.

Ibid.

36.

J'ai publié des extraits de ce carnet dans *Le Nouvel Observateur* , février 1974.

37.

Il existait plusieurs raisons à cette situation. D'abord, les quelques pièces de DCA dont disposaient les maquisards étaient concentrées autour des camps fortifiés des Portugais ; elles y assuraient l'hypothétique protection des troupes d'assaut de l'armée de libération. Chaque forteresse portugaise était entourée d'un périmètre de tranchées et d'un champ de mines. Les maquisards avaient aménagé eux aussi un cercle de mines et, au-delà de ce double champ, creusé

leurs abris, leurs tranchées et tout un système compliqué de tunnels et casemates souterrains. Les principales forteresses portugaises du Front nord, Ingoré et São Domingo, étaient ainsi encerclées depuis près de six ans.

38.

R. Bastide en fait la théorie générale dans *Anthropologie appliquée* , Paris. Payot. P.B.P. no 183.

39.

G. Chaliand, *Mythes révolutionnaires du Tiers Monde, op. cit.* , p. 113.

III

L'Afrique trahie : les protonations **1**

I. Théorie de la protonation.

Au risque de schématiser à l'extrême, je dirai qu'il existe aujourd'hui sur le continent africain trois types de sociétés politiques : les nations, les protonations et les appareils de contrainte.

— Je le répète : *la nation* naît de l'effort catégorique — issu de l'instinct de justice — d'une avant-garde décidée à briser la domination impérialiste d'un peuple. Elle est le produit d'une dialectique ascendante, ouverte sur un horizon inconnu. Sa construction est achevée lorsque la société politique, l'État qu'elle génère, ont rompu totalement avec les déterminismes du marché capitaliste mondial ; ou, en d'autres termes, lorsqu'elle est la seule source de ses décisions, de ses choix, de son destin, et que le capital financier multinational n'a plus prise sur elle.

— *L'appareil de contrainte* tel que je l'ai décrit est l'exact contraire d'un État national. Cet appareil mis en place par l'impérialisme dans l'actuelle phase d'apogée de son développement abolit toute négociation entre groupes différents. La société hétérogène est abolie. Il n'y a même plus d'État au sens étymologique puisque l'appareil n'a plus aucune fonction d'arbitrage à remplir entre classes, régions ou groupes. Cet appareil n'a plus qu'un seul but : briser l'identité spécifique des autochtones, étouffer par la torture toute velléité de revendication et assurer aux sociétés multinationales bancaires, industrielles et

minières qui l'ont mis en place, l'exploitation la plus rationnelle possible du pays et du peuple. L'appareil est administré non pas par une oligarchie autochtone ou une classe politique indigène si minoritaire soit-elle mais par des mercenaires indigènes formés, instruits, programmés par le capital financier multinational.

Touraine fait l'analyse de l'« appareil Pinochet » au Chili [2] : Annaconda Copper, Kennecott et ITT sont les principaux mandataires des mercenaires chiliens ; ces mercenaires ont eux-mêmes été préparés à leur tâche dans les

écoles spécialisées que le « Southern Command » de l'armée nord-américaine entretenait dans la zone du canal de Panama. En Afrique, ces appareils sont, pour les raisons historiques que nous verrons, moins nombreux qu'en Amérique latine ou en Asie. Un seul appareil correspond au modèle défini par Touraine, c'est l'« appareil Mobutu » au Zaïre. Joseph Désiré Mobutu, journaliste de l'agence belge de presse, a été pris en main dès la fin des années cinquante par les instances du capital financier multinational. Patrice Lumumba le nomma chef d'état-major de l'armée congolaise dès 1960. Sous la direction de Lumumba, le Congo s'orienta rapidement vers la construction d'un État authentique.

L'immense bassin congolais s'apprêtait à se soustraire graduellement à la domination impérialiste. Ordre fut alors donné d'organiser l'assassinat de Lumumba et de ses principaux lieutenants. Ce qui fut fait le 17 janvier 196[1] [3].

De 1961 à 1965, le capital multinational expérimenta plusieurs formes de domination au Congo. En novembre 1965, il décida de passer à l'action directe.

Il mit fin à ses pénibles négociations avec les groupes de pression, clans politiques et partis autochtones, et érigea au Congo un appareil de contrainte destiné à garantir, dans tout le territoire, un ordre homogène, immuable et efficace. Mobutu fit son coup d'État, abolit les partis et les syndicats et mit en œuvre une stratégie de domination policière, symbolique, identique à celle de Pinochet au Chili, de Videla en Argentine, de Figueredo au Brésil. Ce sont des officines de manipulation de l'opinion analogues qui organisèrent la campagne sur l'« authenticité » zaïroise et la « croisade antimarxiste » chilienne. Mobutu, jusqu'à ce jour, remplit admirablement le rôle que lui a confié le capital multinational. Résidant au camp des parachutistes de Kinshasa, il est entouré d'une cour des miracles où les courtisans couverts d'or se confondent avec les condamnés à mort en sursis.

Une récente décision de l'« appareil Mobutu » montre bien la stratégie qu'il sert : le 6 juin 1976, Mobutu cède environ 6 % du territoire zaïrois à l' *Orbital-Transport und Raketen-Aktiengesellschaft* (OTRAG) **4** de Neue-Isenburg (République fédérale allemande). La région vendue pour 800 millions de marks correspond à la moitié du territoire de la RFA. Elle englobe une des zones d'importance stratégique de l'Afrique. Le territoire cédé à l'OTRAG est proche des frontières tanzanienne et zambienne, il s'étend à moins de 250 km de l'Angola, à moins de 500 km de la Rhodésie. Il englobe la zone du Zaïre où Che Guevara avait combattu en 1964-1965. L'OTRAG utilisera ce territoire pour expérimenter ses fusées de guerre et ses satellites d'espionnage. Selon le contrat passé le 6 juin 1976, même les avions zaïrois ne pourront plus survoler le

territoire cédé. Sur le devenir de la population de cette immense région, le contrat reste muet. Ainsi l'appareil de contrainte, sorte de société de charte à l'envers, vend au maître étranger jusqu'à des morceaux entiers de sa souveraineté.

— La *protonation* **5** n'a rien à voir avec une nation authentique, non plus qu'avec un appareil de contrainte tel qu'il est représenté par l'appareil Mobutu ou l'appareil Pinochet. La protonation est une société hétérogène. Le pouvoir politique y fait l'objet de luttes, de négociations, de transactions permanentes.

Au sein de la protonation nigériane par exemple, les élites occidentalisées des Haussa doivent négocier en permanence leur position dans l'État et leurs privilèges sociaux avec la hiérarchie traditionnelle du sultanat de Sokoto. Au Togo, au Bénin, en Haute-Volta, les militaires au pouvoir doivent négocier ce pouvoir avec les bourgeoisies commerçantes locales et avec les notables ruraux.

Au Tchad, au Niger, au Mali, la dictature militaire n'est ni efficace ni homogène.

Une multitude de contre-pouvoirs religieux, régionaux, ethniques existent et agissent. La protonation opère, au niveau de la conscience collective, une sorte de consensus contractuel. Ce consensus est extrêmement fragile, mais il existe.

La protonation possède une identité collective. Celle-ci n'a rien à voir avec une conscience nationale telle que nous l'avons décrite. Elle n'est pas une conscience alternative, rompant avec le système de violence symbolique du capital financier multinational. Au contraire, la conscience protonationale comporte une forte tendance à l'imitation, à la reproduction des habitudes de consommation, des

schémas de pensée allogènes. Mais, quoique intégrée dans le système impérialiste mondial, consentant à l'exploitation financière et économique dont elle est l'objet, les dirigeants de la protonation cherchent à se définir dans le tissu impérialiste de façon particulière. Les théories les plus troubles, les plus confuses fournissent les outils symboliques destinés à l'élaboration de cette autoreprésentation **6**.

La protonation est le produit d'une conjoncture particulière du devenir de l'impérialisme : elle est elle-même engendrée par cette réorientation, par ce redéploiement, ce rééquilibrage du système impérialiste apparu au sortir de la Seconde Guerre mondiale et que nous avons déjà examiné. L'impérialisme décide d'opérer un transfert formel de pouvoirs aux classes « autochtones » qu'il a lui-même créées et qu'il continue de dominer par la violence symbolique **7.**

Un système compliqué de traités de « défense mutuelle » garantit la permanence des régimes mis en place lors de « l'indépendance ». Voici les principales interventions militaires françaises **8** : *1. Sénégal 1962 :* Senghor brise

un coup d'État de Mamadou Dia avec l'aide de l'armée française **9**.

2. Gabon 1964 : Le régime de Léon M'Ba, renversé par un coup d'État, est rétabli par l'armée française.

3. Tchad 1968 : L'armée française et l'aviation écrasent l'insurrection toubou contre le régime Tombalbaye.

4. Zaïre 1977 et 1978 : Le régime Mobotu, menacé par l'invasion du Shaba (cf. nos p. 256 s.), est sauvé grâce à l'intervention française.

5. Sahara occidental 1977-1978 : L'aviation française bombarde les colonnes du Polisario qui menacent à la fois le régime Ould Daddah en Mauritanie et l'occupation du Sahara occidental par la Mauritanie et le Maroc.

6. Tchad 1979 : L'armée et l'aviation françaises interviennent contre le Frolinat qui menace le régime Malloum **10.**

7. Centrafrique 1979 : Les 20 et 21 septembre les parachutistes français débarquent à Bangui pour mettre fin à l'empire sanglant de Jean Bedel Bokassa.

Ils amènent dans leurs bagages le nouveau chef de l'État, désigné par Paris, un

nommé David Dacko.

8. Tunisie 1980 : Le 26 janvier un commando de résistants tunisiens attaque le centre minier de Gafsa, au sud du pays. Le régime compradore de Bourguiba est à l'agonie. La France dépêche des unités navales et aériennes en Tunisie. Celles-ci n'ont pas à intervenir, le commando étant détruit rapidement **11.**

Concrètement, le comportement quotidien des bourgeoisies civiles ou militaires locales à qui le colonisateur a remis le pouvoir formel est identique, de Bangui à Douala, de Naïrobi à Ouagadougou. Voici ce qu'en dit Fanon : La bourgeoisie « nationale » ne cesse d'exiger la nationalisation de l'économie et des secteurs commerciaux. C'est que, pour elle, nationaliser ne signifie pas mettre la totalité de l'économie au service de la nation, décider de satisfaire tous les besoins de la nation. Pour elle, nationaliser ne signifie pas ordonner l'État en fonction de rapports sociaux nouveaux dont on décide de faciliter l'éclosion. Nationalisation, pour elle, signifie très exactement *transfert aux autochtones des passe-droits hérités de la période coloniale* ***12*** .

La protonation est aujourd'hui la forme de société la plus répandue en Afrique. Je le répète : elle n'est pas une étape sur le chemin de la construction nationale. Elle n'est pas non plus une forme pervertie de nation achevée et qui

aurait périclité. *La protonation est une formation sociale* sui generis. Elle est une pure création de l'impérialisme. Si l'impérialisme est en crise, cette crise n'est pas une agonie, c'est une simple phase de réadaptation, de redéploiement des forces, de mise en place de formes de domination plus efficaces, plus souples, plus rationnelles et finalement plus sûres qu'auparavant. La protonation est le produit de cette nouvelle stratégie. Elle présente de multiples avantages pour le système impérialiste mondial. Elle autorise la mainmise du capital financier sur les ressources naturelles, la force de travail, le territoire stratégique d'un pays de la périphérie.

Cette

mainmise

est

admirablement

camouflée.

Un

gouvernement

« indépendant » règne formellement sur le territoire. Un État autochtone (police, armée, législation du travail, etc.) étouffe toute velléité de révolte ou de revendication contre la spoliation. Une bourgeoisie locale, étroitement associée aux organes de spoliation, vit des miettes de l'exploitation impérialiste du pays et administre l'État. Surtout, cette bourgeoisie locale produit un discours

« nationaliste », un discours d'« indépendance », revendicateur et même

« révolutionnaire » qui, s'il ne tire jamais à conséquence, agit comme un écran.

Il trompe à la fois l'opinion mondiale (adversaire non négligeable de l'impérialisme depuis que les pays de la périphérie, sous la conduite des nations nouvelles, ont acquis la majorité aux Nations unies) et le peuple asservi lui-même. Derrière cet écran, le capital financier multinational organise son système de pillage. Exemple : le Consortium de Fria (Harvey, Alusuisse, Aluminium Ltd Canada) exploite les gisements de bauxite de la Guinée-Conakry à des conditions extrêmement favorables dictées par lui. L'État guinéen doit payer

— directement ou indirectement — la plupart des infrastructures (logements ouvriers, chemins de fer vers la mer, installations portuaires, etc.). Il maintient l'ordre parmi un peuple surexploité, à bout de forces. Le Consortium de Fria peut en fait orienter la moindre décision politique, économique et sociale du gouvernement de Conakry. De tels exemples sont reproduits à l'infini.

J'insiste sur ce point : il ne s'agit pas d'un pillage de type colonial classique (travail forcé, productions coloniales, exportations des biens coloniaux vers la métropole, impôts sur la personne, etc.). Le système d'exploitation mis au point par le capital multinational dans les protonations qu'il gouverne est plus complexe, plus rentable et plus efficace.

La protonation, productrice d'un discours « autonome », « nationaliste » et

« indépendantiste », n'est plus un partenaire contractuel de la métropole impérialiste ; le pacte colonial — contrat totalement inégal, contrat dicté, mais

contrat quand même — est aboli. La protonation est intégrée dans le système impérialiste au point de s'y perdre. Son peuple est réduit à sa pure fonctionnalité marchande. La rationalité qui la gouverne n'est plus la rationalité du rapport de domination entre la métropole du centre et le capitalisme de la périphérie, mais bien la rationalité marchande non médiatisée, unifiée, homogène, que le capital financier multinational instaure là où il établit sa domination. Horkheimer et Marcuse appellent ce système de la rationalité marchande intégrée *le système de la satisfaction répressive des besoins* ***13***. Les sociétés multinationales produisent des biens standardisés qui sont les mêmes de Tokyo à Bogota, de Yaoundé à Montevideo. L'homme unidimensionnel se répand à travers la terre. Par leur publicité, elles créent les mêmes « besoins » qu'elles « satisfont » avec les mêmes produits **14.**

Aucun marché libre de la demande et de l'offre ne règlent plus le choix des produits. Le capital multinational règne. Il n'est plus besoin d'adapter sa production à la volonté ou aux désirs d'autres acteurs du marché. Le marché, c'est lui. Il choisit donc de produire une gamme de biens qui sont les plus rentables possibles. Ces biens, il les diffuse à travers la terre. Dans les pays de la périphérie, il rachète, détruit, annihile les appareils de production qui refusent l'intégration. Dans les pays du centre, un même processus se déroule. Le capital financier refoule progressivement toute production « nationale », c'est-à-dire toute production qui s'oriente selon les paramètres d'un marché libre ou planifié.

Les protonations ne peuvent évidemment pas payer les biens de consommation qui leur sont ainsi imposés. Elles s'endettent. Auprès de qui ? Auprès d'agences para-étatiques (Fonds monétaire international, Banque mondiale, Agence internationale pour le développement) ou privées (banques, compagnies d'assurance, sociétés d'investissement) du capital financier mondial. Au 31 décembre 1979, la dette des 77 pays du groupe de Lima dépassait 300 milliards de dollars. Le Bénin consacre à l'amortissement et aux intérêts annuels de sa dette extérieure 43 % de ses revenus d'exportation. La Haute-Volta a un budget annuel de 51 millions de dollars et l'aide internationale atteint en moyenne par an 60 millions de dollars. Elle est — comme le dit René Dumont — à « l'assistance publique internationale » pour cent ans.

En revanche, certaines protonations, telle la Côte-d'Ivoire **15**, atteignent des niveaux de développement élevés. La Côte-d'Ivoire a un produit national brut de près de 1 000 milliards CFA pour une population de 7,4 millions d'habitants.

Elle produit 260 000 tonnes de café (1977) et 241 000 tonnes de cacao. Mais cette prospérité est essentiellement la prospérité du capital financier étranger et

d'une couche réduite de capitalistes autochtones. Près de 80 % des cadres supérieurs de l'économie sont des étrangers. Depuis « l'indépendance », le nombre des citoyens français résidant en Côte-d'Ivoire a augmenté de 10 000 à 50 000. A l'intérieur même de la capitale Abidjan, les inégalités, la misère se manifestent : sur le plateau se dressent les gratte-ciel et palais des banques, sociétés multinationales et demeures des nantis ; au-delà de la lagune, à Treichville, la misère des paysans sans terre, immigrés, chômeurs ou petits salariés s'abrite dans des taudis.

Une question se pose : Quelle est la nouvelle classe dirigeante de la protonation ? La bourgeoisie nationale ? Elle n'existe pratiquement pas en Afrique noire. La bourgeoisie compradore ? Elle tend à disparaître ; les sociétés multinationales prennent en main directement — par l'envoi sur place d'ingénieurs, d'administrateurs, *etc.* — les secteurs industriels, miniers, agricoles — intensifs, qu'elles contrôlent déjà financièrement. Une *bourgeoisie d'État* naît. C'est elle la véritable classe dirigeante de la protonation. Cette bourgeoisie d'État prélève la « plus-value d'État ». Elle procède à une consommation somptuaire. Elle n'opère que peu ou pas d'accumulation interne.

Les importations du pays s'orientent selon ses habitudes de consommation, et non selon les besoins réels du pays. Examinons un cas : celui du Sénégal. C'est un des très rares pays d'Afrique où le président est élu librement, où les droits de l'homme sont plus ou moins garantis. Or, une bourgeoisie d'État, une clique politico-religieuse confisque la plus-value produite par les paysans, les ouvriers.

Les paysans de l'arachide (principale richesse du pays) sont organisés de force dans des coopératives d'État. Ces coopératives doivent vendre l'arachide, 600 000 tonnes en 1980, à l'ONCAD (Office national de coopération et d'assistance au développement) ; l'ONCAD donne les crédits dont les paysans ont besoin pour passer les mois de « soudure » (entre deux récoltes) de mai à décembre ; les paysans hypothèquent ainsi les récoltes ; en plus, ils sont forcés à acheter les instruments de travail, les engrais, etc., à l'ONCAD. Cet organisme est corrompu. Les prix qu'il pratique affament les paysans — qui d'ailleurs retournent de plus en plus à une précaire économie d'auto-subsistance, abandonnant la culture de l'arachide — et engraissent les dirigeants des organismes officiels, para-étatiques et ceux des sectes religieuses musulmanes

qui sont le vrai pouvoir au Sénégal. En mars 1980, l'ONCAD achetait le kilo d'arachide au producteur 42 F CFA pour le revendre 102 F CFA aux industries traitantes.

Cette

bourgeoisie

d'État

—

pléthorique,

a-fonctionnelle,

souvent

parasitaire — jouit en plus de privilèges multiples : aux voitures de fonction s'ajoutent les crédits à la construction ; la bourgeoisie d'État possède des villas construites avec l'argent de l'État qu'elle sous-loue à prix d'or aux résidents étrangers. Bref : dans la plupart des États protonationaux, cette bourgeoisie d'État est un véritable fléau pour le peuple. La bourgeoisie d'État est tout entièrement investie par la violence symbolique du capital multinational.

Les actuels satrapes protonationaux d'Afrique récitent comme de bons élèves leur leçon « nationaliste » et « indépendantiste ». Ils animent des colloques, s'agitent sur le devant de la scène internationale, font des visites d'État et multiplient les proclamations solennelles en faveur de la « liberté » et de la

« paix » chaque fois que, quelque part sur le continent, un peuple tente de se libérer. Ils sollicitent alors respectueusement, « au nom de l'Afrique », l'intervention militaire de telle ou telle puissance impérialiste contre le peuple qui lutte pour sa libération…

Résumons provisoirement : le terme de *protonation* désigne la lente émergence d'un surmoi régional au sein de plusieurs communautés historiques ethnocentriques, d'une sorte de patriotisme parcellaire qui, sans jamais abolir la prééminence de ces communautés constitutives, s'oppose néanmoins, comme identité transethnique, transclassiciste et régionale, à l'ennemi extérieur ou plus

simplement à l'étranger. Cette protonation n'a ni la force, ni la volonté, ni surtout les moyens de se choisir un destin historique autonome. La protonation acquiert donc une existence étatique ou la perd au hasard des stratégies impérialistes qui s'exercent dans sa région. En d'autres termes encore : *fantôme de l'histoire, promesse jamais tenue d'une autonomie à venir, la protonation vit essentiellement par procuration*.

Abdallah Larouï a inventorié les conditions sociales objectives qui président à la genèse de la protonation :

Il y a d'abord l'« occidentalisation », l'irruption dans le tissu social traditionnel d'un mode de production, d'un groupe de peuplement, d'un système symbolique étrangers. L'antique tissu social est déchiré. Dans certains secteurs, il y a simplement greffe de l'allogène sur l'autochtone ; dans d'autres secteurs, il y a destruction, perte, donc, désarroi **16**.

Larouï note ensuite le bouleversement de la stratification endogène, la naissance, mieux, l'irruption d'élites nouvelles. Elles sont générées par le mode

de production étranger ou, plus généralement, par le chaos qui suit l'effondrement de la communauté ethnocentrique traditionnelle. Ensuite, il y a

« modernisation », c'est-à-dire irruption sur la scène sociale des rôles nouveaux qu'impose une instrumentalité matérielle, symbolique, importée. Mais ce ne sont pas seulement les élites nouvelles, leurs rôles, leur instrumentalité surprenante, allogène, inconnue de la communauté originelle, qui génèrent ce fragile sur-moi transethnique, transcommunautaire. C'est aussi la laïcisation, la politisation des rapports d'autorité et la brusque mobilité qui érodent l'immuable hiérarchie ancestrale. L'ordre hiérarchique, symbolique, politique, était jusque-là le legs vénéré des ancêtres. Il devient soudain le produit contingent d'une imprévisible violence. La « nationalisation », c'est-à-dire « la lente prédominance d'une allégeance unique sur plusieurs allégeances locales », commence **17**.

II. Le cas du Katanga 18.

HISTORIQUE

En fait, l'émergence et la constitution d'une protonation constituent un processus complexe. Pour le comprendre, nous allons analyser un cas précis : celui de la naissance de *la protonation du Katanga*. La protonation katangaise naît de

l’association conjoncturelle des communautés balunda et bayeke dans l’éphémère « État » du Katanga. Plusieurs monographies ont été écrites sur les royautés sacrées des Bayeke, des Balunda. Les deux communautés ethniques sont connues. Elles ont une histoire longue et passionnante **19**. Ce qui, par contre, paraît radicalement inconnu, c’est leur association, leur existence commune au sein d’une protonation qui, pourtant, a détourné le cours de l’histoire du continent en un moment décisif (1960).

Deux remarques encore :

1. La protonation katangaise est née d’une rationalisation progressive. « La croyance sépare, la connaissance unit » (Marx). Aussi longtemps que les cosmogonies bayeke sont intactes, aussi longtemps que leur système de gouvernement, leur mode de production symbolique, la théorie de légitimité de leurs rois s’appuient sur des mythes fondateurs ethnocentriques, indiscutables et indiscutés, aucune fusion avec autrui, c’est-à-dire avec un contemporain n’appartenant pas à la communauté originelle, n’est concevable **20**. Par contre, dans la mesure où l’agression coloniale déchire le tissu traditionnel, impose des

modes de production et des significations étrangers, elle fait surgir des élites autres et érode la hiérarchie des pouvoirs traditionnels. Le mythe s’effondre. Il est remplacé par un processus cognitif, par une rationalité allogène qui seront intériorisés par les élites nouvelles. Cette rationalité est celle du colonisateur ou, plus précisément, de l’Africain qui essaie de survivre, de capter une part du pouvoir de l’étranger, de s’adapter au dominateur, de deviner les intentions du maître.

2. J’ai dit que la protonation ne vivait que par procuration, qu’elle n’avait ni la volonté ni la force de s’imposer sur l’échiquier de l’histoire. Elle n’a pas de destin autonome. C’est l’impérialisme qui lui dicte sa conduite. La protonation katangaise évoluera donc en permanence sur trois niveaux de réalité à la fois.

Elle cherchera sa place dans la guerre continentale que l’impérialisme livre dès 1960 à l’Afrique équatoriale indépendante. Elle jouera ensuite un rôle crucial dans la guerre civile congolaise. Elle mènera enfin, contre d’autres communautés Caluba (luba notamment), une guerre fratricide sur le terrain même de la province katangaise.

Le champ empirique, maintenant : la protonation katangaise est née de la lente

« nationalisation » des royaumes balunda et bayeke, de la fusion des élites modernistes qui ont surgi dans chacun des deux royaumes. Un homme émerge au sein des élites modernistes balunda : intelligent, souriant, chaleureux, tour à tour cynique et sentimental, il est le descendant direct des rois balunda. Il s'appelle Moïse Tschombé [21]. Son père, gros commerçant, est le premier des millionnaires noirs du Katanga ; il entretient d'étroits rapports avec l'Union minière.

Même processus chez les Bayeke : l'élite moderniste se regroupe autour de Godfroid Munongo, homme taciturne, peu sympathique, habile, têtu et violent. Il est le petit-fils du roi M'Siri, dernier souverain guerrier du royaume précolonial.

Pourtant, ce n'est pas lui qui héritera du pouvoir traditionnel. Mukanda, successeur de M'Siri, a treize fils. C'est l'aîné, Antoine Munongo, frère de Godfroid, et son allié politique le plus fidèle, qui recueille le pouvoir traditionnel.

Tschombé, qui adore le luxe, recherche la compagnie des Blancs. Il excelle dans les intrigues locales, congolaises ou internationales. Son réseau d'« amis », d'alliés, de complices s'étend de l'Afrique à l'Europe et jusqu'aux États-Unis [22].

Munongo, par contre, n'a de pouvoir que localement. Son univers se limite au Katanga. Il n'aime pas les Blancs qui restent pour lui, à quelque bord qu'ils appartiennent, des envahisseurs. A la rigueur, il pactise avec certains d'entre

eux. Munongo n'a pas la parole facile, contrairement à Tschombé qui s'exprime avec aisance et a un excellent contact avec les foules. Dès leur première rencontre, les deux hommes se détestent.

Les royaumes lunda et yeke sont situés sur les hauts-plateaux fertiles bordant le sud-est du sous-continent congolais. L'altitude du Katanga varie entre 650 et 1 000 mètres au nord, 1 000 à 1 200 mètres au sud. Ses deux extrémités se trouvent respectivement à 6 et 13 degrés de latitude sud. La température oscille entre 18 et 25 degrés C°. C'est un immense espace de savanes, de forêts, de prairies verdoyantes et de collines. Dès le milieu du XIXe siècle, cette région joue un rôle crucial sur l'échiquier colonial. A cette époque, certains politiciens anglais (exemple : Chamberlain dès 1892) nourrissaient un projet dément : unifier l'Afrique sous la bannière britannique, en une masse territoriale d'un seul

tenant, allant du Caire au Cap. L'empire anglais se concentrait alors sur la pointe sud du continent. La marine royale mouillait dans les ports qui avaient été autrefois des comptoirs hollandais. Parmi les colons afrikaners les plus endurcis, certains quittaient la côte, traversaient les montagnes du Dragon pour aller fonder, à l'intérieur de la savane, leurs théocraties. Le drapeau britannique flottait à la frontière septentrionale de l'Afrique, dans le delta du Nil, à Alexandrie, Marsa-Matrou et Salum. Une reine arrogante, étroite d'esprit mais obstinée, dont certains parents comptaient parmi les premiers entrepreneurs coloniaux, marchands d'esclaves et pilleurs de peuples, régnait à Londres : Victoria, fille du duc Édouard de Kent et de la princesse Louise-Victoria de Saxe-Cobourg. Victoria s'associa à Disraéli. Le capital financier anglais trouva en elle son agent le plus fidèle. Disraéli la récompensa largement : en 1877, il la fit nommer impératrice des Indes. Une année plus tard, Disraéli agrandit encore l'empire : il intervint pour empêcher l'exécution du traité de San Stefano (qui aurait créé une grande Bulgarie sous influence russe). Le sultan ottoman, reconnaissant, céda à la Grande-Bretagne l'île de Chypre.

La politique expansionniste anglaise était servie sur le terrain par des hommes d'origine, d'inspiration, de qualité les plus diverses. Je ne donne que deux exemples : Charles George Gordon, officier de l'armée des Indes, mystique, anti-esclavagiste convaincu, quitte l'armée britannique. Cet officier écossais se met au service du khédive du Caire. Il est chargé d'une mission d'exploration au Soudan et en Ouganda. Gordon et sa troupe parviennent jusqu'au confluent des deux Nils, à Khartum. Mais l'insurrection du « Mahdi » bat comme une mer furieuse les murs du fort de Khartum **23.** Gordon est abandonné par l'Angleterre **24**. En 1885, Khartum encerclé brûle. Gordon et les siens sont

massacrés par les insurgés. L'autre exemple est celui de Cecil Rhodes. Fils d'un pasteur anglican, émigré en Afrique du Sud (pour se soigner d'une affection des poumons), Rhodes se révéla rapidement comme un meneur d'hommes, un entrepreneur et un politicien brutal, cynique, énergique. A trente-deux ans, il est élu premier ministre du Cap. Il devient prospecteur, propriétaire des mines de diamant de Kimbereley (Nord du Cap). S'associant avec De Beer, il possède des intérêts importants dans les mines d'or (la Consolidated Goldfields Cie). Comme premier ministre du Cap, il dispose d'unités régulières britanniques. Comme entrepreneur capitaliste, il entretient des bandes armées. En 1890, ses forces envahissent le Zimbabwe (qui deviendra en 1923 la « Crown-Colony » appelée Rhodésie). En 1896, un de ses hommes de main, Jameson, lance son raid contre le Transvaal, mais échoue. En 1896-1898, les peuples shona et matabele du

Zimbabwe se révoltent. Les troupes de Rhodes, les colons sauvages, les prospecteurs subissent des pertes sévères. La révolte est finalement matée. La prospection minière (notamment de l'or) ne donne pas les résultats escomptés en Zimbabwe. Rhodes se concentre alors sur la colonisation agricole. Il lance des missions d'exploration plus au nord. En 1899, la Zambie (qui deviendra la Rhodésie du Nord) est annexée par traité. Le Malawi est partiellement soumis par Rhodes. Celui-ci meurt en 1902. Grâce, en grande partie, à l'héroïsme des insurgés matabele et shona, son rêve — *Africa : British from Cap to Cairo* — ne se réalisera jamais.

L'histoire des Blancs au Katanga commence avec l'arrivée de William Stairs à la cour de l'empereur M'Siri (voir p. 105). M'Siri, refusant de signer le traité proposé, est abattu par Bodson, qui est lui-même tué par les gardes de l'empereur. Stairs meurt sur le chemin du retour.

Le 30 janvier 1892, cinq semaines à peine après la mort de M'Siri, une nouvelle expédition financée par Léopold Saxe-Cobourg arriva à Bunkeya, conduite par Émile Franqui et Jules Cornet. Ni l'un ni l'autre n'appartenait à la race des aventuriers passionnés et instables, sans racines ni buts véritables, du genre Stairs : Franqui était lieutenant dans l'armée belge ; Cornet, originaire de Wallonie, venait d'achever ses études de géologie. Tous deux étaient issus de familles bourgeoises et gardaient en Belgique de solides attaches, tant politiques que financières. Cornet se mit à prospecter le sol du haut-plateau et lorsqu'il revint à Bruxelles, deux ans plus tard, Léopold Saxe-Cobourg fut tellement impressionné par son inventaire des richesses katangaises, qu'il garda le rapport de Cornet comme un secret d'État. Ce secret ne fut levé qu'en 1894, date à laquelle l'Angleterre et la Belgique signèrent le traité fixant les frontières

définitives entre la Rhodésie du Nord et le Katanga. Aujourd'hui la frontière zambienne passe à quelque 200 mètres seulement d'une des plus riches mines katangaises, la mine de cuivre de Kibushi…

Jules Cornet retourne bientôt en Afrique. Il y dirigea les sondages jusqu'à sa mort en 1929. Il fut le principal agent de la découverte de la plupart des gisements minéraux du pays. Ce que Cornet découvrit, Franqui le mit en valeur.

Cornet apparaît, à travers les récits de ceux qui l'ont connu, comme un savant discret, efficace et méticuleux [25]. Son coéquipier Franqui fut un homme tout différent. Officier de formation, mais homme d'affaires et politicien de vocation,

il devina très tôt l'avenir prodigieux du Katanga. Et c'est Franqui qui créera de toutes pièces, en pleine Afrique centrale, ce fabuleux empire, grande puissance internationale aux ramifications multiples, qu'est l'Union minière du Haut-Katanga.

Dès 1892, le Katanga devient la sixième province de l' *État indépendant du Congo* — i.e. l'État colonial — fondé en 1885. Il restera toujours une province relativement peu peuplée. En 1960, année de l'indépendance, le Katanga ne comptait que 1 643 000 habitants africains sur les 15 millions qui peuplent le Congo. Par contre, l'implantation blanche fut importante. Les richesses du sol et le climat agréable attirèrent vite les Européens. En 1960, 34 000 Européens habitaient le haut-plateau, soit près d'un tiers de toute la population blanche du Congo. La province étant dirigée par l'administration coloniale belge et, jusqu'en 1936, connut un régime particulier. Au lieu d'être soumis à l'autorité du gouverneur général de Léopoldville (aujourd'hui Kinshasa), le Katanga dépendait directement du ministère des Colonies à Bruxelles. Un vice-gouverneur général siégeait à Élisabethville (aujourd'hui Lubumbashi). Après l'abolition de ce statut en 1936, le Katanga devint indépendant du gouverneur général du Congo et du Ruanda-Urundi, jusqu'au moment de l'indépendance congolaise.

L'AGENT DE LA « MODERNISATION »

L'agresseur étranger qui détruisit partiellement le tissu social des sociétés lunda et yeke fut l'Union minière du Haut-Katanga. C'est elle qui, pour reprendre les paroles de Larouï, fut l'agent principal de la « modernisation », bouleversant les hiérarchies du pouvoir traditionnel, créant des rôles sociaux nouveaux, érodant l'antique système de significations et ouvrant la voie à la lente « nationalisation » des différentes communautés.

Avant d'analyser la formation de la contre-élite en voie de « nationalisation »,

examinons l'agent principal de cette modernisation. L'Union minière du Haut-Katanga fut fondée en 1906 par Émile Franqui avec un capital initial de 200 000 dollars. En 1959, le capital de la société représentait 160 millions de dollars et ses profits annuels bruts s'élevaient à 70 millions de dollars. Premier producteur de cobalt du monde avec une livraison annuelle de 8 240 tonnes (chiffre de 1960), soit 60 % de la production mondiale totale, elle prit le troisième rang — immédiatement derrière la Kennecott (USA) et l'Anaconda Copper (USA) —

dans la production mondiale de cuivre où sa part annuelle atteignit 300 700 tonnes (chiffre de 1960). De plus, l'Union minière était l'un des principaux producteurs de métaux spéciaux : — les métaux durs, c'est-à-dire le vanadium et le tungstène ; — les métaux « électroniques », notamment le géranium et l'actinium ; — les métaux « nucléaires » comme le lithium et le béryllium.

L'Union minière contrôlait des concessions d'une superficie de 34 000 km2.

Elle employait dans ses mines (1959) 21 136 ouvriers noirs et 2 212 cadres blancs. Les villes construites pour ses employés étaient habitées par 92 000 personnes. Ses gisements se répartissaient en trois groupes.

— le groupe du centre, composé de la mine de cuivre de Kambowé, des carrières de calcaire de Kakontwé, des gisements de fer du Kisanga et de la mine d'uranium et de radium de Shikolobwé. Curiosité géologique, cette mine d'uranium et de radium fut exploitée à ciel ouvert jusqu'en 1960. Des blocs contenant ces deux précieux minerais jonchaient le sol comme de vulgaires cailloux ; — le groupe de l'ouest, qui comprenait les mines de Kamoto, Kolwezi et Ruwé, où le cuivre et le cobalt étaient également exploités à ciel ouvert ; — le groupe du sud-est comprenait deux mines, celle de Kipushi où l'on exploitait le zinc et le cuivre dans des souterrains, et celle de Lukuni, qui fournissait du cuivre et du cobalt.

Les minerais extraits de ces différentes mines subissaient un premier traitement de nettoyage dans les concentrateurs de Kolwezi, Kibushi, Ruwé et Shinkolobwé. Ces concentrés étaient ensuite expédiés vers les usines d'Élisabethville et de Luili. Dernier stade de l'opération, les minerais traités étaient vendus dans le monde entier par la Société générale des minerais, société de distribution contrôlée par l'Union minière.

Au-delà du cas katangais et du modèle de protonation dont nous parlons dans ce chapitre, l'Union minière, son emprise sur cette région clé du continent, sa politique, sa puissance nous fournissent un modèle de l'implantation du capital financier multinational auquel je me référerai encore à plusieurs reprises : — par

l'entremise de la Compagnie foncière du Katanga, l'Union minière possède (chiffre de 1962) 1 689 immeubles dans les villes du centre et du sud.

— La Société générale des forces hydro-électriques du Katanga lui assure le contrôle des 4 centrales hydro-électriques du pays.

— La Société africaine d’électricité lui permet de contrôler la distribution publique du courant électrique à Élisabethville, Kipushi, Jadotville et Kolwezi.

— Elle possède la plupart des installations électriques du pays, notamment celles des chemins de fer par le truchement de la Société d’entreprises et de la Société commerciale de matériel électrique.

— Grâce à la Société générale industrielle et chimique, elle garde la haute main sur l’industrie légère du haut-plateau.

— La Société d’élevage de Luili, qui dépend d’elle, possède quelque 10 000 têtes de bétail et exerce une influence déterminante sur le marché de la viande.

— Une part importante de l’huile, du tourteau, de la farine de manioc et de froment produits dans le pays est fabriquée par différentes usines des Minoteries du Katanga qui appartiennent à l’Union minière **26.**

Le capital de l’Union minière est divisé en 1 242 000 parts sociales. 45,6 % de ces parts se trouvent entre les mains de quatre groupes financiers importants. Le reste est dispersé entre des banques de moindre importance ou chez des particuliers. Les quatre groupes prédominants sont : — la Tanganyika Concessions Limited (14,5 % des parts sociales) ; — le Comité spécial du Katanga (25,1 % des parts) ; — la Compagnie du Katanga (1,5 % des parts) ;

— la Société générale de Belgique (4,5 % des parts).

La Tanganyika Concessions Limited est une société anglaise. Près de la moitié de ses actions sont détenues par quatre grandes banques britanniques : la Midland Bank, la Barclay’s, la Baring et la Rothschild. La Midland Bank et la Baring possèdent des intérêts importants dans les compagnies Roan Antelope Copper Mines Limited, Chibuluma Mines Limited, Ndola Copper Refineries Limited, Mufulira Copper Mines Limited. Quant à la Barclay’s et à la Rothschild, elles financent ensemble le Rhodesian Selection Trust Limited.

Il est difficile d’analyser les structures du Comité spécial du Katanga et de la Compagnie du Katanga. Dans la première phase de la colonisation, Léopold II se vit dans l’incapacité d’exercer lui-même ses droits de souveraineté sur tout le territoire du Congo. C’est alors que prirent naissance les « sociétés de chartes ».

Ces sociétés exploitaient des concessions et exerçaient en même temps des droits

de souveraineté dans leurs régions (maintien de l'« ordre », levée d'impôts, etc.).

Dans la province qui nous occupe, l'ancienne société de chartes est devenue la Compagnie du Katanga.

Par la suite, Léopold II arriva progressivement à étendre sa mainmise effective sur le Congo. Il essaya d'abord de reprendre les privilèges de droit public qu'il avait accordés aux sociétés de chartes. Ces sociétés s'opposèrent violemment à cette tentative. Un compromis fut trouvé : au Katanga, il aboutit à la constitution du Comité spécial du Katanga (CSK). Le CSK était un organisme *sui generis*.

Deux tiers de ses actions appartenaient à l'État du Congo, l'autre tiers à la Compagnie du Katanga, entre les mains de la Société générale. Le CSK était habilité à accorder des concessions sur le territoire du Katanga et c'est de lui que l'Union minière reçut sa concession. La Société générale, enfin, est à la fois la banque la plus influente de Belgique et l'une des dix banques les plus puissantes du monde. Grâce aux parts sociales qu'elle contrôle, soit directement, soit indirectement par le truchement de la compagnie du Katanga, elle-même actionnaire du CSK, la Société générale est, avec la Tanganyika Concession Limited, l'un des deux principaux actionnaires de l'Union minière.

D'autre part, l'Union minière entretient elle-même d'importantes relations avec l'industrie européenne ; elle participe notamment aux travaux de l'Institut du cobalt, à la Compagnie belge pour l'industrie de l'aluminium et à la Société belge pour l'industrie nucléaire.

LES ÉLITES MODERNISTES

Les élites en voie de « nationalisation », leurs organisations et leurs stratégies doivent faire l'objet d'une analyse à trois niveaux de réalité : 1. la dialectique entre les élites africaines modernistes et les instances coloniales (gouvernement colonial, missions, Union minière) ; 2. les rapports conflictuels entre les élites modernistes des sociétés traditionnelles bayeke et balunda d'une part, les dirigeants des autres sociétés africaines du Katanga (Baluba, principalement) de l'autre ; 3. la rupture entre le mouvement de libération nationale congolais (MNC-Lumumba) qui, par la lutte, construit une nation et obtient l'indépendance, et la protonation katangaise qui, elle, reste l'alliée et la complice du pouvoir impérialiste (par vocation, par volonté, par manque de moyens).

Ces trois niveaux de réalité seront constamment présents au cours du récit qui va

suivre.

En 1957, les autorités coloniales décrètent les premières élections jamais organisées au Congo. Ce sont des élections municipales. L'enjeu, à première vue, est mineur : les maires africains des communes noires n'auront pas de

pouvoirs réels. Mais, vu de plus près, l'enjeu est capital : ces élections permettront au pouvoir colonial et aux dirigeants des sociétés autochtones de mesurer la force des nouvelles élites modernistes. Cette force se révélera faible…

Nous l'avons dit, les principales sociétés africaines qui se partagent les hauts-plateaux katangais sont celles des Balunda, des Bayeke et des Baluda. Les élections de 1957 furent gagnées par les Baluba. Travailleurs intelligents et énergiques, ils étaient divisés en deux groupes distincts mais solidaires. Aux Baluda originaires du Katanga s'étaient joints des dizaines de milliers de travailleurs migrants (Baluba du Kasaï). Ces Baluba de la diaspora intérieure fournissaient les gros bataillons de l'Union minière. En 1957, il n'existait pas encore d'organisations politiques modernistes. Seuls comptaient la cohésion interne et la solidarité etnique des sociétés traditionnelles africaines. Les Baluba, soumis à l'exploitation particulièrement cruelle des seigneurs de la mine, montraient une cohésion, une solidarité ethnique plus fortes que les sociétés yeke et lunda.

Cependant, l'échec de 1957 fit l'effet d'un coup de fouet sur les élites modernistes. En octobre 1958, Moïse Tschombé et Godfroid Munongo créent leur organisation de rassemblement interethnique unissant les élites modernistes des Bayeke, des Balunda et de quelques peuples mineurs. C'est la *Confédération des associations tribales du Katanga* (Conakat). En novembre 1958, Tschombé, président de la Conakat, négocie avec les chefs baluba afin de les faire entrer dans la Conakat. C'est l'échec. Les Baluba créent leur propre organisation, la Balubakat. Son président est Jason Sendwé **27**.

Les élections communales eurent lieu en décembre 1959. Au cours de cette année, le premier mouvement national fut créé (il devait rester l'unique) **28** : le *Mouvement national congolais* (MNC) de Patrice Lumumba. Il rassemblait des Congolais de toutes les ethnies. Un nationalisme intransigeant, une tactique de la lutte politique réfléchie, et surtout l'extraordinaire personnalité de son chef firent du Mouvement national congolais un point de ralliement des élites modernistes

de toutes les provinces. Au Katanga, l'administration coloniale commença à s'inquiéter. Elle contrecarra l'avancée lumumbiste en décrétant, peu avant les élections, un nouveau « statut des associations tribales ». Conformément à ce statut, les tribus et les clans avaient le droit de s'ériger en partis politiques et de présenter leur propre liste de candidats. La manœuvre réussit : l'emprise des chefs coutumiers sur les masses illettrées et désorientées par la nouvelle évolution se révéla plus solide que les mots d'ordre lumumbistes. L'immense

majorité des voix alla à des groupes tribaux et le MNC fut battu.

La partie allait maintenant se jouer entre Conakat et Balubakat. En effet, la Conakat avait remporté 11 % des suffrages exprimés, la Balubakat 5 %. Mais dès la ratification du résultat électoral par le gouvernement d'Élisabethville, Tschombé et ses lieutenants se mirent en route pour rallier à leurs thèses les multiples groupes tribaux. Avec succès : en janvier 1960, un mois après les élections, Moïse Tschombé contrôlait 427 des 484 sièges disponibles aux assemblées municipales.

Les étapes du combat nationaliste au Congo ont été analysées dans la seconde partie de ce livre **29** : le 20 janvier 1960 s'ouvre à Bruxelles la « table ronde ». Le gouvernement colonial, sous la pression conjointe du mouvement de libération nationale et de l'opinion publique internationale, est contraint de négocier. Il réunit à Bruxellles non seulement les chefs du mouvement national (Lumumba, Gizenga), mais également les dirigeants des associations protonationalistes (Tschombé, Munongo) et les dirigeants des grandes sociétés politiques traditionnelles (Kasavubu, e.a.). L'indépendance est fixée au 30 juin 1960. Des élections ont lieu avant cette date dans les six provinces. La Conakat fait un score insignifiant sur le plan national mais gagne une majorité de sièges au niveau provincial. Le parlement de la province du Katanga a 25 députés Conakat, 23 députés Cartel Katangais (Balubakat et groupes alliés), 2 MNC-Kalondji (une dissidence du mouvement national), 1 MNC-Lumumba.

Un conflit social nouveau vient se greffer sur la séculaire hostilité entre les sociétés du Nord (Baluba) et les royaumes du Sud (Bayeke et Balunda). Je l'ai dit : les Baluba sont les prolétaires du Katanga ; ce sont des ouvriers déplacés, parqués par dizaines de milliers dans les camps de travail de l'Union minière.

Les élites modernistes en voie de « nationalisation », issues des sociétés bayeke et balunda, sont quant à elles les alliées objectives de l'Union minière. Celle-ci

finance leur organisation (la Conakat), attribue à leurs membres des fonctions de petits-chefs et favorise par son argent par ses conseils, par le boycottage du Congo indépendant, l'émergence de leur protonation. Mais ni le parlement provincial ni le gouvernement local dirigé par Tschombé n'arrivent à gérer les conflits anciens et nouveaux entre les grandes sociétés politiques. La guerre civile entre Bayeke et Balunda d'une part et Baluba de l'autre éclate presque aussitôt.

Avant d'analyser l'institutionnalisation de la protonation, c'est-à-dire de l'État sécessionniste du Katanga, il nous faut examiner la répartition de la population blanche, son rôle dans la constitution de cette protonation et ses visées politiques

continentales. La population blanche du Katanga, en 1960, compte 34 000 personnes qui, pour la plupart, prennent une part active, souvent passionnée, à la politique de la protonation. Elles se disent katangaises au même titre que les Africains et montrent à plusieurs reprises leur hostilité à la politique officielle de Bruxelles. Leur mouvement principal s'appelle l'Union katangaise.

L'Union katangaise était à l'époque une organisation puissante mais hybride : elle, réunissait un certain nombre de « comités de salut public » qui, au cours des années 1958-1959, avaient surgi un peu partout dans le pays. Comités d'autodéfense plus que de « salut public », ces organismes étaient exclusivement composés de Blancs. L'Union groupait, avant tout, des fonctionnaires de l'administration et les employés de l'Union minière. Les colons, qui avaient une organisation à part (l'Union des colons, UCOL), dirigée par Jean Humblé, avocat attitré de la Conakat, suivaient en général une ligne identique à celle de l'Union katangaise.

Cette Union, sorte de fédération des divers comités locaux, avait à sa tête un politicien efficace, curieux mélange d'avocat d'affaires richissime et de chef de réseaux rusé et violent : Achille Gavrage, un de ces hommes qui, portés par les vagues d'une crise menaçante, surgissent du néant pour disparaître ensuite avec le reflux. Pourtant, son rôle fut considérable durant les années 1958-1960. Son mouvement se prononçait en faveur de la ségrégation raciale dans les établissements publics, contre l'accès des Africains à l'éducation supérieure et pour une immigration massive de colons européens ; il invitait en outre les vétérans de l'armée belge à venir s'installer au Katanga et à tenir garnison dans les centres importants du pays.

Le drame se joue donc à trois. L'alliance entre les élites modernistes groupées dans la Conakat et les organisations réactionnaires blanches est scellée par leur commune haine du mouvement national congolais et de la nation africaine indépendante qui naît sous la conduite de Patrice Lumumba. Mais cette alliance est conflictuelle, complexe ; elle a des ramifications multiples.

Voici un exemple qui permettra de la mieux cerner : C'est dans une atmosphère orageuse qu'éclata, le 25 juin, la nouvelle de l'arrestation de François Scheerlink. Ancien agent de la Sûreté belge au Katanga, il habitait Bruxelles depuis un certain temps. Le 21 juin, il reçut un télégramme signé Tschombé. Le président du gouvernement katangais lui demandait de venir d'urgence à Élisabethville. Scheerlink y arriva deux jours plus tard. A l'époque, la Sûreté et le Parquet belge d'Élisabethville étaient entre les mains de fonctionnaires hostiles aux ultras. Quelques heures après l'arrivée de Scheerlink,

des inspecteurs fouillèrent sa chambre d'hôtel. Ils saisirent un carnet de notes et des papiers privés. Les services officiels belges apprirent que Scheerlink était en contact étroit avec les chefs de l'Union katangaise et avec Tschombé depuis janvier 1960. Mais les contacts de Scheerlink ne se limitaient pas au Katanga.

Pendant la dernière guerre mondiale, il avait joué un rôle important dans le contre-espionnage allié en Afrique centrale. Il gardait des relations étendues dans les polices de Rhodésie et d'Afrique du Sud. Les enquêteurs belges trouvèrent sur lui des notes indiquant qu'il avait repris récemment contact avec plusieurs de ses anciens collègues rhodésiens et africains, qu'il en avait même rencontré en février-mars 1960. Ils apprirent que Scheerlink avait passé la journée ainsi qu'une partie de la nuit du 24 juin en compagnie de Tschombé, de Munongo et de plusieurs leaders ultras d'Élisabethville. A l'issue de cette réunion, il avait été convenu — toujours selon les enquêteurs — que le gouvernement provincial katangais proclamerait l'indépendance du pays le 28 juin.

Le gouvernement belge, soutenu par Lumumba et Kasavubu, réagit rapidement. Le général Janssen, commandant belge de la force publique congolaise, fut chargé d'organiser sur-le-champ un déploiement de troupes le long de la frontière nord-rhodésienne pour couper le Katanga de son allié potentiel. L'expulsion d'un certain nombre d'ultras blancs du Katanga fut ordonnée. Tschombé et Munongo furent interrogés par la Sûreté belge ; ils nièrent toute participation au complot.

Le 26 juin 1960, Moïse Tschombé, Godfroid Munongo et Jean-Baptiste Kibwé prirent publiquement l'engagement d'honneur de ne pas recourir à la sécession.

Le 30 juin, le régime colonial prend fin ; le Congo devient indépendant. Le 11 juillet au soir, Moïse Tschombé annonce au monde la sécession du Katanga.

Je résume mon propos : partout où naît une protonation africaine (Katanga), partout où elle échoue (Algérie, mars-juin 1962), nous découvrons, à la base du mouvement, une étrange et contradictoire alliance entre les colons « trahis » par leur gouvernement métropolitain et les élites modernistes africaines en voie de nationalisation. En Algérie, la tentative de création d'une protonation a échoué pour deux raisons principales : le gouvernement métropolitain, sous la direction du général de Gaulle, s'est montré ferme face à une organisation de l'armée secrète (OAS) qui ne groupait derrière elle qu'une fraction des Pieds-Noirs d'Algérie ; en second lieu, les contre-élites modernistes algériennes, très puissantes au début de la guerre d'indépendance, avaient été rapidement

absorbées par le mouvement de libération nationale (FLN). Le FLN confiait des postes de responsabilité aux anciens dirigeants de l'Étoile nord-africaine, du MTLD, ou encore sévissait sans pitié contre les indécis et les traîtres.

Au Katanga, cette union quasi névrotique entre maîtres blancs de la province, trahis par leurs alliés de la métropole, d'une part, et élites modernistes africaines qu'ils méprisaient mais qu'ils avaient contribué à créer, de l'autre donne naissance à une figure sociale étrange : l'État sécessionniste du Katanga. Cet État est financé par l'Union minière, défendu par des mercenaires blancs, mais gouverné par des Africains, ceux-ci jouissant au sein de leurs sociétés respectives d'un prestige et d'appuis réels.

Ce n'est donc pas une alliance de deux classes dominantes « féodales »

— colons grands propriétaires terriens et chefs coutumiers — qui est au fondement de l'État du Kantaga. Ce n'est pas non plus l'alliance entre une bourgeoisie compradore et la classe dirigeante capitaliste blanche qui explique la naissance de cet État. La protonation katangaise naît de l'alliance de deux classes hybrides, celle des élites modernistes africaines et celle des fonctionnaires, militaires et petits employés blancs de l'Union minière.

III. L'État protonational.

Voici quels sont les structures et le fonctionnement de l'État katangais. Sur la scène internationale, la protonation katangaise surgit d'un discours : celui que Moïse Tschombé adresse au monde le soir du 11 juillet 1960. En voici quelques extraits et tout d'abord les arguments en faveur de la constitution de l'État :

… l'indépendance du Congo est un fait accompli depuis le 30 juin 1960.

Que constatons-nous à présent ? Dans toute l'étendue du Congo et particulièrement au Katanga (…), nous voyons mettre en œuvre une tactique de désorganisation et de terreur, tactique que nous avons vu appliquer à de nombreuses reprises et dans maints pays soumis maintenant à la dictature communiste (…) Cette tactique de désorganisation et d'effritement de l'autorité est celle qu'appliquent toujours les tenants du parti communiste.

Voici l'énoncé du programme gouvernemental :

… Conscient de la nécessité impérieuse d'une collaboration économique avec la Belgique, le gouvernement du Katanga, auquel le gouvernement

belge vient d'accorder l'assistance des troupes pour protéger les vies humaines, demande à la Belgique de s'unir avec le Katanga en une étroite communauté économique (…) Il lui demande de continuer son appui technique, financier et militaire, il lui demande de l'aider à rétablir l'ordre et la sécurité publique…

… A tous les habitants du Katanga, sans distinction de race ou de couleur, nous demandons de se grouper autour de nous pour mener notre patrie et tous ses habitants vers le progrès politique, social et économique et le mieux-être de tous. Dieu protège le Katanga indépendant **30** !

Deux problèmes urgents se posaient à la protonation katangaise ainsi qu'à l'État qui en était l'expression et l'habit institutionnels. Il fallait que, face au monde et à la nation congolaise, la protonation du Katanga apportât la preuve convaincante de son existence. En second lieu, cette protonation et son État sécessionniste devaient survivre : il fallait donc organiser une force militaire autonome, capable de résister à la fois aux forces armées des Nations unies, appelées par Patrice Lumumba, premier ministre du Congo, aux troupes de l'armée nationale congolaise et aux milices populaires des Baluba du Nord.

1. *Premier problème*. Le 11 juillet, le gouvernement katangais est constitué ; il est composé de ministres qui, à l'exception de deux d'entre eux, appartiennent

tous à la Conakat ; aucun représentant du Cartel ne participe au gouvernement.

Le 7 août 1960, Tschombé, déjà président du Conseil des ministres, se fait proclamer chef de l'État. Au cours des deux ans et demi que dure la sécession, deux crises ministérielles ébranlent le gouvernement katangais.

En août 1960, la Chambre, parlement de l'État sécessionniste, proteste violemment contre le cumul de fonctions de Tschombé. Cependant, les adversaires du régime présidentiel sont vite matés. Une mise au point de la part de Tschombé, accompagnée d'un certain nombre d'arrestations, réduit au silence l'opposition parlementaire.

La deuxième crise intervient en mai 1961. Tschombé est alors en prison à Léopoldville. Le gouvernement central l'a fait arrêter au beau milieu de la conférence de Coquilhatville **31.** Munongo, ministre de l'Intérieur, et Kibwé, ministre des Finances, saisissent l'occasion pour s'installer au pouvoir. Le 11 mai 1961, le président de la Chambre promulgue un décret-loi qui porte création d'un collège de ministres. Tous les pouvoirs appartenant auparavant au chef de l'État sont désormais exercés par ce collège où siègent Munongo, qui,

outre le ministère de l'Intérieur, s'est attribué celui des Affaires étrangères, Kibwé, ministre des Finances, et Kiwélé, doyen d'âge du gouvernement et ministre de l'Éducation nationale. Le 25 juin 1961, Tschombé, libéré, rentre à Élisabethville. Un compromis est trouvé : Tschombé promet de partager ses pouvoirs de chef d'État et de président du Conseil avec le collège.

A l'intérieur du gouvernement katangais, le pouvoir appartient dès lors à quatre hommes : Moïse Tschombé, Godfroid Munongo, Evariste Kimba et Jean-Baptiste Kibwé. Kibwé et Kimba ne jouent d'ailleurs qu'un rôle de second plan.

En fait, l'État est gouverné par Tschombé-Munongo.

Tschombé possède au plus haut degré ce que Tocqueville appelle le « sens de la situation ». S'il s'agit de faire traîner indéfiniment des négociations désavantageuses avec un adversaire trop puissant, ou au contraire de réagir rapidement à une menace déterminée, il sait avec une certitude quasi instinctuelle ce qu'il convient de faire.

Exemple : le 14 décembre 1961 à l'aube, Tschombé fuit sa capitale par la dernière route que l'avancée des Casques bleus lui laisse ouverte. Militairement,

l’État katangais est perdu. Élisabethville va tomber dans la journée même, et les derniers hommes de la gendarmerie s’enfuient vers le sud ou disparaissent dans la brousse. Tschombé envoie alors un télégramme au président Kennedy, le suppliant d’intervenir auprès des Nations unies pour obtenir un armistice au Katanga. Kennedy se déclare d’accord, à condition que Tschombé consente à engager de nouvelles négociations avec le gouvernement national ; ces négociations doivent avoir lieu en présence de représentants des Nations unies et de l’ambassadeur américain au Congo. Tschombé acquiesce. Un avion envoyé par le président Kennedy vient le chercher à Ndola (Rhodésie du Nord) et le conduit à Kitona. Le 21 décembre, Tschombé signe la déclaration de Kitona, dont les huit points fixent dans leurs grandes lignes les modalités de la réintégration du Katanga dans la République. Entre-temps, les combats ont cessé. Rentré à Élisabethville, Tschombé prétend qu’à Kitona, il ne disposait pas des pouvoirs nécessaires pour négocier l’avenir du Katanga **32**. Il refuse donc d’appliquer l’accord d’armistice.

Autre exemple du « sens de la situation » dont fait montre Tschombé : il proclame la sécession le 11 juillet 1960 au soir. La réaction du gouvernement central est violente. Dans le monde entier, des voix s’élèvent pour protester contre la complicité entre Tschombé, les ultras (blancs) et l’Union minière.

Tschombé comprend alors qu’il s’est engagé dans une course contre la montre. Il lui faut réagir à ces critiques, prouver au monde que la raison d’être officielle de

l’État — qui est de « former un îlot de prospérité dans un Congo sombrant dans le chaos » — correspond à un fait. Mais, avant tout, il lui faut prouver que cet État existe réellement, qu’il n’est ni une fiction ni le simple paravent d’une opération financière. Tschombé agit alors avec une rapidité et une précision impressionnantes : — Le 28 juillet, une loi interdit aux Katangais d’arborer le drapeau de la République du Congo et ordonne la création d’un drapeau katangais.

— Tschombé est considérablement gêné par l’absence de députés du Cartel ; hostiles à la sécession, ceux-ci refusent en effet de siéger à la Chambre. Le 28 juillet, Tschombé passe outre et fait voter par le reste de la Chambre une loi créant un Sénat katangais, dont les 62 membres se trouvent désignés selon un mode fixé par Tschombé lui-même : les chefs coutumiers, les ministres de l’État et les députés et sénateurs à l’Assemblée nationale congolaise en font partie de droit.

— Le 2 août, Tschombé signe le décret créant une Banque nationale katangaise. Le but principal de l'opération est d'émettre une monnaie katangaise.

— Le 2 août, Tschombé crée le *Moniteur katangais*, sorte de bulletin officiel de l'État.

— Le 3 août, la constitution de l'État est adoptée. Elle donne au président des pouvoirs considérables : nomination et révocation des ministres, initiative en matière législative, droit de dissoudre la Chambre.

— Le 7 août, Tschombé se fait proclamer chef de l'État, fonction qu'il cumulera désormais avec celle de président du Conseil.

Godfroid Munongo et Moïse Tschombé contrôlent à eux deux le gouvernement et le parlement, mais n'ont que peu d'influence sur l'administration. En fait, aux niveaux supérieur et moyen, les charges administratives sont occupées par des Blancs, la plupart du temps des Belges.

Ces fonctionnaires se divisent en deux catégories : *a.* Fonctionnaires de l'administration coloniale restés en place après l'indépendance du Congo — la même catégorie comprenant les fonctionnaires qui, au moment des mutineries (leur date coïncide avec la proclamation de l'indépendance congolaise), sont partis en Rhodésie ou en Belgique, pour revenir, après la proclamation de la sécession en juillet 1960. Ces anciens fonctionnaires coloniaux, restés au service de l'État sécessionniste, ne se trouvent nullement en opposition avec le gouvernement de Bruxelles. Au contraire, celui-ci a tout fait pour les encourager à rester.

b. Outre ces anciens fonctionnaires de l'administration coloniale, il faut

mentionner les fonctionnaires métropolitains belges envoyés au Katanga à titre d'experts techniques. Dès la proclamation de la sécession, la Belgique organise à Élisabethville une mission d'assistance technique, dirigée au début par M.

Rothschild, puis par le comte d'Aspremont-Lynden. Cette mission requiert la venue au Katanga d'un grand nombre d'« experts » qui s'installent bientôt dans les cabinets ministériels, à la tête des grandes administrations et de la police.

Dans les faits, ni Tschombé ni Munongo n'exercent d'influence véritable sur cette machine administrative. Il serait néanmoins inexact d'affirmer, comme le

font certains auteurs [33], que le président Tschombé et le ministre Munongo ne sont que des marionnettes entre les mains d'une administration blanche.

Tschombé et Munongo représentent à eux deux — et chacun pour sa part — des forces politiques réelles.

2. *Second problème*. La protonation se dote d'une armée pour sa défense.

Celle-ci prend le nom de « gendarmerie katangaise [34] ». Cette armée compte en 1963 — dernière année d'existence de l'État protonational — 12 000 hommes.

Deux catégories de recrues en font partie : les troupes africaines levées parmi les Balunda et les Bayeke et les mercenaires blancs.

J'ai vu ces mercenaires à l'œuvre. Je n'oublierai jamais l'horreur qu'ils m'ont inspirée. A part certains officiers chiliens, ce sont probablement les hommes les plus abjects que j'aie jamais rencontrés. Ces étranges soldats sans drapeau travaillaient comme des fonctionnaires à l'abattoir. A l'aube, ils sortaient de l'hôtel où ils habitaient, sautaient dans leurs jeeps et s'en allaient dans la brousse. Une fois en territoire luba, ils tiraient sur tout ce qui donnait signe de vie, massacrant souvent femmes, hommes et enfants sans distinction aucune pour ensuite mettre le feu au village. Puis ils rentraient le soir prendre un bain et changer de chemise et s'en allaient raconter leurs exploits dans les trois night-clubs d'Élisabethville.

Malgré sa brève histoire, l'État protonational a vu déferler sur son sol deux vagues successives de mercenaires, vagues qui correspondent à deux phases distinctes de la guerre.

PREMIER CONTINGENT : le 9 août, le Conseil de sécurité demande à la Belgique de retirer ses troupes du Katanga et autorise le secrétaire général à envoyer des Casques bleus à Élisabethville [35]. Dès septembre, l'État katangais organise le recrutement de mercenaires hors du Katanga. En Afrique comme en Europe, ce recrutement se fait par le biais d'annonces dans les journaux. On demande des hommes en bonne santé, ayant fait leur service militaire. On ne précise ni le pays

qui fait cette demande ni le genre précis de services demandés [36].

Les anciens officiers belges restés au Katanga considèrent la gendarmerie

— recrutée et mise sur pied par un des leurs, le major Crève-cœur — comme leur domaine particulier. Avec 12 000 Katangais armés sous leurs ordres, ils sont en mesure de jouer un rôle prépondérant à l'intérieur de l'État protonational.

Quelque 1 200 mercenaires — pour la plupart des Anglais, Rhodésiens, Français et Portugais — forment les cinq sections de la Compagnie internationale : la langue de commandement est, selon les sections, l'anglais, le français ou le portugais. Enfin, un petit groupe d'environ 60 mercenaires forme une sorte de commando de choc. Ce sont les « Affreux ». Ils ne sont rattachés ni à la gendarmerie ni à la Compagnie internationale. Leur chef direct est Godfroid Munongo, ministre de l'Intérieur. Ces « Affreux » fonctionnent comme une sorte de police politique. Leur tâche principale est la répression de l'opposition au gouvernement protonational.

Dans cette première phase de la guerre (septembre 1960 à septembre 1961), la gendarmerie et la Compagnie internationale ont deux tâches précises à remplir.

D'une part, il faut garantir la sécurité des installations de l'Union minière et de ses sociétés affiliées. Tâche difficile, car l'Union minière et ses filiales possèdent plus de 1 600 km de lignes à haute tension, 500 km de chemins de fer et 1 000 km de routes, ainsi que de vastes installations industrielles, minières et énergétiques. D'autre part, les mercenaires et leurs auxiliaires katangais doivent s'atteler à la reconquête du nord du haut-plateau.

DEUXIÈME CONTINGENT : le 20 septembre 1961, un armistice est signé entre les Nations unies et le gouvernement katangais ; cette date marque un tournant dans la politique militaire de l'État katangais. Après cet armistice, le gouvernement ne cache plus sa méfiance à l'égard de ses conseillers belges. Au début d'octobre, il fait appel à des conseillers français **37.** Le colonel Trinquier, démissionnaire de l'armée française, arrive à Élisabethville. Il est accompagné de six officiers parachutistes français. Sa mission est de réorganiser la gendarmerie katangaise.

Son ordre de mission est signé par Tschombé. Les officiers français se trouvent sous la protection personnelle de Kibwé.

Le 22 février 1962 le gouvernement katangais décide de demander à la Belgique la cessation immédiate de l'aide technique sous toutes ses formes. Mais

— par une fuite dont l'auteur est resté inconnu — cette décision du

gouvernement est portée le soir même à la connaissance des conseillers belges.

Ceux-ci alertent à leur tour les responsables des réseaux ultras **38**. Le 24 février au matin, Tschombé est informé par une délégation que les fonctionnaires blancs

du Katanga ne pourraient pas continuer à travailler pour le pays si le colonel Trinquier prenait le commandement de la gendarmerie et si les conseillers belges devaient être remplacés par des experts français. Tschombé renvoie alors Trinquier et renonce à communiquer la décision du 22 février à Bruxelles **39**.

Cependant, un ancien officier français, le capitaine René Faulques, est nommé colonel de l'armée katangaise. D'octobre à fin décembre 1962, on peut dire qu'il est le véritable maître du Katanga. Il s'était signalé une première fois à l'attention de l'opinion publique internationale par les tortures dont il s'était rendu responsable en tant que commandant du centre de détention de la villa Susini à Alger **40**. Officier parachutiste, Faulques avait ensuite pris part au putsch des officiers d'extrême droite à Alger (21-22 avril 1961). Recherché par la police française, il a disparu en 1961.

Faulques ne vient pas seul au Katanga. Un groupe de trente-cinq anciens officiers français l'accompagnent. Ils sont tous membres de l'OAS d'Algérie, tous déclarent se battre pour la civilisation occidentale, pour la chrétienté et contre le communisme **41**.

En janvier 1963, les Gurkhas des Nations unies entrent dans Élisabethville. Le dispositif mis en place par les officiers OAS et leurs soldats katangais s'effondre. Faulques, ses lieutenants (Lasimonne, Gillet, Lepage, Hiver) disparaissent en direction de l'Afrique du Sud. Environ 10 000 gendarmes katangais se réfugient, sous la protection de l'armée coloniale portugaise, dans les terres balunda au nord-est de l'Angola.

IV. Épilogue provisoire : la protonation dispersée.

L'État katangais prend fin en janvier 1963. Son administration s'écroule, son gouvernement est en fuite, son armée passe la frontière. Alors commence l'étrange migration de la protonation katangaise. En voici les principales étapes : 1) 1963 : Moïse Tschombé, réfugié en Europe, maintient le contact avec les cadres de la Conakat restés au Katanga, désormais occupé par les troupes des Nations unies. Juridiquement, le Katanga du Sud, territoire de l'ancien État, est redevenu une province de la République du Congo. Mais la légitimité de la

Conakat n’est pas brisée : les peuples balunda, bayeke et leurs alliés continuent à reconnaître comme seul chef Moïse Tschombé. A quelques kilomètres au sud de la frontière, dans les savanes de l’Angola, l’armée katangaise a pris de nouveaux quartiers. Certains mercenaires français, portugais, anglais, belges qui les

encadraient durant les années 1960-1963 sont restés avec elle, d’autres ont continué leur route pour s’incorporer aux unités spéciales de l’armée sud-africaine. Les soldats de l’armée katangaise sont chez eux : la zone frontalière de l’Angola est habitée par les Balunda et par un peuple allié, les Cokwe **42.**

2) 1964 : la République du Congo entre dans une longue période de guerre civile. Patrice Lumumba a été assassiné le 17 janvier 1961. Cyrille Adoula, son successeur, imposé par les États-Unis d’Amérique, ne parvient pas à restaurer l’ordre néocolonial. Dans les provinces de l’Est, au Centre et au Sud, les forces progressistes nationales, sous la direction d’Antoine Gizenga, de Pierre Mulélé, de Tomas Kanza, de Christophe Gbenye et de Gaston Soumialot, passent à l’attaque. Rapidement, elles contrôlent les trois quarts du territoire national.

L’Afrique progressiste, notamment l’Algérie et l’Égypte, leur fournissent armes, munitions et conseillers. Juba (Soudan du Sud) devient la plaque tournante de leur approvisionnement. Stanleyville (aujourd’hui Kisangani) est la capitale de leur gouvernement. Dans les nomtagnes de Fizzi-Baraka (Nord-Katanga), Che Guevara et deux cents révolutionnaires cubains viennent renforcer le front **43**.

Les tuteurs (américains, belges) de la République du Congo rappellent d’exil leur homme de confiance : Moïse Tschombé. Celui-ci devient premier ministre du gouvernement central. Les « gendarmes katangais » rentrent d’Angola. Ils deviennent le fer de lance de l’armée néocoloniale. En novembre, les parachutistes belges descendent sur Stanleyville. La reconquête impérialiste commence. Elle se termine par la déroute des forces lumumbistes.

3) Novembre 1965 : Joseph Désiré Mobutu, ancien sergent de la force publique coloniale, devenu général grâce à Lumumba (juin 1960), ancien allié de Tschombé, déclenche son coup d’État. Tschombé repart pour l’Europe. Il se fixe en Espagne — celle de Franco, A Genève, il participe à l’Imefbank, dirigée par son conseiller financier, le Français Olivier de Ferron, tué depuis lors. L’armée de la protonation katangaise repasse la frontière, s’en retourne en Angola. Le gouvernement colonial portugais l’accueille et l’intègre aux commandos

« antiterroristes » qui mènent une guerre particulièrement cruelle contre les guérilleros du MPLA. Épisode annexe : Mobutu promet bientôt l'amnistie aux gendarmes katangais. 5 000 d'entre eux rentrent au Congo. Ils sont pour la plupart massacrés par les soldats de Mobutu dès leur arrivée aux camps de triage.

4) J'ai dit que la protonation ne vivait que par procuration, qu'elle changeait d'allégeance au hasard des tuteurs étrangers qui, seuls, lui confèrent existence.

La protonation katangaise est au service de différents impérialismes pendant les

années 1960-1963 (durée de l'État sécessionniste), 1964-1965 (durée du mandat de Tschombé à la tête du gouvernement central congolais) et 1965-1975

(engagement des « gendarmes » dans l'armée coloniale portugaise).

Mais en 1974, brusquement, les Katangais changent de camp. Le 23 avril 1974, les militaires progressistes prennent le pouvoir à Lisbonne. C'est la fin de quarante ans de dictature fasciste et de quatre cents ans de colonialisme portugais en Afrique.

Les Katangais, qui, jusqu'ici, avaient pourchassé (et avec quelle cruauté !) les nationalistes angolais pour le compte du colonisateur, se rallient **44** brusquement à leurs ennemis. Trois mouvements armés subsistent alors en Angola. L'UNITA de Jonas Savimbi, le FLNA de Roberto Holden et le MPLA d'Agostinho Neto.

L'UNITA était entre les mains des services secrets portugais, puis sud-africains, le FNLA entre celles des services américains. Seul le MPLA était un authentique mouvement de libération nationale. Les gendarmes katangais s'y rallient.

Ce choix est intéressant : il illustre une thèse maintes fois évoquée dans ce chapitre. La protonation n'a pas de conscience autonome. Elle est une création conjoncturelle, sans consistance historique, sans longue durée. Son identité est floue. Ses alliances sont purement empiriques. Elles n'obéissent pas à un projet historique déterminé, seulement aux intérêts à court terme des élites modernistes qui la dirigent.

5) 7 mars 1977 : sous la direction du général Nathanaël M'Bumba, ancien commissaire de police de la ville de Kolwezi, les gendarmes katangais occupent la ville frontière de Dilolo. Ils progressent vers l'est, vers les mines de

manganèse de Kisenge. Au nord, ils prennent successivement Sandona et surtout Kapanga, nœud routier important qui contrôle l'accès au Kasaï. Ils encerclent Kolwezi où se situent les principales mines de cuivre du sous-continent congolais.

La protonation katangaise est bien vivante. Partout où ils vont, les soldats balunda sont accueillis comme des libérateurs. Toute la population du Shaba (nouvelle dénomination de l'ancien Katanga du Sud) leur prête aide et assistance. Le drapeau katangais — trois barres de cuivre brun-or croisées, sur fond vert — réapparaît aux façades des maisons, aux carrefours routiers et à l'entrée des villages.

L'armée congolaise prend la fuite. Moïse Tschombé n'est pas là **45**. Mais son fils Jean, incarnation de la légitimité protonationale, se trouve parmi les gendarmes. Au cours d'un exil de plus de dix ans, les forces armées de la protonation se sont considérablement renouvelées. Des milliers de jeunes

Balunda (plus rarement Bayeke) ont clandestinement traversé la frontière pour rejoindre les camps d'entraînement en Angola. Fin mars, l'armée katangaise occupe près des deux tiers de l'ancien territoire protonational. La restauration est proche.

6) Le jeudi 7 avril 1977, à 20 heures, le président de la République française, Valéry Giscard d'Estaing, paraît sur les écrans de télévision. Il annonce que, faisant suite à la demande du gouvernement du Zaïre et de gouvernements amis (on apprendra plus tard qu'il s'agissait du gouvernement égyptien et des gouvernements protonationaux francophones d'Afrique **46**), la France a accepté d'organiser un pont aérien **47**. Ce pont, qui fonctionne depuis « quelques heures déjà », doit amener sur le front du shaba un corps expéditionnaire marocain. La France et le Maroc vont ainsi sauver le régime Mobutu et battre les gendarmes katangais. Le 21 avril, au Centre international des Congrès, à Dakar, le président Giscard d'Estaing peut annoncer la destruction de la « force d'invasion » et la reconquête du Shaba (Katanga) aux chefs d'État protonationaux d'Afrique francophone convoqués pour la Conférence franco-africaine **48**.

7) 13 mai 1978 : Trois colonnes de troupes balunda, cokwe et bayeke, renforcées par des unités composées d'opposants épars au régime Mobutu occupent la ville et les mines de Kolwezi. La guérilla s'installe dans toute la zone frontalière bordant l'Angola et la Zambie. L'armée nationale zaïroise reflue, se disperse,

résiste par endroits. Après consultations avec les gouvernements américain, belge et protonationaux africains, Valéry Giscard d'Estaing décide de sauver le régime Mobutu et d'assurer l'évacuation des Européens survivants. Le 19 mai le premier contingent du 2e Régiment étranger de parachutistes — amené de Calvi (Corse) par des gros porteurs américains —

saute sur Kolwezi. Trois jours plus tard la bataille est terminée : les Katangais refluent, les Européens survivants sont évacués. Des contingents français et belges restent dans la région (juin 1978). Des troupes marocaines renforcent l'armée zaïroise défaillante. A part quelques arrière-gardes restées dans les environs de Kolwezi, de Lumumbashi l'armée katangaise se replie — à travers la Zambie septentrionale — vers ses quartiers permaments du Nord de l'Angola.

Le plus récent chapitre de l'histoire de la protonation katangaise est ainsi clos.

1.

Parmi les protonations le Sénégal occupe une position particulière : en mars 1978, son président depuis quinze ans, Léopold Sédar Senghor, a organisé des élections nationales libres, mettant ainsi en jeu la totalité de son pouvoir.

2.

A. Touraine, *Vie et Mort du Chili populaire* , Paris, Éd. du Seuil, 1973.

3.

Cf. les documents de la CIA publiés par la revue *Jeune Afrique* , 1976.

4.

Le texte intégral de l'accord entre l'OTRAG et l'« appareil Mobutu » a été publié par la revue *Afrique-Asie* , no 141, août 1977, p. 28 s. En avril 1979, Mobutu interdit brusquement à l'OTRAG le lancement de ses fusées expérimentales. Mobutu, dont le régime est soutenu à bout de bras par les pays de la CEE, subit la pression du gouvernement de Bonn. L'OTRAG est dirigé par des Allemands. Or des gouvernements de l'Afrique indépendante exigent du gouvernement de Bonn qu'il intervienne contre l'OTRAG.

5.

Du grec *protos* qui signifie « rudimentaire », « primitif ». Une première théorie de la protonation a été tentée par Guy de Bosschère dans son fondamental livre *Perspectives de la décolonisation* , Albin Michel, 1969.

6.

La protonation produit les idéologies les plus diverses : elles vont de la théorie — fascinante — de la négritude de Senghor aux discours — lamentables — de Bokassa sur l'« empire ».

7.

Yves Person (in *État et Nation en Afrique noire, op. cit.*) démontre que certains des principaux dirigeants de l'Afrique francophone avaient — jusqu'à la veille de l'« indépendance » octroyée par de Gaulle — revendiqué l'intégration, l'assimilation. Exemple : en 1960 encore Léon M'Ba réclamait « désespérément » (Person) le statut de département français pour le Gabon.

8.

L'intervention des troupes françaises pour le maintien du système néocolonial obéit évidemment à la rationalité capitaliste-marchande de la classe dirigeante de France, dont la Ve République — comme les Républiques précédentes — est l'instrument. Néanmoins, depuis l'accession à la présidence de Valéry Giscard d'Estaing. un intérêt plus présidentiellement personnel investit cette rationalité globale : les participations dans des sociétés multinationales opérant en Afrique et détenues par des membres de la famille du président ont attiré l'attention de nombreux observateurs. Un exemple : la société financière pour la France et l'Outre-mer (SOFFO), qui contrôlait et contrôle encore de vastes richesses en Afrique noire, dominait entre autres le commerce du bois en Centrafrique par l'intermédiaire de la Compagnie forestière Sangha-Oubangui ; hasard de l'histoire : le père de Bokassa avait été exécuté pour avoir résisté aux recruteurs de la Compagnie forestière (la Compagnie pratiquant le travail forcé). Le président de la SOFFO pendant quarante ans fut Edmond Giscard d'Estaing, père de l'actuel président de la République (cf. *Le Monde* , 22 septembre 1979). La famille Giscard d'Estaing a des intérêts similaires dans des sociétés opérant au Gabon, au Cameroun, au Niger.

9.

Le président Senghor (lettre à l'auteur du 5 janvier 1979) affirme : « En dix-huit ans d'indépendance, je n'ai jamais fait appel à l'armée française pour résoudre un problème intérieur… Je n'ai pas eu besoin de l'armée française pour faire arrêter M. Mamadou Dia et ses complices. » Dont acte.

10.

En 1980, la guerre française contre les maquisards saraouis se poursuit par intermittence ; des interventions militaires françaises — par « conseillers » interposés — continuent au Zaïre, aux Comores.

11.

Le 27 mars, la « justice » tunisienne juge les survivants. Treize résistants sont pendus dans la cour de la prison centrale de Tunis le 17 avril 1980.

12.

F. Fanon, *Les Damnés de la terre, op. cit.* , p. 124.

13.

Cf. H. Marcuse, *Éros et Civilisation* , Paris, Éd. de Minuit, 1963 et *L'Homme unidimensionnel* , Éd.

de Minuit, 1968. M. Horkheimer, *Théorie critique, op. cit* ., 1976.

14.

Les sociétés multinationales détruisent les modes de production précapitalistes (et capitalistes) autochtones. Elles détruisent l'industrie, l'artisanat et souvent aussi le paysannat locaux. La valeur marchande s'universalise, la valeur d'usage disparaît. Ce sont les campagnes de publicité qui suggèrent à l'homme dominé ses « besoins », qui les définissent pour lui. Mais chose importante : en Afrique seules les minces classes dominantes peuvent réellement « satisfaire » ses « besoins »

nouveaux. L'immense masse des hommes dominés n'ont pas accès aux nouveaux marchés créés par les sociétés multinationales. Leurs circuits de production, de consommation traditionnels détruits, ces classes dépendantes

africaines sombrent dans une misère qui d'année en année devient plus humiliante et cruelle.

15.

Pour le « modèle » de développement ivoirien, cf. Samir Amin. *L'Afrique de l'Ouest bloquée* , Paris, Éd. de Minuit, 1977, et *Le Développement du capitalisme en Côte-d'Ivoire* , Paris, Éd. de Minuit, 1967.

16.

A. Larouï, *Les Origines sociales et culturelles du nationalisme marocain, 1830-1912* , Paris, Maspero, 1977, p. 17 s.

17.

Je n'emprunte à Laraouï qu'un unique segment de sa théorie : celui de la formation des élites transethniques. Par contre je ne partage en rien la théorie de Laraouï sur la genèse de la nation au Maroc.

18.

Nomenclature topographique : j'utilise celle de 1960, date où naît la protonation katangaise.

19.

J. Vansina, *Introduction à l'ethnographie du Congo* , Éd. universitaires du Congo, 1965, p. 175 s.

— Mc Cullock, *The Southern Lunda and Related People* , Londres, 1951. — J.-P. Murdock, *Africa, its People and their Culture History* , New York, Mc Graw Hill, 1959, p. 290 s.

20.

La situation des Balunda est différente : leurs mythes permettent la fédération avec d'autres peuples, d'où la naissance sans violence de leurs remarquables royaumes.

21.

Nous ne disposons que d’un seul texte auto-interprétatif, établi par Tschombé lui-même. Ce sont ses conférences prononcées (et revues par lui) à l’université de Plano, au Texas, après sa chute comme chef du gouvernement central de Kinshasa ; cf. M. Tschombé, *My fifteen month in government* , University of Plano Press, Texas, 1967.

22.

Cf. à ce sujet le chapitre « Le Katanga-lobby aux États-Unis », J. Ziegler, *La Contre-Révolution en*

Afrique , Paris, Payot, 1963, p. 95 s.

23.

Muhamad Ahmad Abd Allah, appelé le « Mahdi » dès 1881, est un réformateur de l’Islam, mais en même temps il conduit une coalition de notables, chefs de tribus qui vivent de la chasse à l’esclave.

24.

Kitchener vengera la mort de Gordon et établira le dominion du Soudan en 1898.

25.

Son journal de voyage a été édité cinquante ans plus tard par son fils ; cf. René J. Cornet, *Katanga, histoire de sa découverte* , Bruxelles, 1946.

26.

Tous les chiffres se rapportent à 1960 ; depuis lors la production minière katangaise ne cesse de croître. Exemple : en 1977 le Katanga a produit 17 000 tonnes de cobalt, soit quatre fois plus que l’Australie, second producteur mondial.

27.

Sendwé sera assassiné durant la guerre civile katangaise qui débutera en 1960.

28.

Le *parti solidaire africain* de Gizenga, Kamitatu, Mulélé, pluri-ethnique lui aussi, avait ses bastions surtout — sinon exclusivement — au Kwilu.

29.

Cf. p. 102 s.

30.

Ministère de l'information, Élisabethville, *Bulletin* , no 23, p. 2 s.

31.

Convoquée par le gouvernement Lumumba pour tenter de mettre fin à la guerre civile congolaise.

32.

Communiqué de la Présidence du Conseil, 22 décembre, *Moniteur katangais* , no 125.

33.

Cf. par exemple C. C. O'Brian, *Katanga* , Londres, 1962, p. 66 s.

34.

C'est un nom dérivé : le premier noyau de l'armée protonationale est la gendarmerie, la force de police provinciale, qui, entre mars et juillet 1960, a été constituée par le gouvernement provincial katangais, selon les décisions de la Table ronde belgo-congolaise (1960).

35.

La résolution du 9 août complète celle du 22 juillet 1960 (UN Doc S/4389) qui décide de l'envoi de Casques bleus au Congo.

36.

Les mercenaires étrangers — européens et nord-américains pour la plupart d'entre eux — sont un fléau permament de l'Afrique contemporaine. En 1977 des centres de recrutement (les recruteurs en France opèrent à partir d'un bureau à Lyon) engagent des mercenaires pour la Rhodésie. Ces hommes sont responsables d'effroyables massacres comme par exemple celui perpétré les 26, 27 et 28 novembre 1977 contre le camp de réfugiés de Chimoio (province de Manica, Mozambique) où 175 enfants, hommes, femmes, vieillards ont été abattus.

37.

Depuis l'automne 1960, certains milieux français tentaient de tirer profit des tensions existant entre Tschombé-Munongo et l'Union minière, en désaccord sur les sommes que cette dernière devait

verser au gouvernement. Certains groupes financiers français établirent alors des contacts directs avec Tschombé pour lui offrir une assistance financière importante. Des négociations à ce sujet eurent lieu à Genève et à Paris entre Kibwé, ministre des Finances du gouvernement katangais, et des banquiers français. Selon des sources dignes de confiance (cf. notamment *Congo 1961* , Éd. CRISP

Centre de recherches et d'informations socio-politiques — Bruxelles, p. 304 s.). Tschombé aurait envisagé de remplacer les techniciens belges par des techniciens français et de retirer à l'Union minière la concession des mines du Sud et du Centre pour la remettre ensuite à un consortium français.

38.

En 1962, la plupart des 34 000 Blancs du Katanga suivaient toujours les mots d'ordre de l'Union katangaise.

39.

Un envoyé officieux de Michel Debré arriva le 16 avril à Élisabethville. Selon les sources déjà mentionnées, ce messager du nom de Bitos aurait été porteur d'une lettre personnelle de Michel Debré à Tschombé, annonçant à celui-ci que le gouvernement français était disposé à lui accorder son appui officieux. Le gouvernement français allait intervenir auprès des États de la Communauté pour que ceux-ci reconnaissent l'État sécessionniste. La France elle-même ouvrirait

bientôt une ambassade à Élisabethville. Pour des raisons qui tiennent à la politique intérieure de la France, le projet devait rester sans suites immédiates. Aucun État de la Communauté ne reconnut l'État sécessionniste et la représentation française à Élisabethville resta au niveau consulaire.

40.

Henri Alleg, détenu à la villa Susini, relate sa rencontre avec Faulques, cf. *La Question* , Paris, 1958, p. 95-98.

41.

Certains mercenaires, après leur arrestation par les Casques bleus en janvier 1963, ont rédigé des confessions volumineuses qui n'ont jamais été publiées mais qui se trouvent dans les archives des Nations unies à New York.

42.

Les Cokwe sont des Balunda linguistiquement, mais pas politiquement.

43.

Pour les principaux documents publiés par le gouvernement cubain après l'assassinat de Guevara le 8 octobre 1967 et qui concernent la période 1964-1965 du leader révolutionnaire, cf. revue *Afrique-Asie* , no d'octobre 1977 ; cf. aussi J. Ziegler, « Guevara in Afrika », in *Guevara* , ouvrage coll., Éd.

Fischer, Francfort/Main, 1969, p. 68 s.

44.

Dans le Nord-Est, c'était surtout l'UNITA (appuyée sur les Ovimbundu) qui était active. Le MPLA était son ennemi. C'était logique que les Katangais des *ex-Forças Especiais* — composés surtout le Balunda, ennemis des Ovimbundu — se rallient au MPLA. Quant au FLNA de Holden Roberto tout ralliement était également exclu : Holden est le beau-frère de Mobutu.

45.

Tschombé est mort le 29 juin 1969, après une détention de deux ans dans une

villa algérienne ; les circonstances du décès sont restées mystérieuses. En 1967 l'avion privé de Tschombé avait été détourné alors qu'il effectuait un vol entre Majorque et Barcelone. Le pirate de l'air l'avait contraint d'atterrir à Alger.

46.

Notamment du gouvernement ivoirien, organisateur de la coalition pro-mobutiste parmi les États protonationaux d'Afrique francophone.

47.

Le nom de code de l'opération est : « Opération Verveine. »

48.

Discours de Valéry Giscard d'Estaing, in *Le Monde* , 22 avril 1977.

QUATRIÈME PARTIE

LE FRONT DU REFUS

Comme le scorpion, mon frère,

Tu es comme le scorpion

Dans une nuit d'épouvante.

Comme le moineau, mon frère,

Tu es comme le moineau

Dans ses menues inquiétudes.

…

Comme la moule, mon frère,

Tu es comme la moule

Enfermée et tranquille.

…

Et s’il y a tant de misère sur terre

C’est grâce à toi, mon frère,

Si nous sommes affamés, épuisés,

Si nous sommes écorchés jusqu’au sang,

Pressés comme la grappe pour donner notre vin,

Irai-je jusqu’à dire que c’est de ta faute ? Non.

Mais tu y es pour beaucoup, mon frère.

Nazim Hikmet,

La Plus Drôle des créatures

.

I

L’ombre

Les uns sont dans l’ombre,

Les autres dans la lumière,

On voit ceux qui sont dans la lumière,

Ceux qui sont dans l’ombre, on ne les voit pas.

B. Brecht, *L’Opéra de Quat’sous* .

Le système impérialiste unifie le monde. Mais il l’unifie négativement.

L’accumulation accélérée dont bénéficient les peuples du centre (ou, du moins, certaines de leurs classes) se paie du martyre de la destruction des hommes de la périphérie. La rareté gouverne la planète : rareté des libertés, rareté des denrées

alimentaires, rareté des chances de vie. Cette rareté est *organisée*. La production mondiale de biens, les progrès constants de la science, du savoir, de la technologie, de l'outillage qui en découlent, seraient largement suffisants, aujourd'hui, pour nourrir et faire vivre tous les hommes de la terre. Or, les deux tiers d'entre eux ne vivent pas comme doivent vivre des hommes. Des millions souffrent de malnutrition permanente. Des millions sont rendus infirmes par les épidémies, la maladie. Des enfants, par millions, vivent sans parents, sans famille, dans les rues sordides des grandes villes, livrés irrémédiablement à la misère, à la violence, à la solitude. Renvoyés par des parents incapables de les nourrir, ils sont rejetés et abandonnés. Les animaux, eux, élèvent leurs petits jusqu'à ce qu'ils soient en âge de marcher et de se nourrir. De toutes les sociétés d'espèces vivantes, seule celle de l'homme rejette, abandonne, massacre sa progéniture. Le système capitaliste impérialiste conçoit la mutilation, l'infanticide, au pire comme une nécessité, au mieux comme une « bavure » **1** .

Les chiffres hallucinants de la misère imposent l'horreur de la réalité vécue des hommes. Au Brésil, 15 millions d'enfants, privés de tout soutien, vivent seuls ou en bandes dans la rue. A Belem (Para), 9 000 enfants de moins de quatorze ans se prostituent. En Équateur, la destruction des familles par la faim et le chômage est telle qu'un tiers seulement des enfants au-dessous de dix ans vivent auprès d'un parent ou dans une institution (orphelinat, crèche, etc.) qui les nourrit normalement. A Sri-Lanka (Ceylan), les prolétaires des plantations de thé

multinationales sont forcés de vendre leurs enfants à de grands propriétaires pour leur donner une chance physique de survie. L'UNICEF estime à 400 millions le nombre des orphelins de la misère, c'est-à-dire des enfants du Tiers Monde qui sont rejetés par leur famille à cause de la faim, du chômage permanent du père, de la dissolution de la cellule familiale, ou plus simplement de la disparition de leurs parents. Dans les rues de Bogota, de Bombay, de Rio de Janeiro, de Recife, de La Paz, des enfants errent, ombres faméliques, à la recherche d'une mère ou d'un père. *« Eli teng paï »*, me dit fièrement un petit bonhomme noir en plein centre de Rio en désignant parmi un groupe de copains un garçon plus timide que les autres. « Il a un père. » Cette simple et rare qualité le mettait à part, le distinguait des autres et l'investissait d'une incomparable majesté. Autre scène qui se reproduit chaque jour : une bande d'enfants campe sous le porche d'un immeuble de la « Praça Quinze de Novembre » à Rio, près d'un restaurant portugais où déjeunent des banquiers, des cadres supérieurs de la Bourse, des avocats. Vers 16 heures, l'aide-cuisinier sort, jette les restes de nourriture dans une immense poubelle métallique qu'il traîne jusque sur le trottoir. En un clin

d’œil, les enfants la renversent, se jettent sur les lambeaux de viande, les restes de légumes, les fruits avariés qu’ils emportent en courant. En quelques secondes, la poubelle est vide.

A peine nés, des millions d’enfants du Tiers Monde sont abandonnés, renvoyés à la solitude, à la marginalité, au néant. Ils ne connaîtront jamais l’amour d’une mère, d’un père, d’un frère, d’un parent. Ils seront parqués dans des orphelinats, dans des *Fondations pour mineurs*, immenses dépotoirs placés à la périphérie des métropoles. D’autres encore passeront leur enfance à errer dans les rues, ne subsistant que par ce qu’ils ramasseront dans les monceaux d’ordures et par les restes, les miettes que leur jetteront les touristes ou les riches. Enfants détruits à peine nés et que personne ne remarquera jamais ! Ils mourront d’ordinaire avant d’avoir atteint une stature d’homme. Ils n’inquiètent donc pas les gouvernants.

Une dynamique négative habite et précipite cette unité négative du monde.

Aujourd’hui, plus de 4 milliards d’hommes peuplent la planète. Comptant avec un taux de croissance annuel de 1,9 %, les démographes prévoient que ce nombre aura doublé vers l’an 2010. Mais ce taux moyen de croissance ne veut rien dire. Il est inférieur à 1 % dans certains pays industriels. Il est supérieur à 2,5 % dans la plupart des pays les plus pauvres de la périphérie. Même chose en ce qui concerne la maîtrise de la nature et de la société par le savoir : la progression de la recherche fondamentale et appliquée est telle qu’on prévoit

désormais un dédoublement des connaissances totales de l’humanité tous les dix ans. Mais ce chiffre moyen, avancé par les Nations unies, ne signifie pas grand-chose non plus : la monopolisation du savoir, de la technologie, de l’instrumentalité de domination, par les centres impérialistes d’Europe, d’Amérique du Nord et du Japon, est de plus en plus évidente. Le dépérissement des cultures ancestrales des peuples du Tiers Monde, la perte progressive du contrôle des processus économiques de production et d’accumulation par les sociétés de la périphérie sont inversement proportionnels à l’accumulation du savoir au centre.

En avril 1974, 77 États du Tiers Monde ont obtenu la convocation d’une Assemblée générale extraordinaire des Nations unies. Ces 77 États sont issus d’une association appelée « groupe de Lima ». Ils réunissent les principaux États d’Asie, d’Afrique et d’Amérique latine. Lors de cette assemblée, ces États de la périphérie ont formulé, sous la pression des plus progressistes d’entre eux, un

nombre précis de revendications. Ils ont exigé des prix fixes pour les matières premières qu'ils exportent vers les États industriels, une re-négociation globale des termes de l'échange qui gouvernent aujourd'hui le marché mondial des biens ; l'instauration d'un contrôle public international des agissements des sociétés multinationales, bancaires et industrielles dans les pays du Tiers Monde ; des conditions nouvelles, équitables, pour le transfert, dans les pays du Tiers Monde, des technologies nouvelles développées dans les laboratoires et instituts de recherche des pays du centre ; le droit enfin, pour chaque État de la périphérie, de choisir lui-même le système économique, social, politique interne qui lui convient **2.**

En 1976, les 77 États du « groupe de Lima » remportent une première victoire.

Les États impérialistes du centre acceptent l'ouverture de négociations globales sur tous ces points. Une conférence mondiale, appelée Conférence Nord/Sud, se réunit à Paris. Elle dure huit mois. En juin 1977, elle suspend ses travaux. Les États impérialistes du centre refusent de céder la moindre parcelle de leurs privilèges. C'est l'échec. On désigne une commission de conciliation présidée par Willy Brandt, qui s'installe à Genève. Au moment où j'achève ce livre, la Commission Brandt, assistée d'experts multiples, tente d'élaborer des propositions de compromis susceptibles de rendre possible une reconvocation de la conférence de Paris.

Je relis le *Cahier des doléances*, présenté par les « pauvres et mendiants du royaume de France » aux représentants des trois états à l'Assemblée des États généraux de 1789 :

Nos Seigneurs… les pauvres et les mendiants du royaume de France, entièrement séparés de vos Seigneureries, auraient le droit de prétendre former un quatrième ordre dans l'État.

Nul autre n'aurait comme lui autant de sujets de se plaindre et des redressements de griefs aussi nombreux à demander. Tous les droits qu'ils tiennent de la providence suprême ont été violés. Mais l'admission de notre ordre aux États généraux, tout équitable qu'elle serait, ne ferait qu'embarrasser la marche de ses délibérations.

Vos Seigneureries, choquées de voir réunis ensemble les deux extrêmes et les intermédiaires de la société, trouveraient notre nudité révoltante, nos haillons

ignobles et dégoûtants et craindraient la contagion de la vermine qui nous couvre.

Nous n'aspirons donc pas à introduire parmi vos Seigneureries nos représentants quoique vos frères, égaux à vous, dans l'ordre de la nature et de la grâce : le tableau vivant et affligeant pour l'humanité qu'elles offriraient de nos misères, et notre nudité, de nos besoins et souvent même de notre désespoir, contrarierait et ternirait l'éclat de vos opulences. Mais lorsque nous renonçons en votre faveur au droit le plus naturel et le plus légitime, daignez du moins vous charger de la défense de nos droits **3**.

Près de deux cents ans plus tard, le *Quart-État planétaire*, celui des pauvres et mendiants de ce monde, n'est toujours pas présent à la table où se négocient sa survie, son exploitation, son esclavage **4**. Si les États impérialistes du centre négocient avec les États dominés de la périphérie, il faut savoir que ces deux groupes d'États sont également, à quelques exceptions près, dans les mains d'une même classe dirigeante de privilégiés et de nantis. Les peuples dominés et affamés du Tiers Monde sont absents de la table de négociation de Paris ; les travailleurs dépendants des États industriels également. Ce sont les ministres, les ambassadeurs français, nord-américains, allemands, suisses, c'est-à-dire les fondés de pouvoir des banquiers, des industriels, des marchands d'armes de leurs pays respectifs qui affrontent à Paris les envoyés de Pinochet, de Videla et de Mobutu. La grande majorité des gouvernements du Tiers Monde a été mise en place par les sociétés multinationales bancaires et industrielles du centre. Seuls les rares gouvernants issus d'une lutte de libération nationale victorieuse (par exemple Cuba, le Vietnam, le Laos, l'Angola) échappent à cette règle.

Mais le Quart-État planétaire n'est pas totalement « absent » de la table de négociation. Il n'est pas totalement « invisible ». Il est *représenté*. Les hommes

et les femmes de l'ombre ont leurs porte-parole. Qui sont-ils ? Nous venons de le voir :

Aux Nations unies ou à Paris, dans les organisations spécialisées ou les conférences bi-latérales, ne se réunissent toujours que deux types d'hommes : les fondés de pouvoir européens, japonais, nord-américains du capital financier du centre, et les délégués des gouvernements de la périphérie mis en place par ce même capital. Conférences de presse, déclarations, résolutions, colloques produisent une rhétorique enflammée : les envoyés de Geisel, Marcos, Mobutu,

Banzer, Pinochet, Suharto attaquent durement les représentants des États capitalistes du centre. A Paris, à New York, à Genève, les hommes de la nuit subissent ainsi leur dernier outrage. Leurs cris, leurs espérances, leurs protestations sont pris en charge par ceux-là mêmes qui, chez eux, les assassinent. Insupportable perversion du langage : un des principaux porte-parole du groupe des 77, le Brésilien Azevedo Sylveira, grand propriétaire terrien, milliardaire et distingué collectionneur de statuettes de jade, se fait applaudir pour ses « colères » célèbres, ses « attaques téméraires » contre l'impérialisme des États-Unis d'Amérique !

Le problème de la non-représentativité de ceux qui revendiquent, face aux dominateurs impérialistes, le droit de parler au nom des dominés, est une des principales préoccupations sous-jacentes à ce livre. Il est au cœur de la problématique des rapports internationaux, de la lutte des États nationaux contre l'impérialisme (et les grandes puissances) et, du même coup, au cœur des analyses et des choix qui gouvernent la lutte anti-impérialiste et la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays.

Voici un récit qui l'illustre :

Le Maragnan, État du Nord du Brésil, est un modèle quasi idéal des structures internes du pouvoir politique telles qu'on les retrouve en d'innombrables communautés du Tiers Monde [5]. Terre d'une merveilleuse richesse naturelle, de forêts, de larges plaines, de vallées fertiles, bordée par des côtes qui figurent parmi les plus belles du monde, le Maragnan est peuplé d'environ 4 millions d'hommes qui sont comme oubliés par l'histoire.

J'ai passé au palais d'été du gouverneur, élevé sur la plage de la baie de São Marcos, un après-midi passionnant. C'était du Tchekhov sous les tropiques. De larges tentes, aux prises avec un vent violent, étaient dressées dans le sable. Des vases de fleurs basculaient sur les tables, souvenir d'une fête de la veille. Au-dessus de la baie, des soldats de la police militaire, casqués, en armes, montaient, contre le lointain peuple, une garde vigilante. Le va-et-vient des voitures

officielles, grandes Ford Galaxies noires, Itamaraty ou encore Bus Volkswagen, déversaient sans relâche tantes, cousins, neveux et courtisans. Une ambulance, où avait pris place le secrétaire d'État à la Santé en personne, amenait un grand-père unijambiste, chef de clan, donc entouré d'une sollicitude toute particulière.

Les invités étaient répartis selon les règles strictes de la féodalité sexuelle. Les femmes, jeunes, vieilles ou d'âge moyen, parentes, alliées ou courtisanes du gouverneur, étaient alignées le long d'immenses tables de bois. Elles dévoraient des sucreries compliquées et délicieuses que des serveurs noirs, échelonnés le long du chemin conduisant des cuisines du palais aux premières tentes, se passaient de main en main. Le murmure de la *fofoca*, cette très charmante et jamais lassante conversation brésilienne qui massacre allègrement ennemis, amis ou connaissances d'un jour, nous parvenait des tables des femmes.

A la table des hommes, grande silhouette blanche, minérale et immuable : le gouverneur. Il contemplait d'un regard bleu et myope le paysage agité de la mer.

Des vagues tonitruantes, d'un vert agressif, couvraient les voix en se jetant contre les falaises de São Marcos. Je pensais aux paroles de Lévi-Strauss : « Le monde a commencé sans l'homme et il s'achèvera sans lui **6.** » Elles m'avaient révolté, autrefois. Ce jour-là elles m'apportaient un certain réconfort. Sûr de son pouvoir impérissable, convaincu de la toute-puissance de sa classe, ignorant au plus profond de lui-même les souffrances de ce peuple qui pourtant lui était confié, le gouverneur trônait, entouré de sa cour. Seuls visages à retenir parmi tous ces masques, celui de Josué Montelo, enfant prodigue du Maragnan, fils d'un prédicateur presbytérien de l'île aujourd'hui académicien et stendhalien de réputation mondiale et de son vis-à-vis, Carlos Jalès, jeune sociologue en révolte. Quant aux autres, masques grotesques aux regards fourbes, ils avaient les gestes mi-soumis mi-arrogants des gens rompus à l'intrigue et à l'exploitation la plus rentable de pauvres.

Le gouverneur, médecin de formation et grand propriétaire de vocation, possède dans le Sud de l'État plusieurs milliers de têtes de bétail. Malgré son amabilité et sa générosité naturelles, il demeure le produit de l'oligarchie formée au cours des siècles de domination et d'exploitation. Il était à cette table, entouré par ce que cet État magnifique compte de pire : propriétaires terriens, latifundiaires comme lui, et ses propres clients du Sud. Dépendants de lui **7,** ils lui étaient soumis puisque, la loterie de Brasilia l'ayant désigné comme gouverneur, il avait fait son entrée, en 1972, au palais de São Luis. Çà et là, un militaire ou un propriétaire de la *Baixada* **8**, figures moyenâgeuses, frustes, brutales. Et puis les autres, ceux qui règnent sur les armées de serfs dans les

plantations de *carnaubas* **9**. Ici, un œil crevé. Entre seigneurs, et ceci depuis l'aube des premiers massacres d'Indiens, les luttes sont violentes au Maragnan.

Là, une lèvre arrachée. Les archives, contenant les titres de propriété des terres, sont périodiquement brûlées. On se surveille mutuellement, on mesure ses paroles tout en guettant, avec une attention de bête de proie, les ébauches de faveurs du gouverneur.

Enfin, juchés sur des chaises de bois enfoncées dans le sable, autour de ces nappes couvertes de boissons et de gâteaux, les dignitaires d'un jour. Ce sont ceux que le gouverneur a tirés pour quelques mois, pour un ou deux ans au plus, de leur anonymat et d'une existence souvent besogneuse. Ils ne font pas partie de l'oligarchie traditionnelle du Maragnan. Ce sont les alliés du gouverneur dans cette lutte violente et cruelle pour la terre, les marchés, le contrôle des entreprises de transports et des huileries à l'intérieur du pays. Dans toutes les villes, sur tout le territoire de l'État, des lisières de la forêt amazonienne de l'État du Para au nord, aux savanes ocres et sèches du Céara au sud, le gouverneur, comme tous les oligarques, entretient ses propres *capitaos* agents d'affaires, agents électoraux, et ses *jagunças*, hommes de main, tueurs à gages. Ses alliés, employés et complices, d'origine souvent très modeste, se taisent. Même la parole la plus prudente risquerait d'entraîner leur chute. Tout au long du gouvernorat de leur patron, ils peuplent les corridors du palais qui surplombe le Rio Anil, colonisant les fonctions supérieures de l'État. Le dimanche, ils sont admis à tour de rôle dans la propriété de São Marcos. Comment, en effet, être agréable tout à la fois au gouverneur et à ces courtisans-propriétaires à l'affût ?

La plupart d'entre eux détestent probablement le gouverneur autant que les propriétaires, mais leur fortune et leur sort dépendent de ces deux maîtres. Ce jour-là, seul l'un d'entre ces promus d'un jour prit la parole. Ce fut le procureur général de l'État. Il trouvait absurde mon idée d'aller à Alcantara, ville noire habitée par d'anciens esclaves, de l'autre côté de la baie. Il me décrivit ces communautés noires que je cherchais à joindre et me dit combien elles étaient corrompues, composées d'hommes paresseux, syphilitiques, décadents. Le gouverneur, lui, dans un français châtié témoignant d'une excellente culture, me conta son dernier voyage à Nice, parla du théâtre parisien. De son État, pas un mot.

La nuit tombait et je partis. Carlos Jalès m'accompagna. 4 km entre les dunes, le long de la côte. Nous entrâmes dans la ville où les façades bleues des *azulejos* ***10*** résistent depuis des siècles aux vents salés de la mer. Nous traversâmes le grand pont qui relie les usines de textiles en ruine à la terre ferme.

C’est alors qu’à la lisière de Fatima, quartier où, dans des baraquements sur pilotis plantés sur le marais, vit la multitude anonyme de ceux qui ont fui le latifundium, nous découvrîmes le dépôt d’ordures de la ville. L’île des lépreux, au-delà de la baie, baignait encore dans une lumière orange. La montagne d’immondices, par contre, était déjà couverte par la nuit. Les ailes de grands vautours cerclaient le ciel, brassant d’un bruit sec l’air puant du dépôt. Au-dessus de la montagne des ombres, sur l’horizon encore clair, un bras dressé apparaissait de temps à autre. Parfois une silhouette voûtée se découpait sur le ciel. Nous nous approchâmes. Au bord de la route, parmi les êtres humains aux visages noirs, vides de toute réponse, un enfant de cinq ans environ, accompagné de son père. Puis un bruit répété : un vautour essayait d’arracher à l’enfant un morceau de viande pourrie qu’il tenait dans les mains. L’enfant se cramponnait, les ailes de l’oiseau lui giflaient le visage. Nous chassâmes le vautour à coups de pierres.

L’actuel débat autour du *Nouvel Ordre économique international* est, pour reprendre les termes de Malraux, *mensonge et moyen de mensonge* [11]. La conférence Nord/Sud est un leurre. Les revendications du groupe de Lima, si elles correspondent aux besoins urgents des peuples, ne sauraient faire l’objet d’une négociation [12]. Car leur satisfaction briserait la logique et le fonctionnement de la domination capitaliste impérialiste des pays dépendants. Si elles doivent trouver une réponse, c’est par l’insurrection violente des peuples.

Or, l’insurrection planétaire des esclaves relève pour le moment du pur désir. En d’autres termes : le système impérialiste est aujourd’hui plus solide que jamais.

La liberté concrète des hommes recule partout. La contre-révolution avance sur tous les fronts. Ce qui reste d’espérance est recouvert d’ombre. Sous les ailes du vautour, toute vie meurt. La nuit ne cesse de progresser.

1.

Les chiffres cités dans cette quatrième partie du livre proviennent de la documentation que l’Organisation des Nations unies a établie en vue de la Conférence de Paris de 1976, dite Conférence Nord/Sud ; sur le Nouvel Ordre international cf. notamment *Global Dialogue, the New International Order, Basic Facts* , rassemblés par le Centre pour l’information économique et sociale, ONU, New York, version commerciale établie par Bashkar P. Menon et publiée par Pergamon Press, New York, 1977. — Cf., également, *La Charte des droits*

économiques et les devoirs des États , adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU, le 12 décembre 1974.

2.

Pour connaître l'état de la négociation à la date d'octobre 1977, cf. S. Amin, *Nouvel Ordre économique mondial, réponses du monde développé et stratégie d'emploi des excédents financiers de*

quelques pays en voie de développement , rapport présenté au Colloque international de l'ONU ; *Développement économique et information* , 25/26/27 octobre 1977, Tunis.

3.

Cahier de doléances des pauvres et mendiants du royaume de France , 4 octobre 1789, Archives nationales, Paris.

4.

Au demeurant, les cadres mêmes de ces négociations — les luxueux palais genevois de l'Organisation internationale du travail ou de l'Organisation mondiale de la santé, ou encore le somptueux monument de l'ONU sur les bords de l'East River à New York — expriment mieux que toute parole le mépris hautain avec lequel la conception « humaniste » évacue de son champ le monde des travailleurs et des pauvres.

5.

Pour les sociétés de la diaspora africaine (mina, nagô, jêjê) de São Luis, d'Alcantara, de Timon, cf.

J. Ziegler, *Les Vivants et la Mort, op. cit.*

6.

C. Lévi-Strauss, *Tristes Tropiques* , Paris, Plon, 1955, p. 446.

7.

Depuis l’instauration de la dictature militaire (1964), la plupart des gouverneurs sont désignés directement par Brasilia.

8.

Région côtière du Maragnan.

9.

Palmier à huile. Cet arbre majestueux est la principale richesse de l’État.

10.

Carrés de terre cuite, peints de couleurs vives et protégeant les façades contre l’érosion du vent et du sel.

11.

Malraux : « Avec une détresse calme, nous prenons conscience de l’opposition de nos actions et de notre vie profonde. Celle-ci, intensité, ne peut appartenir à l’esprit. Il le sait et tourne à vide, belle machine que tachent quelques gouttes de sang… Car cette vie profonde est aussi plus rudimentaire, et sa puissance, qui montre l’arbitraire de l’esprit, ne saurait nous délivrer de lui. Elle lui dit : “Tu es mensonge, et moyen de mensonge, créateur de réalités…” Et il lui répond : “Oui.” » A. Malraux, *La Tentation de l’Occident* , Éd. Livre de poche.

12.

J’insiste sur ce point, les revendications du groupe de Lima ne peuvent faire l’objet d’une négociation pour deux raisons distinctes : d’une part elles mettent en question le système impérialiste comme tel, et les puissances capitalistes du centre ne peuvent donc les accepter ; d’autre part elles sont formulées — la plupart du temps — par des gouvernants qui eux-mêmes trahissent systématiquement les aspirations légitimes de leurs peuples. Exemple : le contribuable français, en particulier, verse tous les ans d’énormes sommes pour la coopération économique, militaire, financière de la France avec les potentats des États néocoloniaux d’Afrique. Une bonne partie de ces fonds reviennent illico dans les coffres des banques helvétiques. Pour plus de sûreté, certains potentats, « amis de la France », se créent un domicile en Suisse. Ces opérations de retransfert

— rigoureusement couvertes par le secret bancaire et passant par de nombreux et habiles intermédiaires — sont difficiles à cerner. Mais parfois un coin du voile se lève. En novembre 1978, l'Agence télégraphique suisse, agence d'information officieuse du gouvernement, diffuse le texte

suivant : « Répondant à une question écrite du conseiller national Jean Ziegler, le Conseil fédéral rappelle les achats des biens-fonds effectués pour le compte de chefs d'État africains, ces derniers temps, en Suisse. Il s'agit des chefs d'État de la Côte-d'Ivoire, du Zaïre et de l'empire centrafricain.

M. Félix Houphouët-Boigny a été autorisé à acquérir en juin 1962, la majorité du capital-actions de la Société immobilière Grand-Air, propriétaire d'une villa érigée sur une parcelle de Vandœuvre (Genève). L'épouse de ce dernier a pu acquérir deux villas : l'une à Onex, l'autre à Chêne-Bougeries (Genève). Dans le canton de Vaud la commission foncière a permis, en mai 1968, l'achat par la femme du président Mobutu d'une villa à Savigny. Près de Berne, l'empire centrafricain a acquis une villa à Spiegel en 1977. »

II

L'espérance

Vivre comme un arbre, seul et libre,

Vivre en frères, comme les arbres d'une forêt.

Ce rêve est le nôtre.

Nazim Hikmet, *Ce pays est le nôtre* .

Où est le sujet de l'histoire nouvelle ? Où loge le contre-pouvoir capable, un jour, d'abattre l'État impérialiste, l'État compradore, les oligarchies financières du centre, leurs complices de la périphérie ? Où chercher cet invisible parti de la révolution, cette fraternité des hommes du refus ? Je ne suis pas à même de donner de réponse à ces questions. Je ne puis qu'indiquer ici des perspectives d'analyse[s **1**].

1. *Première perspective d'analyse :* la lutte de libération nationale *change* l'homme, produit un homme nouveau. Lumumba écrit :

… Ils ont corrompu certains de nos compatriotes, ils ont contribué à déformer la vérité et à souiller notre indépendance. Que pourrais-je dire d'autre ? Que mort, vivant, libre ou en prison sur ordre des colonialistes, ce n'est pas ma personne qui compte. C'est le Congo, c'est notre pauvre peuple dont on a transformé l'indépendance en une cage d'où l'on vous regarde du dehors tantôt avec cette compassion bénévole, tantôt avec joie et plaisir. Mais ma foi restera inébranlable. Je sais et je sens du fond de moi-même que tôt ou tard, mon peuple se débarrassera de tous ses ennemis intérieurs et extérieurs, qu'il se lèvera comme un seul homme pour dire non au colonialisme dégradant et honteux, et pour reprendre sa dignité sous un soleil pur **2**.

Lumumba dit encore :

Ni brutalité, ni sévices, ni tortures ne m'ont jamais amené à demander la grâce, car je préfère mourir la tête haute, la foi inébranlable et la confiance profonde dans la destinée de mon pays, plutôt que vivre dans la soumission

et le mépris des principes assurés. L'histoire dira un jour son mot, mais ce ne sera pas l'histoire qu'on enseigne à Bruxelles, Paris, Washington ou aux Nations unies, mais celle qu'on enseignera dans les pays affranchis du colonialisme et de ses fantoches. L'Afrique écrira sa propre histoire et elle sera — au nord et au sud du Sahara — une histoire de gloire et de dignité **3.**

La lutte de libération nationale accouche d'un homme nouveau. Ou, comme le dit Fanon, elle

transforme des spectateurs écrasés d'inessentialité en acteurs saisis de façon quasi grandiose par le faisceau de l'Histoire. Elle introduit dans l'être un rythme propre apporté par de nouveaux hommes, un nouveau langage, une nouvelle humanité. Elle est création d'hommes nouveaux. Cette création ne reçoit sa légitimité d'aucune puissance surnaturelle **4**.

Mais cet *homme en lutte est un homme de passage*. Il passe au firmament de l'histoire comme une étoile promptement éteinte. Rien n'est jamais définitivement acquis. Cet homme nouveau, capable d'extraordinaires sacrifices, d'une abnégation, d'un amour des autres sans limites, est un homme éphémère.

La lutte de libération nationale est — dans l'histoire d'un peuple — un moment fort, culminant. Il est aussi un moment de passage. D'affreuses perversions guettent les libérateurs les plus intransigeants.

Exemples : en 1943, le peuple juif de Pologne, frappé d'annihilation, d'holocauste, s'est dressé contre l'occupant dans le ghetto de Varsovie. Il a donné à l'humanité entière une leçon éternelle de courage. En octobre 1977, parmi les généraux de l'état-major israélien qui ordonnent le bombardement, la destruction des femmes, hommes et enfants enfermés dans les camps de réfugiés de Saïda, de Tyr, de Nabatie, il y a des survivants de l'insurrection du ghetto de Varsovie. En 1958, à la villa Susini, à la prison de Barberousse, en Algérie, des officiers français torturent à mort des patriotes algériens. Parmi ces officiers, il y en a qui furent d'admirables résistants au côté de Jean Moulin, de Charles Tillon ; au nombre des tortionnaires les plus impitoyables figurent des hommes qui, quinze ans auparavant, avaient été eux-mêmes torturés par la Gestapo à l'hôtel *Majestic*, à Paris…

La liste de ces renversements sanglants, de ces effondrements, de cette perversion des héros, des « amants de la liberté » (Rousseau), est interminable : Atatürk, les jeunes officiers nationalistes ottomans qui ont rétabli par le combat la liberté de la nation turque, ont perpétré le génocide du peuple arménien. Les

maquisards algériens du FLN ont été pendant sept ans le refuge de la dignité humaine ; dès 1962, sous le gouvernement de Ben Bella, les commissaires de police torturaient à nouveau des détenus dans les prisons d'Algérie. Et que dire de la totale perversion subie par toute une génération de révolutionnaires bolcheviks qui, au prix d'effroyables souffrances, arrachèrent à l'Histoire le premier gouvernement ouvrier et paysan du monde, et qui, dès leur installation au pouvoir, mirent en place un des plus monstrueux appareils de contrainte que l'humanité ait connus ?

La lutte de libération armée est un processus précaire. Les hommes nouveaux dont elle accouche restent des hommes fragiles. Les libérateurs succombent à la perversion du pouvoir. Une fois la libération du territoire national acquise, une autre aventure s'engage : celle de la lutte pour la construction d'une société, construction politique, économique et culturelle, œuvre collective dans laquelle les hommes continuent à se transformer. C'est précisément cette route qui est aujourd'hui barrée par l'agression impérialiste. Pourtant, à chaque fois qu'un mouvement de libération remporte une victoire sur l'oppresseur, pour tous les peuples, l'espérance, la justice exigible augmentent.

2. *Deuxième perspective d'analyse :* il n'existe pas d'États révolutionnaires, d'États dont la politique étrangère serait, constitutivement et comme par

nécessité, une politique de solidarité intransigeante, irréductible à l'égard de tous les travailleurs, de toutes les classes opprimées, de tous les peuples humiliés de la terre. Écoutons ce qu'en dit Mao Tsé-toung :

Les États socialistes appartiennent à *un type tout à fait nouveau* . Les classes exploiteuses y ont été renversées et le peuple travailleur y a pris le pouvoir. Dans les relations entre ces États, c'est le principe de l'union de l'internationalisme avec le patriotisme qui est appliqué. Nous sommes étroitement liés par un idéal et des intérêts communs **5.**

Pourtant bien que nés de la lutte de libération nationale, les États socialistes d'un « type tout à fait nouveau » sont avant tout des États placés au sein d'un rapport international des forces politiques, économiques, militaires. En d'autres termes : dès qu'une nation est constituée, dès que l'État nouveau existe, une rationalité nouvelle se mêle à la raison libératrice. La raison d'État est une raison conservatrice qui doit — même si elle affirme des principes internationalistes —

maintenir, préserver, renforcer l'acquis national, à l'intérieur du rapport de forces international qu'elle doit apprécier, et au moyen d'alliances avec des États

étrangers qu'elle choisit en fonction de ce rapport de forces et non nécessairement en fonction d'affinités idéologiques. La raison d'État, tout entièrement tendue vers le maintien, la préservation, le renforcement de ce qui existe, remplace graduellement la volonté de libération continue qui habite la lutte de libération nationale. Cette lutte, nous l'avons vu, ne s'arrête

« naturellement » qu'avec l'avènement de la société planétaire, organisée selon les paramètres de la réciprocité de l'immanence, de la complémentarité entre tous les peuples, entre tous les hommes. Ou, plus précisément : la révolution continue sous la révolution. L'histoire humaine ne connaît pas de terme nécessaire. Elle est tout entièrement investie par l'eschatologie, le manque positif, l'utopie. Elle est tendance, vecteur, projet, mouvement, désir d'identité avec l'autre.

Or là raison d'État, l'affirmation de la primauté de la volonté de conservation de l'acquis, brise le mouvement, contrarie le sentiment exigeant de la solidarité absolue, de la complémentarité entre tous les peuples et tous les hommes asservis. La Chine, née d'une des plus admirables luttes de libération que l'histoire ait connues, entretient des relations commerciales, financières avec

Pinochet sous prétexte d'affaiblir le « social-impérialisme » soviétique. Dans la guerre de libération du peuple angolais, la Chine appuie — par l'envoi d'experts et d'armes — les combattants bakongo de Roberto Holden du FNLA. Or, Holden n'est qu'un simple agent des services secrets nord-américains, son FLNA une organisation destinée à saboter la construction de la République populaire d'Angola **6**. Quant à l'Union soviétique, faut-il rappeler que cinquante ans après avoir instauré le premier gouvernement paysan et ouvrier du monde, elle a occupé militairement la Tchécoslovaquie et fait écraser les insurrections ouvrières de Potsdam et de Gdansk ?

3. *Troisième perspective d'analyse* : dans les États industriels du centre, le capital multinational développe une stratégie subtile : par une concertation constante avec les instances du mouvement ouvrier, les sociétés multinationales rétrocèdent une partie de leurs profits impérialistes — c'est-à-dire des profits réalisés par la surexploitation des matières premières et des travailleurs des pays de la périphérie — aux travailleurs du centre. La surexploitation des matières premières et des hommes du Tiers Monde par le capital du centre devient ainsi l'affaire *commune*, appuyée sur un *commun* intérêt, de l'oligarchie et du mouvement ouvrier métropolitains. Cette union sacrée entre le capital et le travail du centre se resserre en temps de crise. Elle est — du point de vue des

syndicats — parfaitement *justifiable* ***7***. Elle garantit le maintien de l'emploi, la progression des salaires et le développement de l'État social. Mais elle fait définitivement

mourir

l'internationalisme

prolétarien,

c'est-à-dire

la

transformation de la lutte de classe endogène en une lutte anti-impérialiste planétaire **8**.

Le conflit entre travail et capital dans sa forme traditionnelle tend à disparaître. Face au conflit entre l'oligarchie impérialiste et ses alliées du centre et de la

périphérie, d'une part, et les peuples dominés de l'aire tricontinentale, de l'autre, le classique conflit capital/travail devient en métropole une contradiction secondaire. La production industrielle, réclamant une main-d'œuvre nombreuse, se déplace de plus en plus à la périphérie. Les prix de revient y sont moindres, les syndicats souvent inexistants et les conditions d'investissement infiniment favorables (exemption d'impôts, dépenses d'infrastructures assumées par l'État périphérique, retransfert des profits et des royalties assorti d'un fort gain monétaire, etc.). Marx : « Le travail mort devient le principal support du capital. » En France, en Allemagne, en Italie, en Suisse, les sociétés multinationales entretiennent avant tout les centres de recherches, des laboratoires, des sociétés de service, des usines de transformation à technologie élevée. Dans ces pays-là, la classe ouvrière se rapproche donc de plus en plus des classes tertiaires. La mobilité verticale collective transforme les ouvriers manuels en gestionnaires d'un mode de production fortement rationalisé, automatisé, électronisé. Ces nouveaux employés ont — avec leur propre force de travail — un rapport entièrement nouveau. Ce qu'ils vendent aujourd'hui au capitaliste, ce n'est plus simplement leur force physique, c'est surtout leur savoir, leur pouvoir de négociation, leur attitude à la table de concertation.

Horkheimer :

Les ouvriers se rallieront toujours à la dénonciation de la persécution capitaliste ou d'un politicien désigné par les dirigeants syndicaux pour avoir violé les règles du jeu. Mais les ouvriers ne mettent pas en question ces règles mêmes. Ils ont appris à accepter comme un fait immuable leur injustice sociale, même l'injustice à l'intérieur de leur propre groupe. Ils ont appris à respecter ce genre de faits comme la seule chose qui mérite respect.

Leur conscience est fermée aux rêves d'un monde fondamentalement autre, comme elle est fermée à des notions qui, au lieu d'être de simples classifications de faits, se mesurent à la réalisation effective de ces rêves.

Les conditions économiques modernes engendrent chez eux une *attitude*

positive [9] .

Les situations conflictuelles les plus explosives sont ainsi parfaitement gérées.

Exemple : il existe aux États-Unis (novembre 1977) plus de 7 millions de chômeurs. Or, ces masses d'hommes ou de femmes expulsés du processus du

trjvail restent parfaitement intégrées au système. Le sur-profit capitaliste permet de leur fournir un « salaire » de chômeur qui maintient leur mode de vie antérieur, donc qui démobilise leurs velléités de protestation. Les chômeurs sont intégrés au système comme consommateurs, donc, indirectement, comme producteurs. Autre exemple : entre 1975 et la fin 1977, 14 000 postes de travail ont été supprimés dans la seule République de Genève. 13 % de tous les travailleurs ont perdu leur emploi. Conflit ? Non. Car la grande majorité des travailleurs licenciés sont des travailleurs immigrés. Ils ont tout simplement été renvoyés dans la périphérie dominée du monde industriel. Ils n'ont reçu aucun dédommagement digne de ce nom. Dans leur pays d'origine, la misère et le chômage les attendent. La classe ouvrière suisse est restée muette. Autre exemple : le gouvernement social-démocrate de République fédérale allemande livre des centrales nucléaires à la dictature militaire brésilienne ; les principaux syndicats allemands approuvent ce marché. Dernier exemple : la France de Valéry Giscard d'Estaing fournit à la dictature raciste sud-africaine les moyens qui lui ont permis de construire son armement nucléaire ; à part la CFDT, le mouvement syndical français reste muet.

Dernière remarque sur ce point : le capital financier multinational impérialiste réussit l'unification symbolique des anciens adversaires du centre. Jean Jaurès, au début de ce siècle, entrevit ce processus :

Je fus saisi, un soir d'hiver, dans la ville immense, d'une sorte d'épouvante sociale. Il me semblait que les milliers et milliers d'hommes qui passaient sans se connaître, foule innombrable de fantômes solitaires, étaient dénués de tous liens. Et je me demandais avec une sorte de terreur impersonnelle comment tous ces êtres acceptaient l'inégale répartition des biens et des maux, et comment l'énorme structure sociale ne tombait pas en dissolution.

Je ne leur voyais pas de chaînes aux mains et aux pieds, et je disais : « Par quel prodige ces milliers d'individus souffrants et dépouillés, subissent-ils tout ce qui est ?… » La chaîne était au cœur, la pensée était liée, la vie avait empreint ses formes dans les esprits, l'habitude les avait fixées. Le système social avait façonné ces hommes, il était en eux, il était en quelque façon devenu leur substance même, ils ne se révoltaient pas contre la réalité parce

qu'ils se confondaient avec elle. Cet homme qui passait en grelottant aurait jugé sans doute moins insensé et moins difficile de prendre dans ses deux mains toutes les pierres du grand Paris pour se construire une maison que de confondre

le système social, énorme, accablant et protecteur, où il avait, en quelque coin, son gîte d'habitude et de misère [10].

En Occident le capital a homogénéisé les consciences. Aujourd'hui, la réification est presque achevée. Le processus d'unification symbolique entrevu par Jaurès approche de son terme. Le travailleur est de plus en plus réduit à sa pure fonction marchande. Son individualité consiste dans le fait d'être typique.

Engagés dans la lutte de classe endogène, le mouvement ouvrier et la plupart de ses organisations constituées refusent de mener la lutte anti-impérialiste. Dans la guerre quotidienne que le capital hégémonique multinational livre aux peuples dominés d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, le mouvement ouvrier est

— dans sa majorité — l'allié convaincu de l'agresseur [11]. En Occident, la classe ouvrière est « nationalisée ».

Dans les pays d'Amérique latine, d'Asie et d'Afrique, un processus inverse a lieu. Ici la classe ouvrière n'est pas intégrée, associée au projet du capital. Elle est divisée par l'agression impérialiste, éclatée, anéantie comme force politique et syndicale. Le capital financier transforme en aristocratie ouvrière la mince couche de la classe travailleuse qu'il assimile à son projet compradore. Le capital financier marginalise, d'autre part, des foules de travailleurs de plus en plus nombreux, petits paysans chassés de leurs terres par l'extension des grands domaines exploités par les sociétés multinationales sur la côte du Pacifique, dans les plaines de l'Amazone, sur les collines du Kivu ou dans les savanes de Namibie. Clochardisation, « lumpen-prolétarisation » des travailleurs agricoles chassés de leurs gourbis, de leurs cases, de leurs huttes par une agriculture capitaliste mécanisée. Le peuple du Maragnan va chercher du travail à 4 000 km, à São Paulo. Des milliers de familles, bientôt désunies, atomisées, se mettent en route vers le sud. Entassés dans les camions de la *Transamazonienne*, accrochés aux ponts des poids-lourds, des centaines de milliers d'hommes (agriculteurs, travailleurs du coton, *vaqueiros* ou collecteurs de caoutchouc), chassés par les sociétés multinationales, sont déportés dans les sordides bidonvilles de Rio, de Belo Horizonte.

Les sociétés multinationales détruisent l'industrie nationale. Elles créent d'immenses complexes de fabrication et rationalisent, par un apport de capitaux massif, le processus de leur production. Dans les pays de la périphérie, le capital

hégémonique impérialiste fabrique des chômeurs comme par nécessité. Au pied des gratte-ciel de Caracas, de Kinshasa, de Dakar, de Kuala Lumpur, la mer morte des bidonvilles s'étend de jour en jour. Un immense peuple de la nuit, retiré de l'Histoire, enfermé dans une souffrance muette, subit sa lente et irréductible agonie.

Le capital impérialiste multinational remporte aujourd'hui une victoire essentielle : en « nationalisant » la classe ouvrière du centre, en anéantissant la classe ouvrière de la périphérie, il détruit la solidarité planétaire entre les hommes asservis.

4. *Quatrième perspective d'analyse :* toute espérance est-elle donc vaine ?

Non. Parce que le système impérialise, ce système de la réification planétaire, de la violence symbolique, physique, matérielle, de la contrainte totale, secrète ses propres ennemis, sa propre négation. Ces adversaires, plus nombreux aujourd'hui que les grains de sable du désert, se cherchent encore dans la nuit.

Ils constituent le front invisible du refus. Qui en fait partie ? Qui appelle dans la nuit ? Qui exige le regroupement ? Qui prépare la révolte **12** ?

Il existe une anthropologie matérialiste **13.** C'est elle qui nous fournit la réponse à ces questions : Tout homme éprouve le froid, le chaud, la faim, l'amour, l'espérance et la peur. Il s'éprouve vivant en existant, en produisant sa vie. Des évidences l'habitent : tout homme veut être heureux, désire manger, se protéger du froid, de l'angoisse, de la solitude. Or, tout homme est habité par une conscience réflexive. Un impératif catégorique l'habite, celui de connaître le monde, ou plus précisément celui de symboliser sa situation concrète dans le monde. Cette conscience possède un mode de fonctionnement spécifique : elle est conscience d'identité, c'est-à-dire que l'homme se sait appartenir à une espèce, il sait qu'il est l'autre et que l'autre est lui. Feuerbach : La conscience n'existe que pour un être qui a pour objet sa propre espèce et sa propre essence… Être doué de conscience, c'est être capable de science.

La science est la conscience des espèces. Or, seul un être qui a pour objet sa propre espèce, sa propre essence, est susceptible de prendre pour objet, dans leurs significations essentielles, des choses et des êtres autres que lui **14**.

En d'autres termes, seul parmi toutes les espèces vivantes, l'homme possède une conscience de l'identité. Un enfant sous-alimenté est un spectacle insoutenable

pour tout homme. La souffrance d'autrui me fait souffrir. Elle blesse ma propre conscience, la fissure, la rend « malheureuse » (Horkheimer) ;

elle détruit en moi ce que moi-même j'éprouve comme une « valeur »

irréductible, le désir de ne pas souffrir, de manger, d'être heureux. Elle anéantit en moi ce que j'ai de plus précieux : mon « humanité », c'est-à-dire la conscience irréductible de l'identité ontologique de tous les êtres humains. Ces

« valeurs » n'ont rien à voir avec un quelconque instituant méta-social, idéologique ou religieux. Elles relèvent de l'évidence matérielle. Ces « valeurs »

sont potentiellement universelles parce qu'elles sont constitutives de l'homme lui-même.

Mais la violence symbolique du capital, la rationalité marchande réifient la conscience de l'homme. L'homme n'est plus le sujet de son histoire. La marchandise fournit désormais les paramètres de son identité. En d'autres termes, la perception que l'homme fait de ces « valeurs » est médiatisée par la marchandise : le policier noir des « Special forces » sud-africaines qui torture le paysan noir ne perçoit pas sa victime comme un semblable. La bourgeoisie afrikaner instrumentalise le policier noir. Elle installe dans son cerveau la chimère sanglante de « l'ennemi ». Un même processus — quoique avec des connotations différentes — a lieu au sein de la classe ouvrière européenne : la conscience aliénée, homogénéisée de la classe ouvrière « nationalisée **15** »

perçoit le mineur sud-africain, le planteur camerounais, le journalier zaïrois comme un « concurrent » dont les revendications (prix équitables des produits africains, etc.) mettent en danger la stabilité de son emploi, le niveau de son pouvoir d'achat. En Occident comme dans le monde tricontinental, la première tâche du révolutionnaire est donc la destruction de la violence symbolique du capital et des significations meurtrières qu'elle impose aux hommes.

Une conscience nouvelle, inarticulée encore, une *conscience pour soi* est en train de naître. Cette conscience, dès maintenant, tient un langage. C'est le langage de la dissidence individuelle ou de la dissidence de petits groupes. Il s'agit d'un langage critique, fractionnalisé, sectorialisé, d'un langage de la pratique sociale. Le langage de la dissidence personnelle n'obéit à aucune organisation. Il incarne la dialectique vivante, imprévisible de la matière et de la volonté, de l'existant et du désir. Ce langage est le plus radical de tous. Dans *la Critique du droit*

politique de Hegel, Marx l'évoque ainsi : La critique dépouille les chaînes des fleurs imaginaires qui les recouvrent.

Non pour que l'homme porte des chaînes sans fantaisies, désespérantes, mais pour qu'il rejette les chaînes et cueille la fleur vivante. La critique (…) détruit les illusions de l'homme pour qu'il pense, agisse, façonne sa réalité

comme un homme désillusionné parvenu à l'âge de raison, pour qu'il gravite autour de lui-même comme de son soleil réel **16.**

L'avènement de la *conscience de classe pour soi* marque, dans l'histoire des hommes, le passage définitif à une forme supérieure d'être et de lutte. Cette conscience et la « classe » qui l'exprime sont une conscience et une « classe »

éparpillées, éclatées, disséminées à travers la terre. La conscience pour soi ressemble à un miroir brisé. Un seul morceau peut luire plus fort que mille soleils. Huigueras, 8 octobre 1967 — Che Guevara et douze de ses compagnons meurent, assassinés dans la montagne de Bolivie ; ils sacrifient leur vie pour la vie, la dignité des mineurs, des paysans et des ouvriers de Bolivie ; aucun mouvement ne naît de leur sacrifice. 1971 — A Maria-Helena, dans le désert nord du Chili, des mineurs acceptent de faire trois tours consécutifs dans les mines de salpêtre, de rester 18 heures sous terre, de ruiner leur santé afin d'assurer la fragile victoire du programme de production du gouvernement d'Unité populaire. L'Unité populaire a été détruite, Allende et des milliers de ses camarades ont été assassinés. Mais, le temps d'un éclair, la lumière de la *conscience d'identité*, de la *conscience pour soi* a embrasé l'horizon de l'histoire.

Romantisme ? Poésie d'un refoulé révolutionnaire ? Messianisme irrationnel né du spectacle d'un monde dément ? Non. La critique du langage social, du langage non totalisant, est plus radicale aujourd'hui qu'aucune des idéologies formulées. Car, justement, elle ne vise pas à prendre le pouvoir, mais à détruire tout pouvoir que des hommes exercent sur d'autres hommes. Le front du refus

— réseau de fraternité des hommes et des femmes de la rupture — est partout à l'œuvre. Ce front est parmi nous, dans l'anonymat, l'échec, le silence. Il ne s'incarne dans aucun mouvement d'ensemble institutionnalisé. Il n'a pas d'alternative cohérente. Mais dans ce non-formulé réside une force immense.

Le front du refus est un front de la négation totale. Il incarne ce qu'Adorno

nomme la *dialectique négative* [17]. Il ne veut pas simplement identifier, exploiter, pousser à bout des contradictions du système capitaliste impérialiste actuel. Il ne veut pas prendre le pouvoir d'État, il veut vaincre tout État, libérer la liberté et mettre fin à la proto-histoire des conflits institutionnalisés, gérés, gelés par les luttes organisationnelles. Tout pouvoir est destiné à être vaincu : le pouvoir d'État, le pouvoir de la famille, le pouvoir des patrons, des contremaîtres, des gérants intronisés par un parti, le pouvoir de la science, de la culture hiérarchisée, du savoir que les uns produisent, que les autres consomment. Tout

pouvoir produit sa propre vérité et cette vérité est toujours une vérité du pouvoir, de son développement, de sa conservation. Elle n'est jamais une vérité d'hommes, c'est-à-dire une vérité dont les uniques paramètres sont le bonheur, la liberté, le bien-être de l'homme [18].

Le front du refus, cet invisible parti de la révolution, fraternité des êtres de rupture, réunit aujourd'hui tous les hommes, toutes les femmes d'Occident, d'Orient, du Sud, du Nord, quels que soient leur revenu, leur insertion nationale, leur race, qui ne supportent plus l'unité négative du monde, c'est-à-dire un ordre qui donne comme naturels, universels et nécessaires la richesse rapidement croissante de quelques-uns et le dépérissement continu du plus grand nombre.

Opposant à ce qui est une négation radicale, ce front incarne le *« désir du tout autre »*, le rêve éveillé, l'utopie positive, l'eschatologie d'un monde voué à la justice. Un monde organisé selon les principes de la rareté sociale, politique, économique, donc un monde de la violence, où la fragile liberté, le relatif bien-

être de quelques-uns se paient du désespoir, de la faim de la multitude, est *un monde faux*. Si je suis l'Autre, si l'Autre est moi, il n'y aura jamais de dignité, de paix, de liberté dans aucune société avant que tous les hommes ne soient libres, ne vivent dans la justice, ne mangent à leur faim. Tout homme ne se construit qu'à l'aide d'autres hommes, dans le libre exercice de son amour. Tant que la réciprocité de l'immanence, tant que la conscience pour soi n'aura pas remplacé la conscience en soi, il n'y aura pas de société, de vie, d'humanité possibles sur cette terre.

Brecht :

A la table de qui le Juste refuserait-il de s'asseoir

S'il s'agit d'aider la justice ?

Quel remède paraîtrait trop amer

Au mourant ?

Quelle bassesse refuserais-tu de commettre

Pour extirper toute bassesse ?

Si tu pouvais enfin transformer le monde, que

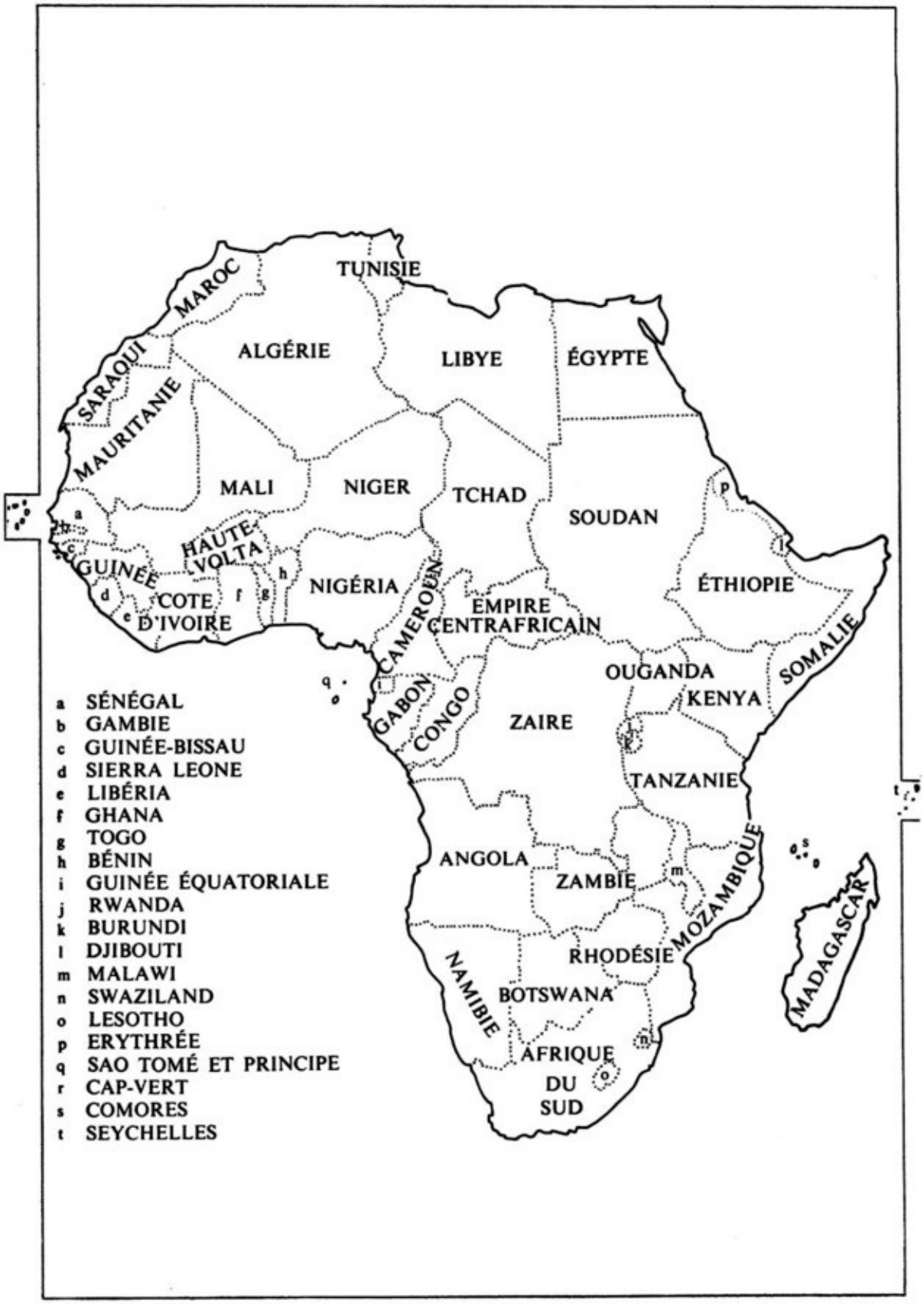
N’accepterais-tu de faire ?

Qui es-tu ?

Enfonce-toi dans la fange,

Embrasse le bourreau, mais

Change le monde : il en a besoin **19** !


TUNISIE
MAROC
ALGÉRIE
LIBYE
ÉGYPTE
SARAQUI
MAURITANIE
MALI
NIGER
TCHAD
SOUDAN
HAUTE-VOLTA
GUINÉE
COTE D'IVOIRE
NIGÉRIA
CAMEROUN
EMPIRE CENTRAFRICAIN
ÉTHIOPIE
SOMALIE
OUGANDA
KENYA
GABON
CONGO
ZAIRE
TANZANIE
ANGOLA
ZAMBIE
MOZAMBIQUE
RHODÉSIE
NAMIBIE
BOTSWANA
AFRIQUE DU SUD
MADAGASCAR
a SÉNÉGAL
b GAMBIE
c GUINÉE-BISSAU
d SIERRA LEONE
e LIBÉRIA
f GHANA
g TOGO
h BÉNIN
i GUINÉE ÉQUATORIALE
j RWANDA
k BURUNDI
l DJIBOUTI
m MALAWI
n SWAZILAND
o LESOTHO
p ERYTHRÉE
q SAO TOMÉ ET PRINCIPE
r CAP-VERT
s COMORES
t SEYCHELLES

1.

L’élaboration de ces perspectives doit beaucoup à Fabrizio Sabelli. Je lui dis ma vive gratitude.

2.

Dernière lettre de Patrice Lumumba à sa femme Pauline, avant d’être assassiné le 17 janvier 1961 ; in *La Pensée politique de Patrice Lumumba, op. cit* ., p. 389 s.

3.

Ibid.

4.

F. Fanon, *Les Damnés de la terre, op. cit.* , p. 30.

5.

Mao Tsé-toung, *Intervention devant le Soviet suprême lors du 40e anniversaire de la révolution d’Octobre* , 6 novembre 1957, Moscou, in Mao Tsé-toung, *Œuvres complètes* , Pékin, Éd. en langues étrangères, 1967 ; aussi Mao Tsé-toung, *Déclaration pour soutenir la juste lutte patriotique du peuple panaméen contre l’impérialisme américain* , 12 janvier 1964, in Mao Tsé-toung, *Œuvres complètes, op. cit.*

6.

Front national de la libération d’Angola, mouvement mukongo, régionaliste, opérant sur les frontières nord de la République populaire d’Angola, le FNLA est financé par les compagnies pétrolières désireuses de s’implanter dans l’enclave de Cabinda, par le gouvernement zaïrois et par les services nord-américains. Mai 1980 : à Cabinda les opérations de sabotages continuent sporadiquement. Quant à Holden Roberto, il est provisoirement retiré dans son hôtel particulier de Neuilly, près de Paris.

7.

Cf. « Les journées d'études du parti communiste français », Nanterre, 23-25 mai 1975, actes publiés in *La Crise* , ouvrage collectif, Paris, Éd. sociales, 1975.

8.

Il existe toutefois quelques poches de résistance. Certains secteurs du parti socialiste français, par exemple, refusent d'admettre comme une fatalité la « nationalisation » du mouvement ouvrier.

François Mitterrand :

« Faut-il, lorsqu'on défend la liberté et qu'on avance hardiment, faut-il regarder où l'on met les pieds, ou faut-il avoir le regard haut sans s'occuper de tout cela, et dire partout la vérité que l'on ressent ?… Je dis bien que nous avons le devoir d'intervenir auprès de la conscience universelle quand nous parvient l'écho des fusillades d'Iran, d'Indonésie… La liste est si longue ! Nous aiderons les mouvements révolutionnaires d'indépendance partout où cela sera possible » (Discours de Nantes, texte in *Le Monde* , 21 juin 1977).

Cf. aussi *Les Socialistes et le Tiers Monde, éléments pour une politique de relation avec le Tiers Monde* , ouvrage collectif de la Commission Tiers Monde du PS, dirigée par Lionel Jospin. Cf. aussi J. Rous, *Tiers Monde, réforme et révolution* , Dakar/Paris, Ed. Présence africaine, 1977.

9.

M. Horkheimer, *Kritische Theorie* , vol. 2, Francfort, Fischer, 1968, traduction du passage cité par J. Z.

10.

In M. Bataille, *Demain Jaurès* , préface F. Mitterrand, Paris, Éd. Pygmalion, 1977, p. 39.

11.

Face au monde complexe des États socialistes constitués, l'impérialisme recherche une forme de collaboration pacifique provisoire ; la coexistence permet un partage du monde provisoire, c'est-à-

dire l’organisation, à l’abri de toute interférence adverse, de zones de domination autonomes.

Exemple : l’Amérique latine est aujourd’hui en voie d’être transformée en un bloc colonial homogène, administré par les appareils militaires dépendant directement du capital nord-américain.

Si les accords d’Helsinki (1976) semblent avoir partagé définitivement les zones de domination en Europe, il n’en est pas de même en ce qui concerne les territoires d’Asie et d’Afrique. En Afrique, notamment, la progression de l’impérialisme est constante. Il établit une mainmise de plus en plus ferme sur les protonations d’expression française et anglaise. Il renforce constamment ses bastions au Zaïre, en Afrique du Sud ; il prend pied en Somalie, en Égypte, au Soudan, sur les bords du Zambèze, au sud de l’Angola et en Namibie. Il mène, contre des nations en devenir, une guerre de

sabotage par mouvements satellites interposés. Et il rencontre sur le front de son avance l’Union soviétique.

12.

Il n’est pas indifférent de savoir qui, dans une société du centre, gouverne l’État. Pour le sort des travailleurs, pour leur dignité, il est important que l’union des partis et mouvements de gauche exerce le pouvoir d’État, que le gouvernement de l’oligarchie et de ses classes associées soit battu aux urnes.

Mais l’essentiel, c’est-à-dire le passage d’un ordre social mondial basé sur la rareté organisée à un ordre planétaire organisé selon les paramètres de la réciprocité de l’immanence, n’est point résolu par un simple changement de gouvernement, en France, en Suisse ou ailleurs. Le front du refus, l’insurrection planétaire des consciences, imposeront seuls ce passage.

13.

Deux auteurs (appartenant à l’École de Francfort) tentent de formaliser cette anthropologie :

— Paul-Louis Landsberg, élève, puis assistant de Horkheimer, militant antifasciste, réfugié en France, arrêté par la Gestapo et assassiné à Auschwitz, écrit une *Einfuehrung in die philosophische Anthropologie* , Francfort, 1934 ;

— Erich Fromm publie *Das Menschenbild bei Marx* , Europaeische Verlagsanstalt, Zurich, 1969.

14.

L. Feuerbach, *Manifestes philosophiques* , traduction L. Althusser, Paris, PUF, 1960, p. 57-58.

15.

J’ai indiqué à la p. 36 le double sens que prend le terme de classe ouvrière nationalisée. Ici il n’est question que de son sens négatif : c’est-à-dire de la régression de la conscience de classe anti-impérialiste, internationaliste vers une conscience de classe résiduelle qui est envahie, investie par la rationalité impérialiste de l’oligarchie dominante.

16.

K. Marx, *Critique du droit politique de Hegel* , Paris, Éd. sociales, 1975, p. 198.

17.

Th. Adorno, « Negative Dialektik », in *Schriften* , vol. 6, Francfort, 1973. — « Resignation in Kritik », in *Kleine Schriften zur Gesellschaft* , Francfort, 1973. — *Der Positivismussstreit in der Deutschen Soziologie* , Éd. Luchterhand, 1972, p. 19 s.

18.

Marx : « C’est la tâche de l’histoire après la disparition de l’Au-delà de la vérité d’établir la vérité de ce monde-ci. » K. Marx, *Critique du droit politique de Hegel, op. cit* ., p. 198. La vérité de ce monde-ci est la vérité qui naît de la réciprocité de l’immanence, de la complémentarité, non d’une hiérarchie de pouvoir, de soumission.

19.

B. Brecht, *Change le monde, il en a besoin.*

Bibliographie

Ce livre veut être une arme pour la lutte de classe. Il n'est ni un nouveau traité de sociologie africaine, ni une monographie d'anthropologie culturelle. Ce livre analyse les stratégies de domination que le capital financier multinational met en œuvre pour asservir les sociétés et les États d'Afrique. Il étudie les formations sociales de résistance (mouvements de libération nationale, fronts régionaux, etc.) que les peuples dominés opposent à l'agression impérialiste. Il tente enfin de formuler une théorie sur les nations de la périphérie et leur dépassement dans un front de classe anti-impérialiste planétaire.

Nourri du combat militant comme de l'activité proprement « scientifique **1** », ce livre s'alimente à des sources multiples. L'énumération des principaux ouvrages que j'ai consultés ou la simple récapitulation des ouvrages cités dans le texte n'en dirait pas la généalogie réelle.

Ces remarques bibliographiques ont trois buts précis : 1. Indiquer les références théoriques implicites qui sont au fondement du livre ; 2. Fournir aux lecteurs éventuels les éléments bibliographiques lui permettant de dépasser mes propres conclusions par une lecture et une réflexion personnelles critiques ; 3. Certains dirigeants de mouvements de libération africains sont en même temps de remarquables théoriciens : je veux signaler quelques-uns de leurs textes les plus significatifs.

1. Tout auteur possède ses irréductibles partis pris axiomatiques. Ma propre vision du monde procède de la pensée matérialiste et dialectique. Parmi les principaux auteurs qui l'alimentent, je cite : — J.-P. Sartre, *Critique de la raison dialectique*, Paris, Gallimard, 1960.

— E. Bloch, *Principe espérance*, vol. I et II, Paris, Gallimard, 1976 ; *Geist der Utopie*, Éd. Cassierer, Berlin, 1923.

— L. Feuerbach, *Manifestes philosophiques*, PUF, Paris, 1960.

— M. Horkheimer, Th. Adorno, *La Dialectique de la raison*, Paris, Gallimard, 1974.

— M. Horkheimer, *Kritische Theorie*, vol. I et II, Fischer Verlag, 1970.

— Th. Adorno, *Negative Dialektik*, Suhrkamp Verlag, 1966.

— G. Lukacs, *Histoire et conscience de classe*, Éd. de Minuit, Paris 1960.

2. Depuis la parution à la fin des années cinquante des œuvres pionnières de R. Dumont, J. Berque, G. Balandier, Y. Person, L. V. Thomas, J. Duvignaud, P. Mercier, R. Bastide, Th. Hodgkins, G. Lavroff, J. Suret-Canale, *e.a*., la sociologie politique africaine ne cesse de progresser. Elle produit une littérature importante. Au lieu de me livrer à l'exercice de la reproduction d'une liste

— incomplète et arbitraire — d'ouvrages récemment parus, j'indique ci-après quelques-unes des principales bibliographies disponibles.

Pour les ouvrages en langue française, on consultera les *Analyses africanistes* publiées par le Centre d'analyse et de recherche documentaire pour l'Afrique noire, Paris, en collaboration avec l'Institut international d'études africaines, Londres, le *Bulletin signalétique de sociologie et d'ethnologie* du Centre national de la recherche scientifique ainsi que le *Bulltein analytique de documentation politique, économique et sociale contemporaine* des Presses de la Fondation nationale de science politique.

L'African studies association (USA), Université Brandeis, Massachusetts, édite : *African liberation movements, an interim bibliography* et *Bibliography for the study of african politics*.

The Journal of the african studies association (GB) publie : *African research and documentation, Current bibliography of african affairs* et (ensemble avec l'Université d'Oxford) *The african book publishing record*.

En ce qui concerne plus particulièrement l'Afrique d'expression portugaise, il faut voir la *Bibliografia sobre o continente africano* publiée par le *Centro de estudos africanos* de l'Université de São Paulo ; le même Institut publie également une bibliographie complète des travaux consacrés aux sociétés de la diaspora africaine au Brésil : *Bibliografia sobre o negro brasileiro*.

Deux encyclopédies constituent des outils de travail utiles : a. Claude Wauthier et Hervé Bourges, *Les 50 Afriques*, Éd. du Seuil, 1979, 2 vol.

b. *Les Africains*, Éd. Jeune Afrique, 1978, 12 vol.

3. Voici quelques grands textes classiques nés du combat anti-impérialiste en Afrique : — M. Ben Barka, *Écrits politiques*, Paris, Maspero, « Cahiers libres 84-84 », 1966.

— A. Cabral, *Unité et Lutte ;* vol. I : *L'Arme de la théorie*, vol. II : *La Pratique révolutionnaire*, Paris, Maspero, 1975.

— A. Cabral, *Guinée portugaise, le pouvoir des armes*, Paris, Maspero, 1970.

— De Andrade, *Amilcar Cabral*, Maspero, 1980.

— *Lumumba vivant*, choix de textes, Bruxelles, Éd. La Taupe, 1970.

— *La Pensée politique de Patrice Lumumba*, préface de J.-P. Sartre, textes recueillis par J. van Lierde, Paris, Éd. Présence africaine, 1963.

— S. Machel, *Le Processus de la révolution démocratique populaire au Mozambique*, Paris, Éd. L'Harmattan, 1978.

— N. Mandela, *Plaidoirie du 20 avril 1964* devant le tribunal de Johannesburg, lors du procès dit de Revonia **2**, éditée par la revue *Christian Action*, Londres, 1964.

— Eduardo C. Mondlane, *FRELIMO, the struggle for independence in Mozambique*, in *Southern Africa in transition*, ouvrage coll. édité par J.

Davis et J. K. Baker, New York, 1966.

— K. N'Krumah, *Neocolonialism, the last stage of imperialism*, Londres, Éd.

Nelson, 1965.

— K. N'Krumah, *Ghana, autobiography*, Londres, Éd. Nelson, 1957 (en français : Éd. Présence africaine).

— K. N'Krumah, *Towards colonial freedom : Africa in the struggle against world imperialism*, Londres, Heinemann, 1962.

— J. Nyerere, *Freedom and unity*, Oxford University Press, 1967.

— J. Nyerere, *Freedom and socialism*, Oxford University Press, 1968

(partiellement traduit aux Éd. La Clé, Yaoundé, 1972).

— J. Nyerere, *Ujama, essays on socialism*, Oxford University Press, 1970.

1.

Ce terme ambigu désigne les activités suivantes :

— mes propres enquêtes parcellaires, thématiquement limitées, au sein de certaines sociétés d'Afrique centrale et de la diaspora africaine du Brésil et dont j'ai rendu compte dans des revues (exemple : *Cahiers internationaux de sociologie)* ou des ouvrages antérieurs ;

— l'étude critique des sources secondaires ;

— la confrontation, au cours de colloques, séminaires, congrès, de mes propres hypothèses avec celles de mes étudiants ou de mes collègues ; la graduelle émergence enfin, à travers ces débats, des principales thèses de ce livre.

2.

Revonia, banlieue de Johannesburg, abritait le quartier général clandestin de l'African National Congress ; le 11 juin 1963, la police sud-africaine y arrêta les principaux dirigeants de la résistance africaine, dont Nelson Mandela.

Document Outline

- Couverture
- Ouvrages de Jean Ziegler
- Dédicace
- Copyright
    - Introduction
- PREMIÈRE PARTIE - LES ENNEMIS DE L’ESPOIR
    - I - L’empire de la rareté
    - II - Théorie de la nation
    - I. La nation en Europe.
    - II. La nation en Afrique noire.
    - III. Lutte anti-impérialiste — Lutte de libération nationale.
    - III - Conscience possible, conscience en soi, conscience pour soi
- DEUXIÈME PARTIE - LES ANCÊTRES DE L’AVENIR
    - I - Les ancêtres de l’avenir
    - II - N’Krumah : la prophétie panafricaine
    - I. Les racines de l’idéologie panafricaine.
    - II. Connaître l’ennemi.
    - III. La déchéance du prophète.
    - III - Patrice Lumumba, le rêve de l’État unitaire, transethnique
    - I. Le règne du pillage.
    - II. Naissance d’un prophète.
    - III. L’État unitaire : vocation universelle de la nation.
    - IV - Gamal Abdel Nasser : la résurrection de la communauté historique
    - I. La conjuration des Officiers libres.
    - II. La résurrection de la « communauté historique ».
    - III. La chute du Messager.
- TROISIÈME PARTIE - L’ARMÉE DE LA FAIM
    - I - La lutte de libération des peuples d’Afrique du Sud
    - I. Théorie de la nation duelle.
    - II. Genèse du mouvement de libération nationale.
    - III. Un ennemi divisé.
    - IV. Perspectives.
    - II - Libération et culture : le cas de la Guinée-Bissau

    - I. Les trois thèses d’Amilcar Cabral.
    - II. Le mouvement de libération nationale PAIGC.
    - III. La conversion des maîtres.
    - III - L’Afrique trahie : les protonations
    - I. Théorie de la protonation.
    - II. Le cas du Katanga.
    - III. L’État protonational.
    - IV. Épilogue provisoire : la protonation dispersée.
- QUATRIÈME PARTIE - LE FRONT DU REFUS
    - I - L’ombre
    - II - L’espérance
    - Bibliographie